

La France dans le Pacifique

L'accord de dimanche sur la Nouvelle-Calédonie devrait avoir pour première conséquence de remplacer l'affrontement armé entre communautés par des négociations autour d'un tapis vert. Certes, l'entente sera difficile. Mais, si ce compromis est avalisé sur le terrain, le sang devrait cesser de couler et le Caillou quitter l'actualité brûlante. Tant mieux pour le territoire, tant mieux aussi pour l'image de la France dans le Pacifique sud.

Depuis des années, les efforts de Paris pour faire reconnaître sa place de puissance à part entière par les pays de la région se heurtent à la perpétuation d'une situation coloniale, ou considérée comme telle, en Nouvelle-Calédonie, ainsi qu'à la poursuite des expériences nucléaires à Mururoa. Viscéralement antinucléaires, bien que l'Australie ait offert jadis ses vastes espaces aux essais des bombes britanniques, les pays du Pacifique se sont toujours opposés aux tests, et continueront de le faire. Mais ils sont réalistes et ils savent que la stratégie de dissuasion bénéficie en France d'un consensus.

Tout autre était la situation en Nouvelle-Calédonie. Canberra et Wellington savaient que la politique à la hussarde de M. Chirac et Pons était contestée non seulement à l'Élysée, mais aussi par M. Barre. Après avoir soutenu en son temps le « plan Pisané », Australiens et Néo-Zélandais ne peuvent que se satisfaire du nouvel accord. Le chef de la diplomatie néo-zélandaise, M. Marshall, l'a qualifié de « pas en avant ». Dès la rédaction de M. Mitterrand, le premier ministre de Canberra, M. Hawke, avait préché aux pays voisins la patience et la modération.

Le temps n'est plus aux rivalités franco-britanniques. En dépit de désaccords importants, M. Marshall déclarait, en mars, que « la France a un rôle à jouer dans le Pacifique sud ». Soucieux de préserver le caractère de « mare nostrum » occidentale du plus grand océan de la planète et d'en écarter d'éventuelles ambitions soviétiques..., voire libyennes, attirées par l'instabilité calédonienne, les Australiens trouvaient déplorable que leurs relations avec la France soient moins bonnes que celles qu'ils entretenaient avec l'URSS.

Une fois l'hypothèque calédonienne levée, la France pourra poursuivre le renforcement de ses positions dans une atmosphère plus favorable. Ses efforts dans le domaine de la coopération seront regardés avec moins de méfiance. La Nouvelle-Calédonie réconciliée et la Polynésie mieux équilibrée devraient s'intégrer progressivement dans ce petit monde d'étoiles et d'archipels à l'étonnante cohésion interne. Autonomes dans leurs provinces, les Canaques vont pouvoir nouer ouvertement des liens avec leurs « frères » mélanésiens et polynésiens. M. Laffont lui-même veut faire de Nouméa, en dix ans, « la vraie vitrine de la France » dans la région.

Il n'est pas possible d'être une grande puissance sans une diplomatie à l'échelle de la planète. En prenant la place qui est la sienne dans le Pacifique sud, la France devrait conforter sa position dans une région dont le rôle ne cesse de s'accroître dans le jeu économique mondial.

Une certaine déception chez les indépendantistes canaques

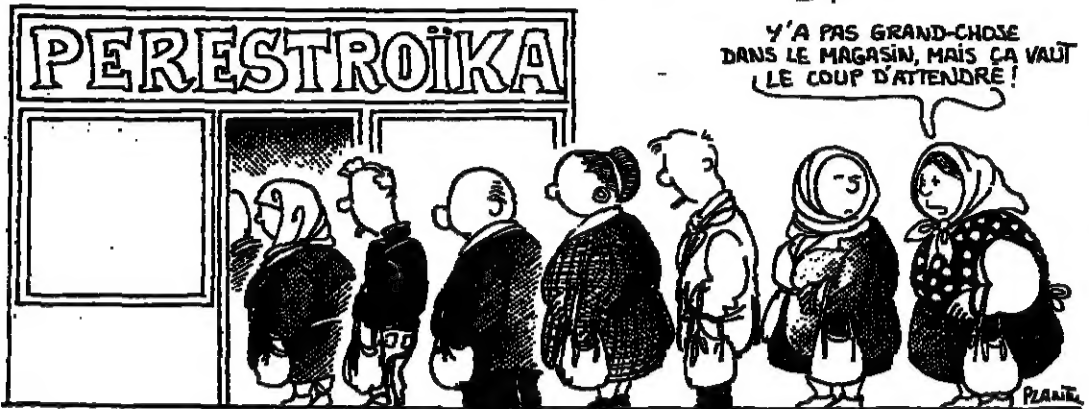
(Lire page 9 l'article d'ALAIN ROLLAT.)



M 0147 - 0629 0 - 4,50 F

L'ouverture de la conférence du Parti communiste

M. Gorbatchev propose de démocratiser les institutions soviétiques



M. Mikhaïl Gorbatchev a ouvert par un long rapport, le mardi 28 juin, la dix-neuvième conférence nationale du PC soviétique. Il a notamment proposé une réforme profonde du système politique allant dans le sens d'un renforcement du contrôle exercé sur le parti par les assemblées élues.

MOSCOU
de notre correspondant

Le peuple soviétique, a déclaré le mardi 28 juin M. Gorbatchev à l'ouverture de la dix-neuvième conférence du parti, ne pourra pas réaliser les objectifs de la « perestroïka » sans procéder à une réforme du système politique. Insistant beaucoup sur le développement du rôle des soviets (les assemblées élues), le secrétaire

général a notamment proposé que les « premiers secrétaires du Parti communiste (à chacun des niveaux où il en existe) deviennent présidents des présidium des soviets » de niveau correspondant. Cette réforme reviendrait, de fait, à faire confirmer par les Parlements la désignation des premiers secrétaires dans la mesure où l'on imagine mal, a priori, que le parti maintienne à sa tête un homme qui aurait été désavoué par la représentation populaire. Bien que cela n'ait pas été explicitement dit, cette proposition pourrait aussi conduire à une confusion des fonctions de secrétaire général du Parti soviétique et de chef de l'État, puisque ce qui serait vrai au niveau des républiques, des régions et des villes, devrait aussi l'être au niveau fédéral.

Si elle était adoptée, cette réforme impliquerait à la fois un renforcement du rôle du parti (qui trouverait là une nouvelle

légitimité), mais aussi l'établissement — tant réclamé dans les discussions qui ont précédé la conférence — d'une forme de contrôle social sur le parti. Ce contrôle demeurerait naturellement très relatif, puisque la composition des soviets n'est certainement pas en passe d'échapper au contrôle du parti. Mais il n'y en a pas moins là une évolution importante qui vise à briser la situation actuelle dans laquelle le seul vrai centre de pouvoir est aux comités du parti tandis que les soviets font de la figuration.

Plus significativement encore on fait, là aussi, un pas vers un système de type présidentiel puisqu'un secrétaire général élu chef de l'État par le Parlement fédéral aurait une autorité redoublée — et serait aussi beaucoup plus à l'abri d'une révolution de palais au sein du Kremlin.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4 et nos informations pages 5 et 32.)

L'opposition face au nouveau gouvernement Rocard

La crise des droites

par Jean-Marie Colombani

La composition du deuxième gouvernement de M. Rocard devait, selon toute probabilité, être connue le mardi 28 juin en fin de journée, après le retour de M. Mitterrand du sommet de Hanovre. Ce gouvernement devait être marqué plus par l'ouverture vers la « société civile » que par de nouvelles tentatives d'ouverture politique vers le centre.

A l'Assemblée nationale, M. Giscard d'Estaing (UDF) a été élu président de la commission des affaires étrangères avec l'accord des socialistes.

(Lire nos informations page 32.)

La Biennale de Venise

300 artistes de 25 pays

La quarante-troisième Biennale de Venise, consacrée aux arts visuels, a été inaugurée, dimanche 26 juin. Vingt-cinq pays et près de trois cents artistes y sont représentés. Les Italiens s'y taillent la part du lion, avec un pavillon géant. On peut y découvrir aussi des artistes non conformistes des pays de l'Est, et tenter de saisir ce qui anime la très jeune création et son éclectisme « néo » sous diverses formes. Le peintre américain Jasper Johns et le pavillon italien ont reçu les grands prix.

Celui des jeunes est allé à l'Américaine Barbara Blum. L'Italien Enzo Cucchi et l'Anglais Tony Cragg ont eu droit à une mention spéciale du jury.

(Lire page 15 l'article de GENEVIÈVE BRÉRETTE.)

France n'est toujours pas réconciliée. Le gouvernement que M. Mitterrand et Rocard s'approprient à former ne sera pas d'union nationale, ni même de « grande ouverture », selon la terminologie chère à l'ancien président.

Sommes-nous pour autant, comme l'affirme ce dernier, menacés par ce « mal endémique » de notre vie politique, le « morcellement » ? La droite l'est, à coup sûr. Pour elle, la crise est là. L'habileté de M. Giscard d'Estaing et la sainte alliance des notables, au sein de l'URC, ont masqué, le temps d'un scrutin législatif, une réalité que l'élection présidentielle avait révélée et qui, désormais, reprend ses droits.

(Lire la suite page 11.)

Force 10

Bout au vent - Face au soleil

Lunettes Force 10 hommes et dames, en câble marin d'acier et plaqué or. Solaires (verres Zeiss ou photochromiques). Prix : 3.100 F.

Existent également en verres optiques.

FRED
JOAILLER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ricz, Hôtel Méridien, Espace "Galerie Lafayette", Paris. Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes, Hôtel Loews, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève, Beverly Hills, Houston, Dallas, New York.

Collision à la suite d'un défaut de freinage

Une quarantaine de morts gare de Lyon

Quarante-deux morts, trente-deux blessés, tel était, le mardi 28 juin en fin de matinée, le bilan encore provisoire de la catastrophe ferroviaire, survenue la veille à 19 h 8 au troisième sous-sol de la gare de Lyon, à Paris. Ces chiffres s'expliquent par la violence avec laquelle un train de banlieue en provenance de Melun, privé brusquement de freins, est venu s'encaster dans une autre rame en instance de départ pour Villeneuve-Saint-Georges.

Le visage de Jacques Chirac se tourne sans cesse vers le trou noir du quai en sous-sol. Au-delà, il le sait, commence une longue pente que le train fou de Melun a dévalée. A quelle vitesse ? 80 kilomètres/heure ? Davantage ? Les yeux du maire de Paris suivent les rails, et se reposent sur cette montagne de tôles déchiées qu'attaquent avec rage des dizaines de pompiers.

Comme Louis Mermaz à ses côtés, le maire de Paris, figé d'horreur, imagine la course libre de la rame, ces derniers mètres, sous la lumière crue des néons et, enfin, le choc. Inévitable. Terrible. Jacques Chirac ne sait plus comment qualifier le spectacle qu'il fixe. « C'est absurde », répète-t-il au ministre des transports, qui acquiesce doucement de la tête, hébété lui aussi. « Absurde. Incompréhensible. » Le premier wagon de ce qu'on appellera, tout au long de cette nuit maudite, « la rame percute », a littéralement coupé en deux le wagon du train de 19 h 4, qui, comme chaque soir, s'apprêtait — mais, malchance du « dispatching », sur un autre quai que d'habitude, et avec quelques minutes de retard — à partir pour

Villeneuve-Saint-Georges, bourré de passagers pressés.

Vers 23 heures, Jacques Chirac et Louis Mermaz, bousculés par l'activité de ruée des secours, ont compris ce que les voyageurs rescapés, les familles des victimes accourues de banlieue, ignorent encore, là-haut, à l'air libre : les socles des deux wagons encastrés reposent l'un sur l'autre. Même à se toucher, par endroits. « Deux crêpes de plusieurs centaines de tonnes du métal le plus lourd », commente un policier. Sur le quai, tout le monde sait que, pour les malheureux prisonniers de ce pressoir, il n'y a plus rien à faire depuis longtemps. Depuis la collision, à 19 h 8. Pudiquement, on a posé des couvertures sur ce qui pouvait dépasser de morceaux d'êtres humains, une main, un pied, une touffe de cheveux...

Toute la soirée, le bilan officiel des morts restera faux, par respect pour ceux qu'on ne peut approcher, ceux dont il ne sera possible de repérer la « silhouette » qu'au petit jour, à l'abri des regards, par l'emploi de moyens de levage et de traction qu'on n'emploie plus qu'au-delà de la vie.

PHILIPPE BOGGIO.
(Lire la suite page 12.)

La chute du camp de Chatila

Les partisans de M. Arafat ont perdu le contrôle du camp palestinien en ruines

PAGE 8

Airbus : faute de pilotage ?

Après l'accident de Mulhouse-Habsheim les « boîtes noires » révèlent que l'avion volait trop bas

PAGE 29

L'Europe monétaire à Hanovre

Les Douze ont décidé la création d'un comité des « sages »

PAGE 3

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

- Les rapports entre les médecins et l'industrie pharmaceutique
- L'étude de la fusion thermonucléaire

Pages 21 à 23

La libéralisation en Libye

Le printemps de Tripoli

PAGE 8

Les comptes de la nation

Le profit des entreprises retrouve son niveau d'avant 1973

PAGE 27

Les traditionalistes et Mgr Lefebvre

Divisions avant le sacre de quatre évêques

PAGE 14

Le sommaire complet se trouve en page 32

BIBLIOGRAPHIE

« LE CHANTIER UNIVERSITAIRE »
de L. Paye-Jeanneney et J.-J. Payan

Un plaidoyer antijacobin

ELLE est historienne : il est mathématicien. Elle et belle-fille de deux anciens ministres du général de Gaulle (1). Laurence Paye-Jeanneney se dit « de sensibilité barthelemy » : fils de postier et « produit de la méritocratie républicaine ». Jean-Jacques Payan est militant socialiste, tendance Chevènement. Ils ont travaillé ensemble pendant cinq ans, de 1981 à 1986, alors qu'il était directeur général du CNRS, puis directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche. Et ils ont éprouvé le besoin de mettre noir sur blanc les réflexions contrastées que leur a inspirées cette expérience.

Sortant au lendemain du second tour des élections, leur livre en duo — le Chantier universitaire — apparaît comme un exercice particulièrement opportun d'ouverture. Mais, indépendamment de cette conjoncture, il constitue un essai passionnant, traitant tous les grands problèmes politiques et administratifs qui se posent aux universités. Mêlant, sur un ton simple et alerte, la théorie et l'anecdote, cette conversation entre deux esprits libres aborde — exemples à l'appui — une foule de questions épineuses, comme la politisation de l'administration, l'influence des cabinets ministériels et des syndicats, le recrutement et le pouvoir des présidents d'université ou la participation des étudiants au financement de leurs études.

Libérer le recrutement

Ayant été les acteurs d'une partie difficile au moment où se discutait la loi Savary sur l'enseignement supérieur, ils n'hésitent pas à dire crûment ce qu'ils pensent des comportements des uns et des autres : le corporatisme des syndicats, l'impuissance des présidents d'université, la versatilité des députés et des recteurs, l'égoïsme des mandarins, les hésitations du secrétaire d'Etat aux universités Roger-Gérard Schwartzberg (qu'ils ont manifestement en piètre estime). Il est vrai que le combat qu'ils menaient n'était pas tout à fait en harmonie avec les idées qui prévalaient alors.

L'ancien directeur des enseignements supérieurs et sa collaboratrice sont en effet d'ardents défenseurs de l'autonomie des universités, avec tout ce que ce principe entraîne : concurrence entre les établisse-

ments, fin des diplômes nationaux, liberté de fixer les droits d'inscription.

Leur expérience administrative les a convaincus que cet objectif ne peut être atteint par une gestion centralisée de l'enseignement supérieur. C'est pourquoi ils prônent la régionalisation des universités — pour celles, du moins, qui seraient volontaires. Selon eux, ce transfert de compétence est la conséquence logique des deux grandes évolutions qui doivent faire éclater le jacobinisme français : la loi de décentralisation et l'acte unique européen. Seule une gestion décentralisée des universités peut leur assurer la liberté d'action et la capacité d'adaptation qui leur permettront d'affronter la concurrence internationale et l'échéance européenne de 1992.

La régionalisation doit donner plus de facilités aux universités pour mettre en place des formations nouvelles et organiser librement le recrutement, les tâches et les rémunérations des personnels. Bref pour être gérées comme des entreprises, responsables de leurs moyens et de leurs objectifs. Et allant jusqu'au bout de leur raisonnement, les deux auteurs ont rédigé une « proposition de loi permettant la création d'universités régionales autonomes », qu'ils livrent aux lecteurs en conclusion.

On imagine les interrogations qu'un tel programme ne manquera pas de susciter dans les milieux politiques et universitaires. Etant président de l'université Joseph-Fourier de Grenoble, M. Payan l'a d'abord soumis au maire de sa ville, M. Alain Carignon, qui, en faveur régionaliste, l'a accueillie avec un vif intérêt. Du côté des responsables du Parti socialiste, la réponse est manifestement plus embarrassée. Maintenant qu'ils sont revenus aux affaires, on attend leur réaction avec curiosité. La gauche, qui a fait voter la décentralisation et qui fait campagne pour l'ouverture européenne, peut difficilement esquiver ce débat.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

★ LAURENCE PAYE-JEANNENEY, JEAN-JACQUES PAYAN, *Le Chantier universitaire*. Bâtir l'avenir. Beauchesne, 253 p., 120 F.

(1) M. Jean-Marcel Jeanneney, son père, a été ministre de l'Industrie (1959-1962), ministre des affaires sociales (1966-1968), et ministre d'Etat (1968-1969). M. Lucien Paye, son beau-père, mort en 1972, a été ministre de l'Éducation nationale (1961-1962).

HORIZON 1993

Une banque centrale pour l'Europe

par ANDRÉ FOURCANS (*)

serait choquant qu'elle bloque le processus. A François Mitterrand et à Helmut Kohl d'outrepasser ces résistances comme l'avaient fait Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt lors de la création du système monétaire européen.

Questions techniques et politiques

Cela dit, les questions techniques soulevées par M. Karl-Otto Poehl, le président de la Bundesbank, ont aussi des implications politiques et économiques qui ne peuvent pas être négligées. Et si l'on veut que la crédibilité du cheminement vers la BCE soit forte dans toute la communauté économique et financière internationale, mieux vaut avoir l'appui sans réserve de la Banque centrale allemande.

Comment faire ?

En reconnaissant la justesse des positions de fond de M. Poehl, même si cela doit se faire au détriment de notre orgueil national. Il veut une BCE largement indépendante des pouvoirs politiques. Il a raison. Il veut une gestion monétaire assurant la stabilité des prix, et les moyens pour ce faire. Il a raison. Il veut que la livre sterling entre dans le SME. Il a raison. Il veut une plus grande convergence des politiques économiques. Il a raison, même s'il néglige le fait qu'un SME renforcé et une BCE constituent d'excellents moyens, justement, pour assurer cette convergence. Il nous faut admettre que la baisse du taux d'inflation en Europe, et notamment en France, depuis quelques années, résulte pour beaucoup de la discipline que nous a imposé le dessein de la BCE. L'arrimage des monnaies européennes au DM est sans doute la meilleure garantie de stabilité des prix qu'on puisse obtenir en France et en Europe.

Alors, comment, concrètement, tenir compte de ces faits, rassurer la Bundesbank et obtenir sa pleine coopération ?

D'abord en faisant chez soi ce qu'il faut faire au plan européen : donner une bien plus grande indépendance, rapidement, à la Banque de France. Ce serait, de la part de notre pays, une marque de volonté de rigueur et de sérieux en matière monétaire. Ensuite, il faut accepter de donner à la Banque centrale allemande un rôle particulier dans l'application de ce qui serait la politique monétaire de l'Europe.

L'entends d'ici les cris d'orfraie nationalistes vis-à-vis d'une telle suggestion ! Mais, si l'on veut l'Europe, il faut voir les réalités en face et reconnaître certains faits : la Bundesbank a la responsabilité principale et l'expérience de la gestion des principales monnaies du SME ; le deutschemark est la principale monnaie de réserve européenne. Sachons nous appuyer sur les faits porteurs d'avenir plutôt que de se recroqueviller sur la défense de pouvoirs illusoires.

Cela dit, si l'application de la politique monétaire européenne pouvait être confiée à la Banque centrale allemande, comme elle est confiée à la Banque centrale de New-York dans le cadre du Système fédéral de réserve américain (Fed), il est évident que la détermination et les choix de politique monétaire devraient être collégiaux.

Propositions concrètes

En s'inspirant du Fed, le système de banque centrale européenne pourrait être organisé comme suit. Un conseil de direction comprenant huit membres indépendants nommés pour une longue période (huit ans ?) d'après une liste proposée par la Commission de Bruxelles et le Parlement européen, les membres étant confirmés par les ministres de l'économie des pays de la Communauté (Conseil éco-5). A ce conseil de direction seraient ajoutés cinq ou six gouverneurs des banques

(*) Député au Parlement européen (UDF).

centrales des grands pays de la Communauté pour former le Comité de politique monétaire européenne (CPME), qui serait chargé de l'élaboration de la politique monétaire. Les autres gouverneurs participeraient à ce comité, mais n'auraient pas le droit de vote. On pourrait aussi imaginer un système de vote par rotation pour chacun des gouverneurs des autres pays, ou bien une procédure de votes pondérés, comme c'est le cas aujourd'hui aux conseils des ministres. Les éléments essentiels de la politique monétaire ainsi décidée seraient alors appliqués, on l'a dit, par la Bundesbank, comme le fait le Fed de New-York.

Une organisation de ce type assurerait l'indépendance de l'institution à l'égard des pouvoirs politiques et des banques centrales de chaque pays (par l'intermédiaire des huit membres du conseil de direction, qui ont la majorité des voix), tout en intégrant les responsables des principales banques centrales européennes. Celles-ci garderaient un rôle analogue à celui des banques centrales régionales aux États-Unis dans la mise en place cohérente et coordonnée des implications de la politique monétaire européenne pour ce qui concerne chaque État membre.

En outre, le conseil de direction devrait, deux fois l'an, présenter sa politique, et ses résultats, au conseil des ministres de l'économie et des finances de la Communauté, ainsi qu'à la commission économique et monétaire du Parlement européen (comme le fait le chairman du Fed américain au Sénat et à la Chambre des représentants).

Voilà, me semble-t-il, la direction à suivre. Et si l'on veut dès fin 1992, échéance prévue pour le grand marché européen, être en mesure d'assurer une véritable intégration monétaire, intégration nécessaire au bon fonctionnement d'un marché européen digne de ce nom, c'est dès aujourd'hui qu'il faut préparer la mise en place de la BCE. C'est dire l'importance cruciale d'une décision en ce sens au sommet de Hanovre. Un échec ferait sans aucun doute reculer l'Europe monétaire de plusieurs années.

Au courrier du Monde

MISE AU POINT

A propos de la « Lettre de la Nation »

Contrairement à ce qui est mentionné dans le *Monde* du 17 mars, page 8, selon une source anonyme censée représenter le RPR, ce n'est pas à titre bénévole que je m'occupe de la *Lettre de la Nation*, organe officiel du RPR. J'y suis salarié à temps complet, pour en assurer la rédaction en chef.

NICOLAS TANDLER (Paris).

ÉCOLE

On peut rêver

Après un quart de siècle de pratique dans l'enseignement et au moment où un nouveau ministre prend ses fonctions, on a le droit de rêver un peu. J'ai donc rêvé, pour préparer l'avenir, les mesures prises par le ministre de l'Éducation nationale l'étaient dans le cadre de l'utopie directrice définie par les principes suivants :

- 1) L'enseignement est facultatif, gratuit, ouvert à tous et à tout âge. On ne peut toutefois s'inscrire à un enseignement sans avoir les certificats requis.
- 2) Les niveaux et la diversification des certificats sont tels, et cela dès l'enseignement primaire, que chacun peut trouver des filières à sa mesure. Chaque certificat, défini par un programme précis, sanctionne un savoir (lecture, mémorisation) et un savoir-faire (maîtrise de techniques). Aux employeurs, aux universités et aux

écoles de dire à quels niveaux ils recrutent.

3) Les certificats sont décernés par des jurys spécialisés qui fonctionnent d'une façon permanente. Le candidat se présente lorsqu'il se juge prêt. S'il est reçu, il est sursis pour une durée fixée par le jury. Tout succès peut être récompensé par une bourse.

4) L'essentiel du savoir est disponible sous forme de manuels et de cours magistraux audio-visuels. Ce matériel est proposé dans les établissements publics, mais on le trouve aussi dans le commerce, de sorte que chacun peut en partie se former chez soi.

5) Des professeurs en titre, garants du savoir, dirigent des ateliers où la formation est personnalisée. Ils sont aidés dans cette tâche par des moniteurs dont le recrutement (étudiants, chômeurs,

troisième âge...) les horaires et la répartition sont souples.

6) La définition des niveaux sanctionnés par les certificats est harmonisée au plan national. En revanche l'organisation de l'enseignement est le plus possible décentralisée, y compris le budget. Une bonne gestion du personnel doit permettre d'exploiter aussi les heures où il peut y avoir une certaine demande (par exemple le soir et les week-ends).

Je pourrais développer longuement les implications, les mérites et les raisons de chacun de ces principes, et dire en quoi une utopie est utile. Mais de même que chacun a le droit de rêver, de même les autres ont le droit qu'on ne les prive pas du plaisir de gémir. Et avouez qu'il y a là de quoi !

MICHEL PATILLON (Le Mans).

ARMÉE

Les incidents de Mulhouse

Je ne puis laisser passer sans réagir un extrait d'un article de votre numéro du 23 juin dans lequel, rapportant les incidents qui se sont passés à Mulhouse il y a quelques jours, vous écrivez et je cite : « Pour une fois que les protagonistes d'une telle expédition n'étaient pas des « paras » avinés partant casser du « bougnoule » dans une ville de garnison du Sud-Ouest. »

Je récusé avec vigueur une affirmation qui tendrait, si elle était crédible, à jeter l'opprobre sur toute une catégorie de personnels et à mettre en doute le climat de tolérance auquel vous comme moi sommes spécialement attachés et qui fait l'objet de mon attention personnelle dans l'armée de terre.

GÉNÉRAL D'ARMÉE
GILBERT FORRAY,
chef d'état-major de l'armée de terre.

SÉRÉNITÉ

Heidegger au bac

Personne et surtout ni les enseignants ni les éducateurs ne peut ignorer la signification réelle mais aussi symbolique et morale du choix délibéré d'un texte de Heidegger proposé aux candidats de la série A, un choix insoutenable.

Les recteurs des académies de Paris, Créteil, Versailles doivent certainement déplorer aujourd'hui que leur vigilance ait été surprise.

Pourtant, depuis l'apparition du livre de Victor Farias : *Heidegger et le nazisme*, les Français peuvent maintenant tout savoir du nazisme de Heidegger. Non seulement on ne peut rien attendre de vraiment rigoureux d'un penseur qui confond délibérément les moissonneuses-batteuses et les chambres à gaz, mais, plus grave-

ment, une pensée qui refuse tout prolongement moral n'est pas et ne sera jamais une pensée authentiquement philosophique (...).

La réflexion philosophique exige la sérénité. L'Université française, encore toute abasourdie, vient de redécouvrir les éléments d'un dossier accablant qu'elle avait préféré ignorer.

Dans un tel climat, on ne peut exiger d'un élève d'une classe de terminale qu'il examine avec sérénité le texte d'un homme qui a continué de verser sa cotisation au Parti nazi jusqu'en 1945. Et on peut craindre que des correcteurs ne puissent pas, légitimement révoltés, rester sereins.

JEAN-CLAUDE CASTAGNEYROL,
professeur-adjoint de lycée.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 FPrincipaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Enjeux.MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Administrateur général :
Bernard Wouts.Rédacteur en chef :
Daniel Verdet.Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 296 136 FImprimé
à Paris-DXReproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2037ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS voix normale
3 mois	354 F	399 F	594 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 290 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Au sommet européen de Hanovre

Les Douze créent un comité chargé de définir la procédure d'intégration monétaire

HANOVRE
de nos envoyés spéciaux

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze entendent accélérer leur progression vers l'union monétaire. Le compromis de procédure auquel ils sont parvenus, le lundi soir 27 juin, mais qui doit être encore confirmé mardi une fois les textes rédigés, donne sans conteste l'avantage à ceux - la grande majorité du conseil européen - qui souhaitent aller de l'avant. Mais il est néanmoins suffisamment flou pour que M^{me} Thatcher, peu convaincue de l'opportunité de hâter l'intégration monétaire, puisse accepter de participer aux travaux qui vont être entrepris.

La décision prévoit la création d'un comité chargé d'examiner les mesures concrètes qui pourraient contribuer à la réalisation progressive de l'union monétaire. La formulation prudente évite de faire référence, même comme objectif ultime, à la création d'une Banque centrale européenne. C'est là une institution dont le premier ministre britannique, elle l'a répété lundi, ne veut, à ce stade, absolument pas entendre parler. Elle avait manifesté le même rejet à l'idée d'avancer le projet monnaie commune. « C'était un problème qu'il fallait déramatiser d'autant plus qu'une union monétaire implique bien en réalité une monnaie commune », a commenté M. Jacques Delors.

La composition du comité ne permet guère de se tromper sur les intentions de la majorité du conseil. « Il ne s'agit pas d'un comité de routine », a-t-il déclaré M. Delors, sous-entendant que si tel avait été le cas, le projet d'accélérer la marche vers l'union monétaire se serait rapidement enlisé. Il comprendra certes les onze gouvernements des banques centrales (éminents personnages dont on peut craindre qu'ils ne favorisent pas une évolution dont l'aboutissement inéluctable sera de les priver d'une partie de leurs pouvoirs...), mais aussi trois « experts » ou experts plus politiques dont on devine qu'ils seront choisis parmi les partisans du mouvement. Enfin et surtout, la présidence du comité sera confiée à M. Delors, dont l'engagement en faveur d'une coopération monétaire plus active n'échappe à personne. Un second

commissaire serait également désigné pour siéger dans le comité.

« C'est Jacques Delors qui pilotera le tout », a commenté M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, afin d'expliquer comment il fallait interpréter la décision de procédure sur le point d'être prise. Le rapport que le comité est chargé de rédiger devra être soumis aux ministres des finances dans moins d'un an, de telle manière que ceux-ci aient le temps de l'étudier pour être en mesure de soumettre leurs observations et conclusions au conseil européen qui se tiendra en juin 1989 à Madrid.

M. Delors a rappelé à quelles questions les sages ainsi désignés devraient chercher une réponse.

1) Veut-on une monnaie commune et en cas de réponse positive, faut-il une monnaie unique ou bien une monnaie parallèle, qui circulerait donc en même temps que les monnaies nationales existantes ?

2) Qui la gèrera ? Une banque centrale ou bien, à la manière des Etats-Unis, une banque de réserve fédérale qui collaborerait avec les banques nationales ?

3) Si la future monnaie commune envisagée devait être l'ECU, quelles mesures conviendrait-il de prendre sans attendre, au plan de l'utilisation prévue mais aussi officielle, pour en développer la circulation ?

4) Quelles étapes et mesures de transition faudrait-il envisager avant d'arriver à l'union monétaire projetée ?

Les Douze, sauf rebondissement de dernière minute, ont donc choisi de différer l'affrontement. Quel sens aurait eu un état alors que les premières décisions n'auraient, en tout état de cause, pas à être prises avant au moins un an ? Ce répit permettra aux sceptiques - M^{me} Thatcher n'est pas l'unique du genre, il en existe, comme chacun sait, au sein du cabinet ouest-allemand - de réfléchir, voire de freiner. En outre, une querelle ouverte aurait été du plus mauvais effet alors que la Commission, presque épuisée d'avoir fait aussi bien, fête ici à Hanovre le succès de la présidence allemande et renouvelle, reconnaissante, pour un nouveau terme d'au moins deux ans, le mandat de M. Jacques Delors à la tête de la Commission européenne.

Vers le marché unique

En vérité, ce débat sur la nécessité de progresser plus vite vers l'union monétaire surgit aujourd'hui parce que la mise en œuvre de l'acte unique, ce programme de relance de la Communauté décidé par les Douze en 1985, est une réussite. Ainsi l'adoption récente de la directive libérant complètement les mouvements de capitaux d'ici le 1^{er} juillet 1990 implique, si l'on veut éviter trop de turbulences sur les marchés, des politiques monétaires plus étroitement coordonnées.

Les Douze s'apprêtent à souligner le caractère irréversible de leur progression vers le marché unique et à

énumérer, pour affermir les énergies, la liste des directives stratégiques qui devraient être adoptées au cours des mois à venir : l'harmonisation des règles bancaires, passage obligé pour la mise en place d'un Marché commun des services financiers ; l'ouverture généralisée des marchés publics et la poursuite de l'harmonisation des normes. M. Delors a attiré l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement sur les dossiers les plus délicats.

1) Ceux qui concernent la fiscalité, depuis l'harmonisation de la TVA jusqu'au rapprochement de la taxation des revenus de l'épargne ;

2) La prise en compte de la dimension sociale du marché unique qui progresserait déjà de manière significative si les Douze approuvaient le projet de statut européen présenté par la Commission, puisqu'il impose un régime d'association des travailleurs aux décisions de l'entreprise ;

3) La mise en place d'une politique commune en matière de télévision.

Ces deux derniers thèmes ont été également évoqués par M. Mitterrand. « Il est choquant qu'on avance sur les capitaux et que les travailleurs soient au bord de la route... L'Europe ne peut se séparer de ses travailleurs ; ça n'avance pas. Je ne pourrais pas m'associer si rien n'est fait sur ce plan social », avait ainsi déclaré le président de la République.

PHILIPPE LEMAÎTRE
et CLAUDE TREAN.

Un nouveau bail pour M. Jacques Delors

M. Jacques Delors, reconduit pour deux ans dans ses fonctions de président de la Commission européenne, est né à Paris le 20 juillet 1925 dans une modeste famille de sept enfants. Boursier au lycée, il mûrit très tôt dans les rangs de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Rédacteur à la Banque de France en 1945, il suit des cours du soir et obtient une licence en droit, une autre en sciences économiques et le diplôme du Centre d'étude supérieure de banque. Syndiciste actif à la CFTC, il entre, en 1962, au Commissariat du Plan comme chef du service des affaires sociales, puis devient chargé de

mission auprès de M. Chaban-Delmas, premier ministre de 1969 à 1972.

Professeur à l'université de Paris-IX Dauphine, président de l'association Echanges et Projets, il rejoint les rangs du PS en 1974, dont il devient le délégué national pour les relations économiques internationales. Ministre de l'économie et des finances de mai 1981 à juillet 1984, il s'efforce d'éviter les mutations trop brutales, demandant notamment au premier ministre, M. Mauroy, une « pause » dans les réformes.

A sa sortie de la Rue de Rivoli, où le remplace M. Pierre Bérégovoy, il prend la présidence de la Commission européenne en janvier 1985 pour deux ans, son mandat ayant été renouvelé en janvier 1987. En novembre dernier, il avait jeté l'émoi dans la classe politique en n'écartant pas l'hypothèse de devenir le premier ministre de M. Raymond Barre si celui-ci était élu président de la République. A la tête de la Commission de Bruxelles, il s'est fait le champion d'une Europe ouverte aux Etats-Unis et au Japon, prenant une grande part à la signature de l'acte unique européen, qui prépare l'adhésion de 1992.

Il prend la présidence de la Commission européenne en janvier 1985 pour deux ans, son mandat ayant été renouvelé en janvier 1987. En novembre dernier, il avait jeté l'émoi dans la classe politique en n'écartant pas l'hypothèse de devenir le premier ministre de M. Raymond Barre si celui-ci était élu président de la République. A la tête de la Commission de Bruxelles, il s'est fait le champion d'une Europe ouverte aux Etats-Unis et au Japon, prenant une grande part à la signature de l'acte unique européen, qui prépare l'adhésion de 1992.

Nouvelle phase dans la négociation sur le Cambodge

L'ONU soumet des propositions de règlement aux parties concernées

La négociation sur le conflit cambodgien est entrée dans une nouvelle phase avec l'intervention de l'ONU, qui a soumis des propositions de règlement aux différentes parties. Ces propositions, dont le contenu n'a pas été révélé, ont été transmises par M. Rafeuddin Ahmed, représentant spécial de M. Perez de Cuellar. Elles ont pour objet, a-t-il déclaré, le lundi 27 juin à New-York, le porteur de parole de l'ONU, de « fournir la base de négociations sur le cadre d'un règlement global du problème du Cambodge et la restauration de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est ».

M. Ahmed est attendu jeudi à Phnom-Penh - où sa visite, en tant que représentant du secrétaire général des Nations unies, constituera une première - puis, vendredi, à Hanoi. Lundi, il a rencontré à Phnom-Penh le chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach. Il s'est déjà entretenu, samedi à Bangkok, avec le prince Sihanouk avant de rencontrer le lendemain, toujours dans la capitale thaïlandaise, les deux autres représentants de la résistance, MM. Khieu Samphan (Khmer rouge) et Son Sann (Front national). M. Ahmed doit retourner à Bangkok, en fin de

semaine, pour s'entretenir de nouveau avec le prince Sihanouk avant de voir, dimanche, le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddi Sawetula, et son collègue indonésien, M. Ali Alatas.

L'initiative de M. Perez de Cuellar intervient à la veille de la conférence des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande), prévue les 5 et 6 juillet à Bangkok et à laquelle doit participer le prince Sihanouk. Les « Six » de l'ASEAN rencontreront ensuite, toujours dans la capitale thaïlandaise, M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain.

La tournée de M. Ahmed intervient également un mois avant la réunion, prévue le 25 juillet à Djakarta (Indonésie), d'un « cocktail » entre les factions cambodgiennes - y compris le régime de Phnom-Penh - et des Etats concernés par le conflit, notamment le Vietnam, la Thaïlande et l'Indonésie. Enfin, M. Ahmed doit se retrouver à Phnom-Penh au moment même où les Vietnamiens organisent des parades à l'occasion du retrait, qui

doit s'étaler jusqu'à la fin de l'année, de quelque cinquante mille soldats sur les cent vingt mille que compte - selon des experts occidentaux - leur corps expéditionnaire au Cambodge.

Le rôle des Chinois et des Soviétiques

Pour quelles raisons M. Perez de Cuellar a-t-il jugé opportun d'intervenir dans des négociations qui paraissent encore à l'état d'ébauche ? Il y a eu, le 14 avril, l'accord de Genève sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, dans lequel l'ONU a joué, avec succès, le rôle d'honnête courtier. Depuis, il y a eu le sommet Reagan-Gorbatchev, à l'ordre du jour duquel le Cambodge a figuré. Enfin, la « nouvelle pensée » soviétique dans le domaine diplomatique, qui met notamment l'accent sur le règlement des conflits régionaux, a contribué à placer celui de la question cambodgienne au centre des discussions que Soviétiques et Chinois ont eues, du 13 au 20 juin, à Moscou.

Quelles que soient les pressions des Grands en faveur d'un accord, on en reste cependant au début d'un long processus. Tout en acceptant de

se rendre à Djakarta - et d'y rencontrer le prince Sihanouk - les Vietnamiens ont réitéré, lundi, leur refus de « négociations directes Vietnam-Sihanouk », une exigence que la résistance cambodgienne a remise sur le tapis, le week-end dernier, à l'occasion d'une rencontre entre le prince, M. Khieu Samphan et M. Son Sann. Selon la radio clandestine de Phnom-Penh, les trois hommes auraient, en effet, demandé qu'à Djakarta M. Nguyen Co Thach « participe immédiatement » à des négociations avec le prince.

Depuis plusieurs semaines, Moscou s'efforce de faire avancer le dossier cambodgien. La Chine - sans laquelle aucun accord sérieux ne peut se faire - en a pris acte, assouplissant quelque peu une position qui se résumait, l'an dernier encore, à exiger un retrait inconditionnel des troupes vietnamiennes du Cambodge. M. Perez de Cuellar a dû juger la situation assez mûre pour mettre en jeu le prestige de l'organisation internationale, tout en prenant la précaution de rappeler que son émissaire ne s'adressait qu'à des individus.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Première rencontre
Chevènement-Scholz à Paris

La brigade franco-allemande devrait manœuvrer l'année prochaine sur le terrain

BONN
de notre correspondant

M. Rupert Scholz, ministre ouest-allemand de la défense, est en visite officielle, le mardi 28 juin, à Paris, où il rencontre son collègue français, M. Jean-Pierre Chevènement, et le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. M. Rupert Scholz est un nouveau venu dans le gouvernement fédéral. Le chancelier Kohl l'a désigné en mai pour succéder à M. Manfred Womer, qui occupe, depuis le 1^{er} juin, le poste de secrétaire général de l'OTAN. Rien ne désignait a priori ce professeur de droit public de cinquante ans, qui n'a pas effectué de service militaire (appartenant à une génération parvenue à l'âge de l'incorporation avant la création de la Bundeswehr en 1955), pour occuper le poste de ministre de la défense.

De nombreux commentateurs ont interprété sa promotion comme la manifestation de la volonté du chancelier Kohl de placer au gouvernement un homme capable de faire contrepoids au très actif ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher. Tout cela n'est que « spéculations » pour M. Scholz, qui a la politique du gouvernement fédéral en matière de défense et de sécurité se fonde sur les lignes directrices définies par le chancelier, dont c'est la compétence. Cette politique est assumée et mise en œuvre par l'ensemble du cabinet.

Un marché unique européen de l'armement

M. Scholz, qui a déclaré récemment que l'on « devait juger M. Gorbatchev à ses actes », ne serait-il pas pourtant plus réticent à l'égard du numéro un soviétique que M. Genscher, qui veut « aider M. Gorbatchev » et a affirmé à maintes reprises qu'il fallait prendre ce dernier « au mot » ? Les actes, c'est ce qui doit suivre les mots, je ne vois pas de contradiction, poursuit M. Scholz, pour qui « le travail quotidien avec M. Genscher se passe très bien ».

M. Scholz vient à Paris pour faire connaissance avec M. Chevènement, qu'il n'avait jamais rencontré auparavant. Cette visite s'inscrit, selon lui, dans la « continuité » de la coopération franco-allemande en matière de défense. Celle-ci s'est traduite, en 1987 et 1988, par d'importantes décisions : création d'une brigade commune, mise en place d'un conseil de défense et de sécurité le 22 janvier dernier. La fameuse brigade ? « Les choses avancent bien. L'état-major a été constitué, et j'ai déjà reçu son chef

et son adjoint qui m'ont informé de l'état d'avancement de ce projet. Au milieu de l'an prochain, on pourra voir cette brigade fonctionner sur le terrain ».

Si M. Scholz estime que, dans l'immédiat, M. Chevènement et lui n'ont pas de décisions urgentes à prendre en commun, le conseil de défense franco-allemand, à son avis, va devoir se saisir bientôt d'une question très importante : « L'élaboration d'une position commune franco-allemande face aux dernières propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement conventionnel. » J'estime que ces propositions sont très intéressantes, car elles admettent qu'il existe des disparités, que les Soviétiques avaient toujours contestées. Aujourd'hui, ils en conviennent. C'est positif. Il faut saisir cette chance, et aboutir au plus vite à la définition d'une position occidentale commune dans le cadre de la conférence sur la réduction des armements conventionnels.

Sur la question du maintien et de la modernisation des armes nucléaires à courte et à très courte portée, sur laquelle le débat est particulièrement vif en RFA, M. Scholz se montre d'une grande prudence : « La décision concernant les armes françaises de ce type appartient à la France seule, et il ne me semble pas qu'elle soit à l'ordre du jour immédiat ».

MM. Scholz et Chevènement devaient évoquer la coopération franco-allemande en matière d'armement, un domaine où, à côté de réussites remarquables comme l'hélicoptère de combat, les deux pays ont pris des chemins divergents, comme dans le cas de la conception et de la réalisation de l'avion de combat des années 90.

M. Scholz est plutôt optimiste pour l'avenir : « Plusieurs facteurs sont déterminants : il faut à la fois aboutir à la production d'armes les plus performantes possibles pour le prix le plus avantageux, et tenir compte des politiques industrielles nationales. Il faut respecter les intérêts industriels nationaux, comme ceux de la France qui a choisi l'avion Rafale de Dassault plutôt que la participation au chasseur européen. J'estime cependant que ces intérêts particuliers perdront de l'importance dans les années à venir. Si la coopération en matière de défense et de sécurité s'intensifie au sein de l'Europe occidentale, cela aura certainement des répercussions dans le domaine de l'armement. Le Marché unique européen contribuera lui aussi au rapprochement des intérêts de l'armement après 1992 ».

LUC ROSENZWEIG.

Susan George

JUSQU'AU COU

S'appuyant sur une foule d'exemples concrets, ce livre décrit la détresse, mais aussi la capacité d'organisation des populations du tiers monde dans leur lutte pour survivre malgré les sacrifices que le remboursement de la dette leur impose.

Ce livre élargit le débat politique et propose des solutions. Pour Susan George, celles-ci doivent favoriser ceux qui sont aujourd'hui les plus durement touchés par l'austérité économique, aussi bien dans le Sud que dans le Nord, où des millions d'emplois sont perdus à cause de la dette du tiers monde.

Susan George présente ce dossier explosif avec la vigueur pédagogique et l'honnêteté intellectuelle qui ont déjà fait le succès de son ouvrage précédent, *Comment meurt l'autre moitié du monde*.

Traduit de l'anglais par Pierre Saint-Jean et William Desmond.

LA DÉCOUVERTE

L'ex-général Kenan Evren en visite aux Etats-Unis

Le président turc est reçu avec tous les honneurs par M. Reagan

Principal responsable du coup d'Etat militaire de 1980, l'ancien général Kenan Evren, président de la République turque, a reçu, le lundi 27 juin, des mains du président Reagan, la Légion du mérite, l'une des plus hautes distinctions américaines, pour services rendus par son pays pendant la guerre du Corée. La cérémonie se déroulait à la Maison Blanche, où le chef de l'Etat turc s'est entretenu avec M. Reagan au début d'une visite de six jours aux Etats-Unis, la première d'un président turc depuis vingt et un ans.

Ce séjour témoigne de la détente intervenue ces derniers mois dans les rapports entre les Etats-Unis et la Turquie, à la suite du rétablissement progressif de la démocratie dans ce pays. L'année dernière encore, la visite de M. Evren avait dû être

reportée en raison des réserves du Congrès sur le programme d'aide demandée par l'administration pour Ankara. Troisième récipiendaire de l'aide américaine après Israël et l'Egypte, la Turquie, qui joue un rôle essentiel dans le dispositif de l'alliance atlantique au sud de l'Europe, avait toujours été tenue en suspicion par le Congrès, notamment à cause de l'affaire de Chypre. Ce dernier a accepté de voter pour cette année une aide militaire et économique de 520 millions de dollars.

Se félicitant de l'étroitesse des relations entre les deux pays, le président Reagan a lancé un appel au développement des échanges commerciaux et des investissements américains en Turquie. — (AFP, UPL)

La « guerre des espions » entre le Canada et l'URSS

Pause entre Moscou et Ottawa

MONTREAL
de notre correspondante

Le Canada a tenté, le lundi 27 juin, de sortir la tête haute de la « guerre des expulsions » qui l'oppose depuis dix jours à l'URSS. M. Joseph Clark, secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, a convoqué l'ambassadeur d'URSS à Ottawa, M. Alexandre Rodionov, pour lui annoncer que le Canada était déterminé à refuser de prolonger les visas de travail des ouvriers venus spécialement de Moscou pour reconstruire le consulat d'URSS de Montréal, ravagé par un incendie l'an passé.

Cette mesure s'appliquera tant que l'URSS ne renoncera pas à sa décision d'empêcher vingt-cinq des trente-neuf employés soviétiques de l'ambassade du Canada à Moscou de reprendre leur travail. Sans traducteurs ni chauffeurs ni cuisiniers, les diplomates canadiens restés en

poste dans la capitale soviétique ont, en effet, leurs tâches singulièrement compliquées depuis samedi.

Ottawa s'est toutefois abstenu de décréter de nouvelles expulsions, mettant ainsi fin à la surenchère qui a amené au total neuf diplomates soviétiques (sur les soixante-trois en poste au Canada) et trois canadiens à regagner précipitamment leurs pays ces derniers jours, sans compter les dix Soviétiques et les dix Canadiens déclarés *personae non gratae* par l'un ou l'autre des deux gouvernements.

Il n'en fallait pas plus pour que M. Rodionov s'enlise « satisfait » et déclare la « bruyante » terminée. M. Clark n'est pas allé aussi loin. Selon lui, il est trop tôt pour parler de « trêve » dans la dispute, et la balle est maintenant du nouveau dans le camp soviétique.

MARTINE JACOT.

Europe

L'ouverture de la dix-neuvième conférence fédérale

La dix-neuvième conférence nationale du PC soviétique — la première depuis 1941 — s'est ouverte au Palais des congrès du Kremlin, le mardi 28 juin, à 10 heures (heure locale, 8 heures à Paris). Elle réunit 4 991 délégués, qui ont d'abord élu, à l'unanimité, les 112 membres de

leur présidium, ainsi qu'un secrétariat et des commissions de rédaction et de vérification des pouvoirs.

Les délégués ont ensuite approuvé un ordre du jour que l'agence Tass présente en deux

points : 1) « Mise en œuvre des décisions du vingt-septième congrès du PCUS, principaux résultats de la première moitié du douzième quinquennat et tâches des organisations du parti en vue d'approfondir la « perestroïka » ;

2) « Mesures de démocratisation ultérieure de la vie du parti et de la société ».

M. Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général, a ensuite pris la parole. Les journalistes étrangers n'ont pas accès au Palais des congrès, mais la séance inaugurale de la conférence est retransmise en direct par la télévision.

Un débat très ouvert a lieu dans les journaux

MOSCOU
de notre correspondant

La conférence qui s'est ouverte le mardi 28 juin au Palais des congrès de Moscou est officiellement la dix-neuvième, mais peut-être en fait la vingtième. Car même si elle n'a pas été reconnue comme telle, une autre conférence, riche et vivante, s'est tenue auparavant, trois mois durant, dans les colonnes de la presse.

Pour le seul mois d'avril, la Pravda a ainsi reçu soixante-sept mille lettres et chaque jour tous les grands quotidiens ont consacré au bas mot deux pages à cette discussion qui n'a pratiquement cessé d'être lue par les lecteurs de la Pravda et de la plupart des autres journaux pour se plaindre, aujourd'hui, célèbre ou inconnu, c'est pour faire publier de véritables manifestes, polémiques, penser sur le cours des choses, et beaucoup des propositions avancées lors de cette préconférence se sont retrouvées, en moins vigoureuses, dans les « Thèses » adoptées par le Comité central.

Traditionnel exutoire d'une société bâillonnée, le courrier des lecteurs a, dans l'affaire, changé de nature. Hier, on écrivait aux journaux pour se plaindre. Aujourd'hui, célèbre ou inconnu, c'est pour faire publier de véritables manifestes, polémiques, penser sur le cours des choses, et beaucoup des propositions avancées lors de cette préconférence se sont retrouvées, en moins vigoureuses, dans les « Thèses » adoptées par le Comité central.

Au début, juste après que la Pravda eut publié, le 5 avril, sa fameuse réponse au « manifeste » que les conservateurs avaient fait paraître le 13 mars dans *Sovetskaja Rossiya*, on était encore timide et prudent. Puis la liberté de ton des lecteurs a grandi, a fini par déborder dans les autres pages, et l'on pouvait ainsi lire dans le dernier numéro de *Nouvelles de Moscou* l'interview suivante d'un délégué à la conférence, premier secrétaire d'une ville de Sibirie. Question : « On dit souvent à l'Ouest qu'une des causes freinant le développement de la société soviétique est le fait que nous n'ayons qu'un seul parti (...). Faut-il avoir nous aussi un parti d'opposition ? » Réponse : « Cette idée-là surgit dans les conditions d'un centralisme forcé, lorsque le pouvoir appartient à l'appareil. Mais si, dans le futur, les collectifs de travailleurs et les soviets ont le pouvoir réel, si une atmosphère démocratique règne au sein du parti, alors la question d'un parti d'opposition tombera d'elle-même. »

Sous-entendu : dans le cas contraire... Et avec cela, les *Nouvelles de Moscou* s'arrachent comme de la vodka et atteignent, à Vladivostok, 25 roubles au marché

noir — plus du dixième d'un salaire moyen. Mais sans même parler des hebdomadaires de pointe, d'un quotidien à l'autre, les seuls titres trouvés dans ces pages elles-mêmes intitulés : « Votre position ? », « J'ai un avis », ou bien encore : « Je demande la parole ! » avaient un parfum de grande fièvre.

Beaucoup de ces titres étaient, en fait, des slogans : « Démocratisation de l'information ! », « Confiance dans notre propriété à la bureaucratie », « Éligibilité totale ».

Une réaction parmi d'autres à cette lettre : « L'Allemagne a été dévastée par les chars, le Japon mis en pièces par les bombes atomiques, et nous qui avons un régime social d'avant-garde, des ressources humaines et naturelles immenses,

d'en sortir [car] je veux que le parti n'ait jamais à rougir devant les générations montantes comme je rougis moi devant le regard interrogateur de mes enfants : où étais-tu, toi, le communiste, durant toutes ces années ? »

Question toute rhétorique, en fait, car il n'est pas une seule lettre qui ne prenne en compte l'existence d'« adversaires de la « perestroïka », ces « conservateurs », ces partisans du « système administratif autoritaire de gestion », ces « chasseurs de grèves », ces « privilégiés », cette « nomenklatura » dont le silence finit par inquiéter plus que les protestations d'hier.

Lettre publiée par le *Vingtième Siècle* et la paix : « Nos dirigeants sous-estiment le danger que représente l'appareil bureaucratique. A tout moment, cette armée hautement disciplinée qui, pour l'heure, endure dans l'expectative bien des outrages peut se transformer en une armée qui attaque. Et alors nous, qui sommes en majorité incognits, nous ne résisterons pas. »



révocabilité à tout moment !... « Entre un membre du parti, pas un rouage », « Une loi sur le parti ». D'autres faisaient entrer dans les pages d'organes officiels le célèbre « ils » par lequel on désigne les maîtres du pays : « Comment ils nous effraient ! D'autres encore résumaient tout (« Renaissance de la conscience politique », et l'une des lettres qui aura le plus marqué ces débats épistolaires traitait de la renaissance de la conscience tout court d'un membre du PCUS.

« La tête contre les murs »

« Je ne peux me départir, a écrit ainsi aux *Izvestia* un militaire de quarante-huit ans, d'un sentiment de honte. Vingt ans durant, j'ai vu tout ce qui se passait dans le parti, et je me suis tu. Je me disais : autant se cogner la tête contre un mur. Inter-venir ? Dire ce que je pense et ce que je sais que les autres pensent ? Et alors ? Ça ne changera de toute façon rien. (Mais) il devient de plus en plus difficile de se forcer à rester dans sa tranchée. (...) J'ai décidé

nous, le pays victorieux, c'est tout juste si nous ne vivons pas plus mal que tous les autres. (...) »

Que faire alors ? D'abord, instituer des « garanties », politiques, légales et constitutionnelles, contre le retour en arrière, la crainte constamment exprimée. Et pour cela, « étendre, en premier lieu, la « glasnost » en retransmettant à la télévision les sessions du Soviet suprême ; en publiant les sténogrammes des réunions du bureau politique ou en faisant connaître les opinions, le passé et la vie de dirigeants jusqu'à présent totalement désemparés sur leurs photos retouchées.

Mais cela ne saurait suffire à conjurer les spectres de Staline et de Brejnev qu'il faut aussi éloigner par la limitation du nombre et de la durée des mandats (l'un des thèmes dominants) : l'élection du secrétaire général au suffrage universel et secret ; la publication des projets de réformes et rapports avant et non pas après leur adoption ; la définition précise de la notion de « dirigeant » et des attributions du parti et de ses différentes instances ; la démocratisation des élections

(toutes variantes possibles) et encore la suppression des fonctions réservées aux membres du parti.

Idee fréquemment avancée : si le parti est unique et représente les intérêts de tous, il lui faut « demander l'avis des sans-parti », dans ses prises de décision bien sûr, mais aussi dans l'admission et la promotion de ses membres, car « n'y a-t-il pas danger de voir la notion de souveraineté du parti se substituer à celle de souveraineté du peuple et des lois ? »

Question toute rhétorique, en fait, car il n'est pas une seule lettre qui ne prenne en compte l'existence d'« adversaires de la « perestroïka », ces « conservateurs », ces partisans du « système administratif autoritaire de gestion », ces « chasseurs de grèves », ces « privilégiés », cette « nomenklatura » dont le silence finit par inquiéter plus que les protestations d'hier.

Lettre publiée par le *Vingtième Siècle* et la paix : « Nos dirigeants sous-estiment le danger que représente l'appareil bureaucratique. A tout moment, cette armée hautement disciplinée qui, pour l'heure, endure dans l'expectative bien des outrages peut se transformer en une armée qui attaque. Et alors nous, qui sommes en majorité incognits, nous ne résisterons pas. »

Les « silencieux »

Dans l'*Industrie socialiste* : « Qui entrave la « perestroïka » ? Où sont les racines de ce phénomène ? Nous savons parfaitement que ce mécanisme n'est pas désemparé (...). Et l'on donne souvent, ceux d'administrations et de ministères précis en tout cas et, dans *Novy Mir*, l'économiste réformateur Nicolas Chmelev dénonce l'existence d'un « complot social » entre une certaine partie des autorités locales et une série d'administrations centrales.

Les « silencieux », autre appellation de ces conservateurs occultes, font d'ailleurs d'autant plus peur que bien des témoignages démontrent qu'ils sont toujours assez forts

pour avoir manipulé les élections des délégués à la conférence. Quand on n'a pas simplement évincé des réformateurs bénéficiant pourtant d'un soutien massif, on a seulement respecté les traditions. « Trop tard ! », écrit ainsi un Leningradien à *Opinion*, qui avait publié un article sur la question — trop tard, car sur les 178 délégués de Leningrad, explique-t-il, 17 sont des parachutés de Moscou, 44 des représentants du parti et des organisations de masse, 21 d'institutions et entreprises diverses, 7 des officiers et 7 encore des responsables locaux du parti.

Quant aux 80 mandats restants, 52 sont allés à la « classe ouvrière », 9 aux « travailleurs des campagnes », 2 aux anciens combattants, 6 aux « employés » et 11 seulement, déplore-t-il, à des scientifiques, des enseignants, des médecins ou des artistes. Constant dans toutes les élections soviétiques, cette pratique des quotas sociaux a souvent été mise en cause, notamment par une critique littéraire, Iouri Bourmine, qui écrivait dans les *Izvestia* : « Et si soudain, dans un soviét ou même un Soviet suprême, il n'y avait pas une seule trappe ou une seule ouverture du textile et s'il n'y avait, disons, que dix ou vingt des premiers secrétaires d'élus, qu'y aurait-il de si terrible ? Et si venaient à leur place, par exemple, des économistes, des historiens, des essayistes, des auteurs en scène et des acteurs aujourd'hui populaires et militants, les affaires en souffriraient-elles ? Tout au contraire. »

Une dernière citation, tirée de *Moscou Soir* : « Et encore une chose : la conférence doit réprimer catégoriquement, comme contre un marasme légalitaire, l'idée introduite subrepticement par de pitoyables théoriciens véritablement indisciplinés, d'une hausse, prétendument de première nécessité. » Une telle véhémence était rare et ce problème-là, ce n'est pas pour les conservateurs qu'il est gênant, mais pour M. Gorbatchev.

B. G.

« Débats animés » au sein du bureau politique

Le bureau politique du Parti communiste soviétique est uni sur la nécessité des réformes mais divisé quant à leur ampleur, a déclaré le lundi 27 juin, au cours d'une conférence de presse le rédacteur en chef de la Pravda, M. Viktor Afanassiev.

M. Afanassiev a ainsi mis en valeur le débat entre réformistes et conservateurs, et confirmé que les « débats animés » sur la « perestroïka » avaient également gagné le bureau politique. Celui-ci compte treize titulaires et sept suppléants sans droit de vote.

M. Afanassiev a indiqué que, grâce à sa position de rédacteur en chef de l'organe du parti, il avait assisté à des sessions du bureau politique, où « le besoin de réformes n'est pas contesté », mais où il y a parfois « des discussions animées » et « prolongées », sur l'ampleur de la « perestroïka », les moyens d'y parvenir, les buts à atteindre.

Il a révélé en outre qu'une réunion du bureau politique après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl du 26 avril 1986 avait duré un jour et

deux et qu'on y avait même discuté de l'avenir du nucléaire en URSS.

M. Afanassiev a expliqué que depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev le temps de parole n'était plus limité, alors que sous Leonid Brejnev les orateurs avaient droit à dix ou quinze minutes. Il a estimé que des médias occidentaux avaient « montré en éponge l'animosité » entre membres du bureau politique, en s'abstenant de citer des noms. Il faisait, semble-t-il, allusion aux rumeurs de divergences entre M. Gorbatchev et M. Egor Ligatchev, gardien de l'orthodoxie.

M. Afanassiev a écarté la publication par son journal de la lettre ouverte d'un professeur de Leningrad, Nina Andreeva, dont le premier article dans le quotidien *Sovetskaja Rossiya* en mars dernier avait été taxé de « manifeste anti-perestroïkiste » par la Pravda. M^{me} Andreeva avait également envoyé son article, long de vingt-six pages, à la Pravda, a-t-il dit, soulignant : « Nous avons eu, d'ailleurs, la sagesse de ne pas le publier. » — (AFP.)

ITALIE

Les élections du Val d'Aoste et du Frioul confirmer la perte d'influence des communistes

ROME
de notre correspondant

Un nouveau scrutin partiel portant sur deux régions — le Val d'Aoste et le Frioul-Vénétie-Julienne — a confirmé, le dimanche 26 et le lundi 27 juin, les tendances manifestées lors des derniers scrutins en Italie : baisse sensible du Parti communiste, désormais talonné par un Parti socialiste en constante augmentation, et excellente tenue de la démocratie chrétienne.

Un peu plus d'un million d'électeurs (sur quarante-six pour l'ensemble du pays) étaient appelés à élire deux conseils régionaux, ainsi que différentes instances provinciales et communales. Une semaine après l'élection du nou-

veau secrétaire général du PCI, l'« effet Occhetto » n'a pas eu lieu. Avec 17,2 % des voix, les communistes perdent près de 4 points et sont suivis à moins de 1 point par le PSI. Dans le Frioul-Vénétie, ils sont même devancés par les socialistes (17,5 % contre 17,7 %).

Comme lors des précédentes consultations, législatives ou « administratives », il y a superposition quasi parfaite entre les gains du PSI et les pertes du PCI.

Les dirigeants communistes font observer que le « réajustement » au profit des socialistes, souvent présenté comme préalable à une « alternative de gauche » à la démocratie chrétienne, s'accompagne en réalité d'une constante remontée d'influence de cette dernière.

Les délégués

Aucune liste complète des cinq mille délégués au congrès n'a encore été publiée en URSS. Si l'on connaît les délégués d'une série de républiques et régions, ceux qu'envoie à Moscou la République la plus importante, la Fédération de Russie, n'est connue que de manière fragmentaire. Certains délégués ont d'ailleurs été tardivement rayés des listes, tels les anciens premiers secrétaires des régions de Sakhaline et de Iaroslavl, par trop compromis avec le régime brejnevien.

Mieux connus est la principale bataille qui a eu lieu pour l'élection des trois cent dix-neuf délégués de Moscou et s'est terminée — en présence de M. Gorbatchev. Un certain nombre de réformateurs en faction ont été finalement élus, malgré une forte contestation : citons notamment MM. Leonid Abalkine, directeur de l'Institut d'économie, Iouri Afanassiev, directeur de l'Institut des archives, et Elem Klimov, président de l'Union des cinéastes. Ont été battus, en revanche, M^{me} Tatiana Zaslavskaja, sociologue, qui était pourtant la seule contestataire clairement identifiée du temps de Brejnev, les professeurs Gavril Popov (malgré une tentative de « repêchage » entreprise par le comité de ville du parti), Chmelev et Guelman, ainsi que les écrivains Karlaïne et Chertov.

Il est possible que certains des candidats battus à Moscou aient bénéficié d'un « parachutage » dans d'autres circonscriptions. On sait par exemple que M. Etsine, le très contestataire ancien chef du parti à Moscou, a été élu délégué « sur recommandation », dit-on, de la direction nationale du parti, dans la république autonome de Carélie. De même, M. Korotich, le directeur d'*Opinion*, est délégué de Kherson en Ukraine. M. Volkogonov, directeur de l'Institut d'histoire militaire et très en fâche dans le réexamen de l'histoire stalinienne, siège également au Kremlin dans les rangs d'une délégation non encore précisée.

Mentionnons enfin que le Haut-Karabakh a deux représentants à la conférence du parti : son premier secrétaire, M. Pogorian, qui se trouve ainsi être le seul Arménien membre de la délégation d'Azerbaïdjan, et son second secrétaire, un Russe.

M. T.

● Tatars refoulés de Moscou. — Quelques neuf cents Tatars de Crimée, venus de différentes régions d'URSS, ont été systématiquement refoulés de Moscou ces jours derniers, a affirmé M. Rechat Djemilev, l'un des dirigeants du mouvement tatar. Ils voulaient attirer l'attention des délégués de la conférence fédérale du PCUS sur leurs revendications. M. Djemilev a confirmé, d'autre part, qu'un grand nombre de Tatars avaient été blessés par les forces de l'ordre, au cours de la manifestation qui s'est déroulée le dimanche 26 juin à Tachkent, en Ouzbékistan, et qui réunissait, a-t-il précisé, vingt mille personnes. — (AFP.)

● RECTIFICATIF. — Le Monde du 28 juin annonçait que trente mille personnes avaient participé à la manifestation arménienne du samedi 25 juin à Paris. Il s'agissait en fait de trois mille personnes.

M. Gorbatchev propose la création d'une fonction présidentielle

(Suite de la première page.)

Bien que cela ne soit évidemment pas dit, M. Gorbatchev est en train de balayer l'institution parlementaire existante, de renouveler entièrement la représentation parlementaire et de créer une instance suprême, à bien des égards concurrente du comité central.

Car il est absolument clair, en effet, que la légitimité de cette instance pourrait très vite apparaître, dans les débats parlementaires, moins aussi importante que celle du comité central. L'espèce de coup d'Etat démocratique que lance là M. Gorbatchev est d'autant plus spectaculaire qu'il ne s'agit pas de perspectives lointaines puisque l'actuel Parlement devrait se prononcer dès l'automne sur ces propositions, afin que dès le printemps les nouvelles institutions soient en place.

Si la conférence appuie M. Gorbatchev (et les débats risquent de ce point de vue d'être extrêmement animés), il deviendrait pratiquement impossible d'écarter le secrétaire général puisque cela ne dépendrait plus seulement du comité central mais aussi de ce nouveau Congrès des députés.

Deuxième proposition de réforme spectaculaire, M. Gorbatchev a également demandé d'examiner non pas même la possibilité de créer ce « Mouvement patriotique national »,

mais les formes d'activité qu'il pourrait avoir. Autrement dit, sur le fond, la décision est en fait déjà prise de créer cette organisation — du moins, a-t-il dit, à la nécessité d'avoir, dans le système du parti unique, un mécanisme permanent de comparaison des points de vue, de critique et d'autocritique. Or la création de cette organisation était réclamée depuis plusieurs semaines par de nombreux intellectuels réformistes, par les Républiques baltes et par plusieurs clubs politiques indépendants, afin de pouvoir regrouper tous les partisans des réformes et de faire apparaître ainsi un parti du mouvement.

Le parti du président

Ce n'est pas encore le multipartisme, mais ce serait déjà, à côté du Parti communiste, le parti du soutien à M. Gorbatchev. En un mot, le parti du président qui a d'ailleurs, dans le même souffle, rappelé la nécessité de bien délimiter les fonctions du parti et de l'Etat, afin que le premier ne continue plus à jouer le rôle du second. Pour plus de sûreté, le Parti communiste a été informé par son secrétaire général que les effectifs de son appareil seraient réduits — par la suppression, en particulier, des organismes doublant les institutions étatiques.

Autre innovation : un conseil constitutionnel, élu en son sein par le Congrès des députés serait mis en place, parallèlement bien sûr, aux profondes modifications législatives qu'implique la garantie du respect des droits de l'homme et des libertés religieuses sur laquelle M. Gorbatchev s'est longuement étendu.

On comprend ainsi que le secrétaire général ait appelé les délégués « à des discussions animées », à des discussions « prolongées », sur l'ampleur de la « perestroïka », les moyens d'y parvenir, les buts à atteindre.

Il a révélé en outre qu'une réunion du bureau politique après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl du 26 avril 1986 avait duré un jour et

deux et qu'on y avait même discuté de l'avenir du nucléaire en URSS.

M. Afanassiev a expliqué que depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev le temps de parole n'était plus limité, alors que sous Leonid Brejnev les orateurs avaient droit à dix ou quinze minutes. Il a estimé que des médias occidentaux avaient « montré en éponge l'animosité » entre membres du bureau politique, en s'abstenant de citer des noms. Il faisait, semble-t-il, allusion aux rumeurs de divergences entre M. Gorbatchev et M. Egor Ligatchev, gardien de l'orthodoxie.

M. Afanassiev a écarté la publication par son journal de la lettre ouverte d'un professeur de Leningrad, Nina Andreeva, dont le premier article dans le quotidien *Sovetskaja Rossiya* en mars dernier avait été taxé de « manifeste anti-perestroïkiste » par la Pravda. M^{me} Andreeva avait également envoyé son article, long de vingt-six pages, à la Pravda, a-t-il dit, soulignant : « Nous avons eu, d'ailleurs, la sagesse de ne pas le publier. » — (AFP.)

Les dirigeants communistes font observer que le « réajustement » au profit des socialistes, souvent présenté comme préalable à une « alternative de gauche » à la démocratie chrétienne, s'accompagne en réalité d'une constante remontée d'influence de cette dernière.

(Publicité)

CLASSES PREPA
d'été ou annuelles
SCIENCES-PO et MÉDECINE
La première depuis 1967. Documentation contre 3 timbres
CEPES
57, rue Crémieux-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.03.19 ou 47.22.54.34

BERNARD GUETTA.

Europe

du Parti communiste d'URSS

Les dix thèses, «plate-forme pour la discussion»

Les «thèses» qui sont présentées à la conférence nationale du PC soviétique ont été approuvées le 23 mai dernier par le comité central. Il s'agit d'un long document, présenté comme une «plate-forme pour la discussion», où quelques formules inédites — sur l'Etat socialiste de droit — par exemple — citent les références les plus classiques — «centralisme démocratique» et «principes du socialisme scientifique» — entre autres.

Le texte se divise en dix parties qui regroupent de manière thématique un certain nombre de réflexions et quelques propositions relatives précises.

La première thèse porte sur la «Situation idéologique et politique». Elle évoque le «devenir d'un pluralisme réel des opinions» mais souligne que «les discussions ne sont fructueuses qu'en terrain socialiste et au nom du socialisme». C'est dans ce contexte qu'une «importance vitale» est donnée à la politique de transparence qui doit s'appliquer aux débats aussi bien sur les problèmes du présent que sur de «nombreuses questions épineuses de l'histoire».

La démocratisation et le rôle du parti

La seconde thèse est consacrée aux «Problèmes du développement économique et social». C'est l'une des plus longues, mais elle est peu novatrice. On y retrouve, en effet, la plupart des projets — autonomie financière des entreprises, réforme des prix, amélioration de l'approvisionnement — ou des critiques contre le bureaucratisme et les méthodes de travail du Gosplan et autres organismes centraux — déjà formulés depuis le début de la «perestroïka». Le texte est très équilibré. On y lit que «les possibilités offertes par la réforme sont manifestement sous-utilisées», mais aussi que «des milliers de collectifs de travailleurs ont su (...) accroître considérablement la productivité du travail et atteindre le niveau mondial de la qualité de la production». Ni triomphalisme ni pessimisme démobilisateur.

Même ton pour la troisième thèse,

sur «la science, l'instruction et la culture», où sont notés à la fois des «changements positifs» et le «manque de changements substantiels». Un coup de chapeau est donné à «l'activité des associations et des unions de création qui existent déjà et qui viennent d'être formées».

Concentrée en trois paragraphes, la thèse n° 4 est l'une des plus importantes. Traitant de «La démocratisation de la société soviétique», c'est elle qui réclame «une réforme du système politique», dont l'objectif est «d'achever la formation d'un Etat socialiste de droit» dans lequel les masses participent «réellement (...) à la gestion de toutes les affaires publiques et sociales». Ce qui suppose qu'on se débarrasse «de tout ce qui est lié aux conséquences du culte de la personnalité, aux méthodes autoritaires-administratives de gestion, au bureaucratisme, à l'éviction des travailleurs du pouvoir (...)».

C'est dans cette perspective que la thèse numéro 5 observe que «le rôle du PCUS (...) apparaît sous un jour nouveau». On trouve là de multiples références aux «principes leninistes» qui doivent régir «les relations du parti avec l'Etat» — c'est-à-dire «la délimitation nette de leurs fonctions» —, «l'activité des organisations de base» — au sein desquelles doit régner une «atmosphère d'ouverture, de discussions, de critique, d'autocritique».

Plus précis est le projet d'organiser, avant le prochain congrès (1991), «l'attestation sociopolitique des communistes, instrument efficace d'autoévaluation et de renforcement du parti». Très vraisemblablement un examen destiné à vérifier comment chacun se détermine et se comporte en matière de «perestroïka».

C'est à ce chapitre enfin que sont énoncées quelques suggestions très concrètes sur «les modalités de formation des organes éligibles du parti» (au scrutin secret et avec pluralité de candidatures), la limitation à cinq ans de la durée des mandats (renouvelables une fois et une seconde selon une procédure plus

rigoureuse), la «possibilité de renouveler en partie le comité central entre les congrès» (ce qui ne semble pas devoir être le cas à l'occasion de cette conférence nationale), une réforme enfin des organismes «de contrôle et de vérification au sein du parti».

Dans le prolongement des deux précédentes, la sixième thèse traite «du rôle et des responsabilités des soviets», assemblées élues qui «restent sous une tutelle excessive des comités du parti» et auxquelles il convient de «restituer un pouvoir réel». C'est un autre aspect de la démocratisation. Sur ce sujet également, le texte est assez précis. Il parle d'«élargir considérablement les possibilités matérielles et financières des soviets locaux», d'affirmer leur «prééminence par rapport aux organes exécutifs» (dont les membres ne pourront être en même temps députés), de limiter les mandats des élus, d'accroître la durée des sessions (actuellement un ou deux jours, deux fois par an, en général). Plusieurs de ces dispositions nouvelles s'appliqueraient également aux deux Chambres du Soviet suprême de l'URSS que l'on souhaite, en substance, voir jouer un rôle se rapprochant un peu plus de celui d'un Parlement national, un peu moins d'une docile Chambre d'enregistrement.

Nationalités et libertés

Ce vaste projet entraînerait «une réforme du système électoral», une limitation du nombre des mandats (on ne pourrait siéger, comme en France, dans plus de deux Assemblées élues), mais aussi un accroissement du rôle du gouvernement par rapport, si l'on comprend bien, à celui du parti. En même temps, une «restructuration du système administratif d'Etat» doit notamment permettre la suppression «des échelons superflus».

La thèse n° 7, qui traite des «Nationalités», est l'une des plus brèves et des plus vagues. Le contexte de l'actualité, au Caucase et ailleurs, oblige à la prudence. Le Comité central se borne à estimer que «les problèmes qui surgissent

dans les rapports entre les nations (au sein de l'Union soviétique) doivent être réglés sur une base authentiquement démocratique, dans le cadre de la perestroïka».

Les relations entre l'Etat et les citoyens «font l'objet des thèses 8 et 9. Elles envisagent une «rénovation» de la législation en fonction du principe : «Est permis tout ce qui n'est pas interdit par la loi». Deux axes principaux se dessinent : l'un pour un «accroissement substantiel du rôle de la justice» dont les représentants ne doivent être «l'objet d'aucune pression et ingérence dans leurs activités» ; le second pour «la création des conditions matérielles et juridiques [nécessaires] à l'exercice des libertés constitutionnelles (liberté de parole, de la presse, de réunion, de défilé et de manifestation dans la rue, la liberté de conscience, etc.)».

Dans un esprit voisin, le droit d'association est évoqué, sans être explicitement cité. «L'instauration des organisations de masses» est regrettée (thèse 9) mais les «nouvelles unions», auxquelles on souhaite donner une «base juridique» et dont l'activité doit se développer, semblent être à vocation surtout culturelle, écologique, peu politique en tout cas. Là encore, cependant, «toute activité sociale qui est menée dans le cadre de la Constitution et qui n'est pas contraire aux intérêts du développement de la société socialiste soviétique mérite d'être reconnue».

La dixième et dernière thèse est la moins originale car, traitant de la «Politique extérieure», elle reprend des thèmes déjà abondamment développés par M. Gorbatchev et ses collaborateurs. On retiendra seulement qu'y figure une brève «analyse critique du passé», «Soucieux de nous assurer la parité militaire-stratégique, li-on, nous n'avons pas toujours mis à profit dans le passé les possibilités de garantir la sécurité de l'Etat par des moyens politiques et nous nous sommes laissés entraîner dans la course aux armements, ce qui n'a pas pu ne pas affecter le développement social et économique du pays et sa position internationale».

ALAIN JACOB.

HONGRIE

50 000 manifestants à Budapest contre les projets de M. Ceausescu pour la Transylvanie

Trente mille personnes, selon l'agence officielle hongroise MTI, cinquante mille, selon des observateurs occidentaux, ont participé, le lundi 27 juin, devant l'ambassade de Roumanie, à Budapest, à la plus grande manifestation dans la capitale hongroise depuis le soulèvement de 1956.

Le rassemblement, organisé par divers groupes indépendants, mais autorisé officiellement, visait à protester contre le projet d'«aménagement du territoire» roumain du président Nicolae Ceausescu, qui prévoit de raser près de huit mille des treize mille villages roumains. Un grand nombre de ces villages se trouvent en Transylvanie, où vivent, selon Budapest, deux millions de Roumains de souche hongroise.

Les manifestants se sont d'abord réunis, à 19 heures, sur la place des Héros, en plein centre de Budapest, puis ont marché dans les rues de la ville pendant deux heures avec des torches et des bougies allumées.

Brandissant des pancartes aux noms hongrois des villages de Transylvanie, ou proclamant : «Hitler, Staline, Ceausescu, tous les mêmes !», «Roumanie égale fascisme !», «Adolf Ceausescu !» ou encore : «Ceauschits, solution finale !», ils sont arrivés devant l'ambassade de Roumanie qui, les volets hermétiquement fermés, était protégée par quelque deux cents policiers armés, pour la première fois à Budapest, un équipement anti-émeutes (casque et bouclier).

Une délégation a été autorisée à franchir le cordon pour remettre une pétition à l'ambassade mais a trouvé porte close. La pétition, que les organisateurs ont décidé d'envoyer à toutes les ambassades à Budapest, ainsi qu'au pape et à Lech Waléza, «avertit les autorités roumaines que la mise en œuvre de leur plan d'aménagement du territoire causera de graves dégâts physiques et mentaux aux membres des groupes nationaux» (hongrois et allemand).

Les manifestants sont revenus vers 22 heures sur la place des Héros. La police n'est pas intervenue, se contentant de régler la circulation.

La télévision hongroise a retransmis des images du rassemblement dans son bulletin d'informations de lundi soir.

L'écrivain Istvan Csarcsa, auteur dramatique populaire en Hongrie et l'un des chefs de file de l'organisation d'opposition Forum démocratique, a déclaré dans un discours que jamais «les relations entre la Hongrie et la Roumanie n'avaient été aussi mauvaises». «Notre objectif peut être résumé en un mot : liberté pour les Hongrois qui vivent en Transylvanie», a-t-il ajouté.

C'est la seconde fois qu'une manifestation sur le thème de la minorité hongroise de Transylvanie se déroule à Budapest. La première, le 1^{er} février dernier, avait réuni quelque cinq cents personnes devant l'ambassade de Roumanie. La police n'était pas non plus intervenue.

Les dirigeants hongrois ont critiqué de plus en plus ouvertement ces derniers temps la politique roumaine à l'égard des minorités nationales. Lundi encore, le quotidien du gouvernement Magyar Hirlap réaffirmait que «le plan d'aménagement du territoire roumain suscitait un profond ressentiment au sein de la communauté internationale. Nous élevons la voix contre les violations des droits de l'homme et pour que les gens puissent vivre normalement sur la terre où ils sont nés».

Selon le plan d'urbanisation des régions rurales adopté par la conférence nationale roumaine en 1982, et dont l'application doit commencer en septembre, quelque huit mille villages seront détruits et remplacés par cinq cents centres agro-industriels d'ici à l'an 2000. Le but de l'opération est de gagner 350 000 hectares de terre arable pour augmenter la production de maïs de 2 millions de tonnes. Selon le plan, les futurs centres agro-industriels seront composés de maisons uniformes de deux à cinq étages.

La politique d'assimilation forcée de la minorité hongroise en Roumanie a déjà poussé des milliers de Hongrois de souche à franchir la frontière, plus ou moins légalement, pour se réfugier en Hongrie, provoquant le premier exode d'un pays socialiste vers un autre.

Le numéro un hongrois, M. Karoly Grosz, a vivement critiqué la réforme territoriale roumaine en précisant qu'elle dépassait le cadre des «affaires intérieures» de la Roumanie. M. Grosz aura l'occasion d'en parler à M. Ceausescu lors de sa visite officielle à Bucarest prévue cet été. — (AFP, UPI, Reuters.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75060 Paris Cedex 02

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Le collège exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale ordinaire s'est réuni le vendredi 24 juin 1988, sous la présidence de M. Raymond Janot, conseiller d'Etat, président du collège, pour examiner et approuver les comptes de l'exercice 1987.

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

Le chiffre d'affaires consolidé des AGF s'élève à 29 186 millions de francs, en hausse de 15 %.

A structure constante, la progression aurait été de 11,9 % : l'acquisition du groupe SENTRY, en Grande-Bretagne, participe, en effet, pour 2,5 % à la croissance du chiffre d'affaires, des changements de méthodes de consolidation de diverses sociétés du groupe y contribuant, d'autre part, à concurrence de 0,6 %.

Le chiffre d'affaires se répartit comme suit par secteur géographique :

	Chiffres d'affaires en millions de F	Répartition	Progression par rapport à 1986
Affaires directes en France	22 491	77,1 %	+ 11,7 %
Acquisitions en France	1 690	5,8 %	+ 7,0 %
Etranger	5 005	17,1 %	+ 37,2 % *
	29 186	100,0 %	+ 15,1 %

* Dont incidence de l'acquisition de Sentry : 17,6 %

Les charges techniques (prestations payées et dotations aux provisions techniques, nettes de cessions en réassurance) et les charges de distribution et de gestion augmentent respectivement de 13,8 % et de 11 %.

Le taux de rendement moyen des placements ressort à 8,9 % contre 9,9 % en 1986.

Le résultat net consolidé (part du groupe) se monte à 1 750 millions de francs contre 1 601 millions en 1986, soit une progression de 9,3 %.

Les principales sociétés du groupe AGF

Les sociétés AGF IART, AGF VIE et AGF SA, ont contribué comme suit à l'activité du groupe :

AGF IART

Le chiffre d'affaires mondial s'établit à 11 272 millions de francs, en hausse de 14,6 %. Cette forte croissance, très supérieure à celle du marché, est particulièrement marquée pour les risques d'entreprises, tandis que le portefeuille automobile accuse une progression de 8 % avec une nouvelle augmentation du parc de véhicules assurés.

Les coûts d'acquisition et de gestion diminuent de près d'un point par rapport aux cotisations.

La société enregistre une diminution de son bénéfice d'exploitation qui s'élève à 43,1 millions de francs (contre 155,9 millions de francs en 1986) en raison de l'alourdissement de la charge des sinistres touchant plusieurs catégories et, notamment, les assurances collectives, la RC générale et le risque tempête.

Les plus-values sur cessions d'actifs, en forte hausse, permettent de compenser la réduction de ce résultat et de maintenir au global un bénéfice équivalent à celui de l'an dernier, 547,8 millions de francs contre 507,1 millions de francs en 1986.

Ce bénéfice permet de distribuer un dividende de 141 100 000 F qui, augmenté de l'impôt déjà payé au Trésor (70 500 000 F), forme un revenu global de 211 600 000 F.

Ce dividende de 141 100 000 F sera versé à raison de :

— 121 678 000 F à la société AGF SA, qui détient 733 000 actions des AGF IART (soit 86,24 %) ;
— 19 422 000 F à la Société centrale des AGF, qui détient 177 000 actions des AGF IART (soit 13,76 %).

AGF VIE

Cette société a repris, dans le cadre de la restructuration du groupe, l'ensemble du portefeuille d'assurance et de réassurance de l'ancienne société AGF VIE. Elle réalise un chiffre d'affaires de 11 787 millions de francs, en hausse de 9,3 % par rapport au chiffre comparable de l'an dernier.

Après trois années de forte expansion la branche Vie Individuelle enregistre une croissance plus modérée, (+ 10,1 %), en raison notamment de l'impact de la crise boursière sur les ventes du contrat MultiSicav, tandis que la branche Groupe progresse de 7,3 %.

Les provisions mathématiques atteignent en France 43 775 millions de francs, avec une progression de 17,3 %, représentant un accroissement de 6 461 millions de francs.

La charge des participations attribuées aux assurés en France s'élève à 2 885 millions de francs contre 2 337 millions de francs en 1986.

Le coût d'acquisition et de gestion accusent une nouvelle baisse d'un point par rapport aux cotisations.

Les résultats d'exploitation font ressortir un bénéfice d'exploitation de 196,3 millions (non comparable à celui de l'an dernier du fait de la restructuration).

Compte tenu d'importantes plus-values réalisées sur des cessions de valeurs mobilières, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 877,2 millions de francs.

Ce résultat permet de distribuer un dividende de 100 017 600 F qui, augmenté de l'impôt déjà versé au Trésor (50 008 800 F), constitue un revenu global de 150 026 400 F.

Ce dividende, dont 87 400 000 F ont été versés sous forme d'acompte en décembre 1987, a été versé, à concurrence de 100 017 568 F, à la société AGF SA, qui détient la quasi-totalité du capital d'AGF VIE.

AGF SA

Au cours de ce premier exercice d'activité de holding, l'ancienne société AGF VIE, qui a pris la raison sociale AGF SA, a encaissé des revenus d'immeubles, de participations et de titres de placement pour 364 millions de francs, dont l'acompte sur dividende versé par AGF VIE de 87,4 millions de francs.

Compte tenu des charges de gestion, le bénéfice net de l'exercice s'élève, après impôts, à 280,9 millions de francs.

Ce résultat permet de distribuer à la Société centrale des AGF qui détient la totalité des actions d'AGF SA un dividende de 251 178 000 F, qui, augmenté de l'impôt déjà versé au Trésor (125 589 000 F), constitue un revenu global de 376 767 000 F.

RÉPARTITION DU BÉNÉFICE DE L'EXERCICE 1987

La Société centrale des AGF, qui détient directement ou indirectement la totalité des actions des deux sociétés AGF SA et AGF IART, doit répartir à ses actionnaires les dividendes qui lui sont versés par ces sociétés dans l'exercice même de l'encaissement, en application de l'article L. 322-12 du code des assurances.

Au cours de la présente année elle doit donc répartir les dividendes qu'elle va recevoir de ces deux filiales au titre de l'exercice 1987 soit 270 600 000 F dont :

— 251 178 000 F en provenance d'AGF SA ;
— 19 422 000 F en provenance d'AGF IART.

Chacune des 22 millions d'actions de 18,50 F de valeur nominale composant le capital social au 31 décembre 1987 recevra donc :

Dividende	12,30 F
Avant fiscal	6,15 F
Dividende global	18,45 F

Chaque action AGF avait reçu au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Dividende net	Avant fiscal	Revenu Global	Nombre d'actions réémises	Valeur nominale
1985	61,40 F	30,70 F	92,10 F	2 200 000	185,00 F
1986	90,00 F	45,00 F	135,00 F	2 200 000	185,00 F
1987 *	10,70 F	5,35 F	16,05 F	22 000 000	18,50 F

* Après division du titre par dix, en novembre 1986.

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en boutiques, bureaux, locaux commerciaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances. Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 43 ans «LES ANNONCES» En vente partout 5,80 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 48-05-30-30

MYKONOS 1950 F*

* Départ Paris. Prix A/R, à partir de.

Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

Jumbo CHARTER SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6^e : 46 34 19 79
PARIS 7^e : 47 05 01 95 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOUVE

LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN

(L'acte unique et le marché intérieur) 2^e Edition

Mise à jour et augmentée

WARR-FRANÇOISE LABOUE

13,5 x 20 cm - 510 p. - 198 F

Berger-Levrault

5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

INTROUVABLE !!

AUTORADIO EXTRACTIONNELLE DE POCHES

130 GRAMMES

BLAUPUNKT DENVER SQM 108

4X25 WATT REELS PO-GO-FM-STEREO. Affichage digital, recherche électronique, 15 mémoires, entrées K7-CD

Disponible à prix Discount

SITRUK AUTORADIO 90, rue de Maubeuge 75010 PARIS (Gare du Nord)

Tél. : 45.26.46.46

*Quand on rend
la technologie 80386
accessible avant les autres,
les autres suivent.
Mais après.*

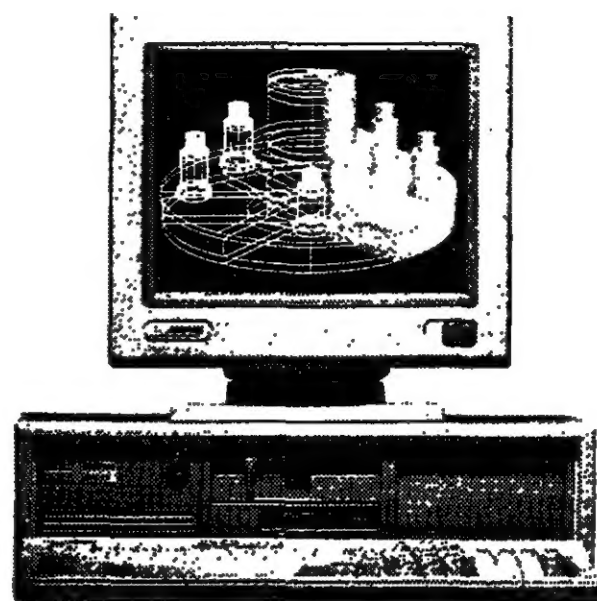
à suivre

*nouveau
COMPAQ
DESKPRO 386s.*



- INTEL 80386SX, 16 MHz, 32 - bit
- unité de disquette 5 1/4 - 1.2 Mo
- 5 1/4 - 360 Ko et 3 1/2 - 1.44 Mo en option
- 1 Mo de RAM, extensible à 13 Mo
- adaptateur graphique VGA (standard)
- disque dur 20 Mo ou 40 Mo ou 110 Mo
- 4 connecteurs d'extension libres
- protection par mots de passe
- 60% plus rapide que la plupart des micro-ordinateurs 80286 à 10 MHz.

Quand on lance
le micro-ordinateur
le plus rapide du monde
avant les autres,
les autres suivent.
Mais après.



nouveau 25-MHZ
COMPAQ
DESKPRO 386/25

- INTEL 80386, 25 MHz, 32 - bits
- unité de disquette 5 1/4 - 1,2 Mo
- 5 1/4 - 360 Mo et 5 1/2 - 1,44 Mo en option
- 1 Mo de RAM, extensible à 16 Mo
- carte graphique VGA (option)
- disque dur 110 Mo ou 360 Mo
- 6 connecteurs d'extension libres
- 60% plus rapide que la plupart des micro-ordinateurs 80386 à 20 MHz.

Depuis maintenant cinq ans, COMPAQ® bouscule l'industrie de l'informatique. D'abord en concevant les micro-ordinateurs les plus puissants et les plus rapides du monde. Ensuite en battant tous les records de dynamisme et de croissance dans le monde de l'industrie : première société à entrer dans le Top 500 de Fortune au bout de 4 ans seulement, un chiffre d'affaires dépassant le milliard de dollars au bout de 5 ans.

Aujourd'hui, COMPAQ® lance deux merveilles informatiques, largement en avance.

Première merveille : le COMPAQ DESKPRO 386s, premier micro-ordinateur à utiliser le dernier-né des microprocesseurs d'INTEL le 80386SX*.

Cet ordinateur est d'une conception totalement nouvelle qui n'est pas prête d'être rejointe. Il permet à de nombreux utilisateurs de bénéficier facilement des performances offertes par la technologie du microprocesseur 80386.

Deuxième merveille : le COMPAQ DESKPRO 386/25, c'est actuellement le micro-ordinateur le plus rapide du monde ; tellement rapide qu'on en connaît beaucoup qui suivront longtemps avant de le rejoindre.

Cette fois, COMPAQ® est en avance de deux ordinateurs en ouvrant deux routes : la plus grande accessibilité, la plus grande rapidité. Les autres finiront par suivre. COMPAQ® restera le premier.

Pour vous faire mieux connaître ces deux nouveaux micro-ordinateurs, plus de 250 Revendeurs Agréés COMPAQ® vous attendent. Pour connaître le vôtre, appelez le : 16 (1) 69.86.71.71 ou écrivez à COMPAQ, 5, avenue de Norvège, 91953 Les Ulis Cedex.

* 80386, 80386SX, 80387 et 80387SX font respectivement référence aux produits INTEL 386, 386SX, 387 et 387SX qui sont des marques déposées de INTEL.

COMPAQ
à suivre.

Afrique

La libéralisation en Libye

Le « printemps de Tripoli »

TRIPOLI
de notre envoyé spécial

Le colonel Kadhafi aime frapper les imaginations. Il excelle dans la mise en scène, admettant les « coups » médiatiques. Mais, cette fois, lassitude, indifférence ou méfiance d'une population qui a appris, en près de vingt ans, à connaître son imprévisible « Guide », ce qui devait mettre la touche finale à une succession impressionnante de gestes spectaculaires fut loin de soulever les foules libyennes. C'est à peine si, en dehors de l'enceinte où se déroulait la cérémonie, l'on savait ce qui s'y passait.

Et, pourtant, il ne s'agissait pas moins, en cette première quinzaine de juin, que d'abolir la peine de mort en Libye, d'y garantir toutes les libertés, d'y assurer « le droit de se déplacer librement partout dans le monde », d'y proclamer haut et fort que « chaque homme a le droit de choisir sa vie », que « la liberté est sacrée », que « chacun a droit à une justice honnête et équitable »... bref, d'adopter une charte des libertés et des droits de l'homme, dans un pays dont le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a jamais été réputé pour la libéralisation de son régime.

Dynamisme, bulldozer et défenestration

Un corps diplomatique transporté — presque — au grand complet à quelque 1 200 kilomètres de la capitale, bon nombre de journalistes acheminés par les airs et par la route, des délégations étrangères réunies aux frais de la Jamahiriya, une retransmission télévisée en direct : tout avait été fait pour transformer Beïda — localité située à environ 200 kilomètres à l'est de Benghazi — en centre mondial de la liberté. M. Yasser Arafat et le colonel Kadhafi lui-même apportèrent, par de longs discours, leur contribution à l'événement qui aurait dû, en croire certains orateurs, reléguer toutes les précédentes déclarations ou chartes des droits de l'homme dans les musées de l'histoire.

Mais rien n'y fit, pas même une double retransmission télévisée — à vingt-quatre heures d'intervalle — de la même intervention du « guide de la révolution ». Il fallut bien se résoudre à l'admettre : l'enthousiasme n'était pas au rendez-vous, hormis dans l'hémicycle où débattaient les membres du Congrès général du peuple (qui joue le rôle de Parlement), soucieux de parfaire la « charte » — ou « déclaration verte », comme suggéra de l'appeler un délégué — avant de l'adopter à l'issue de deux jours de débats.

C'est que, pour trois millions de Libyens, l'essentiel avait déjà été fait. À la manière habituelle du bouillissant colonel, par la dynamisme, le bulldozer et la défenestration... de l'administration. L'essentiel, c'est-à-dire, après la libéralisation du commerce, l'ouverture des frontières et la suppression des visas de sortie.

Et, depuis le lundi 4 avril, date à laquelle le colonel Kadhafi annonça la suppression du poste-frontière avec la Tunisie, le « guide » a accumulé les initiatives visant à libéraliser son régime et à faire de la Libye « le pays de la liberté », à l'heure où il se joignait au projet de Grand Maghreb aux côtés de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc et de la Mauritanie.

Destruction de prisons, libération de la plupart des détenus — et de la quasi-totalité des prisonniers étrangers, un ressortissant franco-libanais, M. Abouzaid, restant, à ce jour, détenu, — limitation du rôle des comités révolutionnaires, suppression des tribunaux d'exception, incitation à l'initiative privée en matière économique, etc., enfin, l'annonce, le 25 mai, de la volonté libyenne de mettre un terme à l'aventure tchadienne : autant de mesures concrètes à propos desquelles certains n'hésitent pas à parler de « printemps de Tripoli ».

Mais qu'est-ce qui a bien pu pousser aussi soudainement le chef de la révolution libyenne

dans cette voie inhabituelle ? Ou, comme le demandait tout récemment un hebdomadaire de Tunis, *Réalités*, dans une enquête consacrée au plus remuant des dirigeants du Maghreb, le colonel Kadhafi a-t-il véritablement changé, ou ne fait-il, tel un roseau, que plier ?

« Kadhafi n'avait, en réalité, plus le choix : et la seule solution qui s'offrait à lui était de pratiquer une politique d'ouverture ou de disparaitre », explique-t-on de source diplomatique à Tripoli, où l'on fait état d'un mécontentement qui ne fait que croître au sein de la population devant l'accumulation des épreuves. Depuis des années déjà, des magasins fermés ou vides. Une pénurie entretenue par l'absence d'importations. Une crise alimentée par l'effondrement des revenus pétroliers (22 à 23,5 millions de dollars en 1980, 5,5 milliards en 1987), doublée de dépenses énormes en armements. Un sentiment d'étouffement dû à un encadrement très serré, très efficace, de la part des fameux comités révolutionnaires, garde précieuse du régime. Mais, surtout, un malaise palpable, une épée suspendue au-dessus de chaque famille, un boulet traîné par la diplomatie, un gouffre pour les finances libyennes : le Tchad. Combien de victimes les ambitions tchadiennes du colonel Kadhafi ont-elles faites dans les rangs libyens ? Le chiffre est difficile à évaluer, peu de gens oseraient se lancer dans une estimation sérieuse. Mais, à chaque corps de soldat tué récupéré par sa famille, à chaque enterrement, cette même question, à voix de moins en moins basse : « Pourquoi toutes ces dépenses, toutes ces épreuves, pour arriver à toutes ces défaites ? » Question que posent également les Tripolitains lorsque, dans la nuit du 15 avril 1986, les avions américains bombardèrent impunément leur ville en dépit de l'importance des sommes englouties dans le surarmement du pays.

Le rôle de l'Algérie

Le mécontentement populaire pouvait-il dégénérer au point de provoquer une explosion ? Certes non, estime-t-on généralement en Libye, même si la saturation était de plus en plus visible. Des signaux se faisaient plus clairs, que Kadhafi ne pouvait plus ignorer, les critiques plus insistantes ; des tracts circulaient, des incendies éclatèrent, certains eurent vite fait d'attribuer à des cocktails Molotov. Mais plus que d'un mouvement de masse — dont l'éventualité est unanimement démentie sur place — le danger pouvait éventuellement provenir, selon certains observateurs de la scène libyenne, d'une révolution de palais, d'un coup d'État, d'une « solution à la tunisienne, qui coûte le pouvoir à Bourguiba ».

« Poussé par la nécessité interne, isolé dans son désert, abandonné de tous, coincé entre la mer et trois murs clos, Kadhafi ne pouvait plus tenir », analyse un diplomate, en poste de longue date dans la capitale libyenne. Mais, si le colonel a prouvé par le passé qu'il savait jusqu'où aller trop loin, il a, en l'occurrence, su aussi se laisser persuader de l'extérieur qu'il se devait de sortir de son isolement et éviter l'asphyxie totale, tant à son régime qu'à son pays.

Dans cet effort de persuasion — de « pressions », disent des diplomates, — l'Algérie a tenu une place primordiale. Et le désir manifeste des Algériens de jouer un rôle prépondérant dans le Grand Maghreb en gestation n'est certainement pas étranger à cet effort, en dépit de l'irritation dont ils font preuve en privé devant certaines agissements de leur voisin.

Alger se serait également efforcée de persuader le colonel Kadhafi de « normaliser » son régime en créant un parti unique. Certains dirigeants libyens pencheraient en faveur d'une telle innovation qui faciliterait incontestablement les relations avec les « pays frères ». Mais la tâche reste ardue tant la contradiction serait flagrante avec la « bible » de la Jamahiriya — le Livre vert

de Kadhafi, — qui décrit le parti de type classique comme étant l'« appareil de gouvernement de la dictature contemporaine », évidemment incompatible avec l'idée de « pouvoir populaire direct », chère au « guide de la révolution ». Un pouvoir qui ne saurait s'exercer autrement que par les « Congrès populaires de base ».

Les Algériens ne sont apparemment pas les seuls à avoir su convaincre le colonel d'infirmer sa politique. Les Soviétiques auraient ainsi usé de l'influence que leur procure leur situation de fournisseurs d'armes pour suggérer au « guide » cet infatigable.

« Pourquoi que ça dure »

En tout état de cause, l'heure, en Libye, est à la devise : « pourquoi que ça dure ». Avec un sens aigu du pragmatisme, les Libyens veulent profiter au maximum de cette liberté nouvelle tant qu'elle leur est offerte. Et celle-ci a aujourd'hui pour nom Hâd Djedid, poste-frontière avec la Tunisie, qu'ils ont été plusieurs dizaines de milliers à passer librement en quelques semaines ; car, de toutes les initiatives récentes de Kadhafi, l'ouverture sur la Tunisie est incontestablement celle qui a le plus favorisé la population.

« Ce qui était impensable il y a encore peu de temps, à savoir prendre sa voiture et monter jusqu'à Djedda ou Tunis, représente pour les Libyens plus qu'une simple boutée d'oxygène. C'est un véritable vent de liberté », observe-t-on de source occidentale à Tripoli. Mais si la cote de popularité du colonel semble avoir bénéficié de sa politique d'ouverture, les Libyens n'en ont pas pour autant perdu toute lucidité, conscients que le « guide » n'en est pas à un revirement près. Rien, en effet, s'accorde-t-on à dire à Tripoli, ne garantit que Kadhafi ne revienne pas un jour ou l'autre sur ses décisions. Et, si un buldozer a pu servir à abattre des prisons, ce même engin peut tout aussi bien servir à les reconstruire.

Cette prudence est particulièrement manifeste pour ce qui concerne le commerce. Plusieurs mois après la décision du colonel Kadhafi d'autoriser de nouveau — et même d'encourager — le commerce privé, celui-ci ne se montre pas particulièrement florissant. La moitié environ des boutiques de Tripoli ont rouvert, mais, dans la plupart de celles-ci, la poussière des années de fermeture tenait encore l'éclat des objets proposés, rarement d'une grande nouveauté.

C'est que les investissements restent discrets, ne dépassant guère le stade « artisanal », de l'avis d'un homme d'affaires, et, surtout, les importations ne sont qu'embryonnaires. Alors, pour le moment, on se contente souvent de ressortir de vieux stocks, qui avaient été escamotés il y a une dizaine d'années, lorsque le « guide » déclara hors la loi le petit commerce privé.

Le « printemps de Tripoli » n'en a pas moins suscité des vocations inattendues... dans l'armée. Nombre d'officiers, encouragés à la fois par ce que l'on considère ici comme la fin de la guerre du Tchad (même si, dans certaines chancelleries, on se montre circonspect quant aux intentions réelles de Kadhafi vis-à-vis de son voisin méridional) et par la libéralisation économique, se lancent dans le commerce, comme activité d'appoint ou dans une totale reconversion.

Le colonel semble laisser faire, sinon encourager, ce mouvement. N'ayant jamais eu une confiance aveugle en ses forces armées, qu'il a constamment soumise à un strict contrôle politique, le « guide » ne peut que se féliciter de voir ses officiers, au retour de la malheureuse aventure tchadienne, occupés à commercer plutôt qu'à comploter. Plusieurs précautions valent mieux qu'une, outre que les dépôts de munitions sont toujours placés sous la garde de fidèles du régime, l'armée reste un terrain de prédilection pour les comités révolutionnaires.

YVES HELLER.

TCHAD

La France complète à Abéché son dispositif antiaérien

La France a complété et renforcé son dispositif de défense antiaérienne au Tchad, dans le cadre du plan Epervier, en installant à Abéché, au nord-est du pays, de nouveaux moyens de missiles sol-air Crotale à courte portée.

Depuis la fin de l'année dernière, l'armée française a construit à Abéché une piste d'aviation en dur, longue de 2 800 mètres et large de 30, pour accueillir ses avions de combat les plus modernes qui ne pouvaient, alors, se poser que sur la seule piste de N'Djamena. Aujourd'hui, cette piste d'Abéché est opérationnelle et des moyens antiaériens la protègent, en particulier des missiles sol-air Crotale et des canons de 20 mm.

Outre les batteries mobiles de tir, l'armée de l'air française vient d'installer deux unités d'acquisition

(radars et calculateurs) pour mettre en œuvre les Crotale sans avoir, le cas échéant, à déployer ses Mirage F-1 en alerte pour jouer le rôle de radars d'acquisition volants.

Ainsi, la piste d'Abéché, qui est la plus proche des frontières du Tchad avec ses voisins libyen et soudanais, disposera des mêmes moyens antiaériens de défense rapprochée (Crotale et canons) que la piste de N'Djamena, dotée en supplément d'une batterie de missiles sol-air Hawk.

D'autre part, selon le bureau de l'AfP au Gabon, les ministres tchadien, libyen et gabonais des affaires étrangères se réuniront du 5 au 7 juillet à Libreville pour discuter de l'ouverture de relations diplomatiques entre Tripoli et N'Djamena « dans l'esprit de la résolution prise lors du dernier sommet de l'OUA ».

SÉNÉGAL

Prochaine table ronde entre le gouvernement et l'opposition

Une « table ronde » entre gouvernement et partis d'opposition au Sénégal s'ouvrira à Dakar, le 4 juillet, rapporte, le lundi 27 juin, le quotidien gouvernemental *le Soleil*. Des invitations en ce sens ont été adressées, samedi, par le président Abdou Diouf aux seize formations d'opposition. La moitié d'entre elles ont fait savoir, lundi, qu'elles refuseraient de participer à cette rencontre, dont le principe avait été acquis le 26 mai, après la rencontre entre le président Diouf et M. Abdoulaye Wade, chef de file du Parti démocratique sénégalais (PDS), principale formation d'opposition.

Cette rencontre avait contribué à dénouer la situation politique après plusieurs semaines de vives tensions, marquées par les graves émeutes qui ont suivi les élections générales du 28 février, l'imposition de l'état d'urgence dans la région de Dakar et le procès de M. Wade et de ses collaborateurs.

Les huit petits partis hostiles à une telle « table ronde » ont posé comme préalable la démission du chef de l'État, la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation de nouvelles élections. Parmi eux figurent And-Jeef et le Parti pour la libération du peuple (PLP), dont les dirigeants, MM. Landry Savane et Babacar Niang, s'étaient présentés à l'élection présidentielle. Ces formations estiment que le scrutin de février a été entaché de fraudes graves et que, par consé-

quent, le pouvoir actuel est illégitime.

L'important, dans la rencontre du 4 juillet, est que M. Wade, le plus représentatif des opposants, y participe. Au cours d'un « Club de la presse » de Radio-France internationale, diffusé samedi, le président Diouf s'a par conséquent l'idée d'une entrée au gouvernement de membres du PDS. « C'est une question de modalités, je ne peux en préjuger sans en avoir discuté avec tous les partenaires », a-t-il dit.

Le chef de l'État sénégalais estime que le dialogue avec l'opposition devra concerner tous les problèmes du pays, sans le contentieux lié aux élections présidentielle et législatives. « Il n'y a pas de contentieux électoral », a-t-il dit. « Les élections sont derrière nous ».

Evénement la crise sénégalaise, qui paralyse les lycées sénégalais depuis plus de cinq mois et l'université de Dakar depuis mars, M. Diouf a annoncé certains partis d'extrême gauche, qu'il n'a pas cités, « d'utiliser cette force de frappe étudiante et scolaire ». Il a déclaré que la plupart des revendications matérielles ou sociales avancées par les étudiants et les élèves étaient « justifiées », et que beaucoup avaient été satisfaites. Mais, a-t-il ajouté, il y a « une fuite en avant et un refus de reprendre les cours. [...] Nous avons l'impression de nous heurter à un mur d'incompréhension, et ce mur est politique ».

Amériques

ÉTATS-UNIS : la campagne présidentielle

Les démocrates recherchent l'unité

WASHINGTON
correspondance

A moins d'un mois de la convention d'Atlanta, les démocrates, animés par un souci d'unité, s'efforcent d'éliminer, ou en tout cas de réduire, les points de friction entre les tendances. Ainsi, les représentants des deux principaux candidats à l'investiture démocrate se sont mis d'accord pour modifier les règles du parti dans un sens qui donne satisfaction à M. Jesse Jackson. Dans les futures conventions, le nombre des « super délégués » désignés par les dirigeants de l'appareil du parti et non élus dans les primaires ou les « caucus » (assemblées régionales) sera réduit de plus d'un tiers. « Une victoire pour le peuple », a déclaré M. Jackson, qui avait soutenu que le système des « super délégués » avait fonctionné à son détriment.

avec 29 % des suffrages recueillis dans les primaires, il ne pouvait compter que sur cinquante-cinq « super délégués », alors que le gouverneur Dukakis, avec 42,5 % des suffrages, avait l'appui de trois cent soixante-deux « super délégués ».

En fait, la décision des instances du Parti est un compromis. M. Jackson n'a obtenu qu'un succès partiel : les gouverneurs et les parlementaires démocrates continueront d'être automatiquement désignés comme délégués ; seuls les membres du comité national ne le seront plus. Néanmoins, l'état-major du Parti a fait des concessions à M. Jackson, estimant qu'il était important de lui assurer un succès de nature à compenser l'amertume prévisible de ses partisans devant le refus de M. Dukakis, du gouverneur de l'État de New York, de se présenter à l'élection présidentielle. M. Dukakis, qui a refusé de se présenter, a été nommé à la présidence de la commission spéciale chargée d'enquêter sur les propositions de M. Jackson.

programme électoral officiel du parti.

Ce programme, élaboré à Denver, se veut modéré. Il ne prévoit aucune augmentation d'impôts, même si celle-ci devait affecter seulement des sociétés et des individus gagnant plus de 200 000 dollars par an, comme le recommandait M. Jackson. « Nous voulons un programme qui ne nous aliène par un nombre substantiel d'électeurs », a déclaré franchement le sénateur Graham de Floride. Beaucoup de démocrates pensent avec lui que l'engagement de M. Jackson d'augmenter les impôts fut une des raisons déterminantes de sa cuisante défaite à l'élection de 1984. De même, les amis du gouverneur Dukakis, représentant les trois quarts du comité du programme, ont rejeté la suggestion de M. Jackson d'un gel total des dépenses militaires.

Certes, le révérend noir pourra, de la tribune d'Atlanta, reprendre ses propositions sous forme d'amendements qui seront, à coup sûr, rejetés par la majorité de la convention, contrôlée par M. Dukakis. Le gouverneur aura ainsi une très bonne occasion de souligner, à l'attention de l'électorat, que le Parti démocrate a cessé d'être celui qui, traditionnellement, favorisait une haute taxation ou une diminution des dépenses militaires.

« Nous sommes d'accord pour être en désaccord », ont déclaré les conseillers de M. Jackson, en ajoutant que leur patron leur avait recommandé de rappeler à leurs amis que « la victoire finale en novembre était ce qui comptait avant tout ». Jusqu'à nouvel ordre, en tout cas, les amis de M. Jackson, tout en maintenant leur position, ne semblent pas vouloir prendre des décisions qui embarrasseraient M. Dukakis.

HENRI PIERRE.

Proche-Orient

Le conflit entre M. Arafat et Damas

Le camp de Chatila est tombé entre les mains de dissidents pro-syriens

BEYROUTH
de notre correspondant

Le camp palestinien de Chatila, où il ne restait plus que des ruines, est tombé, le lundi 27 juin, entre les mains des dissidents pro-syriens d'Abou Moussa. Le dernier carré des combattants arafatistes a déposé les armes et a été transféré mardi à l'aube vers le camp d'Ain-el-Heloueh à Saida, dernier saut saharien des partisans du dirigeant palestinien au Liban sud.

Les arafatistes tiennent encore le camp de Borj-Barajneh, dans la banlieue sud de Beyrouth, autrement plus vaste et beaucoup moins détruit que celui de Chatila. Mais ils sont encerclés et risquent d'y être, à plus ou moins long terme, pris au piège par leurs adversaires pro-syriens, comme cela s'est passé à Chatila. Les arafatistes avaient pris le contrôle de ce camp ou de ce qui en restait au début de mai. Les rares locaux qui avaient survécu à la guerre chilo-palestinienne des années 1985-1988 étaient depuis pillonnés par les pro-syriens, forcé de sortir de l'armée de Damas, dont le déploiement autour de ce camp a été parachevé par son entrée, le mois

dernier, dans la banlieue sud. La pression syrienne par Palestiniens interposés s'est fortement accentuée au cours des dernières quarante-huit heures, entraînant finalement la reddition des arafatistes.

Les termes de cette reddition ont été négociés par des officiers libyens, brusquement apparus sur la scène sans doute à la suite d'une démarche de M. Arafat auprès du colonel Kadhafi. Finalement, l'évacuation — « honorable » — est intervenue mardi à 4 h 30, en application d'un accord en six points comportant essentiellement, pour les arafatistes, le droit d'emporter leurs armes individuelles — comme en août 1982 lorsque les combattants palestiniens de tous bords évacuèrent Beyrouth-Ouest assiégée par l'armée israélienne — avec la garantie de l'armée syrienne et sous la supervision des officiers libyens.

L'assaut sera-t-il donné rapidement à Borj-Barajneh, ultime bastion des partisans de M. Arafat à Beyrouth ? Ce camp a cessé d'être un sanctuaire, depuis qu'un chapelet de postes syriens l'entoure de trois côtés. Damas, à qui tout réussit ces jours-ci au Liban, pourrait être tentée d'y pénétrer. Mais l'hypothèse

d'une phase de pourrissement préalable est également plausible. Elle correspond mieux aux méthodes consistant à digérer un acquis avant de passer à la phase suivante.

Cela étant, il est souvent arrivé par le passé qu'Arafat, éliminé quel que part au Liban, y resurgisse des mois, voire des années plus tard. Cela s'est produit au sud, où il est revenu en force et où il s'y trouve toujours, au nord, par intégristes interposés — à leur tour éliminés — et à Beyrouth, où l'éviction de ses troupes eut, en 1982, un retentissement mondial, avant qu'elles ne réapparaissent dans les camps. Les retournements d'alliances auxquelles se livre M. Arafat, qui est en bons termes à la fois avec les chrétiens, les druzes et le Hezbollah au Liban — n'ont d'égal que la constance de son conflit avec le régime syrien, sa rencontre avec le président Hafez El-Assad n'ayant rien changé au fond des choses. Une fois de plus l'OLP a mis Damas en accusation à propos de la chute du camp de Chatila. Le Liban, y compris Beyrouth-Ouest, qui s'enflamme jadis pour les Palestiniens, a assisté sans passion ni émotion à son agonie puis à sa mise à mort.

LUCIEN GEORGE.

ISRAËL

Importantes mesures de sécurité à Jérusalem pour l'anniversaire de l'annexion de la Ville sainte

La police israélienne a pris, le mardi 28 juin, d'importantes mesures de sécurité pour faire face à toute éventualité à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'annexion du secteur oriental de la ville, qui devait être marqué par une grève générale de la population palestinienne. Dans son vigileme communiqué diffusé il y a une semaine, la Direction unifiée du socialement a appelé les habitants des territoires occupés à manifester, avec le slogan : de « Jérusalem, capitale de l'Etat palestinien ».

À la suite de heurts entre manifestants et forces de l'ordre, les autorités ont fermé une vingtaine d'écoles en Cisjordanie. La police a, en outre, décidé d'établir des barrières aux entrées de Jérusalem afin d'empêcher les jeunes Palestiniens des territoires occupés de pénétrer dans la ville. Dans la bande de Gaza, le couvre-feu a été prolongé dans plusieurs camps palestiniens.

Par ailleurs, vingt-cinq Palestiniens ont été arrêtés dimanche soir à Jérusalem. — (AFP, Reuters.)

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie après l'accord Lafleur-Tjibaou

Le président du RPCR, M. Lafleur, et le président du FLNKS, M. Tjibaou, se sont engagés, le lundi 27 juin, à ne pas ménager leurs efforts pour convaincre leurs partisans respectifs du bien-fondé de l'accord conclu, dimanche, à l'Hôtel Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. « Je crois que cela sera relativement vite fait », déclare M. Lafleur. Je pense que dans ce que nous avons fait tout n'est pas bon pour chacun mais il y a du meilleur pour tout le monde. »

« On s'est engagé en tant que responsables de mouvements ; il reste à recevoir l'appui de nos mandants », a souligné M. Tjibaou. Désormais on va tirer dans le même sens, on va travailler pour un même pays. Désormais, il nous est permis d'espérer qu'on va construire ensemble, dans la paix, pour toujours. »

Interrogé sur l'esprit de conciliation de M. Lafleur, le président du FLNKS a répondu : « Nous n'avons pas encore compris ce retraitement mais nous le saluons. Comme il est menacé dans sa santé, il voulait peut-être faire un testament pour ses enfants. »

A Paris, le Parti socialiste a estimé que « l'histoire attribuerait aux négociateurs le mérite d'avoir évité le risque d'un embrasement, peut-être d'une guerre civile ».

Le ministre des DOM-TOM, M. Olivier Stirn, a rendu hommage au « grand sens des responsabilités » de MM. Lafleur et Tjibaou, ainsi qu'à l'« efficacité » de M. Rocard.

Tout en jugeant « inutile » le recours à un référendum national, M. Madelin, député général du Parti républicain, a dit « bravo ! » à la conclusion de l'accord.

Seule note discordante, en métropole, le point de vue de M. Le Pen selon lequel cet accord serait « doublement antidémocratique » au motif que tous les partis concernés n'avaient pas été invités aux négociations et que le gouvernement ne voulait pas s'en tenir aux résultats du référendum du 13 septembre 1987. De l'avis du président du Front national, « cette politique engage de façon évidente un processus inéluctable d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ».

A l'Hôtel Matignon, on précise que le projet de loi sur l'administration directe du territoire

par l'Etat, pendant un an, à compter du 14 juillet, sera soumis au Parlement « très rapidement » après son adoption par le conseil des ministres du mercredi 29 juin.

Selon des sources indépendantistes, le nouveau haut-commissaire de la République à Nouméa pourrait être l'ancien directeur général de la gendarmerie nationale, M. Jean-Claude Perrier, conseiller d'Etat, qui avait participé à la mission du dialogue « envoyée sur place par M. Rocard. Il serait assisté de M. Jacques Lékaïwé, sous-préfet, originaire de l'île de Tige (Loyauté), ancien secrétaire général adjoint du territoire.

Sur place, les seules réactions hostiles émanant de l'extrême droite. La section locale du Front national estime que « la cause indépendantiste a fait un grand pas en avant » et « refuse de tomber dans le piège du consensus à tout prix ».

Le Front calédonien considère, de son côté, que l'accord « ne contient pratiquement pas de garanties pour les loyalistes » et qu'il « hypothèque l'avenir du territoire ».

Dans les milieux indépendantistes, c'est la perplexité qui prévaut. Faute d'informations « claires et précises », le bureau politique du FLNKS a retardé sa prise de position. Toutefois, l'Agence kanak de presse faisait état, lundi, de la « surprise » des militants locaux devant « des résultats aussi rapides qu'attendus » et de l'existence d'un « sentiment de déception » : « Les militants se demandent, ajoutait l'organe du FLNKS, s'ils ne seront pas une fois de plus trompés. » Exprimant ses réserves sur plusieurs des dispositions retenues dans les deux annexes de l'accord, l'Agence soulignait : « Les militants souhaiteraient une déclaration du premier ministre ou du président de la République pour cadrer la philosophie de ce projet car actuellement la perspective de l'indépendance n'est pas vraiment acquise. Nul doute que le président du FLNKS aura du travail à faire pour faire comprendre aux militants qu'il s'agit d'un compromis dans lequel les acquis font avancer la revendication de souveraineté de manière assez significative et définitive pour s'y engager. »

Un compromis fragile, une certaine « déception » chez les indépendantistes

Jean-Marie Tjibaou vantait les vertus de la coexistence pacifique et Jacques Lafleur exaltait la compréhension mutuelle. Jacques Lafleur préchait la conciliation, Jean-Marie Tjibaou en rajoutait. Jean-Marie Tjibaou rendait hommage aux concessions faites par Jacques Lafleur, Jacques Lafleur parlait au passé de ses « adversaires d'hier ». Extraordinaire dialogue ! C'était le lundi 27 juin sur Europe 1 et TF 1. Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République et le président du Front de libération nationale kanak et socialiste, côte à côte, dialoguaient en partenaires, échangeaient des amabilités. Fantastique renversement de situation ! Hier, la violence ; aujourd'hui, la fraternisation.

Tout au long de la journée, Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur n'avaient pourtant cessé de réaffirmer leurs différences politiques. Ils avaient sans cesse répété, l'un et l'autre, que le compromis conclu le 25 juin à l'hôtel Matignon n'était qu'un « mauvais accord » pour chacun des deux camps. Mais les deux hommes, inégalement privilégiés, ignoraient la nécessité de donner la priorité absolue à la restauration de la paix civile.

Cela dit, Jacques Lafleur retenait surtout que le FLNKS reconnaissait le caractère incontournable de la majorité « loyaliste » et sa prédominance à Nouméa et dans l'ensemble de la région sud du territoire. Il appréciait que les Canaques acceptent de compter les authentiques Calédoniens d'origine européenne et leurs descendants au nombre des « populations intéressées à l'avenir » du territoire et donc susceptibles de participer au futur scrutin d'autodétermination. Il prédisait surtout, à terme, la fin du mouvement indépendantiste, laissant entendre que l'expérience de la gestion du FLNKS dans les « provinces » contrôlées par les amis de Jean-Marie Tjibaou suffirait à rame-

ner la plupart des Canaques vers le giron de la République française : « Chacun va démontrer dans sa région ce qu'il est capable de faire dans une espèce de compétition. Nous nous amusons, je l'espère, à former notre région en une sorte de paradis économique et social, culturel et humain, expliquait le député RPR dans les colonnes du Figaro. Nous avons d'immenses projets pour faire en dix ans de notre région la vraie vitrine de la France dans le Pacifique de l'an 2000. »

Pendant ce temps, au cours d'une conférence de presse, Jean-Marie Tjibaou faisait exactement le pari inverse. L'accord de Matignon présente à ses yeux plusieurs avantages. Il y voit la possibilité pour la communauté canaque de disposer, sous l'arbitrage de l'Etat, juge impartial, des « outils de décolonisation » indispensables pour « préparer une indépendance viable ». Il y trouve la garantie de pouvoir fournir à son mouvement le programme de formation de cadres qui lui permettra, le moment venu, d'accéder à l'indépendance « dans de bonnes conditions ». Il note que les contrats de plan, dont la signature avec l'Etat est prévue pour la période 1990-1993, devraient donner aux régions de l'intérieur de la Grande Terre et aux îles Loyauté, à tous les points de vue sous-développées, les moyens de faire un « grand bon en avant » pour que, le moment venu, la Kanaky ne se situe pas de peloton des pays les plus pauvres du monde.

Jean-Marie Tjibaou, qui a toujours préféré la charrue au fusil, a compris le parti économique, social et culturel que sa communauté pourrait tirer de cet accord-cadre... pour peu que Jacques Lafleur et ses amis acceptent de Michel Rocard ce qu'ils ont toujours refusé d'Edgard Pisani. Cette fois, la formule de la « l'indépendance-association » n'est pas mentionnée dans le plan de Michel Rocard, mais Jean-Marie

Tjibaou la discerne en filigrane. Il mise sur l'évolution démographique du territoire, plus propice aux Canaques qu'aux Caldoches, même si, toutes choses égales par ailleurs, aucun renversement électoral ne paraît assuré, en la faveur du FLNKS, avant... 2010.

Si l'accord de Matignon est appliqué dans l'esprit qui a présidé à sa conception, il se révélera, en effet, encore plus favorable aux Canaques que le plan d'Edgard Pisani. Les Canaques, peu à peu, aidés en ce sens par le pouvoir central, partageront mieux tous les pouvoirs avec les Caldoches. Et s'ils demeurent indépendants à 80 % ils finiront par accéder à l'indépendance en douceur. A condition, bien entendu, que le pouvoir central ne change pas d'orientation. Une condition dont le caractère aléatoire - référendum national ou pas - s'échappe à personne, ni à Jean-Marie Tjibaou ni à Jacques Lafleur.

« J'irais planter des ignames »

Le plus extraordinaire dans l'accord de Matignon, c'est justement que ces deux joueurs fassent fi de leurs prévisions habituelles pour adhérer franchement à un dispositif dont l'issue dépend de tant de conditions incertaines que l'expérience du passé autorise le scepticisme.

Le comportement personnel de Jacques Lafleur et de Jean-Marie Tjibaou au cours de ces dernières quarante-huit heures est pourtant dépourvu d'ambiguïté. Le président du RPCR, a clairement indiqué, lundi, qu'il se porte garant du respect de l'accord par son camp.

Jean-Marie Tjibaou, lui, n'a pas cherché à flatter. Il a analysé en bloc la déclaration commune paraphrasée dimanche par les délégations du RPCR et du FLNKS ainsi que ses deux annexes, sans exprimer la

moindre réserve sur ces textes complémentaires, malgré les réticences de ses propres lieutenants.

Alors que le « second » du FLNKS, Yeiwené Yeiwené, venait d'indiquer, lundi après-midi, qu'à ses yeux l'annexe numéro deux, portant sur les « dispositions institutionnelles et structurelles préparatoires au scrutin d'autodétermination de 1998 », ne pouvait être considérée comme « signée » par les délégués indépendantistes, Jean-Marie Tjibaou a dit le contraire.

Au cours de la même conférence de presse, quand Yeiwené Yeiwené a estimé que la délégation du FLNKS ne pouvait être engagée par la déclaration faite, dimanche matin, par le premier ministre sur les perspectives de la Nouvelle-Calédonie à moyen terme, le président du FLNKS a dit le contraire. Il est clair que Jean-Marie Tjibaou a l'intention de plaider personnellement pour l'ensemble du « paquet » devant le comité directeur de l'Union calédonienne, le 2 juillet, puis devant la convention du FLNKS le 15 juillet. Il mettra toute son autorité dans ce qu'il considère comme « un engagement militant » de sa part.

Pour lui, seuls l'avis contraire de la majorité des militants du FLNKS ou une réponse négative des Français au futur référendum national sur le projet de loi pourraient « réduire à zéro » cet échafaudage. Jacques Lafleur ne dit pas autre chose : « Si qui que ce soit remettrait en cause un seul point de l'accord, tout l'accord serait décrié », précise-t-il.

« Le mérite du gouvernement a été de trouver des passerelles d'équilibre entre les positions divergentes des uns et des autres », souligne, pour sa part, Jean-Marie Tjibaou. Que ferait-il s'il était désavoué par sa base militante ? « Je rentrerais chez moi à Henghenga, pour

planter des ignames », répond-il en souriant, et Rocard, lui, s'en irait planter des choux. »

Par quelle alchimie magique le « chef terroriste » de la « Kanaky » et le « supput du conservatisme » en « Caldochie » se retrouvent-ils ainsi au coude à coude, métamorphosés pour « tirer dans le même sens », selon leur propre expression ?

La réponse à cette question relève plus de la psychologie que de la politique. Ce qui réunit aujourd'hui Jacques Lafleur à Jean-Marie Tjibaou, c'est une farouche volonté commune de ne plus voir leur « pays » verser dans la violence. Les morts d'Ouvéa hantent leur sommeil. A plusieurs reprises, au cours des négociations, le président du RPCR a fait allusion à son état de santé, altéré par de fréquentes alertes cardiaques. Il s'est exprimé comme un homme qui, parvenu au crépuscule de sa vie, aimerait « faire quelque chose ». « Quelque chose » pour sortir enfin sa terre natale de l'engrenage infernal qui la mine depuis si longtemps. Pour favoriser une réconciliation historique entre la communauté qu'il incarne et la communauté mélanésienne qu'il a si longtemps négligée. Pathétique prise de conscience...

Une franche explication

Le président du FLNKS, lui, a été profondément affecté par les dramatiques événements d'Ouvéa. Comme Jacques Lafleur, il dit : « Plus jamais ça ! » Chez lui aussi, le politique s'est effacé devant l'homme en cette nuit du 25 au 26 juin.

Mais il n'est pas toujours facile de faire de la bonne politique avec de bons sentiments. Quelque peu dérouter par l'aval de principe déjà donné par son président au plan du premier ministre, le numéro deux du FLNKS, Yeiwené Yeiwené, n'a pas caché son trouble. Il a même eu

avec lui, samedi, avant le début des négociations à l'hôtel Matignon, une franche explication, comme disent les diplomates pour minimiser les disputes. Il l'a mis en garde contre les conséquences d'un accord conclu trop rapidement, contre les risques d'être enfermé prématurément par un cadre rigide et contre, surtout, les réactions de militants convaincus que l'indépendance était désormais à portée de la main. Une amitié profonde lie ces deux dirigeants de l'Union calédonienne qui se sont toujours parfaitement répartis les tâches à la tête du mouvement indépendantiste.

Ces liens se sont-ils distendus depuis les responsabilités prises par Yeiwené Yeiwené dans le déclenchement de l'affaire d'Ouvéa, à l'insu, parfois, de Jean-Marie Tjibaou ? C'est possible. Les deux hommes, depuis deux mois, évitent d'aborder le sujet. Il n'en demeure pas moins, lorsque, samedi, Jean-Marie Tjibaou a menacé de se retirer si son numéro deux refusait de l'accompagner à l'hôtel Matignon, Yeiwené Yeiwené s'est incliné. La solidarité a prévalu. Car Yeiwené Yeiwené sait bien, comme ses compagnons Léopold Jorédié et Caroline Machoro, qui partagent ses craintes, qu'une démission du président du FLNKS serait pire, pour le mouvement indépendantiste, qu'un médiocre compromis avec le gouvernement.

Le numéro deux du FLNKS, toutefois, avait convaincu Jean-Marie Tjibaou de rappeler fermement la position du FLNKS dès l'ouverture de la réunion du samedi. C'est ainsi que le président du FLNKS avait remis au premier ministre une lettre balisant sa participation aux conversations. « Cette négociation ne concerne pas seulement la mise au point d'un statut interne d'un territoire de la République, mais également le processus permettant au peuple kanak de retrouver sa dignité dans une souveraineté restituée, pouvait-on lire. Cette négociation concerne au premier chef l'Etat français, depuis cent trente-quatre ans responsable du devenir de la Nouvelle-Calédonie, et les représentants du peuple canaque. C'est dire que l'Etat ne peut pas s'abriter derrière une position d'arbitre. Il n'est pas juge mais acteur (...). Compte tenu des humiliations et des souffrances que nous venons de connaître, il ne nous est pas possible d'engager immédiatement (l'adverbe était souligné) le peuple kanak dans une voie qui n'offre pas de perspective claire sur son accession à la souveraineté (...). Nous sommes un peuple qui a toujours été trompé. L'annonce d'une politique de décolonisation sans explication préalable ne pouvait conduire qu'à la défiance, alors que nous avons tous besoin d'une large adhésion. »

Au terme des négociations, dimanche matin, l'« obligation de s'accorder » à la fois avec Jacques Lafleur et avec Michel Rocard « pour construire ensemble une cité nouvelle » l'avait emporté, chez Jean-Marie Tjibaou, sur tout sentiment de défiance. Et le président du FLNKS, qui ne saurait être suspecté de naïveté, se justifiait, auprès de ses lieutenants, avec un argument qu'ils pouvaient difficilement rétorquer : « C'était bêtise la paix ou faire la guerre. »

Arisans de la paix, Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur vont assumer ensemble le « risque d'être condamnés », sur place, par leurs propres troupes. L'avenir du territoire dépendra d'abord de leur capacité de persuasion et d'entraînement. La réussite du plan de Michel Rocard sera entièrement liée à l'accueil qui sera fait à leur bonne volonté moralisatrice dans un territoire nourri de passions antagonistes.

Par un étrange paradoxe, le sort de l'accord de Matignon, qui suscite en métropole un quasi-consensus, va ainsi reposer, ces jours prochains, sur trois hommes aux destins divergents. C'est dire toute son importance, mais aussi toute sa fragilité.

ALAIN ROLLAT.

Ouvéa, deux mois après

Pèlerinage et règlements de comptes

Les quatre militants du FLNKS libérés après avoir été emprisonnés en métropole dans le cadre de l'enquête en cours sur les circonstances de l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué, le 22 avril, et sur la prise d'otages de Gossana, ont rejoint, le lundi 27 juin, leur île natale. Le chef politique et spirituel de la tribu de Gossana, Djibelly Wéa (le Monde du 21 juin), et ses trois compagnons ont souligné « l'ampleur de la solidarité » qu'il avait rencontrée durant leur séjour forcé dans la région parisienne. Ils ont retrouvé une île qui reste traumatisée par les événements qu'elle a vécus.

NOUMÉA de notre correspondant

Un matin, Grégoire-Célestin, trois ans et demi, a gravement avéré sa mère : « Papa est mort, je ne vais plus à l'école. » Son père, Samuel Dao, fait partie des victimes de l'assaut de la grotte de Gossana. Chaque fin d'après-midi, en rentrant des champs d'ignames, les jeunes de la tribu composent des refrains et des danses à la mémoire des dix-neuf « martyrs » : sur le mode de l'épopée, on retrace leur coup de main et leur sacrifice.

Le site de la grotte est maintenant devenu un lieu de pèlerinage. Des délégations de tout l'archipel viennent « faire la coutume » devant le « trou sacré ». Le regard vissé au sol, les visiteurs se recueillent à l'entrée de cette caverne corallienne encore jonchée de marmelles, de bouillottes d'eau minérale, de trilles de combat et de piles électriques. Il est formellement interdit de déplacer

une seule pièce de ce strict ordonnance, sous peine de provoquer le courroux du totem du lieu, un serpent.

Car l'univers des tabous canaques ne souffre aucune entorse. Quelques jours avant la prise d'otages, des adolescents « irresponsables » se sont rendus coupables d'une grave faute coutumière en se baignant dans un trou d'eau sacré proche de la grotte. Le 22 avril, ils devaient « faire la coutume » avec le propriétaire du trou pour réparer l'offense. Mais, subitement, le commando FLNKS a surgi en trombe de Fayaoué et a pris possession des lieux avant que la cérémonie d'excuses n'ait eu le temps de se dérouler. L'équilibre des choses était rompu. Dès lors, l'endroit n'était plus protégé : Alphonse Dianou ignorait que les esprits ne veillaient plus à l'invincibilité de ses guerriers.

Deux mois après le début de l'affaire, la plaie est toujours à vif. Mais, l'armée disparue, la gendarmerie claquemurée à Fayaoué, la colère se retourne aujourd'hui contre les « traîtres ». Une guerre civile larvée a opposé, ces dernières semaines, Canaques FLNKS et RPCR. Une quinzaine de cases ou d'habitations ont été incendiées sur l'île.

Dans le district nord de Saint-Joseph, Téouta, la tribu d'Alphonse Dianou, s'est vidée de ses habitants. Devant l'occupation du village par l'armée, les familles FLNKS avaient traversé la forêt pour se réfugier à Gossana, une tribu « amie ». Puis est venue l'heure des règlements de comptes. Après l'assaut de la grotte, le vieux « porteur de thé » chargé de l'identification des corps a retrouvé les sept morts de Téouta regroupés par clans. « Seul un Canaque collabo-

rant avec l'armée pouvait faire un tel tri », concluent les indépendantistes. Par après, les familles RPCR voyaient leurs cases incendiées l'une après l'autre. Elles ont dû se replier sur la tribu de Wénéki, dont le grand chef, Bazit est anti-indépendantiste.

Le petit bout de piste de caillou - à peine 1 kilomètre - qui sépare Gossana de Wénéki est devenu un no man's land enfiévré par l'espionnage. Les tensions politiques actuelles se greffent sur des clivages ancestraux. Gossana a toujours refusé de faire allégeance aux prétentions de la chefferie de Wénéki ; un contentieux qui s'est ensuite doublé, à l'arrivée des missionnaires, d'une rivalité entre protestants et catholiques.

Sur le bord de la route, on peut croiser M^{me} Haeuë, dit le fils Martin - le seul « stagiaire libyen » d'Ouvéa - est mort lors de l'assaut de la grotte. Mais la vieille dame n'en continue pas moins d'afficher de solides convictions anti-indépendantistes : « C'est triste les dix-neuf morts de la grotte, mais cela ne serait jamais arrivé s'il n'y avait eu la mort de quatre gendarmes de la brigade. »

Pour l'heure, ce face-à-face crispé reste contenu, codifié selon les règles canaques. Dans le district de Fayaoué, au centre de l'île, les choses commencent à tourner à l'aise après l'incendie de la case d'un militant anti-indépendantiste. Ses amis ont riposté et livré aux gendarmes deux jeunes indépendantistes. Pour stopper l'engrenage, Cyril Wenegé, le grand chef du district, convoquait aussitôt ses « sujets » et rappelait tout le monde à l'ordre. Chacun a admis, raconte un participant, qu'« il ne servait à rien de se déchirer entre Canaques ».

FREDERIC BOBIN.

Rentrée des classes

M. Gilles Walter, enseignant au collège protestant de Fayaoué (île d'Ouvéa), nous a adressé la lettre suivante :

« Les écoles viennent de rouvrir leurs portes à Ouvéa. La première récréation a été impressionnante de silence. Les enfants, réunis par petits groupes, se saluaient l'un à l'autre. Les tensions politiques actuelles se greffent sur des clivages ancestraux. Gossana a toujours refusé de faire allégeance aux prétentions de la chefferie de Wénéki ; un contentieux qui s'est ensuite doublé, à l'arrivée des missionnaires, d'une rivalité entre protestants et catholiques. »

Le matin même, dans le car de ramassage scolaire, ils avaient tous été fouillés par les gendarmes mobiles, mitrailleurs à l'épaule. Quelle arme secrète pouvaient cacher les cartables, à part la perte d'un père, d'un frère ou d'un cousin ?

Dix-neuf morts, trente-trois prisonniers, c'est beaucoup pour une île de deux mille cinq cents habitants. C'est justice, clament certains. Dix-neuf Canaques morts pour quatre gendarmes, est-ce de l'arithmétique occidentale ? Est-ce cela la justice française ?

Pour justifier cette tuerie, le gouvernement de Jacques Chirac a affirmé que la vie des otages était en danger. Pourtant, à Ouvéa, tout laisse à penser qu'il n'en était rien. Des coutumes - présents tels que nattes, manous, casse-tête - avaient été préparées pour leur libération en signe d'« excuse ».

De plus, les porteurs de thé, ceux qui apportaient le ravitaillement à la grotte, répètent que les otages étaient très bien traités, et tous s'attendaient à une libération après le 8 mai. Qui croit ?

A côté de cette terrible interrogation, deux certitudes habitent les gens d'Ouvéa : l'armée a usé de torture pour découvrir l'emplacement de la grotte et a exécuté après l'assaut trois ravisseurs blessés et un

porteur de thé. Ces certitudes proviennent de très nombreux témoignages. Si ces derniers sont contestés en métropole, ici ils ne sont remis en question par personne, RPCR compris. Pourquoi ?

Dans la culture orale des Canaques, la parole est sacrée et par là même habitant de l'île ne peut mettre en doute la parole donnée des témoins. L'idée qu'il y ait eu une désinformation voulue et organisée est un non-sens. Mettre en doute les témoignages de torture et d'exécutions commises, c'est faire injure aux deux mille cinq cents Canaques de l'île, et, par extension, à tous ceux de la Nouvelle-Calédonie ; c'est nier leur culture, leur coutume et donc leur existence.

La mise en lumière de la vérité ne pourra pas sécher les larmes des écoliers d'Ouvéa. Elle permettra peut-être d'atténuer leur désir de vengeance et freiner ainsi l'engrenage de la violence. »

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :

45-55-91-82

poste 4138 - 4324

Politique

La préparation des élections municipales à Marseille

Les militants socialistes choisissent M. Pezet

MARSEILLE
de notre correspondant régional

M. Michel Pezet a été désigné le lundi 27 juin, comme tête de liste du PS pour les prochaines élections municipales à Marseille, au terme d'un référendum auquel ont participé près de six mille militants appartenant aux soixante-trois sections de la ville. Il a obtenu 94,77 % des suffrages exprimés (1) face au maire socialiste de Marseille, M. Robert Vigouroux, qui avait publiquement récusé le référendum et à maintenu sa candidature comme tête de liste, passant outre cette procédure.

La désignation de M. Pezet, ratifiée à l'unanimité par le comité directeur fédéral, marque l'aboutissement d'une procédure dérogatoire qui avait été décidée le 15 juin par le bureau exécutif national du PS.

Deux approches différentes

Après que des « comités Vigouroux » eurent pris l'initiative d'une campagne en faveur du maire de Marseille, une conciliation avait été vainement tentée vendredi par le bureau exécutif du PS pour amener l'un des deux postulants à se retirer. Dans une lettre adressée au premier secrétaire de la fédération, M. Yves Vidal, dimanche, M. Vigouroux avait alors récusé le référendum qui ne répondait pas, selon lui, « aux critères qu'exige une normale démocratie ». Dans cette lettre il se prononçait pour un audit de la fédération en suggérant une vérification des méthodes d'attribution des cartes qui avaient fait, dans le passé, l'objet de multiples contestations. « Si ce référendum était entrepris, avait-il souligné, je demanderais à tous mes amis de s'abstenir dans une telle procédure ».

M. Vigouroux n'ignorait pas en fait que le vote des militants ne pouvait que

lui être défavorable. Or, malgré ses consignes, trois sections seulement, animées par des membres du courant Socialisme et République, ont finalement décidé de ne pas prendre part au référendum. Celui-ci constitue un succès pour M. Pezet, qui peut désormais se prévaloir de la légitimité du parti. M. Pezet a toutefois cherché à calmer le jeu en affirmant que le combat qui l'avait opposé à M. Vigouroux était celui de « deux approches différentes de la vie politique » et non pas celui d'« ambitions personnelles ». « Je suis persuadé, a-t-il déclaré, que cela passera et que les militants se rassembleront pour la difficile bataille que nous aurons à mener l'an prochain ».

M. Pezet a également pris soin d'expliquer que sa candidature n'obéissait à aucun sentiment de « revanche » ni à « une volonté de puissance ». « Je me suis incliné devant le vote de dix-neuf collègues », a-t-il ajouté en se référant au choix fait en mai 1986 par les partisans de Gaston Defferre au conseil municipal, qui avait désigné M. Vigouroux comme maire de Marseille. « Aujourd'hui je demande qu'on s'incline devant le vote de près de six mille militants ».

La question se pose néanmoins de savoir ce que va faire le maire de Marseille, qui s'est placé dans la logique d'une liste concurrente à celle de M. Pezet, s'appuyant, comme l'affirment les animateurs des « comités Vigouroux », sur « la majorité silencieuse des Marseillais ».

GUY PORTE.

PROPOS ET DÉBATS

M. Badinter

Talents

M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, invité de « Sept sur sept », sur TF 1, le dimanche 26 juin, a commenté l'élection de M. Laurent Fabius au « perchoir » en soulignant que quatre présidents de l'Assemblée nationale étaient devenus présidents de la République. Tenu à un devoir de réserve de par sa fonction, M. Badinter a indiqué toutefois qu'il « aime beaucoup » M. Fabius, « l'homme de tous les talents ». Interrogé sur les recours concernant les élections législatives, l'ancien garde des sceaux a déclaré : « Nous procédons très minutieusement, [...] avec beaucoup de scrupules, [...] mais nous essayons d'aller vite, car il n'est pas bon que passe sur un député la menace d'une invalidation ».

M. Hernu

Stabilisateur

M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, a déclaré, le dimanche 26 juin, qu'il faut « redonner sa cohésion » au Parti socialiste à l'aide de ceux qui sont des « rassembleurs » et faire en sorte que « François Mitterrand puisse appliquer sa politique ».

Selon M. Hernu, qui s'exprimait sur la Cinq, « le moment n'est pas venu de chercher qui sera candidat à la prochaine présidentielle ». « François Mitterrand est là, et ce parti, qui est le plus grand parti de France, a besoin d'un stabilisateur ». Un groupe, selon M. Hernu, qui devrait compter « des hommes et des femmes de la nouvelle génération Mitterrand », dont Louis Mermaz, Louis Mexandeau, Pierre Mauroy et lui-même.

M. Mermaz

Tarte à la crème

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, le dimanche 26 juin, au « Forum » FR 3-RMC, que l'ouverture « ne doit pas devenir la tarte à la crème de la vie politique française ». « Il faut prendre son temps, a-t-il dit, il ne faut pas demander à des hommes et des femmes qui ont été élus sur des programmes, sur des démarches, sur des perspectives, de [...] changer brusquement d'attitude ». Selon M. Mermaz, il revient au groupe socialiste « de prendre les initiatives ». Il a observé, d'autre part, que si les socialistes ne disposent que d'une majorité relative, la gauche atteint la majorité absolue.

Histoire : les difficultés recommencent

Si Léon Blum incarne le souvenir du Front populaire, il n'a pas tout fait et tout dit sur le sujet... tout seul. Ainsi, contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 25 juin, il n'est pas le père de la formule « Enfin, les difficultés commencent ! ».

Plusieurs lecteurs, dont deux anciens journalistes — MM. Daniel Mayer, ancien président de la Ligue des droits de l'homme, qui écrivait alors pour le Populaire, et Jean Piat, — qui recueillirent eux-mêmes cette formule, nous rappellent qu'elle fut prononcée par Alexandre Bracke, dit Bracke-Desrousseaux. M. Mayer nous précise que Bracke-Desrousseaux présidait le conseil national de la SFIO réuni à l'hôtel moderne, place de la République, à Paris, après le vote du Front populaire, en mai 1936, lorsqu'il eut ce mot.

Mort en 1955, Bracke-Desrousseaux, grand érudit et orateur réputé, était une « figure » de la SFIO. Fils du journaliste Desrousseaux, auteur du célèbre Petit Quinquin, Alexandre Bracke avait été un ami de Jules Guesde. Directeur, en 1936, du Populaire, l'organe de la SFIO, philosophe et helléniste, il avait été élu député pour la première fois en 1912 et fut en 1935 vice-président de la Chambre des députés.

J.-L. A.

La réunion du comité central du PCF

« Moins de bombes, plus d'écoles »

La session du comité central convoqué par la direction du PCF devait s'achever le mardi 28 juin. Lundi, les membres du « parlement communiste » ont entendu un rapport introductif de M. Georges Marchais consacré à la situation politique après les élections législatives et aux priorités du parti. Parmi la dizaine d'interventions du premier jour, celles de MM. Anicet Le Pors, Lucien Sève et Charles Fiterman semblent avoir été les plus marquantes. Le PCF s'apprête à lancer une campagne dans les universités sur le thème : « Moins de bombes, plus d'écoles ».

Le long document présenté par le secrétaire général du PCF s'attache, dans une première partie, à tirer les enseignements des derniers scrutins. Selon M. Marchais, l'objectif de marginalisation du PCF a échoué car « le Parti communiste a obtenu son meilleur résultat depuis 1981 » aux législatives. De même, la tentative de rendre la droite « plus faible et plus fragile » a échoué. M. Marchais réaffirme que « le glissement à droite reste une réalité marquante ». Le dirigeant communiste propose d'engager une campagne en faveur de la représentation proportionnelle qui fera, sans doute, l'objet d'une résolution à l'occasion de cette réunion du comité central.

La deuxième partie du rapport détaille l'attitude que le secrétaire

général suggère à son parti « dans la période qui s'ouvre ». S'appuyant sur une formule utilisée au dernier congrès, M. Marchais propose « une démarche unitaire de rassemblement ». Selon lui, « les résultats des élections indiquent que nos arguments commencent à être entendus ». M. Marchais rappelle longuement le sens politique des plus récentes initiatives politiques du PCF : « Sans cacher aucune de nos craintes, nous avons appelé à voter Mitterrand en concevant cet acte politique comme une main tendue à tous ceux qui ont et auront besoin de se rassembler contre la politique d'austérité et pour le changement ». La démarche fut identique après les législatives « lorsque nous nous sommes déclarés prêts à prendre toutes nos responsabilités dans la situation nouvelle ainsi créée ». Idem quand « le bureau politique a renouvelé cet appel et regretté que François Mitterrand n'y ait pas répondu ». Enfin, selon M. Marchais, le même souci a inspiré les dirigeants communistes quand ils ont « contribué à déjouer les manœuvres de la droite en votant — sans pour autant, comme nous l'avons loyalement expliqué, nous compter dans la majorité — en faveur de Laurent Fabius » pour la présidence de l'Assemblée nationale. Dernière preuve donnée par le secrétaire général : « En ce qui concerne les élections municipales de l'an prochain, nous sommes favorables à ce

que se poursuive notre coopération avec les autres élus de gauche, et disponibles pour contribuer demain à gérer ensemble dans l'intérêt des gens des collectivités locales où existe une majorité de gauche, si les électeurs en décident ainsi ». Pour autant « ce ne sont pas les communistes », ajoute immédiatement M. Marchais, qui dirigent le pays. Ils ne participent ni au gouvernement ni à la majorité, puisque le président de la République ne l'a pas voulu. « Leur responsabilité, insiste-t-il, n'est donc engagée en rien par la politique qui est et va être appliquée au sommet de l'Etat ». Dans ces conditions, le dirigeant communiste invite ses camarades à déployer leur activité « en direction de tous et sur tous les terrains. Et, comme toujours, la priorité des priorités revient naturellement à notre action à l'entreprise ». « Et nous accordons, comme on le sait, précise-t-il, une grande importance à la contribution que les communistes syndiqués à la CGT apportent à l'activité et au renforcement de celle-ci ».

Une conférence nationale en novembre prochain

M. Marchais propose l'organisation d'une conférence nationale, les 12 et 13 novembre prochains, consacrée à l'amélioration et au renforcement de l'activité du parti, ayant pour thème : « Faisons de chaque cellule, de chaque communiste, un artisan décisif de l'union

pour se défendre, de l'union pour que ça change ».

Décelant « les menaces d'une nouvelle récession dans les pays capitalistes », ainsi que sur l'emploi en France, le secrétaire général dénonce vigoureusement la perspective de l'Europe de 1992 qui, selon lui, constitue « l'aliment principal de la bataille idéologique et politique des forces du capital ». Il engage le comité central à consacrer, « sans trop tarder », l'une de ses sessions à « cette importante question », en rappelant en incidence que « sur toutes les questions essentielles, les choix de classe sont communs aux dirigeants du PS et à ceux de la droite ».

Après avoir réaffirmé « le caractère réaliste » des propositions économiques et sociales du PCF, M. Marchais se déclare favorable à « l'annulation complète de la dette des pays les plus pauvres », en soulignant que « la proposition du président de la République de réduire d'un tiers cette dette demeure très en deçà du nécessaire ».

La dernière partie du rapport a trait aux « batailles politiques immédiates » qui concernent la lutte sociale pendant les vacances d'été, le lancement, « dès à présent », dans les milieux scolaires et universitaires, d'une campagne intitulée « Moins de bombes, plus d'écoles », et surtout la préparation des élections cantonales dont M. Marchais a indiqué qu'il refuserait le report au-delà de l'automne.

O. B.

Le bilan des législatives en Polynésie française

M. Flosse (RPR) battu de 288 voix par M. Vernaudeau (div. g.)

Le second tour des élections législatives en Polynésie française, qui a eu lieu le dimanche 26 juin, a surtout été marqué par la défaite de M. Gaston Flosse dans la circonscription est du territoire (le Monde du 28 juin).

L'ancien secrétaire d'Etat n'a pas réussi son pari. Il n'a pas rattrapé le retard qu'il avait au premier tour sur son adversaire, M. Emile Vernaudeau, maire de Mahina, qui fut l'un de ses plus virulents détracteurs au cours de ces dernières années et qui appartient à la nouvelle majorité conduite par M. Alexandre Léontieff, réélu dans l'autre circonscription face au candidat du RPR, M. Edouard Fritch, député sortant et gendre de M. Flosse.

Bien qu'il y ait eu 3 274 votants de plus que le 12 juin, M. Flosse a été battu de 288 voix. Cette meilleure participation a profité autant à son concurrent qu'à lui-même. M. Vernaudeau rassemble 2 111 voix de plus contre 2 224 de plus pour M. Flosse.

Cette nouvelle défaite de l'ancien député RPR confirme que les « affaires » qui lui sont reprochées, et qui donnent lieu à des suites judi-

ciaires, ont fortement altéré son image dans le corps électoral malgré une bonne résistance de sa part.

La Polynésie française dispose donc, désormais, de deux députés qui se situent dans la majorité présidentielle, bien que le soutien de M. Vernaudeau aux orientations de M. Mitterrand se soit manifesté de façon plus explicite que celui de M. Léontieff. Celui-ci avait en effet récusé l'appui du Parti socialiste à sa candidature d'opposition aux options du gouvernement de M. Chirac en Polynésie.

● M. Mauroy reçoit Jean-Paul Kauffmann à Lille. — M. Pierre Mauroy a accueilli Jean-Paul Kauffmann à l'hôtel de ville de Lille, le lundi 27 juin. L'ancien premier ministre a dénoncé « le terrorisme sans loi », face auquel les Etats « doivent raison garder » et la France « a su raison garder avec dignité ». Jean-Paul Kauffmann avait passé trois ans à Lille, étudiant à l'école supérieure de journalisme, de 1963 à 1966. M. Mauroy a réproché le trahison, de plus en plus lourd, payé par la profession de journaliste pour l'exercice normal de sa mission ».

● Les comités Juquin se dotent d'une coordination nationale. — Les comités qui s'étaient constitués pour soutenir la candidature Juquin se sont réunis les samedi 25 et dimanche 26 juin dans le banlieue parisienne. Pour les six cents délégués auxquels s'étaient joints une centaine d'observateurs (PSU, LCR, PAC, « de rénovation »), le mouvement doit continuer. « Sortir du provisoire » a été l'objectif de cette réunion. Une coordination nationale a été mise en place, comptant trois cents délégués environ, elle assurera la transition entre les élections et les assises qui auront lieu en novembre. Elle s'est dotée d'un statut de terre-à-terre membres et a décidé de se consacrer prioritairement à trois grandes questions : l'emploi, le problème catégoriel et le vote, des trinités. En revanche, cette coordination n'a encore pris aucune décision pour les prochaines élections municipales.

(Publicité)
Aujourd'hui, plus de 500 dirigeants pensent les nouvelles dimensions des
RESSOURCES HUMAINES
La 7^e Conférence Internationale
HAY
sur les défis stratégiques des ressources humaines :
Rome, 17-18 novembre 1988

**Today,
over 500 top Executives
debate
the new dimensions
in Human Resourcing.**

The seventh Hay European Conference
on Global Human
Resource Challenges
Rome, November 17-18-1988.

HayGroup
Hay Management Consultants
Responsable pour la France :
Dorothee THIEBAUT - 47.58.45.45

Hay International Conference
Rome - November 17/18, 1988
1992 and beyond
Global Human Resource Challenges

Politique

La limitation du cumul des mandats

Champagne-Ardenne : l'UDF et le RPR se disputent la succession de M. Stasi

REIMS de notre correspondant

Pour se conformer à la législation limitant le cumul des mandats, M. Bernard Stasi (UDF-CDS), député de la Marne et maire d'Épernay, a annoncé, le lundi 27 juin, trois jours après l'inauguration du nouvel hôtel de région, qu'il se démettait de la présidence du conseil régional de Champagne-Ardenne qu'il occupait depuis juillet 1981.

Sont candidats à ce poste MM. Jean Kaltenbach (RPR), maire d'Épernay, conseiller général de la Haute-Marne, et Maurice Blin (UDF-CDS), sénateur des Ardennes et rapporteur général de la commission sénatoriale des finances. Le premier argue que l'alternance géographique doit enfin jouer en faveur de la Haute-Marne ; les amis du second rappellent l'accord national aux termes duquel la présidence de la région revient au RPR et celle de Champagne-Ardenne à l'UDF. Du coup, l'organisation d'une primaire n'est pas à exclure le 12 juillet, jour de l'élection du nouveau président.

M. Charles Fèvre (UDF-PR), député de la Haute-Marne, ayant cédé son siège au conseil régional à M. Le Blanc (RPR), son successeur liste immédiate, les élus RPR sont désormais plus nombreux que les UDF (douze contre onze). Toutefois, la droite classique ne détient qu'une majorité relative. M. Stasi, qui bien sûr ne pouvait compter sur les cinq suffrages du Front national, avait ses budgets adoptés grâce à la non-participation au scrutin du groupe socialiste (quinze élus), le plus important de l'assemblée régionale.

Quant au vice-président, M. Bruno Bourg-Broc, également député de la Marne (RPR), il a choisi d'abandonner le mandat de conseiller général qu'il détenait depuis quinze ans.

DIDIER LOUIS.

Conseil d'Etat

Un « tour extérieur » non politique

« La désignation des titulaires des emplois publics doit se faire sans autre distinction que celle des vertus et des talents », rappelle M. Michel Rocard dans sa « Lettre aux ministres » du 25 mai.

Le Journal officiel du 24 juin apporte un début d'illustration, dans la rubrique « Nominations de hauts fonctionnaires », en publiant des requêtes au Conseil d'Etat. L'une de ces nominations était réservée « au tour extérieur ». Le gouvernement disposait, pour pourvoir le poste, d'une très grande latitude de choix, et aurait pu s'autoriser

d'une pratique constante, au cours des dernières années, consistant à l'appartenance politique un poids prépondérant. La dernière nomination non politique d'un maître des requêtes au tour extérieur remonte à 1980. Depuis lors, quatorze tours extérieurs réservés au gouvernement ont été pourvus.

Or la personne désignée, M. Laurent, administrateur civil, jusque-là chargé des affaires sociales au secrétariat général du gouvernement — ne possède aucune attache partisane.

(Suite de la première page.)

« Depuis le 8 mai, assure avec quelque lucidité Philippe de Villiers, tous les chefs de la droite votent trente-six chandelles. »

Car il y a bel et bien, aujourd'hui, trois démarches, pour trois droites, lesquelles ne correspondent plus aux trois familles d'habités républicains, le RPR, l'UDF et le FN.

Expérimentons, dit Raymond Barre, on verra bien si ça marche, et ne laissons pas à François Mitterrand le monopole du discours sur « l'ouverture ».

Donnons un contenu permanent à l'URC, disent Valéry Giscard d'Estaing et Edouard Balladur, le premier plaçant pour un « comité de coordination », et annonçant même une première réunion pour le début du mois de juillet.

Intéressons-nous à l'extrême droite, et tâchons d'y puiser l'appui qui nous fait défaut, demandent enfin Charles Pasqua et Bernard Pons.

Il va de soi qu'entre ces trois stratégies beaucoup hésitent. Il y a des barrières qui ne veulent pas se rapprocher des socialistes, des « gaullistes » qui récusent toute dérive extrême droite et des giscardiens que réveille l'idée de réunir « les deux moitiés de la France ». Et, pour que le brouillage soit complet, aucun des stratégies ne dit tout à fait ce qu'il pense.

Raymond Barre n'a pas encore précisé s'il s'inspire du modèle allemand, et s'il envisage, à terme, une coalition gouvernementale avec l'actuel président. Valéry Giscard d'Estaing n'avoue pas qu'il souhaite avant tout reconquérir le leadership de la droite et spéculer sur ses chances de rassembleur au cas où le septennat qui commence serait interrompu. Charles Pasqua, enfin, se garde bien de dévoiler par quels canaux lui parviennent, d'ores et déjà, les messages, sinon les conditions, de Jean-Marie Le Pen.

Si bien que, dans ce désordre qui s'installe et qui constitue l'autorité principal des socialistes, la seule question qui vaille est de savoir comment les droites parviendront à gérer leurs différences. Autant dire que, avant de tracer les contours d'une nécessaire recomposition, il est urgent de prendre la mesure de cette crise. Celle-ci peut faire l'objet, comme on dit aujourd'hui, d'une lecture banale : il y a toujours eu, en France, selon une classification chère à René Rémond, des bonapartistes, des orléanistes et des ultras. Les droites n'ont exercé le pouvoir que grâce à la division des gauches, puis au spectre communiste, ou sous l'égide d'un grand fédérateur. C'est un tel dirigeant qui lui fait défaut aujourd'hui.

L'opposition face au nouveau gouvernement Rocard

La crise des droites

Au fait, n'est-ce pas ce même Michel Noir qui s'est vu, une fois de plus, rappelé à l'ordre par son mouvement « gaulliste », pour avoir évoqué, au lendemain des élections législatives, l'hypothèse de votes favorables à certains textes du nouveau gouvernement ? N'est-ce pas ce même mouvement qui est resté silencieux lorsque Claude Lobbé, au même moment, déclarait que : « chaque fois que M. Veil prenait la parole », elle développait l'antisémitisme ? Voilà au moins une indication de tendance, sinon du centre de gravité d'un RPR désormais dirigé par deux « durs », MM. Pons et Juppé. Quoi qu'il en soit de l'arbitrage futur de Jacques Chirac, ce débat fondamental reste ouvert.

Le libéralisme dominant

Il s'ajoute à celui qui sépare ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas, ceux qui souhaitent continuer de vivre derrière les barbelés de leurs certitudes — le bien contre le mal, la droite contre la gauche, laquelle serait par définition indigne du pouvoir — et ceux qui, au contraire, remettent en cause les vieilles frontières et envisagent sans crainte une coopération à géométrie variable. Ceux-là commencent à peine à s'exprimer (comme en témoigne la création de l'UDC), à charge pour le gouvernement de ne point les décevoir.

La tâche paraît aisée, car au fil du temps, et sous la pression idéologique du FN, la droite a progressivement abandonné à la gauche les idées du centre. Elle est en fait particulièrement difficile, car la droite avait peu à peu absorbé les hommes du centre.

La question est donc de savoir si la droite sera capable de ramener ses électeurs vers une ligne modérée, ou bien si elle se scindera en deux : un bloc conservateur, renforcé et durci par l'appoint de M. Le Pen, et une famille qui le serait moins, et que

manifestement M. Barre aspire à incarner.

Quoi qu'il en soit, le « libéralisme » n'est plus la « potion magique » qu'il fut en 1986. Le libéralisme aujourd'hui est tellement dominant — à preuve l'objectif commun à toute la classe politique : le grand « marché unique » de 1992 — que plus personne ne peut en revendiquer le monopole. Il reste donc, pour se distinguer, à mettre en valeur ses formes extrêmes. Mais l'inégalité, cher à M. Pauwels, peut-il structurer une stratégie de reconquête du pouvoir ?

Celle-ci est, la fine, tributaire de l'issue de la guerre des chefs qui continue, à peine refermée les urnes du 8 mai. Qui la gagnera ? Valéry Giscard d'Estaing, grâce à la présidence de l'UDF, s'apprête à reprendre du service. Mais il n'est pas sûr que cette promotion suffise à le qualifier. Car, malgré les apparences — il est toujours « sonné » par son échec — Jacques Chirac n'est pas disqualifié. Pas plus que Raymond Barre, comme en témoignent les enquêtes d'opinion. Tous trois devront tout à la fois écarter la génération des présidents quinquagénaires, celle de Pierre Méhaignerie et François Léotard, et compter avec elle.

Les inconnues sont si nombreuses, et les cartes si largement redistribuées, que l'on peut se demander si celui qui tient la clé de la rénovation de la droite n'est pas... François Mitterrand. Déjà il s'emploie, en recevant non seulement MM. Giscard d'Estaing et Chirac, mais aussi MM. Barre et Méhaignerie, à souligner le « trop-plein ». Il dispose en outre d'un pouvoir d'anathème, contre ceux qui s'acoquinent avec le diable, et d'un pouvoir d'attraction.

Après avoir renoué la gauche et cassé l'adversaire, il lui reste à... aider à la recomposition de la droite. Pour mieux asseoir l'« alternance douce » qu'il a inaugurée au mois de mai dernier.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Défense

La France commandera aux Etats-Unis quatre nouveaux avions-cargos Hercules

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé, le lundi 27 juin à Toulouse-Rosières (Mauricie-et-Moselle), qu'il avait donné son avis favorable à l'achat, par l'armée de l'air française, de quatre avions-cargos C-130 Hercules pour les besoins du Commandement du transport aérien militaire (COTAM). Ces quatre avions conçus par la société américaine Lockheed devraient être livrés en 1989.

A la fin de l'an dernier, le COTAM avait été autorisé à acquérir six avions-cargos C-130 Hercules par le précédent ministre de la défense, M. Giraud. Les trois premiers exemplaires, qui sont des versions C-130 H capables d'acheminer 19 tonnes à 3 800 km de distance, ont été livrés en décembre 1987 à la base d'Orléans (Loiret) du COTAM. Trois autres Hercules, qui sont des versions C-130 H-30 allongées par rapport à la précédente, devraient être livrés à l'automne prochain. Le COTAM estimait ses besoins à la valeur d'un escadron, soit douze avions.

Sur la base de Toulouse-Rosières, où il s'est fait présenter les différents avions qui équipent les unités de la défense aérienne, des forces aériennes tactiques et des forces

aériennes stratégiques, M. Chevènement a annoncé qu'il était favorable à l'acquisition de quatre autres Hercules, dans la version « allongée ». Ces appareils neufs (et non pas acquis d'occasion, comme certaines informations le laissent prévoir) devraient être livrés en 1989 au COTAM. Le coût d'un C-130 H-30 est évalué à 22 millions de dollars.

Par ailleurs, le ministre de la défense a indiqué que le chef de l'Etat se rendra, le 12 juillet prochain, sur la base de Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône), pour se faire présenter le premier escadron opérationnel de Mirage 2000-N.

Le Mirage 2000-N est la version de pénétration à basse altitude de l'avion de Dassault-Breguet, qui est armé d'un missile air-sol à tête nucléaire capable de larguer une charge thermobarométrique de 300 kilogrammes (quinze fois la puissance de la bombe d'Hiroshima) à une distance de 100 à 300 kilomètres (selon l'altitude) de l'avion qui le tire. Le premier escadron de Luxeuil-les-Bains, qui sera opérationnel le 1^{er} juillet prochain, comprend quinze Mirage 2000-N. Deux autres escadrons, a précisé M. Chevènement, devraient être équipés du même missile air-sol à charge nucléaire.

Les séquences des élections législatives dans la région Centre

ORLÉANS de notre correspondant

La séance du conseil régional du Centre, que préside M. Maurice Doussset (UDF-PR), député de l'Eure-et-Loir, a été le théâtre, le mercredi 24 juin, d'une rude empoignade entre membres de l'UDF, provoquée par le maire de Blois, M. Pierre Sudreau. Motif : le « parachutage » du directeur des services administratifs de la région, M. François Burdeyron, dans la circonscription du Loiret-Cher, lors des dernières élections législatives.

Parachutage malheureux mais aussi périlleux, puisque M. Burdeyron, jeune loup du Parti républicain, affrontait un ancien parachuté, M. Jack Lang. Candidat investi par l'URC, M. Burdeyron avait distancé, au premier tour, un « dissident » du Parti républicain, M. Pierre Fouquet, soutenu par les responsables locaux de l'UDF et du RPR, et, en particulier, par M. Pierre Sudreau, président d'honneur de l'UDF du Loiret-Cher.

L'ancien ministre du général de Gaulle a vidé son sac sur la campagne menée par le candidat officiel de l'URC : utilisation, selon lui, des services et du matériel du conseil régional, du parc des voitures de la région exécutant un véritable « bal-let nocturne et diurne » dans les rues paisibles de Blois. Second grief de M. Sudreau : en qualité d'administrateur civil et de directeur des services de la région, M. Burdeyron était soumis à l'obligation de réserve et ne pouvait faire légalement acte de candidature.

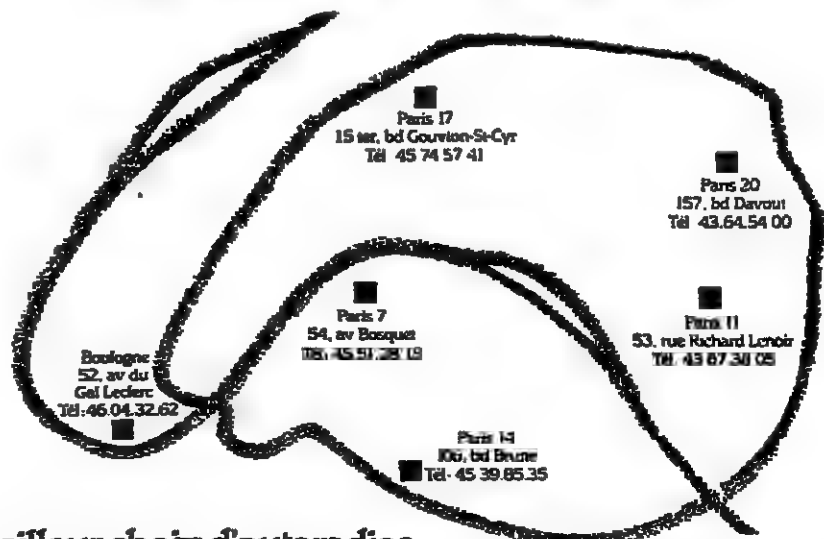
M. Doussset, allié à la rescousse de son ancien directeur qui avait démissionné de ses fonctions au lendemain du second tour, a en toutes les peines du monde à écarter un vote demandé par M. Sudreau, qui, s'il avait été défavorable, aurait peut-être contraint le président de la région à offrir sa démission.

M. Doussset a promis au maire de Blois d'ouvrir une enquête sur les conditions de cette campagne controversée et de déposer un projet de loi à l'Assemblée nationale soumettant les directeurs des services d'une région aux mêmes obligations de réserve que leurs collègues des autres collectivités locales ou des services de l'Etat.

RÉGIS GUYOTAT.

Fnac Autoradio

Nous équipons votre voiture avec beaucoup d'adresse.



Le meilleur choix d'autoradios et haut-parleurs mais aussi d'alarmes et de téléphones de voiture sélectionnés et installés par les techniciens Fnac.

Fnac Autoradio : les tests, le conseil et les garanties.



Centre d'éducation permanente de l'Université de Paris I
14, rue Cujas 75005 Paris
Tél. 43.54.67.80 ou 40.46.28.63

REPRISE D'ÉTUDES

DEUG/LICENCE EN DROIT
Saliés en plan de formation ou C.L.F.
1 jour 1/2 par semaine
Inscription en cours
Monique BASTIDE - 40.46.28.56

CAPACITÉ EN DROIT
Accès aux non bacheliers - 1 jour par semaine
Rosa PERIER - 40.46.28.61

La catastrophe de la gare de Lyon

La SNCF et la police judiciaire s'efforçaient, dès le matin du mardi 28 juin, de déterminer les causes précises de la collision ferroviaire la plus meurtrière jamais survenue dans la capitale. Le bilan, encore provisoire de l'accident, intervenu lundi 27 juin à 19 h 04 au troisième sous-sol de la gare de Lyon, s'élevait mardi matin à au moins cinquante morts et trente-deux blessés, dont quinze grièvement, les sauveteurs prévoyant que

les travaux de dégagement se poursuivraient encore toute la journée.

Le train Melun-Paris, qui est venu percuter contre un autre train de banlieue à une vitesse de 70-80 km/heure, s'était arrêté en pleine voie quelques minutes avant la catastrophe. Peu avant Maisons-Alfort, un voyageur avait tiré le signal d'alarme. L'enquête devra déterminer si cet arrêt

a pu avoir des conséquences sur les systèmes de freinage de la motrice, dont la défaillance est à l'origine de l'accident.

L'enquête, qui a été confiée au 7^e cabinet de la délégation judiciaire, dirigé par M. Jean Tesson, devra aussi établir pourquoi le train de 19 h 04 à destination de Villeneuve-Saint-Georges, percuté à l'arrêt, n'est pas parti à l'heure prévue. Il faudra enfin tenter de savoir

pourquoi le « train fou » est arrivé sur une autre voie que celle qui lui était destinée. Dernière anomalie : le train de 19 h 04 lui-même n'était pas sur sa voie habituelle.

Le ministre des transports, M. Louis Mermaz, a décidé, mardi matin, la création d'une commission d'enquête dont il a confié la présidence à M. Christian Malaurie, inspecteur général des transports et des travaux publics.

Un convoi sans frein

La cause immédiate de la catastrophe ferroviaire de la gare de Lyon a été la pression pneumatique insuffisante dont a disposé le mécanicien pour actionner le frein. C'est-à-dire un sabot frottant sur le bandage des roues. Les premières constatations faites par les techniciens de la SNCF font apparaître que cette défaillance a été provoquée par le déclenchement intempestif du signal d'alarme dans le convoi à la hauteur de Vert-de-Maison (Val-de-Marne). Quelques minutes avant l'accident, un passager a tiré le signal, provoquant une chute de pression pneumatique, normale dans ce cas, et un arrêt du train. Le mécanicien a cherché vainement l'auteur de l'alarme, puis il a débouqué ses freins et réarmé le système de sécurité. Quels gestes a-t-il fait ? A-t-il respecté les procédures ? L'enquête dira exactement l'enchaînement des causes.

Elle devra aussi faire apparaître si le matériel roulant était dans un état normal. Certes, les éléments en cause ne sont pas tout jeunes puisque les cent cinquante-cinq « 5300 » (une motrice et trois remorques) ont été fabriqués de 1966 à 1968 et de 1972 à 1975. Ces automoteurs de banlieue en acier inox n'en sont pas pour autant bons à mettre à la casse. Ce type de matériel peut rester en service sans difficulté pendant plus de trente ans, à condition de faire l'objet d'un entretien convenable.

La SNCF affirme qu'elle respecte scrupuleusement des cycles d'entretien fixés de longue date. Tous les jours, les agents vérifient leur machine selon une liste de vérifications et notent les anomalies sur un carnet de route. Notamment, ils essaient le frein au moment de la sortie du garage. Tous les dix-sept jours, les services d'entretien se livrent à un examen non mécanique. Tous les trois mois, une « visite limitée » a lieu. Tous les six mois, une « visite générale » et tous les ans une « grande visite », qui ausculte la

motrice et les voitures sur toutes leurs coutures.

La SNCF consacre-t-elle assez de temps et d'argent à ce cycle préventif ? Pour son réseau de banlieue, elle a dépensé en 1986, 660 millions de francs sur un total de charges d'exploitation d'environ 4 milliards de francs, soit 16 %. Les premiers calculs laissent à penser que ce budget d'entretien a crû, en 1987, de 1 % ou 2 %. Les syndicats n'ont pas manqué de critiquer la politique de réajustement des comptes de la Société nationale, qui s'est traduite par des économies budgétaires draconiennes. Certains hauts cadres chemins n'ont pas hésité à l'occasion de chaque discussion budgétaire, de la pression du ministère des finances qui conduisait à limiter aussi les dépenses d'entretien. Le président actuel de la SNCF, M. Philippe Rouvillois, alors directeur adjoint chargé des finances, était allé jusqu'à dire, à l'occasion du budget 1987, qu'on était parvenu à la limite au-delà de laquelle la sécurité du service public était mise en cause. La SNCF devra donc aussi vérifier que l'équilibre financier prévu par le contrat de plan en 1989 ne génère pas des effets nocifs et même meurtriers.

Pour l'instant, l'heure est à l'analyse plutôt qu'à l'élaboration des remèdes. Parmi ceux-ci figurera la modernisation des signaux d'alarme. Désormais, sur les rames de banlieue de dernière génération, le voyageur alerte par interphone le mécanicien, et celui-ci arrête le convoi dans la première gare où les secours peuvent être portés, et non en rase campagne. Cette procédure évite les abus.

La SNCF pourra aussi se pencher sur la facilité avec laquelle le train fou a pénétré sur la voie où se trouvait un convoi en partance. Il paraît que la procédure d'alignement était normale, puisque le « carreau » (arrêt absolu) était mis devant l'arrivant. Vain signal pour un train sans frein.

AL. F.

356 trains par jour

Ce sont quelque 8 millions de personnes qui empruntent chaque jour les transports en commun en région parisienne, essentiellement pour se rendre de leur domicile à leur travail, selon une migration quotidienne.

Pour faire face à cette demande particulière de transports lors de deux pointes (8-9 heures et 18-19 heures), la SNCF et la RATP comptent surtout sur leurs réseaux ferrés. Le RER peut transporter jusqu'à 80 000 voyageurs par heure. En banlieue, c'est la SNCF qui assure l'essentiel des transports puisqu'elle gère un réseau de plus de 900 km, alors que les lignes RER et la RATP dépassent à peine les 100 km. Il faut dire que la SNCF dispose d'une infrastructure servant aussi pour les déplacements nationaux au départ des gares parisiennes de Lyon, Austerlitz, Montparnasse, Saint-Lazare, Nord et Est. Face à une demande croissante et à l'incompatibilité des trafics banlieue et grandes lignes, la SNCF a choisi d'enterrer plusieurs gares

desservant la banlieue. C'est le cas à la gare de Lyon, à la gare d'Austerlitz et à la gare du Nord. Par exemple, la gare de Lyon comptabilise chaque jour 160 000 départs et arrivées dans 356 trains de banlieue.

Le matériel roulant mis à la disposition des voyageurs en grande banlieue est de 3 000 voitures représentant 50 milliards de places-kilomètre par an pour la SNCF et de plus de 900 voitures-kilomètre pour la RATP.

Actuellement, l'offre de transport en commun s'accroît peu, le régime de la circulation automobile ayant réduit à 1 ou 2 % l'augmentation annuelle de la demande. Sous la houlette du Syndicat des transports parisiens, la SNCF et la RATP ont choisi d'interconnecter leurs réseaux pour offrir aux usagers un maillage et des correspondances permettant de se rendre de banlieue à banlieue. Les gares parisiennes représentent les pivots de cette nouvelle politique.

Les réactions

L'accident de la gare de Lyon a provoqué une vive émotion chez les responsables politiques et l'indignation des syndicats. Alors que le président de la République demandait, de Hanovre, où il participait aux travaux du conseil européen, à être tenu informé « heure par heure » du déroulement des opérations de sauvetage, le premier ministre, M. Rocard, le ministre des transports, Louis Mermaz, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, et le maire de Paris, M. Chirac, se sont rendus sur les lieux lundi soir.

« C'est un accident affreux », a déclaré M. Michel Rocard, ajoutant : « On a beau essayer de faire la paix, on ne peut pas la faire contre la nature ou la mécanique ». M. Mermaz, qui s'était rendu gare de Lyon quelques minutes après l'accident, s'est déclaré « très ému et angoissé en attendant de connaître le sort des voyageurs toujours bloqués dans les wagons », saluant « l'action remarquablement efficace des sapeurs pompiers » s'acharnant à « sauver les victimes encore incarcérées dans les voitures broyées ».

« C'est une des plus grandes catastrophes ferroviaires de notre temps », a dit de son côté M. Jacques Chirac, qui avait quitté précipitamment le concert de Michael Jackson, au Parc des Princes, pour rejoindre la gare de Lyon dès l'annonce de l'accident.

CGT : « La dégradation du service public »

Les syndicats, tout en s'inclinant devant les victimes, ont demandé que les responsabilités soient clairement dégagées. La fédération CFDT des cheminots a réclamé la création d'une commission d'enquête afin de déterminer « les causes détaillées » de l'accident, rappelant sa requête de la mise en place d'une table ronde associant la direction de la SNCF, les syndicats et le ministère des transports, pour tenter d'améliorer les conditions de transport et de sécurité des chemins de fer. Le syndicat a demandé à la direction et aux pouvoirs publics de dégager tous les moyens tant

Des dizaines de morts dans deux trains enchevêtrés

(Suite de la première page.)

Alors, cinq décès, sept, bientôt dix... Les témoins de cette lutte contre la mort tentée par les pompiers n'ignoraient pas, dans la soirée, qu'il faudrait bien, le lendemain, annoncer d'autres chiffres. « Plus de quarante morts », explique un officier de la brigade de Paris, spécialisé dans les grandes catastrophes. « Ils sont plusieurs dizaines là-dessous, c'est évident ».

Obligé, bien sûr. La rame du 19 h 04, wagon de première classe en tête, était boudée. Un habitué de la ligne, arrivé en retard, parvenu sur le quai quelques secondes après « le fracas de bombe », nous explique qu'ils sont nombreux chaque soir à choisir cette voiture, « parce que la vue y est plus dégagée et qu'arrivé à destination on quitte plus vite la gare ». Ce passager peut aller brûler des cierges dans toutes les églises de banlieue : il a « raté le train », comme il le dit et, après une heure et demie d'angoisse, a enfin appris que son épouse était, elle, rentrée plus tôt, ce jour-là.

Mais d'autres étaient à l'heure, dans cette gare moderne en sous-sol, orange et bleue, décor devenu désolé. Un passager d'un wagon épargné se souvient d'avoir entendu un cri per les haut-parleurs, juste avant le choc. Le conducteur du 19 h 04, apercevant soudain le convoi fou sortir de l'obscurité, n'a pas eu le temps de sauter sur le quai. Pas plus que les voyageurs de la première voiture, emmurés vivants ou morts, sous les boggies de « la rame percute ». Longtemps, les pompiers croient avoir localisé toutes les victimes.

Blessés légers, blessés graves éjectés, cinq morts que la tôle en mouvement avait rejetés. M. Jacques Chirac, alerté alors qu'il était au Parc des Princes au concert de Michael Jackson, juste avant l'entrée en scène du chanteur, a lui aussi espéré que cette catastrophe allait rester dans les limites du supportable. Les premiers blessés qu'il a vus passer n'étaient pas trop atteints. Certains restaient conscients. « On n'attendait que quelques râles, explique un pompier. Nous pensions avoir localisé tous les survivants. Tout ce silence était impressionnant. Alors, nous nous sommes mis au travail ».

Les groupes électrogènes ont été mis en marche et les scies à métaux, les vérins, tout ce qui peut servir de poulie ou de treuil a été mis en action pour la tôle la plus accessible. M. Jacques Chirac et Louis Mermaz ont d'abord vu passer devant eux des vivants. Puis un vivant et un mort, enveloppés dans un plastique blanc ; puis de plus en plus de silhouettes blanches, allongées sur des brancards. Après 23 heures, les pompiers ne luttaient plus avec énergie qu'en quelques endroits de l'amas de ferraille. Les derniers survivants supposés, que des pompiers de petite taille ou des jeunes femmes du SAMU ont réussi à placer sous perfusion, ont parfois été sauvés par la mort de leur voisin de siège et, pour finir, jusqu'à eux, il faut bien dégager les morts.

C'est M. Michel Rocard, arrivé après minuit en compagnie de M. Pierre Joxe, le ministre de l'intérieur, qui affrontera le spectacle le plus épouvanté. Le premier ministre lui aussi regarde, halluciné, cet assaut frénétique. « Je suis ému », répète-t-il. « C'est incroyable ! » Mais à lui, les sauveteurs ne prennent plus la peine de cacher l'horrible. S'il reste des survivants, dans ce tom-

beau sur roues, c'est forcément sous des cadavres.

Trop pressés pour ménager les sensibilités, les pompiers, de plus en plus rapidement, blessés eux-mêmes par la ferraille, extraient des corps incomplets pour parvenir, vérin après vérin, comme dans une galerie de mine, jusqu'à deux jeunes gens, conscients mais trop épuisés pour crier et dont les jambes sont broyées sous le métal. Le jeune homme, plus tard, sera amputé, au milieu des râles, par des médecins-pompiers qui barbotent leur impuissance.

Pour une fille de vingt ans, ils se mettront à vingt, tirant sur des cordes, usant de toutes les astuces de la technologie des catastrophes et de la sidérurgie, dans ce tunnel étroit et bas de plafond, pour lui éviter la même opération.

Gare du malheur

A l'air libre, sur le parvis de la gare de Lyon, il y a longtemps aussi que les responsables des secours ont cessé de mentir aux familles. Des gardiens de la paix n'en peuvent plus, moralement, d'écouter les signaux de détresse, lâchés dans des sanglots, de possibles voyageurs de la « rame percute » de 19 h 04 de descendre constater que le mari ou l'amie est bien au compte des morts.

« C'est toi qui lui dis », prévient un jeune policier à son collègue de recherche qui fouille dans un tas de sacs, de malles, de chausures amoncelées. « Moi, je vais chercher ». Il remontera quand même annoncer la sale nouvelle à une jeune femme assise sur le trottoir, à côté d'un panneau de la Croix-Rouge où ne s'inscrivent bientôt plus que des noms de décédés.

Dans cette gare du malheur, des signes de chance subsistent pourtant au long de cette nuit qui restera, selon un officier de la SNCF, celle de « la plus grande catastrophe ferroviaire de tous les temps dans la capitale ». Ainsi, les familles, les voyageurs de la gare de Lyon, apprendront que le conducteur du train sans frein, venant de Melun, a alerté, le signal rouge dépassé, ses passagers. Les poussant devant lui, les sauvant, il a reflé le plus loin possible vers l'arrière de la rame, certains de l'issue, certain du choc, 600 mètres plus loin dans la gare.

Remontant à toute prudence, la direction de la SNCF a, très tôt dans la soirée, énoncé une hypothèse. La plus vraisemblable : 8 kilomètres avant le quai, près de Maisons-Alfort, le train de Melun s'est brutalement arrêté sur sa voie par l'effet du signal d'alarme actionné par un voyageur pour une raison inconnue. La rame est repartie, mais ce coup de frein automatique a peut-être dégradé le système

de freinage à double commande.

Parvenu au feu rouge qui interdit à un convoi l'entrée, la plongée dans la gare souterraine, le machiniste a compris que ses freins ne répondaient plus. Il ignorait simplement, selon les premiers témoignages, que la rame de 19 h 04 pour Villeneuve-Saint-Georges se trouvait encore à quai...

Cette nuit d'horreur restera aussi, dans les annales des catastrophes nationales, comme celle de la vérité dite par des officiers. M. Philippe Rouvillois, président du conseil d'administration de la SNCF, a très vite réuni la presse, sans chercher à masquer ce qui, un étage plus bas, effrayait MM. Jacques Chirac et Louis Mermaz ; depuis près de trente ans, les rames de banlieue charrient leurs millions de voyageurs dans des trains qui peuvent ne plus s'arrêter lorsque les commandes automatiques restent muettes. En somme, que les trains peuvent devenir fous.

Le procureur de la République de Paris, M. Michel Raynaud, a lui aussi très vite expliqué qu'une enquête était en cours, les témoins interrogés, les conducteurs entendus, tous les spécialistes de la SNCF consultés. Le plus cru est sans doute le général Godon, commandant la brigade des pompiers de Paris, qui, dès 22 h 30, annoncera que « la pire des hypothèses devait être envisagée ».

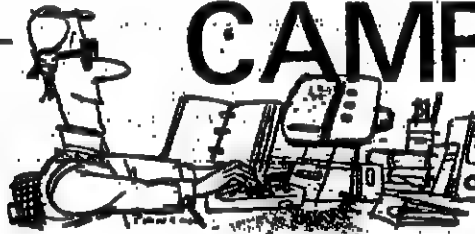
Des dizaines de morts resteraient compressés sous la tôle toute la nuit. « S'il y avait des blessés sous l'amas de ferraille, juste après la collision de 19 h 10, ils sont décédés à cette heure-ci, écrasés ».

Le général, qui, toute la soirée, encourageait de la voix ses hommes épuisés, ne se trompait que de quelques unités. Un jeune Noir, coincé sous le socle du wagon, était en train de mourir. Sauvé, de justesse, par l'acharnement d'une équipe de pompiers-découpeurs et par la grâce d'une jeune infirmière eurasienne, enroufflée, tenue à bras le corps par les pompiers. Une femme, vers 24 heures, pleurait doucement, sur son brancard, les mains sur le visage. Sauvée, elle aussi, les vêtements brûlés par la flamme d'un châteauneuf.

Les pompiers mèneront pour longtemps ce quai en sous-sol. « Impossible d'accès », répétait le général. Un mur d'un côté, le long des deux rames encastrées. Un mur, au fond, comme butoir. Un quai sans dégagement pour tout lieu d'intervention. Un plafond peint de couleur vive pour adoucir les inquiétudes des claustrophobes. « Une grue, des systèmes de levage nous seraient bien nécessaires », proteste un officier qui commande un mégaphone une délicate manœuvre, à la main, sur le toit de la rame.

Dans le langage des pompiers, on appelle ces opérations de dentelle dans la ferraille la « déincarcération des victimes ». Désolée, inutile pour tout dire, pour ce wagon de 19 h 04 écrasé. Le sachant, l'annonce des pompiers avait été, très tôt dans la soirée, ces deux voitures qui n'en faisaient plus qu'une. Ces deux carcasses.

PHILIPPE BOGGIO.



Les prix de l'électricité

EDF vient de remettre les prix du concours « 100 000 francs avec l'électricité », qui récompense des enquêtes réalisées par des étudiants de juniores entreprises autour du thème « Mieux connaître les avantages et les inconvénients de l'électricité ». Les enquêtes devaient être réalisées par des équipes de deux étudiants et menées dans une entreprise industrielle où l'électricité entre en concurrence avec d'autres sources d'énergie, comme le gaz ou le fioul. Les étudiants avaient pour objectif de mettre en évidence les économies réalisées grâce à l'électricité.

Vingt-quatre candidats ont concouru. Si les responsables d'EDF en regrettent le petit nombre, ils se félicitent de la qualité des études présentées. La première récompense, de 100 000 F, a été remise à Pascal Riche et Thierry Pereira, de Mines Services, pour un procédé de galvanisation de fils chez Tréfilunion. La deuxième prix, de 50 000 F, a couronné l'étude de Robert Cellens, de la junior action de l'IFAG-Lyon, pour une torche à plasma chez Peugeot. De nombreux lots ont aussi récompensé les juniors entreprises ayant présenté les études de meilleure qualité, celles ayant présenté le plus grand nombre d'études. Même les étudiants non primés ont reçu un lot de consolation.

Les études réalisées ne vont pas rester lettre morte, puisque EDF a l'intention d'en tirer bénéfice dans ses opérations commerciales.

T. Ed.

● BTS agro-alimentaire

La lycée agricole d'Yvetot propose, à la rentrée prochaine un BTS agro-alimentaire par alternance (quarante-quatre semaines au lycée et quarante-sept en entreprise).

(Lycée agricole d'Yvetot. Tél. : 35-95-62-60.)

● Monde arabe

L'Association française pour l'étude du monde arabe et musulman (AFEMAM) tiendra sa troisième session du 4 au 6 juillet à L'Arbre-à-Tourette, près de Lyon. Une vingtaine d'ateliers et une sobriété de communications individuelles dont les sujets vont du Maroc à l'Afghanistan et des problèmes urbains médiévaux aux conflits contemporains seront présentés ; plusieurs centres de

recherche et institutions exposent leurs travaux.

(Le programme de cette session, de même que les notes de la session de 1987 peuvent être demandés à la Maison de la Méditerranée, 3-5, boulevard Pasteur, 13100 Aix-en-Provence.)

● Logistique des systèmes

L'Ecole supérieure d'électricité vient de créer, en formation continue, un master spécialisé en « logistique des grands systèmes ». L'espace, le nucléaire, le pétrole, l'aéronautique, la défense et les industries du transport sont notamment les secteurs intéressés par ce master.

(Ecole supérieure d'électricité, plateau du Moulon, 91190 Gif-sur-Yvette. Tél. : (1) 69-41-80-40.)

Magistère d'économie

De l'exigence scientifique à la compétence professionnelle

Formation d'excellence en trois ans après le DEUG ou un diplôme équivalent assurée par

L'UNIVERSITÉ DE PARIS-I PANTHÉON - SORBONNE

L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE ET L'HESS

Renseignements et dossier de candidature à demander à

MAGISTÈRE D'ÉCONOMIE

Bureau 67-12, place du Panthéon - Paris 5^e

Tél. : 46-34-99-44

SOLDES D'ÉTÉ

ENCORE ET TOUJOURS DES SOLDÉS !

Quel mois de grâce ! En juin, on commence à tondre moins souvent sa pelouse, on a droit au jour le plus long, on rêve de maillots de bains éblouissants, on hésite sur le choix d'un produit solaire (parce qu'on ne nous a pas lus attentivement), on feuillette les brochures d'agences de voyages, on se voit déjà descendre la passerelle d'un grand oiseau bleu ! Bref, un mois de bonheur, auquel, en point d'exclamation, s'ajoutent ces merveilleux soldes qui vous mettent le lin et la soie au prix d'une vulgaire rayonne !

● CACHEMIRE

A - 40 %
Vivement la pluie, voilà ce que l'on se dit quand on entre dans la boutique Aquascutum, qui solde à des prix tout à fait shocking ! Voici, pour hommes et femmes, le célèbre et classique imperméable doublé, avec une remise de 20 %, la même pour ceux en coton et polycoton. Pour madame, uniquement, encore un imperméable mais réversible, pur coton à - 30 %. Tout n'est pourtant pas pluie ici, où l'on propose une remise de 40 % sur tout le prêt-

porter hommes et femmes, tailleurs, chemises, vestes et même... sur le cachemire. Vite ! 10, rue de Castiglione Paris 1^{er}.

● DÉPÊCHEZ-VOUS, CHEZ HECHTER

Oh là, il faut faire très vite, même très vite, si vous voulez profiter des soldes chez Daniel Hechter. Oui, les stocks sont très limités, et, si vous connaissez la mode de ce créateur parisien, vous savez qu'elle est désirable comme tout, et si en plus elle est soldée, alors là il faut se dépêcher ! Bref, le

grand chic pour hommes et femmes dans des prix chocs et dans les deux boutiques, au 71, rue de Passy à Paris et au centre commercial de Créteil Soleil. Vite !

● TOUT DOIT DISPARAITRE

La plus belle mode italienne doit disparaître ! Voici des bonnes affaires pour vous madame... et aussi pour vous monsieur. Par exemple, pour 100 F : des minijupes, des caleçons, des tee-shirts et des bodys en coton... Pour 200 à 250 F : des robes de plage et de plein été. Pour 300 F : des pantalons et jupes en gilette de coton. Signés de Krizia ou de Montana, voici des tee-shirts ! Faites aussi vos achats pour l'hiver, en été, avec des remises de 50, 60, 70 % sur manteaux, jupes, pantalons et ensembles ! 54, avenue Victor-Hugo, Paris 16^e.

● PRIX BAS... ET SOLDÉS EN SUS !

Vous connaissez déjà, sans doute, Stéphane men's club, qui, d'habitude, vend ses articles 30 % moins cher ! Dans sa boutique du 130, bd Saint-Germain à Paris, voici qu'il baisse encore les prix de 20 % pour ses soldes d'été ! Cela met les grandes marques à la portée de tous : Lapidus, Feraud, Laroche, Balmain, Courrèges... Et voilà un costume de ce dernier pour 950 F, des chemises Ted Lapidus à partir de 100 F, des pantalons (toute la gamme d'été) à partir de 150 F. Des vestes d'été lavables à 395 F. Des prix en folie ! Comme on dit !

● L'HOMME SOLDÉ DE HAUT EN BAS !

Chez Marcel Lassance, l'homme qui habille le tout-cinéma et le tout Assemblée nationale, on solde la collection été ! C'est l'occasion de s'offrir ses superbes pantalons à partir de 250 F ou, si vous préférez, avec une remise de 50 % ! Les costumes en coton 1 750 F au lieu de 3 250 F. Toujours dans les coloris classiques mais, bien sûr, chez Marcel Lassance, les couleurs vives ne font pas peur ! Voici encore plein de

chaussures classiques à boucles, style Richelieu. J'oubliais, plein de chemises aussi... 17, rue du Vieux Colombar Paris 6^e, et 66, avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e.

● DES SAHARIENNES A DES PRIX DÉSERTIQUES !

Chez Latreille, pour madame d'abord, les robes de style saharienne en toile lavable à 790 F sont maintenant soldées à 490 F ! Tous jours pour madame, une chemise à manches courtes en polyester et coton et en mille coloris à 198 F au lieu de 399 F, des jupes imprimées en coton à 425 F au lieu de 625 F. Pour les hommes, des blousons de différentes couleurs à 499 F au lieu de 660 F, des pantalons en toile à 440 F soldés à 350 F, des vestes légères et à carreaux pour 699 F au lieu de 920 F. Aussi un rayon de chaussures très important. 62, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6^e.

● LE DÉPÔT E. KHANH

Nous avons l'adresse qu'il vous faut, pour vous Messieurs. Oui, ici on vend aux particuliers bien que ce soit un dépôt ! Chut, c'est un secret ! Voici des pantalons en coton et lin pour 120 F, des costumes d'été en lin et coton à 650 F et des vestes de même mélange pour 390 F ! Et, en fouillant un peu, vous trouverez aussi du Khanh pour vous madame ! 6, rue Pierre-Lescot, Paris 1^{er}.

● SUPER SOLDÉS CHEZ SUPER ZEGNA !

Ermeneildo Zegna, l'italien, dont la vocation est de toujours proposer ce qu'il y a de mieux : laine, cachemire et lin confondus, solde ! Vous vous rendez compte ? Du 2 au 9 juillet. Ainsi vous pouvez vous offrir ce superbe costume en lin ou coton à partir de 2 500 F seulement. Un blouson en cuir est à vous à partir de 2 900 F, les pulls en coton de 350 à 950 F, les sahariennes en coton de 1 000 F à 2 000 F. Les chemises et les polos, toujours en coton, à partir de 250 F et ainsi de suite... Le rêve, quoi ! 10, rue de la Paix, Paris 2^e.

● ATMOSPHÈRE CHEZ HÉMISPHERES !

Les soldes chez Hémisphères vont jusqu'à 50 % de remise sur certains articles homme, femme, chaussures et accessoires de la collection été 88 ! Vous qui connaissez, vous y êtes déjà, bien sûr ! Pour monsieur, voici des vestes en lin à 980 F soldées à 680 F. Le pantalon en coton à 390 F au lieu de 540 F et les fameuses chemises avec une remise de 20 à 40 % ! Pour madame, voici une jupe en coton à 390 F au lieu de 620 F, et la robe de vos rêves qui valait 1 630 F ne vous coûtera pas plus de 1 000 F ! Savez-vous tout ? Pendant les soldes, on organise un jeu où vous pouvez gagner une semaine au Japon ! 1, bd Emile-Augier, et 22, avenue de la Grande-Armée, Paris.

● TROIS FOIS MOINS CHER AU CLUB DES DIX

La médaille d'or de l'élégance pourrait être donnée à David Shiff et à son Club des dix. En effet, l'élégance s'y rencontre même deux fois. La première, grâce aux griffes qui s'y trouvent : Dior, Carven, Fath... Mais encore parce que les prix aussi sont très élégants. Oui, ici on vous propose deux costumes en super 100, cette laine ultra-légère et ultra-chic, pour le prix de 4 995 F ! Les deux ! Avec, en plus, un petit cadeau ! Voici encore deux costumes de grande marque pour 2 500 F. On croit rêver ! 4, rue Marbeuf et 58, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris, au 1^{er} étage.

● DES PARABOOT À 450 F

Dans votre magasin Cobble favor, le bonheur est à vos pieds : les chaussures sont en effet en soldes. Voici, pour hommes et femmes, dans des couleurs à la mode, des chaussures de bateau en toile à 150 F au lieu de 235 F. Les véritables mocassins américains sont vendus à 300 F au lieu de 395 F en marron ou en noir. Et puis, tenez-vous bien, des Paraboots en toile et cuir dans les beige et kaki pour 450 F au lieu de 745 F. Et encore des chaussures « trappeur » pour 700 F au lieu de 895 F.

SOLDÉS HEMISPHERES



1 Boulevard Emile Augier, Paris 16^e
22 Avenue de la Grande Armée, Paris 17^e

Ermenegildo Zegna SOLDÉS

Du 2 au 9 juillet 88
10, rue de la Paix, 2^e - Tél. : 42-61-67-61

daniel hechter SOLDÉS

71, rue de Passy, 75016 Paris
Centre commercial Créteil Soleil

ABIMODE SN.

Prêt-à-porter italien hommes et femmes

LIQUIDATION TOTALE DU STOCK

FEMMES	HOMMES
Robe KRIZIA 5 280 F — 1 800 F	Pantalon à partir de 300 F
Ensemble KOSHINO 2 800 F — 1 700 F	Costume à partir de 2 000 F
Jupe à partir de 300 F	Chemise à partir de 200 F
Robe à partir de 400 F	Etc.

54, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris
Tél. : 45-00-01-82

E. KHANH

HOMMES ET FEMMES
DES GRIFFES DE QUALITÉ
DES PRIX AVANTAGEUX

UNE ADRESSE A NE PAS MANQUER
FACE AU FORUM DES HALLES - 1^{er} ÉTAGE - MÉTRO, RER CHATELET-LES HALLES
(sortie Pierre-Lescot) Parking Forum
ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h, 6, rue Pierre-Lescot, 75001 PARIS

MAXEL LASSANCE

SOLDÉS

à partir du
22 Juin 1988

17, rue du Vieux-Colombar
Paris (6^e)

Galerie Point Show
66, Champs-Élysées

STEPHANE MEN'S DE LUXE

C'est le prêt-à-porter masculin des grands couturiers : T. LAPIDUS, P. BALMAIN, Guy LAROCHE, E. FERAUD, COURRÈGES, etc.

De 25 à - 35 % TOUTE L'ANNÉE

ET POUR LES **SOLDÉS** à - 50 % SUR LE PRIX NORMAL
Mais uniquement dans notre magasin du 130, bd Saint-Germain (cour).
Ouvert du lundi au samedi, de midi à 19 h 30.

Aquascutum SOLDÉS

à des conditions exceptionnelles de prix ses collections
Imperméables et trench
procédé Aqua 5 Imperméabilisation à vie
10, RUE DE CASTIGLIONE - PARIS 1^{er}
OUVERT DE 10 h à 19 h

CLUB des 10 SOLDÉS-50%

Couture hommes et femmes
Ouverts tous les jours (Dimanche inclus)
58, Fg Saint-Honoré (1^{er} ét.) Paris 8^e

cobbler LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE CHAUSSEUR SOLDÉS

Chaussures
hommes - femmes - enfants

11, rue Monsieur-le-Prince, 75006	43-29-02-60
40, rue Saint-Honoré, 75001	42-33-98-48
30, rue de Miromesnil, 75008	42-65-82-09
14, avenue Mozart, 75016	46-47-41-46
50, rue du Bac, 75007	42-22-22-21
5, place des Terres, 75017	42-27-09-23
Printemps Haussmann - Party II - Vélizy II - Galeries Lafayette	

LATREILLE

soldes d'été
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél. : 43 29 44 10
PARKING ATTenant à NOS MAGASINS

Ca vient de sortir

Ne bronchez pas idiot

Le guide absolu à amener sur la plage cet été, c'est BCBG, un livre qui raconte le bon chic bon genre vu par Thierry Mantoux aux éditions Hermé. La première édition, parce il y a trois ans, s'est vue l'été sérieusement. Au fait, si vous croyez qu'un BCBG est un petit bourgeois coincé, vous n'y êtes pas du tout ! 95 F.

Les légumes d'art

Si vous vous posez la question de savoir, quand vous êtes au restaurant et voyez tous les légumes présentés d'une manière superbe : mais comment font-ils ? de vous la posez plus, allez directement dans un des magasins Geneviève Lehu qui, justement, vend des ustensiles qui font d'un citron, d'un melon ou d'une carotte une œuvre d'art ! 15 articles différents de 17 à 30 F. Points de vente : 42-60-83-70.

Chocolat d'été

Ne perdez pas la main ni le goût du chocolat parce que c'est l'été ! Grâce à Pierre Koenig et à ses chocolats d'été ! C'est tout nouveau ! Voici de superbes croûtes au chocolat noir, amers à plus de 65 % de cacao, enrobés des pulpes de fruits : poire, fraise, cassis, citron, ananas, menthe... C'est à ne pas croire son palais ! Chez Pierre Koenig, 11, rue Pasteur, Metz. (16) 97-50-41-33 pour vente par correspondance.

Lingerie années 30

La lingerie Rochas, c'est tout un programme puisque Rochas en fut presque l'inventeur, du moins pour la lingerie moderne. Et, pour célébrer ce modernisme, voilà que Rochas fait des clips d'œil aux Années folles avec des boutonnages et des gansonnements de satin. A partir de 175 F le slip jusqu'à 495 F le body. 33, rue François-I^{er}, 75008 Paris.

Gardez vos pulls à vie

Voici « renouv pull », une petite machine qui va changer la vie de vos pulls. C'est un rasoir, enfin presque, qui avertit toutes les peluches de tous poils et donne une nouvelle vie à votre shetland et autre cachemire. L'idée est simple comme tout, il suffisait d'y penser. En vente par correspondance contre 119 F plus 12 F de frais de port chez Bomerang. Tél. : (1) 43-98-70-38.

Anti-bruit

Une solution simple et efficace pour éliminer dehors le bruit du piano du voisin, des voitures de la rue ou bien pour pousser des cris primaires sans déranger son environnement ! Voici « Samsphon-Kit », une innovation peu coûteuse qui consiste, en gros, à poser des plaques en « suspension » dans la pièce que vous souhaitez insouffler ! Prix pour le m² : 380 F environ. Renseignements : Sempatap, tél. : (16) 89-31-02-22.

Lainez-vous en plus doux

Une nouvelle laine est née, et pas n'importe laquelle ! Elle vient d'une chèvre du nom de knair que l'on élève en Australie et en Nouvelle-Zélande. Cette laine est d'une légèreté folle, d'un aspect brillant et d'une extrême finesse. Bien plus que le plus fin « chûvet » de cachemire, vous vous rendez compte ? Elle se tricote en double et triple épaisseur. Demandez le knair de Filatura Di Crosa. Grands magasins et spécialistes.

Les nouveaux blancs

Elle a déjà inventé la peinture qui ne coule pas, Valentine ! Mais elle a encore des secrets dans sa poche et vient de nous en livrer un ! Voici les blancs nuancés, des couleurs blanches dans des tons pastels ultra-tendres portant des noms sublimes comme « Esprit de mauve », « Reflet de perle » ou « Zéphir d'ivoire ». Cela ne vous donne-t-il pas envie de prendre un rouleau ? 160 F les 2,5 l. Marchands de couleurs.

Les hommes affaires chez Jigger

Madame, vous rêvez depuis toujours d'un tailleur de cuir ou de peau, c'est le moment venu pour vous, car, chez Jigger, on en solde à des prix défiant toute concurrence ! Vous en trouverez aussi d'autres, des grandes marques, en prince-de-galles, ou fantaisie, en manches courtes, de coloris bleu, bleu dur, vert, rouge, jaune, fuchsia... Des ensembles en jersey de coton signés Côte à Côte pour 100 F et, de la même marque, des T-shirts brodés à 50 F ! N'oublions pas le rayon de chaussures avec des tennis de toutes couleurs à 50 F ! 15, bd Saint-Michel, à Paris.

G.P.

JUSTICE

L'assassinat du juge Michel aux assises des Bouches-du-Rhône

Etats d'âme

AIX-EN-PROVENCE
de notre envoyé spécial

Les débats de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône touchent à leur fin. A partir du mardi 28 juin, la parole sera aux gens de robe, avec, dans l'ordre, les conseils des parties civiles : la famille du juge Michel et les syndicats de magistrats, le requêteur de l'avocat général, M. André Viangali, et les plaideurs des avocats de la défense.

Cependant, la cour, après avoir longuement évoqué les circonstances ayant entouré la mort du juge Pierre Michel, a consacré, le lundi 27 juin, une journée à la personnalité des accusés. D'ordinaire, cet aspect du dossier est évoqué à l'ouverture du procès, mais le président, M. Bernard Fayolle, a préféré inverser le schéma habituel. C'est donc plusieurs jours après avoir entendu François Checchi avouer publiquement le meurtre du juge Michel que l'on apprendra que ce petit homme au visage de clown triste était le fils d'un marin. Ouvrier ajusteur, il donnait toute sa paie à sa mère.

A l'armée, il fut le « chauffeur du colonel », puis il y eut le chômage, les petits métiers et c'est Gilbert Hoareau, l'un des chefs du milieu marseillais, qui lui fit passer le pied à l'étrier, en lui faisant placer des machines à sous. « C'est là que je suis tombé dans

la marginalité », a avoué Checchi, qui porte deux tatouages, l'un dédié à sa mère, l'autre à son épouse. Pour les experts, c'est un homme d'une bonne intelligence, aimant la vie et qui voulait « devenir quelqu'un ». Aucun témoin de moralité n'est venu déposer.

Une « force tranquille »

François Girard, trafiquant de drogue, accusé d'avoir, depuis sa prison, donné l'ordre que l'on tue le juge Michel, aurait dû être pâtissier. Issu d'une famille que l'on dit honorable, il avait quatorze ans lors du décès de sa mère et il a, un moment, été placé dans un centre d'éducation surveillée, alors qu'il n'avait encore aucune raison d'être. Il affirme pourtant avoir eu une enfance heureuse et sans problème. Sportif, il sera pistageur ou manœuvre, mais, en 1969, c'est la première condamnation pour vol et violence à agent et, en 1973, il entre, lui aussi, dans le réseau des machines à sous.

D'une intelligence supérieure à la moyenne, « il est ce qu'il dit et dit ce qu'il veut dire », selon la formule du psychiatre qui le décrit comme sentimentale, optimiste et sûr de lui. « Il est désolé que les qualités d'esprit et de psychologie de Girard ne soient mises au service de la délinquance », a noté l'enquêteur de personnalité, en

disant de ce grand blond athlétique : « Il représente la force tranquille par excellence. »

Ce n'est pas le seul paradoxe de François Girard, qui avait confié au psychiatre sa désapprobation de... la toxicomanie. Cette position a provoqué quelques murmures scandaleux dans la salle, qui n'ont pas ému le trafiquant. « Ce n'est pas parce que je touche l'argent de la came que je suis pour la drogue », a soutenu Girard, avant de lancer, sûr de sa logique : « Je ne crache pas dans la soupe : mais ce n'est pas parce que l'on est marchand de canons que l'on fait l'apologie de la guerre. »

Cette étrange justification venait peu après que les jurés eurent écouté un éducateur, M. Rémi Wernery, venu parler du juge Michel, pour expliquer comment il avait travaillé avec ce magistrat pour faciliter la réinsertion des jeunes toxicomanes. « Moi, quand j'interviens, c'est trop tard », lui disait le juge, qui avait cependant accepté de rencontrer des drogués en dehors de son cabinet. A l'un d'eux, il avait dit : « C'est le juge qui est venu vous voir ; c'est Pierre Michel qui vous a vu. » Et M. Wernery a souligné : « Après la mort de Michel, il y a eu des échecs. Les jeunes toxicomanes se sont sentis orphelins. Je n'ai jamais autant été éducateur qu'avec le juge Michel. »

MAURICE PEYROT.

L'un d'eux avait déjà été mis en cause dans l'affaire du Carrefour du développement

Deux policiers sont placés en garde à vue pour une affaire de drogue

Deux inspecteurs divisionnaires de la police de l'air et des frontières (PAF), dont l'un avait déjà été mis en cause lors de l'affaire du Carrefour du développement, ont été interpellés, vendredi 24 juin, dans le courant de l'après-midi, à l'aéroport de Roissy où ils travaillaient. Les deux hommes sont soupçonnés d'avoir participé à une affaire de trafic de drogue. Grâce à leur qualité de policiers, ils ont pu passer les postes de douane sans être l'objet de contrôles. Ils auraient aidé à l'introduction d'un paquet d'héroïne brune de 7 kilos qu'un trafiquant, débarqué vendredi après-midi d'un avion en provenance du Moyen-Orient, voulait faire pénétrer en France.

Les deux policiers, Georges Bechouche et René Baudin, cinquante-deux ans, ont été interpellés à l'aéroport même, par leurs collègues de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS), qui dirige le commissaire Bernard Gravet. Placés en garde à vue dans les locaux de l'OCRTIS, ils devaient être présentés, mardi 28 juin, à M^{me} Christine Coste-Floret, juge d'instruction au tribunal de Bobigny.

Deux autres personnes ont également été interpellées dans le cadre de cette affaire. L'une, Florence Vedan, quarante ans, comptable, est une amie de l'inspecteur Bechouche ; l'autre, Nadi Hafiza, trente-neuf ans, est une Afghane vivant depuis longtemps en Europe, principalement en Espagne.

Correspondants des trafiquants en France, c'est à cette dernière que les deux policiers auraient remis la drogue dont la valeur est estimée à quelque 7 millions de francs.

Les policiers qui ont interpellé leurs deux collègues de Roissy semblaient disposer d'une information précise puisqu'ils surveillaient le secteur depuis quelque temps déjà. Le renseignement leur avait été fourni par un service de police étranger, à la suite de la confidence d'un trafiquant arrêté.

Le faux passeport
d'Yves Chailier

Pour l'inspecteur Baudin, cette interpellation est la seconde de sa carrière. Le 20 janvier 1987, en pleine nuit, il était intervenu dans les locaux de la brigade financière pour être entendu comme témoin dans l'affaire du Carrefour du développement. Huit mois auparavant, le 19 mai 1986, en compagnie de M. Edmond Raffalli, dirigeant d'un cercle de jeux parisiens, il avait accueilli à Roissy, à sa descente d'avion, un émissaire d'Yves Chailier, alors en fuite au Brésil. Le voyageur rapportait de Rio un rapport accusateur contre M. Christian Nicot, ainsi que deux photos d'identité d'Yves Chailier qui devaient servir à la confection de son faux passeport. Le rapport, parvenu par des voies « mystérieuses » au ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, devait servir à nourrir le scandale du Carrefour du développement.

Interrogé par la brigade financière, puis par le juge d'instruction, M. Jean-Pierre Michau, l'inspecteur Baudin avait reconnu avoir facilité le passage de l'émissaire d'Yves

Chailier sur la demande du contrôleur général Jacques Delebois, chef du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), avec lequel il avait travaillé plusieurs années auparavant (le Monde du 23 janvier 1987). C'est à la suite de cette audition que M. Jacques Delebois, inculpé de falsification et d'utilisation de faux documents administratifs, avait failli être incarcéré. Mais M. Yves Monnet, procureur général de Paris, s'y était personnellement opposé après une pressante démarche de M. Charles Pasqua auprès de M. Citrac pour que cette arrestation n'ait pas lieu. Soumis à de fortes pressions, le juge d'instruction avait finalement laissé M. Delebois en liberté sous contrôle judiciaire.

L'inspecteur Baudin, interrogé comme simple témoin, n'avait pas été inquiété. Puis M. Pasqua avait opposé le « secret-défense » — toujours non levé — à la curiosité du juge d'instruction.

G. M.

La demande
de mise en liberté
du commissaire Jobic
est rejetée

M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction au tribunal de Nanterre, a rejeté, lundi 27 juin, la demande de mise en liberté présentée par le commissaire Yves Jobic, inculpé de proxénétisme aggravé depuis le mois de novembre 1987 et que le magistrat avait placé sous mandat de dépôt dans la nuit du 21 au 22 juin (le Monde du 23 juin).

Le policier qui, depuis le début, n'a toute participation à cette affaire, est particulièrement soutenu par le syndicat des commissaires de police. Il a décidé d'intester appel de la décision de M. Hayat, devant la cour de Versailles.

Le procès de Daniel Fazille

Une lettre de M^{re} Brailly

A la suite du procès de Daniel Fazille, M^{re} Stéphanie Brailly, avocat de l'une des parties civiles, nous écrit :

Dans votre article du Monde daté 29-30 mai 1988 relatif au procès de Daniel Fazille, je constate que les citations que vous m'attribuez sont extraites de leur contexte. J'entends apporter les précisions suivantes. Ma véhémence pour dénoncer les actes d'un pervers et pour révéler sa véritable personnalité ne saurait m'être reprochée.

J'ai rappelé que les méfaits de Fazille ont été jusqu'à ce jour accusés, la cour ignorant même le contenu des précédentes condamnations de l'accusé !

Mes propos enflammés n'étaient destinés qu'à dénoncer une carence de nos institutions à l'égard de tels crimes trop souvent qualifiés d'« attentats à la pudeur ».

En l'absence de volonté concrète de la part de l'accusé de se « soigner », il ne nous restait plus, à

défaut de neurochirurgie ou de traitement chimique obligatoire, qu'à l'écarter le plus longtemps possible de notre société.

En conséquence j'ai demandé à la cour de condamner Fazille « à vie, mais seul ».

Au cours de cette plaidoirie j'ai regretté avant tout l'impuissance de nos institutions judiciaires, pénales et psychiatriques, c'est la raison pour laquelle j'ai demandé à mon confrère Agnès Fichot représentant l'association Enfance et parage d'intervenir à nos côtés et de se constituer partie civile dans le procès, pour lequel je me suis opposé à huis clos.

Je vous prie de croire que tout défendeur se doit de son devoir de combattre l'arbitraire : laisser faire de tels actes, c'était participer à un crime contre l'enfant, contre l'humanité semblable à l'extermination raciale à la torture ou au génocide.

REPÈRES

Espace

Vulcain

au banc d'essai

Une étape importante vient d'être franchie dans le programme de développement du lanceur européen Ariane-5 avec l'inauguration, à Vernon (Eure), d'un banc d'essai (PF-52) de certaines pièces du moteur Vulcain qui propulsera pour la première fois le fusée en avril 1989. Cette installation de 400 millions de francs, gérée par la Société européenne de propulsion, devrait permettre de tester en vraie grandeur la puissance turbopompe — soit l'énergie nécessaire à deux rampes TGV pour aller de Paris à Juvigny — qui alimentera le moteur Vulcain en hydrogène liquide. Ce premier pas devrait déboucher sur la construction en Europe de cinq autres bancs d'essai, démontrant ainsi, comme l'a déclaré, M. Paul Quilès, ministre des PTT et de l'espace, « que la coopération européenne dans l'espace est une nécessité technique, économique et politique ».

Réfugiés

Crédits à l'étude pour l'OPFRA

Le ministère des affaires étrangères envisage de demander, dans le nouveau budget, des crédits supplémentaires pour l'OPFRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides), a précisé le porte-parole du Quai d'Orsay après l'annonce du départ du directeur général de cet organisme, M. Jean-Baptiste Brouste (le Monde du 28 juin). Il ne s'agit pas d'une « démission », selon le porte-parole, M. Brouste ayant été nommé, en mai dernier, directeur du Centre international de l'enfance. L'intéressé confirme cependant qu'il a « demandé à être déchargé de ses fonctions » neuf mois avant l'expiration de son mandat car, selon lui, l'OPFRA n'a plus les moyens en personnel d'assumer sa mission. Le porte-parole du Quai d'Orsay a reconnu que la tâche de l'OPFRA a considérablement augmenté mais en indiquant que les effectifs du personnel ont crû de 43 % entre 1982 et 1987 et de 3 % entre 1988 et 1989.

RELIGIONS

Avant le sacre de quatre évêques par Mgr Lefebvre

Les catholiques traditionalistes semblent de plus en plus divisés

Seize nouveaux prêtres seront ordonnés, le mercredi 29 juin, à Ecône (Suisse), par Mgr Marcel Lefebvre. C'est le lendemain, le jeudi 30, devant 150 prêtres et une foule attendue de 6 000 à 8 000 fidèles, que l'évêque intégriste, en compagnie de Mgr Antonio de Castro Mayer, ancien évêque de Campos (Brésil), consacreront 4 nouveaux évêques de la Fraternité Saint-Pie X (le Monde du 17 juin).

Jusqu'au bout, le Vatican aura voulu montrer qu'il avait tout fait pour éviter le schisme. Le cardinal Augustin Mayer, préfet des Congrégations pour les sacrements et pour le culte divin, était encore en visite, à la fin de la semaine, dans des communautés traditionalistes françaises. A Salzbourg (Autriche), où il accompagnait le pape, le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican, a déclaré de son côté : « J'espère que tous les catholiques se rendront compte que le pape a fait tout son possible pour éviter cette blessure à l'Eglise. »

Les inconditionnels

En Autriche encore, le supérieur général du séminaire d'Ecône, l'abbé Franz Schmidberger, a fait transmettre au pape un message par l'intermédiaire de l'évêque auxiliaire de Vienne, Mgr Kurt Krenn, personnalité proche des traditionalistes, assurant Jean-Paul II que « la Fraternité Saint-Pie X ne voulait pas de schisme ».

Selon M. Navarro-Valls, porte-parole du Vatican, les fidèles de Mgr Lefebvre dans le monde seraient de 60 000 à 70 000, dont 20 % environ seulement, a-t-il estimé, seraient prêts à le suivre dans le schisme. Les prises de position enregistrées avant les ordinations du 30 juin dans les milieux traditionalistes français permettent de distinguer trois types d'attitudes : celle des inconditionnels de Mgr Lefebvre ; celle des opposants à l'ordination d'évêques et celle des hésitants.

Aucune déclaration publique ne permet pour le moment d'envisager des défections au sein même de la Fraternité Saint-Pie X, qui regroupe 260 prêtres et presque autant de séminaristes en France, en Suisse, en Allemagne de l'Ouest, en Argentine et aux Etats-Unis. Dans la mouvance de la Fraternité, un certain nombre de personnalités et de communautés traditionalistes font déjà savoir qu'elles contestent la validité des excommunications romaines et soutiendront Mgr Lefebvre quoi qu'il arrive.

C'est le cas de l'abbé Coache, directeur d'un bulletin intégriste, le Combat de la foi, qui compterait six mille cinq cents abonnés du Père

Innocent-Marie, prieur des dominicains d'Avrillé (Deux-Sèvres) ; de la Mère Anne-Marie, prieure des dominicaines de Fanjeux (Aude) ; de Mère Marie-Christine, supérieure de sept carmélites intégristes en France et en Suisse, qui est la propre sœur de Mgr Lefebvre ; enfin des abbés Locaux (Bourges), Salmont (Anzême), etc.

Dans une déclaration commune, ils « déplorent et rejettent les erreurs, les hérésies, toutes les compromissions infiltrées dans l'Eglise jusqu'à son suprême degré ». Pour eux, l'Eglise de Rome est « défigurée et gangrenée par la secte conciliaire qui prêche une nouvelle religion, celle de l'homme ». Ils contestent l'existence d'un schisme : « Ce sont eux qui refusent le maintien de la tradition brillamment de l'Eglise qui se séparent d'elle. L'excommunication de Mgr Lefebvre, « héraut de la foi et brillant défenseur de l'Eglise », sera considérée comme « nulle et non avenue ».

Aussi bien à Ecône que dans les communautés traditionalistes, on évoque aujourd'hui les canons 1323 et 1324 du nouveau code de droit canonique, qui prévoient la suspension de tout prêtre qui, sous peine de sanction, ne se sépare de l'Eglise que par la force de la loi ecclésiastique. Une note, diffusée le vendredi 24 juin à Ecône, explique que « la persistance, l'ordre et l'activité de l'Eglise sont menacés et lésés d'une manière considérable », notamment dans les domaines de l'enseignement, de la liturgie, de la discipline ecclésiastique (...). Dans une situation de nécessité, les pasteurs de l'Eglise peuvent prendre des mesures extraordinaires pour protéger ou rétablir l'activité de l'Eglise ».

Les opposants

Sans remettre en cause leur attachement personnel à Mgr Lefebvre, un certain nombre de personnalités de la famille traditionaliste française se sont déjà déclarées hostiles au sacre d'évêques schismatiques. Elles ont aussi signé un manifeste commun et fondé un groupe, appelé Fidélité et Résistance, qui pourrait une structure d'accueil pour les prêtres et les séminaristes de la Fraternité Saint-Pie X qui, après le 30 juin, pourraient exprimer publiquement leur refus de désobéissance au pape.

A la tête de ce groupe, on trouve un prêtre perpignais, l'abbé Tourniol-Duclos. Celui-ci avait célébré la messe et prononcé l'hommage au cours de la manifestation en l'honneur de Jeanne d'Arc organisée par le Front national aux Tuileries, le dimanche 1^{er} mai dernier entre les deux tours de l'élection présidentielle. Il a été rejoint par Louis-Marie et Bruno de Blignières, fils d'Hervé de Blignières, ancien dirigeant de l'OAS. Le premier des

deux frères est dominicain dans un prieuré traditionaliste à Chéméré-le-Roi (Mayenne). Bruno, ancien saint-cyrien, est un bénédictin ordonné par Mgr Lefebvre, transfuge du monastère de Flavigny (Côte d'Or) rallié à Rome en 1986. « Curé » de l'église Saint-Louis de Port-Marly (Yvelines), occupée depuis dix-huit mois, il s'était distingué, le 5 avril 1987, en déclarant en chaire à propos de l'évêque de Versailles : « Thomas-Jaruzelski, même combat. »

A leur côté, parmi les opposants au schisme de Mgr Lefebvre, on compte aussi M. Romain Marie, dit Bernard Antony, député européen (Cité d'Or) rallié à Rome en 1986. « Curé » de l'église Saint-Louis de Port-Marly (Yvelines), occupée depuis dix-huit mois, il s'était distingué, le 5 avril 1987, en déclarant en chaire à propos de l'évêque de Versailles : « Thomas-Jaruzelski, même combat. »

Il entend rester fidèle à la messe de saint Pie V, mais déclarer « ne pas pouvoir suivre Mgr Lefebvre dans sa rupture avec le siège apostolique ». « Qu'on ne compte pas sur nous, ajoute l'appel de Fidélité et Résistance, pour accabler ceux qui se laisseraient tenter par la voie désespérée de la séparation. Mais nous sommes bien conscients d'exprimer la juste position des catholiques en rappelant notre fidélité au Vicaire du Christ et en renouvelant notre détermination de résistance à tout ce qui tend à démolir la foi catholique ».

Ce texte a soulevé une grande colère au sein de la Fraternité Saint-Pie X. « C'est une trahison », dit l'abbé Paul Aulagnier, représentant pour la France de Mgr Lefebvre, ajoutant : « Le Père de Bruno de Blignières, brillant colonel, avait plus le sens de la patrie que son fils le sens de l'Eglise ». Quand à l'abbé Philippe Laguerie, curé de l'église luthérienne occupée Saint-Nicolas-du-Charbonnet, il a déclaré de son côté que « de Blignières ne représente que lui-même. Ses fidèles de Port-Marly ne sont pas d'accord avec lui. Il aura les plus grandes difficultés à se maintenir, et la Fraternité pourrait récupérer ce lieu de culte ».

L'intéressé ne dément pas qu'une réunion « houleuse » s'est tenue le lundi 20 juin dans sa paroisse, mais il assure que des prêtres de la Fraternité, « empêchés jusqu'au 30 juin de le rejoindre », ont déjà pris la parole.

Parmi les adversaires de la décision de Mgr Lefebvre, il faut citer l'association l'Unité Voce pour la sauvegarde du latin. Son président, M. Henri Sauguet, membre de l'Institut, a écrit au fondateur d'Ecône pour le mettre en garde contre un geste qui aura « des conséquences désastreuses pour l'unité de l'Eglise et l'avenir de la Fraternité que vous avez fondée ».

Une grande partie des fidèles traditionalistes disent « espérer encore un miracle », et, avant de faire connaître leurs intentions, veulent attendre le sacre d'évêques par Mgr Lefebvre. « Est-ce une trahison ou un acte prophétique ? », s'interroge Dom Gérard Calvet lui-même, prieur du monastère bénédictin du Barrou dans le Vaucluse, l'une des personnalités les moins modérées du mouvement traditionaliste. Il ajoute pourtant : « Quel qu'il advienne, Mgr Lefebvre restera notre père spirituel. »

Les béatitudes

Président de l'association des Amis de Port-Marly, qui occupe l'église Saint-Louis, Christian Marquet avoue lui aussi « ne pas croire à certaines décisions de Mgr Lefebvre ». Nous ne voulons rester obéissants à l'Eglise, dit-il, ce qui ne veut pas dire soumis en tout. Nous réclamons la messe et le catholicisme traditionnel, mais nous ne sommes pas un troupeau béat. »

Le quotidien Présent, intégriste et lèpéniste, semble également embarrassé. Il publie, sans commentaires, les textes intégraux venant de Rome et d'Ecône. Dans un éditorial en date du 15 juin, son directeur, Jean Madiran, se garde de se prononcer sur la question de l'ordination des évêques. Il dit seulement que « dans la pire hypothèse où Mgr Lefebvre deviendrait schismatique, cela n'empêcherait en rien notre entente cordiale et notre collaboration politique avec lui ». Autre porte-parole de la « tradition catholique », Marc Dem, directeur du nouveau mensuel d'extrême droite, le Choc du mois, estime que pour sa part « [il] ne consacrerait pas d'évêques », mais croit, cependant, citant le cardinal Journet, qu'« un schisme suppose plus qu'une simple désobéissance et même plus qu'une obstination dans la désobéissance... ».

HENRI TINGOL.

« Jean-Paul II met en garde contre « le schisme ». — Jean-Paul II a exhorté, mardi 28 juin, les partisans de Mgr Lefebvre à « rester dans la maison du Père ». Le pape s'adressait en latin aux cardinaux réunis au Vatican en consistoire, pour la création de vingt-quatre nouveaux cardinaux. Il a prononcé pour la première fois publiquement le mot « schisme ».

« Nous sommes très attristés, a dit Jean-Paul II, par la nouvelle que l'un de nos frères dans l'épiscopat, qui, depuis plusieurs années, avait refusé l'obédience au Saint-Siège et avait été frappé de la peine de la suspension a décidé, par un acte sans mandat apostolique, de l'ordination d'évêques et rompre ainsi l'unité de l'Eglise, entraînant un bon nombre de ses partisans dans le schisme. » (AFP.)

Culture

ARTS

Le Monde • Mercredi 29 juin 1988 15

La 43^e Biennale de Venise

Les canaux de l'ouverture

La Biennale de Venise, en crise une fois de plus, n'avait toujours pas, il y a six mois, de directeur pour le secteur des arts visuels. Et une fois de plus le miracle s'est accompli. Tout était prêt le 26 juin pour l'inauguration officielle.

Giovanni Carandente, à qui est revenu, en février, la responsabilité de la machine, avait promis d'être efficace. Il l'a été, en directeur qui dirige, quitte à bousculer certaines habitudes de concertation, quitte à entrer dans les commissions et à y imposer ses choix, quitte à resserrer son programme autour de propositions moins ambitieuses que lors des éditions passées. Sans doute peut-on attribuer pour une bonne part au manque de temps la décision d'abandonner le principe d'un thème général, propice aux grandes démonstrations historiques-critiques et censé coordonner depuis 1972 l'ensemble des manifestations.

La Biennale, édition 88, n'a donc pas de thème susceptible de provoquer comme toujours débats, discussions et polémiques autour des locuteurs de l'art moderne et contemporain. Mais elle annonce un autre objectif fort louable : être, pour reprendre l'expression de son directeur, la « maison des artistes », en les présentant mieux, en faisant d'eux des vedettes, plutôt que les critiques.

À commencer par les Italiens, à qui a été rendue la totalité du pavillon central, remis dans son état d'origine, pour y faire le point sur la situation d'aujourd'hui, en confrontant des artistes de plusieurs générations, et auxquels ont été ajoutés quelques étrangers travaillant en Italie. Le choix surprend quelque peu, car là où l'on pouvait s'attendre à retrouver nombre de célébrités issues d'Arte Povera, un seul y figure en force : Kounellis, avec un grand environnement à base de charbon, serré par des rails contre des plaques de métal placées haut, comme des métopes sur un temple. En fait, l'exposition se décompose en quatre sections de quatre artistes chacune, et pas un de plus.

L'une propose les nouveaux développements de la peinture abstraite, dont on retient surtout les peintures noires très strictes de Burri et les découpes de formes colorées d'Accardi. La deuxième est vouée aux figures de l'« art-trans », avant-garde, où Paladino, qui dispose d'un espace scandalusement grand, s'effondre dans l'emphase,

entre Don Judd, Borys et quelques érudits ; où Chia donne dans la peinture tapissée façon Lurcat, moins la couleur ; où Clemente met un peu moins mal ses figures en pots ; où seul Cucchi s'en tire vraiment en martelant de grandes géographies d'or et d'argent.

C'est dans la troisième section, celle des usages de supports plurimédias, que l'on retrouve Kounellis, déjà évoqué, et le petit monde de Baruchello, un artiste un peu négligé dont les boîtes et les reliefs font semblant de raconter des histoires. La quatrième section est celle de la vague traditionnelle des peintres travaillant entre « nature et mythe », dont Morloti le céramiste, présent aussi, hors des Giardini, dans une petite exposition historique consacrée au Fronte Nuovo del Arte (aux Archives historiques de l'art contemporain, sur le Grand Canal), un épisode important de l'art italien de l'après-guerre, et dont Gutuso a été une des figures actives.

En hommage à Monet

Restent, pour finir le parcours, les salles des « italianisants » tels le Hollandais Dibbets, toujours fidèle à ses jeux de perspectives complexes, Sol LeWitt, qui donne dans les volumes pleins, non moins complexes, entourés de dessins de murs aux couleurs de cassini : l'Allemand Lüpertz, devenu à Cortone sculpteur de vieux sujets mythologiques, et Twombly, qui, romain depuis longtemps, cède à l'envie de faire des panneaux peints qu'on imagine parfaitement adaptables à des latrines romaines, dans lesquels il apporte la note verte et fraîche d'un salon d'été, en hommage à Monet, par nymphéas interposés.

Giovanni Carandente, dont on peut dire pour être gentil au sortir du pavillon italien, qu'il a cherché à planifier une sorte de pluralisme réparateur d'oubliés et d'élus, aime aussi la sculpture. Il en a voulu parmi les Italiens et plein les jardins. De la grande, signée par des grands, ouvrant dans des directions, là encore, fort diverses, de Chillida à de Kooning, mais mal logés dans le seul terrain neutre du territoire : l'allée principale, au point qu'on les voit peu.

L'intérêt, certes, mais relatif et limité de l'exposition italienne devrait jouer en faveur des expositions proposées dans les autres pavillons, directement gérés par les pays participants — une trentaine. Comme toujours, y trouve-t-on la plus provocatrice, Novati (Opéra de Lyon). On ne s'étonne pas de voir accéder à une renommée nationale des noms jusqu'à présent moins familiers, comme celui de Patrick Bonchain pour le CNAAC de Grenoble. Mais, lorsqu'on voit le projet choisi pour le musée de la même ville, et lorsqu'on connaît celui qu'avait proposé Henri Gaudin, on se demande si le label « grand projet » est concevable en toutes circonstances, et si le secrétariat d'Etat aujourd'hui constitué ne devrait pas être plus pointilleux sur la compétence ou la composition de jurys, à l'heure où la décentralisation a donné tant de pouvoirs aux maires. Il ne faut pas encourager les erreurs architecturales, même par pure charité politique.

On ne s'étonne pas de retrouver les noms les plus brillants : Sarfatti (Centre d'archives du monde du travail à Roubaix), Hauvette (Ecole Louis-Lumière à Marne-la-Vallée), Reichen et Robert (la Grande Halle de Tony Garnier), ou, dans sa version la plus provocatrice, Novati (Opéra de Lyon).

On ne s'étonne pas de voir accéder à une renommée nationale des noms jusqu'à présent moins familiers, comme celui de Patrick Bonchain pour le CNAAC de Grenoble. Mais, lorsqu'on voit le projet choisi pour le musée de la même ville, et lorsqu'on connaît celui qu'avait proposé Henri Gaudin, on se demande si le label « grand projet » est concevable en toutes circonstances, et si le secrétariat d'Etat aujourd'hui constitué ne devrait pas être plus pointilleux sur la compétence ou la composition de jurys, à l'heure où la décentralisation a donné tant de pouvoirs aux maires. Il ne faut pas encourager les erreurs architecturales, même par pure charité politique.

On ne s'étonne pas de retrouver les noms les plus brillants : Sarfatti (Centre d'archives du monde du travail à Roubaix), Hauvette (Ecole Louis-Lumière à Marne-la-Vallée), Reichen et Robert (la Grande Halle de Tony Garnier), ou, dans sa version la plus provocatrice, Novati (Opéra de Lyon).

On ne s'étonne pas de voir accéder à une renommée nationale des noms jusqu'à présent moins familiers, comme celui de Patrick Bonchain pour le CNAAC de Grenoble. Mais, lorsqu'on voit le projet choisi pour le musée de la même ville, et lorsqu'on connaît celui qu'avait proposé Henri Gaudin, on se demande si le label « grand projet » est concevable en toutes circonstances, et si le secrétariat d'Etat aujourd'hui constitué ne devrait pas être plus pointilleux sur la compétence ou la composition de jurys, à l'heure où la décentralisation a donné tant de pouvoirs aux maires. Il ne faut pas encourager les erreurs architecturales, même par pure charité politique.

On ne s'étonne pas de retrouver les noms les plus brillants : Sarfatti (Centre d'archives du monde du travail à Roubaix), Hauvette (Ecole Louis-Lumière à Marne-la-Vallée), Reichen et Robert (la Grande Halle de Tony Garnier), ou, dans sa version la plus provocatrice, Novati (Opéra de Lyon).

On ne s'étonne pas de voir accéder à une renommée nationale des noms jusqu'à présent moins familiers, comme celui de Patrick Bonchain pour le CNAAC de Grenoble. Mais, lorsqu'on voit le projet choisi pour le musée de la même ville, et lorsqu'on connaît celui qu'avait proposé Henri Gaudin, on se demande si le label « grand projet » est concevable en toutes circonstances, et si le secrétariat d'Etat aujourd'hui constitué ne devrait pas être plus pointilleux sur la compétence ou la composition de jurys, à l'heure où la décentralisation a donné tant de pouvoirs aux maires. Il ne faut pas encourager les erreurs architecturales, même par pure charité politique.

Jasper Johns : « Fall » (1966)



Par exemple, au pavillon allemand, si souvent sur la sellette, la prestation de Felix Droese, aussi pavée de bonnes intentions soit-elle — paix et désarmement — vous donne l'envie de fuir, parce que la violence de ses images est sans qualité. Au contraire de ce qui se passe au pavillon hongrois, dont on ne parle d'ordinaire jamais. Trois artistes y sont exposés, dont deux sont vraiment bien : Sandor Pinczehelyi, une sorte de Warhol intelligent et caustique, et Imre Bukai, un inventeur de sculptures d'objets en bois, qui rappelle Tony Cragg, décemment le meilleur de la jeune école de sculpture anglaise.

Structures primaires

Au pavillon espagnol, Susana Solano n'est pas mal son plus. Ses structures primaires, austères, en forme de cages et de cabines grillagées, ont aussi l'intérêt de voir à la lumière des petites pièces d'Osiza, le vieux Basque qui ne sculpte plus, mais qui a beaucoup donné et pense pour être au des pères de Chillida.

Autre bon artiste : Marius Rietz, au pavillon suisse. Il a son rythme personnel et son mode intimiste pour traiter de petites choses visuelles. Il est connu, sinon absolument reconnu, comme bien d'autres artistes de la Biennale. Notamment Valaire, que Bernard Ceysson, commissaire pour la France, a choisi de présenter, et qui reste très digne et rigoureux dans son propos strictement pictural, mal aimé, aussi conceptuel soit-il.

La France et quelques autres pays, trouvant leur espace trop petit pour montrer ce qu'ils ont choisi de montrer — Balès, Favier, Laget pour la France, la jeune sculpture pour la Hollande, Felice Varini pour la Suisse — ont pris des annexes en ville. Ces jeunes artistes nous ramènent à l'esprit général de la section Aperto, dont les quatre-vingt-six participants, sélectionnés par une commission internationale, alignent dans les travées des cordons de l'Arsenal des propos dont il n'émerge vraiment pas grand-chose.

La jeune création d'aujourd'hui, si prompt à s'emparer de tout, et même de ce qui s'est fait très récemment, au début des années 70, voire 80, est, selon Aperto 88, néo-conceptuelle, néo-dada, néo-minimaliste ou néo-constructiviste, mais surtout sans dogmatisme. Elle se cherche son sans humour, son sans ironie du côté de l'objet plutôt que de meuble (la Biennale a bien dû se situer par rapport à la dernière Documenta de Kassel, très design, très urbaine), mais, à l'occasion, peut tâter de la peinture, du croquis, de la sculpture traditionnelle, de l'écrit.

Pour le moment, les ambitions paraissent assez modestes. Mais il faut toujours se méfier des eaux dormantes. Et après tout, les chapexes ectoplasmiques de Barbara Blum, américaine, triomphante — elle a eu le prix des années de quarante ans — ne sont pas si mal balancés dans son environnement plein d'ondes invisibles.

Mais c'est vrai que la Biennale manque de piquant. Et c'est vrai qu'on peut toujours penser que ce genre de grande rencontre a pas beaucoup de sens aujourd'hui, où l'information a bien d'autres façons de circuler. Et c'est faux, car, plus que jamais, partout se fait sentir le besoin d'élargir le champ artistique, d'ouvrir la scène internationale à des pays périphériques. Pour le meilleur et pour le pire : pour le marché, sûrement, mais pas seulement. L'asphyxie réelle menace.

Alors, la Biennale de Venise, dont la structure est exemplaire en

matière de confrontation plurielle, peut retrouver le sens qu'elle avait perdu depuis longtemps. Elle s'y essaie cette fois, par exemple en invitant à Aperto des Australiens, ou des Indiens, ou des Soviétiques. En soi, c'est un événement. Comme dans un autre ordre d'idées, la présence des Saisons de Jasper Johns au pavillon américain (tableaux de 1985-1987). Que d'anciens disent académiques, mais qui sont d'un très grand artiste qui, à la soixantaine, atteint la plénitude d'un grand classique, qui se pense, réfléchit, médite sur la vie, sa vie, son histoire, l'histoire de la peinture. En toute modestie. Mais oui, il a eu le lion d'or. C'est un peu bête, il n'en avait pas besoin.

GENEVIEVE BRERETTE.

ROCK

Michael Jackson au Parc des Princes

Hollywood en tournée dans les lointaines provinces

64 000 personnes ont assisté, le 27 juin, au premier concert événement donné par Michael Jackson au Parc des Princes.

Notre époque manque, paraît-il, de stars et n'ose même pas se l'avouer. Michael Jackson, en tout cas, est une vraie star. Qui célèbre son trentième anniversaire en publiant une autobiographie (éd. M. Lafont) et en multipliant les concerts gigantesques à travers le monde. Michael Jackson a grandi devant un miroir. Sa vie se confond depuis vingt-cinq ans avec la musique. C'est l'histoire d'un petit garçon de cinq ans qui croyait si fort avoir été créé pour distraire les gens qu'il est devenu le double de Peter Pan en même temps que le chanteur le plus fêté de sa génération.

Ce qu'il avait entrepris avec ses frères, réunis dans le Jackson Five, avait fait la fortune de ses parents et celle de Berry Gordy, le patron de la firme discographique Tamla Motown. Ce qu'il a réalisé en solo (les albums *Thriller* et *Bad*) l'a hissé à la fois au rang de champion toutes catégories du show-biz et à la hauteur d'un capitaine d'industrie d'outre-Atlantique. C'est le plus grand succès d'édition des chansons des Beatles. Michael Jackson lui-même est l'un des personnages les plus représentatifs d'un rêve : celui d'une Amérique au sommet de la démesure. En ce sens, il est le frère noir d'Elvis Presley. Comme le « King », Michael Jackson est bien plus qu'un chanteur : un symbole vivant. Comme lui, il donne sur scène le meilleur de lui-même.

Enfin, il est aussi acteur. Il s'empare du public et lui communique l'émotion de la scène la plus directe. Il saute, glisse, se retourne,

tournoie, fixe l'assistance, danse à nouveau confondue au rythme, foudroyé dans la musique, les mains s'envolant, le corps se fondant, au rythme d'arrêts inouïs devant un pont musical. Le show au Parc des Princes, réglé à la seconde près, dure cent vingt minutes. Pour les privilégiés qui ont eu le bonheur de voir le spectacle aux États-Unis (*The Moonwalk* dans 24-25 avril), il y a de probables différences : pas de générique hollywoodien, pas de projection ni de laser, moins de gigantisme dans la mise en scène. Hollywood est en tournée dans les lointaines provinces d'Europe.

64 000 autres personnes sont attendues de mardi 28 juin. La recette brute des deux jours devrait être de 23,5 millions de francs. Michael Jackson est assuré d'une garantie minimum de 10 millions de francs pour les deux concerts, plus 85 % de la recette.

CLAUDE FLOUTER.

Le patineur lunaire

Deux énormes géants de chaque côté de la scène occupent la courbe sud du Parc des Princes permettant de distinguer dans un crépuscule brumeux des groins fuyants de l'homme à pied qui surgit dans une gerbe de feu de bengales et de fumigènes. Kim Wilde vient d'assurer une première partie, assez brève et pas trop convaincante, malgré une saynète culte de cyclistes noirs. Le temps d'installer dans les tribunes et sur la coulisse pelouse bichée environ soixante mille personnes de bonne humeur, venues adorer le fameux zombie du music-hall mondain, dans les absences et les silences sont franchement, l'homme à la timidité légendaire, Michael Jackson. Est-ce bien lui ?

Passé quelques bourrasques de brouillard artificiel, pas de doute. On reconnaît la silhouette mince, bardée de ceintures métalliques, de bracelets et de jerrycans cloutés, son déhanchement burlesque, la voix suave et doucement épileptique comme un pantin furieux qui se rattache toujours au bord du dérapage.

C'est sa voix claire, son allure fragile. On s'est tellement demandé dans les journaux écrits ou télévisés s'il était Peter Pan ou E.T. qu'on ne sait plus de quelle matière il est constitué. Va-t-il tenir le coup dans cet orage de décibels auquel l'architecture du Parc des Princes fait, d'échos en

réverbérations, un assez mauvais sort ?

Décrié comme un clone végétarien, zoophile et trafiqué, un survivant de la chirurgie esthétique, un Martin Gray de l'acharnement prophétique californien, on s'interroge. Qu'est-ce qu'il va cracher au premier ? Les dents, les implants capillaires, les doigts entortillés de spiradrap ? Rien de tout cela. Le frère Michael va très bien et n'a pas du tout l'air, comme E.T., de vouloir téléphoner à la maison. Et Peter Pan, que l'on sent, n'a jamais trépidé du train de corde façon ni protesté que « Dirty », Diana Ross, l'ait éclairé précocement vers l'âge de douze ou treize ans.

Lui perd beaucoup plus solide que la publicité qu'on lui fait, se ponctue chaque chanson d'un final appuyé, très théâtral, la jambe droite tendue, le corps frissonnant sous les surausures énormes, enthousiastes, de la foule.

Tourbillon magnétique

Il a la santé. Tourbillon magnétique, la fesse au vent, il rentre dans une petite tente, en ressort en loup-garou (pour *Thriller*), allume des ampoules sur sa veste, disparaît dans une cabine de magicien, grimpe sur une plate-forme pour planer une minute au-dessus des mortels, se déguise en mac de Chicago, tandis qu'un monstre

électrique, un dragon de lumière verte, danse dans une ballé débâchée d'effets spéciaux et de pédales propres à faire s'esbaudir les enfants et les parents.

Evidemment, les seuls qui le voient vraiment, les danseurs, les cameramen, des musiciens et des techniciens, sont les malheureux du premier demi-heure devant la scène qui paient cher de leur personne pour ce supplément de rêlé, et qu'on déconstruit rapidement, suffoqués de chaleur, au-dessus de la mêlée, dans les bras des videuses. Dans les tribunes on n'aperçoit qu'une star pulvérisée sur les écrans, et au milieu un minuscule bonhomme assourdi, qui pectolite. Avec un génie certain, il est vrai.

C'est dans la deuxième heure du show que Jackson dépense tout son talent de danseur, sans aucun doute le plus « débridé » depuis Fred Astaire, balise tout ce que la démesure d'un tel spectacle entraîne d'échecs, et emporte l'adhésion. Avec *Beat It* et *Billie Jean* il offre la démonstration de ses dons de chorégraphe sportif. Ce choréographe nerveux (*The Moon Walk*), ces pas glissés en arrière, ces trémoussements inimitables, ces effets de draps, cette agilité sympathique, ne sont qu'à lui et méritent que l'on braise les rigueurs de la RATP, qui s'est parfaitement adaptée, juste à l'heure du retour.

MICHEL BRAUDEAU.

ARCHITECTURE

Les grands projets culturels à l'IFA

Au sens large

Une exposition initialement organisée par la mission interministérielle de coordination des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme, récemment convertie en secrétariat d'Etat, présente à l'Institut français d'architecture (IFA) (1) les « grands projets culturels ».

Il faut prendre le terme « culturel » au sens large : ces grands projets ont pour point d'origine de n'être pas à Paris, tout en ayant en principe comme zone de rayonnement l'ensemble de la France. Tous n'ont pas une architecture remarquable (Paris aussi réserve des surprises...), mais le talent de quelques-uns compense soit les limites culturelles du projet, comme au Centre de recherches sur la Provence antique, d'Henri Girani, à Arles, soit une zone de rayonnement moyennement nationale, comme la médiathèque de Villeurbanne, due au Suisse Mario Botta (le Monde du 6 février).

LE FESTIVAL DE SAINT-DENIS et l'écran présentent

MARDI 28 JUIN • 20h30

LA BOHÈME

de Luigi Comencini

en présence de

BARBARA HENDRICKS

l'écran de saint-denis

48.20.99.20

Culture

CINÉMA

Une intégrale, un livre

Autour d'André Téchiné

Le cinéma L'Entrepôt présente, en collaboration avec les Cahiers du cinéma, l'intégrale André Téchiné (dix films réalisés en vingt ans) et une Carte blanche à André Téchiné qui a choisi les dix films de sa vie. Le 30 juin, à la librairie de L'Entrepôt, Atmosphère, Alain Philippou signera son livre consacré à André Téchiné.

Alain Philippou, enseignant de cinéma, rédacteur aux Cahiers depuis 1981, se situe bien dans la ligne de la revue, aménage, certes, depuis les années 50, mais pure et dure lorsqu'elle relie le passé au présent. Jean Eustache, célébré par Alain Philippou dans un ouvrage précédent, a fait le pont entre la nouvelle vague et André Téchiné qui, avec quelques réalisateurs de sa génération (Benoît Jacquot, Jacques Doillon, Chantal Akerman), luttaient contre le « naturalisme à la française » des années 70. On sait pour qui bat le cœur des Cahiers.

Alain Philippou part d'un souvenir d'enfant (un cinéma en Bretagne, pendant les vacances d'été) pour dire que toute image est une image de peur, et que la peur, le terreur, est le noyau central, le « lieu d'origine » de tous les films d'André Téchiné. Ce n'est pas une démonstration. Le langage analytique du biographe est animé par la passion, le goût d'un cinéma de nuits blanches qui fait passer le spectateur de l'autre côté de l'écran.

Pour Téchiné, Paulina s'en va, Souvenirs d'en France et Barocco

étaient des réflexions sur les structures cinématographiques, les codes et les genres. Déjà Barocco utilisait le thème du double fantasmatique, se référait à un imaginaire qui, à partir d'Hôtel des Amériques, ouvre une période romanesque et révèle, chez des écrivains ordinaires, des « caractères exceptionnels ». Thématique, cheminement, hantises, univers constamment en mouvement, en réinventant tous les mailles, toutes les composantes de l'œuvre de Téchiné, Alain Philippou fait plus que l'éclaircir. Il nous offre ces films tout chauds du grand élan de leur création.

Les entretiens avec Téchiné, Pascal Bonitzer, scénariste, Renato Berta, directeur de la photographie, Martine Giordano, monteuse, ne sont pas que documents objectifs à l'appui. L'itinéraire, proposé avant ces documents, des fictions et de la mise en scène du cinéaste-auteur a la fascination de l'évidence. Encore fallait-il ce talent d'un critique ayant lu, lui aussi, la coupe du romanesque tel qu'il le décèle dans ces films-là.

JACQUES SICILIER.

★ André Téchiné, de Alain Philippou. Ed. Cahiers du cinéma, collection « Auteurs », 156 pages illustrées, 79 F.

★ Jean Eustache, de Alain Philippou. Ed. Cahiers du cinéma, collection « Auteurs », 128 pages illustrées, 69 F.

★ Intégrale André Téchiné, jusqu'au 5 juillet : Club L'Entrepôt, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, 75014 Paris. Tél. : 45-40-78-38.

« Balance maman hors du train » de Danny DeVito

Larry Donner est un écrivain en panne d'inspiration. Son ex-femme est devenue célèbre et riche en publiant sous son nom un manuscrit qu'elle lui a volé. Il souhaite sa mort. Larry assure un cours de littérature. Un de ses élèves, Owen, garçon vivant sous la coupe d'une mère despotique, cherche à écrire des romans policiers. Il n'est pas doué. Lassé d'être poursuivi par Owen, Larry l'envoie prendre des leçons d'écriture criminelle chez Hitchcock. Owen voit l'Inconnu du Nord-Express et cela fait tilt dans sa tête. Il va tuer l'ex-femme de Larry et Larry tuera sa mère qu'il n'a pas le courage de supprimer lui-même. Owen passe à l'exécution de son projet sans avoir averti Larry. Naturellement, tout va de travers.

L'acteur Danny DeVito, petit gros nerveux et drôle, la tête dans les épaules et ne perdant pas un pouce de sa taille, a toujours besoin d'un partenaire qui lui renvoie la balle. On l'a vu avec Bette Midler, incroyable enjouement. Ici, le fringant Billy Crystal tourne en bourrique dans les intrigues insensées que lui mènent l'auteur.

Ce n'est pas vraiment une parodie d'Hitchcock malgré la référence. Plutôt une comédie burlesque. Danny DeVito, réalisateur, se souvient de Laurel et Hardy et des gags de dessins animés. Sa mise en scène manque de folie, mais on s'amuse presque tout le temps, ce n'est pas désagréable. Anne Ramsey est la mère castratrice et destructrice, bâtie comme un gorille, plus laide que les sept péchés capitaux. Un phénomène à donner des cauchemars : elle justifie la misogynie qui court à travers ce film où passe, un trop court moment, la nostalgie de l'enfance et de la figure effaçable du père.

J.S.

Communication

Les aventures de Péril ou le génie français

Canal Plus se lance dans le câble avec la CGV

Canal Plus et la société strasbourgeoise Compagnie générale de vidéotechnique (CGV) se lancent sur le marché du câble. Ils y exploiteront une nouvelle technique transportant un signal vidéo sur une simple paire de fils téléphoniques jusqu'à la prise péril du téléviseur. Cette technique permet d'obtenir des performances assez proches de

celles de la fibre optique à des coûts ne dépassant pas ceux du câble coaxial. La société Visicon (51% pour Canal Plus, 49% pour CGV) assurera le développement de ses réseaux. Une société financière permettra d'associer à l'entreprise les grands groupes déjà présents sur le marché de la télévision par câble.

Lorsque, à la fin des années 70, la mystérieuse petite broche à vingt-cinq broches fait son apparition au dos des nouveaux téléviseurs français, rares sont les téléspectateurs qui savent à quoi elle peut bien servir. La prise péril est — comme nombre d'innovations audiovisuelles nationales — une pure idée d'ingénierie. Pas bête d'ailleurs : il s'agit de ménager un nouvel accès au récepteur pour tous les « périphériques » à venir, jeux vidéo, magnétoscopes, etc.

La prise péril permet en outre d'utiliser pour ces nouveaux appareils un signal dit « vidéo composite » plus pur, moins sensible aux brouillages que le signal haute fréquence (HF) indispensable pour la transmission hertzienne de la télévision.

Cette solution raffinée mais un peu coûteuse serait restée lettre morte si les industriels de l'électronique nationale n'avaient songé à en tirer un parti fort différent. Pourquoi ne pas rendre obligatoire la petite prise pour freiner les importations japonaises qui commencent sérieusement à envahir le marché ? Après négociations avec les pouvoirs publics — subventions accordées pour réduire le surcoût de fabrication, — un décret de 1977 fait de péril une norme protectionniste obligatoire à partir de 1981. Thomson peut respirer.

Contraints de revoir leur chaîne

de fabrication, les Japonais réduisent donc momentanément leurs exportations de téléviseurs vers la France. Mais ils continuent de fabriquer magnétoscopes et jeux vidéo avec des prises HF sans se soucier le moins du monde de la norme péril. La petite prise protège donc nos téléviseurs mais reste inemployée jusqu'en 1984. Cette année-là, la petite broche à vingt broches va accueillir son premier client sérieux : le décodeur de Canal Plus.

L'existence de péril nous a permis de concevoir un décodeur simple marquant la qualité des images et un coût de fabrication relativement bas. Sans elle, l'équilibre économique de Canal Plus aurait été beaucoup plus aléatoire.

révèlent aujourd'hui les responsables de la chaîne payante.

Le lancement de Canal Plus ne va pourtant pas sans encombre. Dès novembre de nombreux abonnés se plaignent : leur décodeur ne fonctionne pas. Vérification faite, on s'aperçoit que certains constructeurs étrangers ont, pour forcer le blocus, équipé leurs téléviseurs de fausses prises péril : derrière les vingt broches, on ne trouve aucun câblage ! Mais il y a aussi le problème posé par tous les téléviseurs antérieurs à 1981 et dépourvus de la petite prise. Canal Plus fait alors appel à une petite société strasbourgeoise, la Compagnie générale de vidéotechnique, pour fabriquer des adaptateurs péril.

Moins cher

que les réseaux de la DGT

C'est en travaillant sur ce problème que les techniciens de CGV vont lancer la prise péril dans sa troisième aventure. « Nous nous sommes aperçus que le signal vidéo composite utilisé par péril fournissait une solution aux problèmes posés par la télévision par câble, raconte M. Jacques Bich, PDG de CGV. La Direction générale des télécommunications (DGT) s'était lancée dans la fibre optique, une technique remarquable mais hors de prix. Elle s'en est rabattue ensuite sur le câble coaxial moins cher. Mais le coaxial transporte des signaux HF de qualité inférieure et qui posent des problèmes d'interférences avec les ondes hertziennes. Ce qui limite, dans certaines villes, le nombre de canaux que le réseau peut transporter. Avec notre technologie Visicon, nous offrons des performances comparables à la fibre optique au même coût que le coaxial. »

Des affirmations que CGV entend démontrer à Lingolsheim, un

quartier de Strasbourg. Le réseau Visicon y reliera six mille cinq cents foyers à l'aide de minuscules fils de cuivre semblables à ceux du téléphone : une pose facile et rapide. A l'arrivée dans l'appartement, le raccordement se fait directement sur la prise péril : pas de coûteux sélecteurs de canaux ni de décodeur pour Canal Plus. Toute l'intelligence du réseau est contenue dans de petits centres de distribution informatisés. Ce sont eux qui expédient le programme réclamé par l'abonné, vérifient s'il est abonné aux canaux payants et comptabilisent éventuellement sa consommation. De plus, le réseau Visicon transporte — sans le détériorer comme les réseaux de la DGT — l'image D 2 Mac transmise par les satellites et premier pas vers la télévision à haute définition. Bref, toutes les performances attendues des réseaux interactifs en fibre optique, mais pour un coût nettement inférieur : moins de 2 700 F par prise installée contre 4 000, voire 5 000 F sur les réseaux installés par la DGT. Du coup, les abonnés de Lingolsheim ne paieront que 90 F par mois d'abonnement pour vingt-cinq programmes.

Une fois les performances de Visicon dûment vérifiées dans les laboratoires de la DGT, Canal Plus a mis tout son poids financier dans l'aventure. « Sollicité pour cent des abonnés seront un jour câblés, explique Christian de Frenay, directeur commercial de la chaîne payante. Restons-ils nos clients s'ils doivent payer, en plus, 140 F pour avoir le câble ? Nous avons tout intérêt à promouvoir une technique qui réduise les coûts. Nous voulons y associer sans exclusive la DGT et tous les opérateurs de réseaux pour qu'ils ne s'enferment pas dans leurs premiers choix technologiques. »

C'est bien là que réside le problème. Cinquante-deux villes françaises sont au passage d'être câblées par la DGT avec une technologie dont la rentabilité est pour le moins aléatoire tant le coût d'abonnement se révèle dissuasif (le Monde du 31 mars). Curieux génie français ! D'un côté, il impose la norme péril par frilosité protectionniste et, d'autre — grâce à elle mais sans l'avoir précédé — à faire de la première chaîne hertzienne payante au monde un succès commercial. De l'autre, il lance un plan câble de 50 milliards de francs qui tourne à la déroute industrielle et commerciale, faute d'avoir exploité les atouts de cette même norme péril.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Sept sur Sète

1 L'épaulard des mers

Grâce à Georges Conchon qui était notre président à nous, les « littéraires », et qui n'en est pas moins resté notre ami, je viens de passer une semaine fort agréable à Sète qui vient de prêter tout naturellement pour la cinquième année consécutive son cadre aux Journées internationales Georges-Brassens. C'est bien ma chance, le festival battraît de l'aile. J'espère que je n'y suis pour rien. Mais c'est vrai que le Midi libre, dans son édition dominicale, pour seuler notre départ, s'est fait l'écho d'un rumeur bien strasbourgeoise : cette fête studieuse ne serait plus ce qu'elle a été, les organisateurs seraient découragés. Les Sétois ne se sentiraient plus concernés, et les « Parisiens » seraient absents quand ils sont de marque ou feraient bande à part quand ils sont là !

Quant nouveau, il m'est difficile de juger de la qualité du millésime. Et je suis forcé d'admettre que Jean-Marc Roberts, par exemple, membre du jury de littérature, nous avait fait faux bond. A mon sens, c'est la faute au XX^e siècle de Lagarde et Michard. De lui avoir accordé cette année une page copieuse dans leur manuel lui a tourné la tête, à ce garçon, né en 1954. Depuis qu'il s'est vu qualifié de « romancier précoce », comme la dénonçait, il s'est cru tout permis. Nous devrions intervenir auprès de Bordas et des professeurs du XX^e siècle pour que le fragment de l'Ami de Vincent (1982), présenté sous le titre l'Imperméable vert, page 837, soit retranché du manuel en cas de récidive. Ce ne sont certes pas les écrivains de talent disciplinés qui manquent. Et pour ne citer que les membres de notre jury de littérature, il me semble qu'une page, si même deux tant qu'il s'agit de Genève Bréaz, de Philippe Canal, de Louis Gardiel, de Marie Nimier, d'Érik Orsenna, pour ne pas parler de Conchon, d'Isabelle Gellimard et de moi-même, ce qui serait placer la barre trop haut, deux pages de notre lauréat Marco Koskas (l'Homme de paille — Calmann-Lévy) feraient autrement l'affaire que l'imperméable du petit Roberts !

Pour revenir à nos journées, où les musées de la chanson, du théâtre, du cinéma et de la littérature ont mêlé leurs voix dans une relative harmonie, ce serait une erreur de les interrompre. Il faut un quart de siècle pour faire un prix qui vaille, pour que cent mille personnes à dates fixes achètent de confiance un Goncourt, un Femina dont l'an d'après elles auront oublié le titre et l'auteur, il en faudra autant pour que les journées deviennent vraiment internationales. Beaucoup d'entre nous seront morts. Ce n'est rien. Sète, avec sa nasse de canaux et de ponts, dans son enfermement insulaire et charmant, favorise d'une façon paradoxale promenades et rencontres. C'est parce que Sète, c'est le bout du monde que le monde trouvera plaisir à y venir. Ne hâtons pas trop le mouvement.

Un jour, on regrettera l'Orque bleue, mon hôtel, tel que je l'ai connu en juin 1988. Les dames de la réception, lointaines descendantes de l'épaulard des mers, qui déchire, dit-on, dans sa féroce native, les lèvres de la baigneuse vous remettaient une clef que je ne souhaitais à personne d'égarer tant les conséquences en seraient redoutables. A 21 heures tapantes en effet l'Orque bleue fermait au monde sa lourde porte cochère d'ancienne

maison bourgeoise. C'est en vain que vous auriez tambouriné, sonné, téléphoné, nos hôtesse s'étaient retirées jusqu'au matin dans leur appartement. Cette clef est une faveur due à notre coupable réputation de parisiens.

Dans les temps archaïques du festival, on m'a assuré que mes prédécesseurs n'avaient eu longtemps le choix qu'entre se coucher de bonne heure ou dormir à la belle étoile sur les collines du mont Saint-Clair, à côté du cimetière marin. Ce n'est pas pour rien que l'Orque bleue héberge le jury de la littérature dans sa totalité. C'est l'hôtel idéal pour l'écrivain. Tout y pousse à l'air. De peur de perdre sa clef, il se couchera à l'heure des poules. Réveillé de bonne heure par le bétonnière et les mille bruits du port, il ne risque pas de s'assourdir devant son petit déjeuner, qui d'ailleurs n'est jamais servi en chambre et qu'il doit avaler impérativement entre 7 h 30 et 9 heures dans la salle commune. L'absence de bar et de restaurant évite toute tentation. Les chèques ne sont pas acceptés par la direction, lit-on. Et le contingent de cendres est fixé à quatre par personne. Tout concourt à la rusticité des mœurs.

2 Conseils pratiques

L'on emportera avec soi un ou deux « Masques à facettes à lire dans l'air », l'Homme en or, par exemple, de John Dickson Carr, une enquête de Sir Henry Merivale qui date de 1942 et que la librairie des Champ-Viviers vient de rééditer dans une traduction de Jean Loriot. Quel de plus agréable que de débiter l'année 1939 à l'étage supérieur d'une maison de campagne, à moins de 30 kilomètres de Londres, avec la neige qui tombe sur les toits et le chauffage central qui gorgouille dans les radiateurs. Dans la pièce qui sert de petit théâtre, on a même installé un bar moderne, minuscule mais bien pourvu. Pour plus de sécurité, vous prendrez le dernier P.D. James Une folie meurtrière (v.o. à mind to murder traduit de l'anglais par Françoise Brodsky, Fayard, 95 F).

Pour se déplacer dans la région, je fais confiance à Jacques-Louis Delpel et à son Languedoc-Roussillon (Nathan, 79 F). C'est Delpel qui m'a encouragé à aller au Musée Paul-Valéry à la recherche du Chapeau épinglé, de Renior, qui représente M^{re} Gobillard, la future femme du poète. Comme auteurs livres, j'en ai emporté, volontairement, que des guides, pour mieux goûter le contraste. Ainsi l'Italie d'Yves Hersant (« Bouquins », Robert Laffont, 120 F) que je vous avais déjà signalé il y a quelques semaines et dont je me propose de vous entretenir vraiment en juillet ou en août, quand vous serez en vacances. Par sadiame : pour vous gâcher les vôtres ! Et si vous ne parlez pas, pour vous en offrir à ma façon. L'assise d'Yves Hersant (v.o. le des, c'est d'avoir découpé ses italiques en trois parties afin d'en renouveler l'intérêt).

Son premier voyage est purement littéraire. Il va de style en style, de Charles de Brocques (Lettres familières écrites d'Italie) à Maurice Barrès (Du sang, de la volupté et de la mort). Sa deuxième Italie est géographique : du Nord au Sud ; du Simplon en compagnie de Chateaubriand à la Sicile de Jean-Marie Roland de la Platière (1734-1793), fondateur en 1790

du club des Jacobins lyonnais. A l'annonce de l'exécution de sa femme, il se suicide dans un champ.

La dernière Italie est alphabétique, de A à Z suivant une mode journalistique récente empruntée aux philosophes du dix-huitième siècle. On va ainsi d'Amour (Roussseau, Dupuy, Lamartine, Flaubert, Taine) à Zoologie (Misson, Labat, Lande, Castellan, Lullin de Châteauneuf, Dumas). En si bonne compagnie, nous n'aurons pas le temps de nous ennuyer, ce qui, d'été, est la grande affaire. Si Jacob Frédéric Lullin de Châteauneuf (1772-1841) ne vous disait rien, apprenez que ce citoyen helvétique, agronome réputé, était s'inspecteur principal des dépôts de minerais !

Zoologie, l'idée était astucieuse. Michel Grivelet, Marie-Madeleine Martinet et Dominique Goy-Blanquet, auteur d'un récent et fort pratique Shakespeare de A à Z... ou presque (Aubier, 198 F) auraient dû y songer qui donnent leur langue au chat devant cette foule de lettres en la faisant joliment insulter par Shakespeare en guise d'avertissement ! « Thou whoremonger ! Thou, unnecessary letter ! » Lear II, 2, 64, ainsi traduit : « Va donc, fils de pute d'espèce de Z ! va donc lettre inutile ! » Pour vous remémorer les pièces de Shakespeare, ses personnages, les auteurs contemporains, les traducteurs, la société de l'époque, le théâtre de ce temps, les éditions originales, la famille de Shakespeare, Shakespeare lui-même, ce livre est incomparable. Shakespeare de A à Z vous donnera une fringale de Shakespeare, envie de lire ou relire son théâtre.

Toujours dans un souci de dépassement, d'oublier par la lecture l'endroit où je suis, j'avais emporté dans l'édition des œuvres complètes de Victor Hugo en quinze volumes, publiés chez « Bouquins » Laffont, qui est vraiment mon éditeur favori en ce moment, le tome consacré aux voyages. Le Rhin, la Belgique et les Pyrénées, c'est délicieux quand on se trouve dans l'Hérault ! Hugo en Espagne parlait de deux prêtres sales : « Bouches de truies dans la friture. » Et encore : « Les portes sont ornées de clous comme les habits de boutons. Les maisons sentent le sacré. » Sur la nourriture près de Cadix : « On ne sait quelle viande on mange. C'est rouge, mince et dur. — Est-ce du bœuf, du cochon, du mouton, du chien, du chameau, de l'ours ? — C'est du veau. »

3 La grande muette

La presse française va devenir neurosténique, se ronger les ongles jusqu'au sang, si nos leaders ne se dévouent pour lui offrir du spectacle, des affaires, cet été. Jamais le paysage politique de notre pays n'a eut bougé que ces derniers mois, et rien n'y est dit.

Dans le monde entier, c'est pareil. On va passer enfin aux choses sérieuses. Mais le vocabulaire nous manque pour décrire ce changement dans sa simplicité. Qui va commencer à ouvrir la bouche ? L'homme d'Etat ? Le commentateur ? Le citoyen ? Ah ! comme les diamants de Bokassa étaient pratiques, comme nous regrettons l'affaire du Carrefour du développement ! C'était le bon temps.

M. Etienne Pflimlin succède à M. Roger Fauroux à la tête du Monde-Entreprises

L'assemblée générale ordinaire de la société anonyme le Monde-Entreprises, groupement de personnes physiques et morales qui détient 8,3 % du capital de la SARL éditrice du Monde, s'est réunie le 23 juin au siège du journal, sous la présidence de M. Roger Fauroux. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1987, qui donnent lieu pour la première fois au versement d'un dividende. L'assemblée a nommé administrateurs M. Etienne Pflimlin ainsi que les sociétés Sofing et Air Inter, représentées respectivement par MM. Jean-Louis Belfa et Pierre Felsen.

Le conseil d'administration, qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée, a pris acte de la démission, du fait de son entrée dans le gouvernement, de M. Fauroux et lui a exprimé ses vifs remerciements pour le rôle essentiel qu'il a joué dans la fondation et le développement de la société. Le directeur du Monde, M. André Fontaine, qui était présent, a rappelé de son côté tout ce que M. Fauroux avait fait pour le journal comme porteur de parts de la SARL et membre du conseil de surveillance.

M. Pflimlin a été élu président en remplacement de M. Fauroux. Il a rendu un vif hommage, auquel M. André Fontaine s'est associé, à la mémoire de M. Pierre Guichard, président du conseil de surveillance de Casino et administrateur du Monde-Entreprises, récemment décédé (le Monde des 21 et 26 juin).

[Né en 1941, polytechnicien, énarque, M. Etienne Pflimlin est président du Crédit mutuel d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté et du conseil de surveillance de la Banque fédérale du Crédit mutuel.]

M. Robert Maxwell rencontre les dirigeants de la CIT

A peine venait-il de prendre une importante participation dans le capital du quotidien israélien Maariv (30 % environ) que M. Robert Maxwell refaisait parler de lui, samedi 25 juin, en Belgique. Il déjeunait cette fois à Charleroi avec les chefs de gouvernement belge et luxembourgeois, MM. Wilfried Martens et Jacques Santer, l'ancien ministre des finances Marc Byskens et les dirigeants du groupe Bruxelles-Lambert et de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) MM. Albert Frère, Jacques Rigaud et Gaston Thorn. Selon RTL-Télévision, les convives ont évoqué la mise sur pied d'un réseau européen de télévision et la création d'une centrale d'achat de droits de diffusion.

Le mandat de la presse britannique prépare, en effet, le lancement d'une nouvelle chaîne par satellite, Home Video Company, ainsi que celui d'une société de distribution de produits audiovisuels. Celle-ci devrait, non seulement vendre les produits des nombreuses sociétés françaises de production, dont M. Maxwell est actionnaire, mais aussi, « investir sur script ». Elle serait également, selon ses responsables, déjà en négociation pour l'achat de catalogues de longs métrages.

Cette rencontre — prévue depuis deux mois — intervient après l'annonce de la création d'une société de joint-venture de M. Maxwell et la Société générale de Belgique, avec laquelle le groupe GBL entretient des liens traditionnels (le Monde du 25 juin). Elle intervient aussi après que le groupe Maxwell et les éditions Dupuis, dont GBL détient 50 % du capital, ont décidé d'investir à partir dans la construction d'une nouvelle imprimerie (le Monde du 26-27 juin).

L'EVENEMENT 1988
JOHNNY CLEGG & SAVUKA
AVEC EUROPE 1

39 CONCERTS
PLUS DE 500.000 SPECTATEURS

JOHNNY CLEGG
USHESHE UBUYE!

(JOHNNY CLEGG A BIENTOT)



EUROPE 1

CONFÉRENCES

10, avenue Corentin-Cariou (salle Bertin). Entré 30 : « Vieilles traditions » ; Entrée Bore (Clément de la France et de l'Indochine).

15, rue des Francs-Bourgeois. Entré 30 : « Vers un état général d'émancipation ? », par Jean-Pierre Gouzy (Association de l'Europe).

17, rue Jean-Dolent. Entré 30 : « Droits de l'homme et régime », avec G. Gallissot, Claude Julien, Madeleine Reberionis, Pierre-André Taguieff

CONFÉRENCES

10, avenue Corentin-Cariou (salle Bertin). Entré 30 : « Vieilles traditions » ; Entrée Bore (Clément de la France et de l'Indochine).

15, rue des Francs-Bourgeois. Entré 30 : « Vers un état général d'émancipation ? », par Jean-Pierre Gouzy (Association de l'Europe).

17, rue Jean-Dolent. Entré 30 : « Droits de l'homme et régime », avec G. Gallissot, Claude Julien, Madeleine Reberionis, Pierre-André Taguieff

CONFÉRENCES

10, avenue Corentin-Cariou (salle Bertin). Entré 30 : « Vieilles traditions » ; Entrée Bore (Clément de la France et de l'Indochine).

15, rue des Francs-Bourgeois. Entré 30 : « Vers un état général d'émancipation ? », par Jean-Pierre Gouzy (Association de l'Europe).

17, rue Jean-Dolent. Entré 30 : « Droits de l'homme et régime », avec G. Gallissot, Claude Julien, Madeleine Roberson-Ju, Pierre-André Taguieff

CONFÉRENCES

10, avenue Corentin-Cariou (salle Bertin). Entré 30 : « Vieilles traditions » ; Entrée Bore (Clément de la France et de l'Indochine).

15, rue des Francs-Bourgeois. Entré 30 : « Vers un état général d'émancipation ? », par Jean-Pierre Gouzy (Association de l'Europe).

17, rue Jean-Dolent. Entré 30 : « Droits de l'homme et régime », avec G. Gallissot, Claude Julien, Madeleine Reberionis, Pierre-André Taguieff

30, avenue Corentin-Carion (salle Jean Berlin). 18 h 30 : « Vieillir, un handicap ? ». Entrée libre (Cité des sciences et de l'industrie).

35, rue des Francs-Bourgeois. 18 h 30 : « Vers les états généraux d'Europe ? », par Jean-Pierre Gouzy (Maison de l'Europe).

27, rue Jean-Dolent. 19 h 30 : « Droits de l'homme et racisme », avec René Gallissot, Claude Julien, Madeleine Rabieroux, Pierre-André Taguieff (L'Esprit).

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

*Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7*

ABONNEMENTS
36.15 LE MONDE.

Informations « services »

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Une 5ème de m. Pl. Juv. EVRY (91) MARDI 12 JUILLET 1988 à 14 h 30
MAISON à ST-GERMAIN-LES-ARPAJON (91290)
à usage d'habitation - Licéité - Le Pré aux Canes - 39, route d'Aulnay
Cce 1 ha 09 a et 34 ca - Mise à Prix 3 000 000 de F
S'adr. S.C.P.R. ELLIAT, L.M. GRIMAL, F. ELLIAT, avocats à Evry, 91000
3, r. du Village - Tél. 68.77.56.10.

Vente aux enchères au Tribunal de Nanterre le jeudi 7 juillet 1988 à 14 h
UN APPARTEMENT
à BOULOGNE-BILLANCOURT
(Hauts-de-Seine)
92, avenue Victor-Hugo
de 3 p.p. au 4^e étage et une cave
Mise à Prix : 150 000 F
Me WISLIN, avocat, 7, avenue de Madrid, 92200 NEUILLY-S-SEINE
Visite le 4 juillet 1988 de 14 h à 15 h

Vente au Palais de Justice de Versailles, 3, place André-Mignot
le mercredi 6 juillet 1988 à 9 h 30
MAISON D'HABITATION à MONTESSON
(Yvelines)
9 et 11, rue Alfred-de-Musset
Arrondissement de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Sur 689 m², de 5 p.p. sur 2 n.v., entrée, cuis. 2 s. de b., wc, arage pour 2 voit.
Jardin
Mise à Prix : 300 000 F
Pour renseignements, s'adresser à SCP JEAN SILLARD et AUTRES,
79 bis, Bd de la Reine VERSAILLES. Tél. : 39-50-02-99

Vente au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 7 juillet 1988 à 14 h 30
UN APPARTEMENT
dans un immeuble à
PARIS-10^e, 58, quai de Jemmapes
Bât. C2 7^e étage de 3 pièces, cave et parking
OCCUPATION (voir cahier des charges)
Mise à Prix : 300 000 F
+ charges de copropriété du 12 juillet 1985
M^{re} Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris 9^e, 48, rue de Cléry, 48-74-45-85
M^{re} MIZON, syndic à PARIS, 60, bd de Sébastopol.

Vente aux enchères au Tribunal de Nanterre, le jeudi 7 juillet 1988 à 14 h
UN APPARTEMENT
à BOULOGNE-BILLANCOURT
(Hauts-de-Seine)
13, boulevard d'Auteuil
de 3 p.p. au 2^e ét. Une resserre, un parking
LIBRE DE LOCATION - OCCUPÉ par l'épouse du saisi
Mise à prix : 800 000 F
M^{re} WISLIN, avocat, 7, avenue de Madrid, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Visite le 5 juillet 1988 de 11 h à 12 h

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de CRETEIL,
le jeudi 7 JUILLET 1988, à 9 h 30, EN UN LOT :
1^{re} PROPRIÉTÉ à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
comp. PAVILLON D'HABITATION de 5 p.p., prime, jardin s. ter. 202 m²
2^{re} PROPRIÉTÉ à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
comp. PAVILLON D'HABITATION de 2 p.p., jardin de lequel se trouvent
édifiés 4 boxes automobiles, s. ter. 267 m²
MISE A PRIX : 500 000 F
S'adr. M^{re} S. TACNET, avocat à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94),
20, rue Jean-Jaurès. Tél. : 47-06-94-22. M^{re} B. LEPOD-COUTURIER, avocat
à PARIS (17^e), 12, rue Théodore-Ribot. Tél. : 47-66-59-89.
Ts avocats pris trib. gde inst. de CRETEIL. Sur lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre,
le jeudi 7 juillet 1988 à 14 h
en quatre lots
à CHAVILLE (Hauts-de-Seine)
23, rue de la Monnaie
1^{er} lot : APPARTEMENT de 3 pces et cave
2^{er} lot : PAVILLON de 2 p. const. la total. du bât. C
3^{er} lot : UN TERRAIN à BATIR de 123 m²
4^{er} lot : CINQ BOXES dans le bâtiment F
Mises à prix : 1^{er} lot : 15 000 F - 2^{er} lot : 25 000 F - 3^{er} lot :
12 500 F - 4^{er} lot : 60 000 F. Total des mises à prix : 112 500 F
Rens. s'adr. à : M^{re} DENNERY-HALPHEN, avocat à Boulogne-
Billancourt (92) 12, rue de Paris - 2. S.C.P. COURTEAULT, LECOCQ,
RIBADEAU-DUMAS, 17, av. de Lamballe, Paris-10^e. Tél. : 45-24-46-40
Au Greffe du Trib. de Gde Inst. de Nanterre ou sur les lieux pour visiter

Vente au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 7 juillet 1988 à 14 h 30
en trois lots
à SAVIGNY-SUR-ORGE
(Essonne)
1^{er} lot : UN PAVILLON non achevé
6, allée de la Fraternité
LIBRE - Mise à prix : 300 000 F
2^{er} lot : UN PAVILLON non achevé
8, allée de la Fraternité
LIBRE - Mise à prix : 300 000 F
3^{er} lot
CONSTRUCTION partiellement commencée
LIBRE - Mise à prix : 100 000 F
M^{re} Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris 9^e, 48, rue de Cléry, 48-74-45-85
M^{re} B. PENET, liquidateur à Paris, 3, rue du Renard

Vente au Palais de Justice de PARIS, le jeudi 7 juillet 1988, à 14 h 30
en 8 lots
à PARIS (7^e)
56, rue de Verneuil
APPARTEMENT
de 2 pièces et dépendances au 5^e étage
LIBRE - Mise à prix : 500 000 F
à NEUILLY-SUR-SEINE (92)
38 bis, rue Madeleine-Michelis
1^{er} UN LOCAL
au rez-de-chaussée
LIBRE - Mise à prix : 30 000 F
à PARIS 10^e, 205, rue du Fg-St-Martin
1^{er} APPARTEMENT
de 4 pièces au 5^e étage
LIBRE - Mise à prix : 200 000 F
2^{er} UN LOGEMENT
de 2 pièces au 6^e étage
LIBRE - Mise à prix : 100 000 F
à PARIS (15^e)
9 et 11, rue Falguière
(Villa Gabriel)
ATELIER D'ARTISTE
LIBRE - M.A.P. : 500 000 F
à NEUILLY-SUR-SEINE (92)
21 PETIT PAVILLON
s/cour, 2 p.
LIBRE - M.A.P. : 100 000 F
à PARIS 10^e, 205, rue du Fg-St-Martin
3^{er} UN LOGEMENT
de 2 pièces
LIBRE - Mise à prix : 100 000 F
4^{er} UNE RESERVE
au rez-de-chaussée
LIBRE - Mise à prix : 100 000 F
M^{re} Yves TOURAILLÉ, avocats associés, avocat à Paris 9^e, 48, rue de Cléry
Tél. : 48-74-45-85 - M^{re} P. MIZON, syndic à Paris, 60, bd de Sébastopol

Sports

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Ivan le jardinier

Deux des huit joueuses qui devaient disputer les quarts de finale des championnats de Wimbledon ne sont pas têtes de série : l'Américaine Rosalyn Fairbank et la Française Pascale Paradis, qui ont battu respectivement, le lundi 27 juin, la Soviétique Natalia Zvereva et l'Australienne Anne Minter. Dans le tableau masculin, Pat Cash, Stefan Edberg et Mats Wilander se sont qualifiés en trois sets secs, tandis qu'Ivan Lendl est resté quatre heures quarante-six minutes sur le court et a disputé soixante-huit jeux pour l'emporter en cinq manches sur l'Australien Mark Woodforde.

LONDRES
de notre envoyé spécial

Si l'on avait fallu donner un pronostic sur les huitièmes de finale masculins on aurait écrit sans hésiter que Mats Wilander était le plus menacé de tous les candidats au titre anglais. Le champion des Internationaux d'Australie et de France avait, lundi, en travers de son chemin, pour la troisième levée du grand chelem, Zvereva et Zvereva. Ce Yougoslave est un poids lourd des courts comme Myke Tyson sur le ring d'ailleurs. Il avait déjà mis KO Wilander à Wimbledon en 1985, lors du premier tour.

Echecs

La Coupe du monde à Belfort

Kasparov frappe trois fois

A quatre rondes de la fin du Tournoi de Belfort comptant pour la Coupe du monde d'échecs, Garry Kasparov a pris une option très ferme sur la victoire finale. Le champion du monde, dépassé par Ehlvest à la huitième ronde (le Monde du 25 juin), a réalisé un exploit dans les trois rondes suivantes en battant successivement Ljubojevic (avec les Noirs), Andersson puis, encore avec les Noirs, Beliavski, lors de la onzième ronde, le lundi 27 juin.

Quant à Karpov, s'il a réussi à faire trébucher Ehlvest, il se retrouve avec deux journées sur les bras dont l'issue est incertaine. On notera l'excellent parcours de Spassky, alternant des « nulles de salons » et des victoires.

RÉSULTATS

Neuvième ronde : Huchner-Karpov aj. (61) ; Timman-Ribbi 0-5,0-5 (14) ; Speelman-Nogueiras 0-5,0-5 (41) ; Spassky-Yousoufov 1-0 (39) ; Hjartarson-Sokolov 0-5,0-5 (25) ; Ljubojevic-Karpov 0-1 (19) ; Sokolov-Ljubojevic 1-0 (32) ; Yousoufov-Hjartarson 0-5,0-5 (48) ; Nogueiras-Spassky 0-5,0-5 (12) ; Ribbi-Speelman 1-0 (67) ; Huchner-Karpov aj. (61) ; Speelman-Huchner 0-5,0-5 (13) ; Spassky-Ribbi 0-5,0-5 (13) ; Hjartarson-Nogueiras 0-5,0-5 (73) ; Ljubojevic-Sokolov aj. (61) ; Beliavski-Karpov 0-1 (27) ; Ehlvest-Short 0-5,0-5 (12).

CLASSEMENT

1. Kasparov, 8,5 ; 2. Ehlvest, 7,5 ; 3. Spassky, 6,5 ; 4. Karpov, 6 (2 aj.) ; 5. Huchner et Sokolov, 6 (1 aj.) ; 6. Ribbi, 6 ; 8. Short, 5,5 ; 9. Nogueiras, Speelman et Yousoufov, 4,5 ; 12. Andersson, 4 (1 aj.) ; 13. Beliavski, Hjartarson et Ljubojevic, 4 ; 16. Timman, 3,5 (1 aj.).

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES
PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre le jeudi 7 juillet 1988 à 14 h
en un seul lot
UN LOGEMENT
dans un immeuble sis à
CLICHY-LA-GARENNE
(Hauts-de-Seine)
50, RUE MARTRE
au rez-de-chaussée du Bât. A, porte à droite dans l'entrée de l'immeuble, comprenant séjour avec coin-cuisine, chambre, salle d'eau avec water-closet.
Mise à prix : 60 000 F
S'adresser pour tous renseignements :
1) Au cabinet de M^{re} Catherine DENNERY-HALPHEN, avocat,
12, rue de Paris à 92100 Boulogne.
Tél. : 46-03-64-84.
2) Au cabinet de la SCP SCHMIDT-DAVID-GUIBÈRE, Société d'Avocats,
76, avenue de Wagram à Paris 17^e.
Tél. 47-43-25-24.

cise légal de l'entraînement, n'ont pas été sans effet. Lundi, Lendl s'est rué au filet derrière non seulement ses premiers services mais encore les seconds. A force de se forcer, il vole en on ne peut plus correctement.

Le cas de Woodforde aurait aussi dû être traité rapidement. Mais, pour qu'un point soit concédé par l'enchaînement service-volée, encore faut-il que la première partie de ce diptyque soit réalisée. Lendl, l'un des plus redoutables serveurs du circuit, a mis au point une procédure exaspérante. Mais, lundi, il avait beau gratter les cordes de sa raquette avec l'application d'un rempailleur aveugle, prendre sa respiration comme un héros du Grand Bleu avant de s'enfoncer dans les profondeurs océaniques, il a eu 50 % de déchets sur sa première balle et la deuxième n'a pas atterri vingt et une fois dans le carré qui est sa destination normale.

« Je devais prendre tous les risques », a-t-il expliqué. Le retour de Woodforde est son meilleur coup. Apparemment cette faculté de l'Australien n'avait pas inquiété Lendl lorsqu'il l'avait battu en trois sets à Melbourne. Woodforde a-t-il fait des progrès depuis ? La lecture

● **BOXE** : Mike Tyson conserve son titre. - Il n'a pas fallu que quatre-vingt-deux secondes à Mike Tyson, vingt-deux ans, pour conserver, le lundi 27 juin à Adlens-City, son titre de champion du monde des poids lourds. Son compatriote Michael Spinks, invaincu en trente et un combats, a été envoyé au tapis dès les premières secondes. Etourdi par cet assaut initial, il ne put jamais s'opposer à la puissance de son jeune adversaire qui, en moins de deux minutes, a refait une bourse record de 20 millions de dollars (environ 120 millions de francs).

de son palmarès ces derniers mois indique que c'est évident. Mais le trouble de Lendl ne l'était pas moins. Qu'il s'en soit sorti dans ces conditions démontre une détermination qui est ici la sienne cette année.

Peut-être que ce match pèsera aussi lourd dans les jambes de Lendl que celui contre McEnroe à Paris. Peut-être sera-t-il amoindri pour affronter le vainqueur de la rencontre Mayotte-Leconte, interrompue par la pluie à deux sets à rien en faveur de l'Américain. Mais si Lendl passe le cap des quarts de finale, il faudra en faire définitivement un favori.

ALAIN GIRAUD.

LES RÉSULTATS DU LUNDI 27 JUIN

SIMPLES MESSIEURS

Lendl (Tch., 1) b. Woodforde (Aus., 56), 7-5, 6-7 (6-8), 6-7 (4-7), 7-5, 10-8 ; Mayotte (E.U., 3) et Leconte (Fra., 10), 6-4, 7-6 (7-5), match arrêté ; Cash (Aus., 4) b. Oikowski (URSS, 48), 6-3, 6-3, 6-3 ; Connors (E.U., 3) et Kuchner (RFA, 89), 7-5, 6-7 (7-9), 6-6, match arrêté ; Edberg (Sue., 3) b. Yon (Aus., 150), 6-2, 6-4, 6-4 ; McEnroe (Tch., 7) b. Masar (Aus., 64), 4-6, 6-2, 6-4, 6-2 ; Wilander (Sue., 2) b. Zvereva (You., 23), 6-4, 7-6 (7-1), 7-5.

SIMPLES DAMES

S. Graf (RFA, 1) b. M.-J. Fernandez (E.U., 16), 6-2, 6-2 ; F. Paradis (Fra., 55) b. A. Minter (Aus., 29), 6-4, 5-7, 6-4 ; P. Sturmer (E.U., 3) b. M. Mayotte (Sue., 14), 6-2, 6-2 ; Z. Garrison (E.U., 12) b. G. Sabatini (Arg., 5), 6-1, 3-6, 6-2 ; M. Sukova (Tch., 6) b. B. Potter (E.U., 18), 7-6 (7-4), 6-4 ; C. Everet (E.U., 4) b. E. Adams (E.U., 126), 6-3, 6-0 ; R. Fairbank (A.F.S., 44) b. N. Zvereva (URSS, 9), 6-2, 4-6 ; L. Savchenko (URSS, 13) et M. Navratilova (E.U., 2), 3-2, match arrêté.

Le Carnet du Monde

Naissances

Thierry et Isabelle MALVOISIN, Charlette, ont la joie d'annoncer la naissance de
Alice,
le 22 juin 1988.
20, rue Yves-Toudic, 75010 Paris.

Décès

Jeanne Devauchelle, Paul Meunier et Marc Brun ont la douleur d'annoncer le décès de

M^{re} BARGOIN, que ses nombreux amis appelaient Barbara.

Selon sa volonté, ses cendres, jointes à celles de son fidèle Saccho, ont été dispersées en ce lieu familial où ils ont ensemencé tant d'amis.

Son dernier mot était L.-F. Céline : « Lorsqu'on a plus assez de musique en soi pour faire danser la vie... »

Des dons peuvent être versés directement à la SPA.

6, rue Desgosses, 75007 Paris.

Chantal Aynes, sa femme, Julien et Milan Aynes, Antoine Boffety, Béatrice Boffety et Patrick Ajchenbaum.

Les familles Aynes, Boffety et Soupiat, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BOFFETY,

survécu le 25 juin 1988.

La levée du corps aura lieu le jeudi 30 juin, à 9 h 15 à l'Amphithéâtre de l'hôpital Cochin, 12, rue Méchain, 75014 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, avenue de la Maye, 78000 Versailles.

M^{re} Antoine Debetz, M^{re} André Gallais, Le docteur Jacques Debetz, M. et M^{re} Gérard Gallais,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Antoine DEBETZ, croix de guerre 1914-1918 avec palmes, étoile d'argent, étoile de bronze,

survécu le mercredi 15 juin 1988, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité le lundi 20 juin, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Créteil.

7, rue François-Bonvin, 75015 Paris.

Les amis et la famille de

Philippe FRIBOULET

ont la douleur de faire part de sa disparition survenue le 23 juin 1988, à Paris :

Les obsèques auront lieu sans fleurs ni couronnes, le 30 juin, à 14 heures, au crématorium du Père-Lachaise (entrée par la place Gambetta).

Les amis de Philippe qui souhaitent lui manifester une ultime affection peuvent envoyer un don à l'Institut Pasteur, recherche sur le SIDA, service du professeur Montagnier, 25, rue du Docteur Roux, 75724 Paris Cedex 15.

M^{re} Bernard Mahieu Et toute la famille.

La Société de l'Histoire de France, La Société des Amis de Notre-Dame de Paris, La Société française d'héraldique et de sigillographie,

La Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France, La société des Amis des Archives de France,

ont l'honneur d'inviter à prendre part au service qui sera célébré en la cathédrale Notre-Dame de Paris le jeudi 30 juin, à 18 h 15, pour le repos de l'âme de

M. Bernard MAHIEU, conservateur en chef honoraire aux Archives nationales, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, commandeur de l'Ordre des Arts et Lettres, commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand,

décédé à Paris, le 17 juin 1988.

8, rue Dante, 75005 Paris.

60, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris.

(Le Monde du 28 juin.)

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 79 F

Abonnés (avec justificatif) : 89 F

Communications diverses : 82 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Rens. : 42-47-95-03.

Soutenances de thèses

Université Paris-II : le mercredi 29 juin, à 17 heures, salle des Conseils, M^{re} Delfat Voudouri : « L'action des pouvoirs publics dans le domaine du théâtre et du cinéma en Grèce ».

Université Paris-I : le jeudi 30 juin, à 10 h 30, salle 308, entrée : 1, rue V.-Goussin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. M. Nabil Roché : « Exploitation artistique et planification à Casablanca ».

Erratum

— Dans l'avis du décès de M. Guy PANNETIER, la famille nous prie de préciser qu'il faisait bien lire :

Des dons pourront être adressés à l'Association pour le développement des soins palliatifs, 66, rue Boissière, 75116 Paris.

Des dons peuvent être adressés au GERC, service du professeur Israël, 125, route de Stalingrad, 93000 Bobigny.

Rosetta Markovitch, 4, square Arago, 75013 Paris.

Serge Markovitch, 51, rue Pascal, 75013 Paris.

Anniversaires

— Le 29 juin 1986 décédait

le professeur Pierre DUBOIS, docteur en sciences.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

— Dans l'avis du décès de M. Guy PANNETIER,

la famille nous prie de préciser qu'il faisait bien lire :

Des dons pourront être adressés à l'Association pour le développement des soins palliatifs, 66, rue Boissière, 75116 Paris.

Des dons peuvent être adressés au GERC, service du professeur Israël, 125, route de Stalingrad, 93000 Bobigny.

Rosetta Markovitch, 4, square Arago, 75013 Paris.

Serge Markovitch, 51, rue Pascal, 75013 Paris.

Anniversaires

— Le 29 juin 1986 décédait

le professeur Pierre DUBOIS, docteur en sciences.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

— Dans l'avis du décès de M. Guy PANNETIER,

la famille nous prie de préciser qu'il faisait bien lire :

Des dons pourront être adressés à l'Association pour le développement des soins palliatifs, 66, rue Boissière, 75116 Paris.

Des dons peuvent être adressés au GERC, service du professeur Israël, 125, route de Stalingrad, 93000 Bobigny.

Rosetta Markovitch, 4, square Arago, 75013 Paris.

Serge Markovitch, 51, rue Pascal, 75013 Paris.

Anniversaires

— Le 29 juin 1986 décédait

le professeur Pierre DUBOIS, docteur en sciences.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

— Dans l'avis du décès de M. Guy PANNETIER,

la famille nous prie de préciser qu'il faisait bien lire :

Des dons pourront être adressés à l'Association pour le développement des soins palliatifs, 66, rue Boissière, 75116 Paris.

Des dons peuvent être adressés au GERC, service du professeur Israël, 125, route de Stalingrad, 93000 Bobigny.

Rosetta Markovitch, 4, square Arago, 75013 Paris.

Serge Markovitch, 51, rue Pascal, 75013 Paris.

Anniversaires

— Le 29 juin 1986 décédait

le professeur Pierre DUBOIS, docteur en sciences.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

— Dans l'avis du décès de M. Guy PANNETIER,

la famille nous prie de préciser qu'il faisait bien lire :

Des dons pourront être adressés à l'Association pour le développement des soins palliatifs, 66, rue Boissière, 75116 Paris.

Des dons peuvent être adressés au GERC, service du professeur Israël, 125, route de Stalingrad, 93000 Bobigny.

Rosetta Markovitch, 4, square Arago, 75013 Paris.

Serge Markovitch, 51, rue Pascal,

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Hommes de l'art et de l'argent

Les médecins qui participent à la mise au point et au développement des nouveaux médicaments sont particulièrement « soignés » par l'industrie pharmaceutique.

QUELS rapports entretiennent le corps médical et l'industrie pharmaceutique ? Officiellement, à en croire les porte-parole de ces deux professions, il n'y a pas de problèmes majeurs. Les uns produisent et vendent les médicaments, les autres les prescrivent.

Un aspect pourtant des relations entre les médecins et les laboratoires pharmaceutiques n'est qu'exceptionnellement abordé : la participation par les médecins eux-mêmes — hospitaliers, libéraux et généralistes — à la mise au point et au développement des nouveaux médicaments. Rien de plus normal que les firmes pharmaceutiques fassent appel aux praticiens pour qu'ils déterminent eux-mêmes la validité d'un nouveau produit. Mais beaucoup de discrétion entourent ces pratiques. Car toutes les expérimentations sont rétribuées, ce qui, parfois, ne va pas sans abus. Chacun le sait, mais on se tait. De ce système, chacun profite.

La revue *Prescrire*, qui dépend de l'UNAFORMEC (l'organisme qui, en France, est chargé de la formation médicale « continue »), vient de rompre la loi du silence qui entourait ces activités en publiant une lettre d'un médecin généraliste d'Albi, le docteur Jean Doubovetzky. Dans ce document,

le jeune médecin décrit par le menu ce qu'il appelle « sa dignité perdue ».

L'histoire est classique. En juillet 1987, installé à Albi depuis quatre mois, le docteur Doubovetzky reçoit le visiteur médical des laboratoires X..., qui lui propose de participer à « un essai clinique de phase IV » avec son produit P 300 « en prévention de l'aggravation des lésions cartilagineuses de l'arthrose ». Le protocole est bien léger, écrit le docteur Doubovetzky, et tient sur une feuille recto. Il n'y a en particulier aucun critère d'inclusion ni d'exclusion, et pas d'évaluation clinique après essai. En récompense, le visiteur médical propose de faire parvenir pour Noël au docteur Doubovetzky soit une caisse de champagne, soit un chèque de 1 000 F. Va pour le chèque !

Trois mois plus tard, nouvelle visite du représentant des laboratoires X... Nouvelle proposition d'expérimentation, mais cette fois avec un « tonique valériane », le R 1000. Cette fois, il n'y a pratiquement plus de protocole d'expérimentation, « il suffit de pointer les patients ». Seule condition : qu'ils ne soient pas moins de cent. C'est que la concurrence est rude, explique le visiteur médical, ajoutant que si le docteur Doubo-



« Un médecin des pauvres », à Krummberg, aux États-Unis, en 1948.

vetzky ne parvient pas au chiffre de cent, ce n'est pas grave, il lui sera reversé une quote-part, 3 F par boîte prescrite. Nouvel accord du médecin, sidéré de se voir proposer une telle « expérimentation ». Il envoie immédiatement au laboratoire une lettre où il

insiste sur les raisons « personnelles et éthiques » qui l'amènent à dénoncer les deux engagements qu'il avait signés. « Mon cas est-il extrême ? demande le docteur Doubovetzky dans la lettre adressée à *Prescrire*. Est-il isolé ? J'en

serais surpris : au cours de mes six premiers mois d'exercice, j'ai reçu plusieurs autres propositions d'essai tout aussi « bidon », avec pour récompenses : un stylo de valeur, un « EPU » (Enseigne-

ment post universitaire) de trois jours (tous frais payés pour deux) à Marrakech, un dictaphone... »

FRANCK NOUCHI.
(Lire la suite page 23.)

L'HYPNOSE CONTRE L'ULCÈRE

L'HYPNOSE n'est pas, comme on le croit trop souvent, une pratique marginale et, toujours, quelque peu sulfureuse. Elle devrait avoir droit de cité en médecine, en particulier dans la prise en charge des malades souffrant d'ulcères gastro-duodénaux. Telle est la principale conclusion d'une toute récente étude réalisée par une équipe de l'hôpital universitaire de Manchester et publiée dans le dernier numéro du *Lancet* en date du 11 juin.

Les médecins britanniques ont étudié l'efficacité d'un traitement par hypnose sur un groupe de trente malades souffrant d'ulcérations chroniques de la muqueuse digestive au niveau du duodénum.

Dans tous les cas, les malades ont, après un bilan médical et endoscopique complet, été traités pendant trois mois par l'un des médicaments anti-ulcéreux parmi les plus efficaces existant actuellement sur le marché. Quinze de ces trente malades ont en outre participé à une série de séances d'hypnose. On les incitait aussi à pratiquer une « auto-hypnose » quotidienne.

Ces séances d'hypnose, expliquent les médecins britanniques, étaient centrées sur l'abdomen des patients. On leur demandait notamment de se masser le ventre et d'imaginer la chaleur résultant de ce mas-

sage en reliant tout ça au contrôle de leurs sécrétions gastriques.

Un an après le début de cette étude, un bilan a été établi. Il est alors apparu que tous les malades traités par les seuls médicaments ont été victimes de rechutes, contre huit seulement (sur quinze) dans le groupe qui a en outre bénéficié des séances d'hypnose.

Sans faire de cette technique une quelconque panacée, les médecins britanniques soulignent que « le recours à l'hypnose pourrait être fort utile comme traitement complémentaire pour les malades souffrant d'ulcères chroniques du duodénum ».

La publication de ces résultats devrait, après d'autres, inciter de nombreux spécialistes médicaux français à ne plus considérer cette pratique comme un procédé quelque peu magique dénué de toute base rationnelle.

Une position d'autant plus difficile à comprendre sur le fond que l'hypnose a d'abord été développée en France et que, grâce notamment à de très nombreux travaux anglosaxons, sa place est de mieux en mieux définie dans le champ du traitement psychosomatique et du traitement de la douleur.

J.-Y. N.

Paris, Texas

Le 15 juillet prochain commencera le forage d'exploration du permis de recherche pétrolière « Paris-Ile-de-France » à Ivry-sur-Seine.

Le site choisi pour le forage expérimental d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) est un terrain de quelque 3 500 mètres carrés où se dresse encore — jusqu'en octobre — une ancienne centrale thermique d'EDF. Sur ce terrain est déjà implanté le doublet de puits géothermiques qui, depuis 1983, participe à l'alimentation en eau chaude de communes situées au sud-est de Paris. Ce site est tout proche du confluent de la Seine et de la Marne, sur les rives des Péniches et Marcel-Salvage. C'est-à-dire à environ 200 mètres... de l'endroit où se construit actuellement la future imprimerie du Monde.

D'après les responsables d'Elf-Aquitaine — « opérateur » sur la partie sud du permis et attributaire avec Total-Compagnie française des pétroles et BP France de l'ensemble du permis — les usagers de la zone industrielle d'Ivry n'ont pas à trop s'inquiéter. Tout d'abord, le forage des puits géothermiques, en tous points semblables à celui des puits pétroliers, n'a guère soulevé de problèmes. Ensuite, le forage devrait être achevé vers le 10 août. De plus, si des indices prometteurs sont trouvés, les tests et les essais devraient durer quinze jours au grand maximum. Pour la suite, on ne peut rien dire actuellement, sinon rappeler, d'une part, qu'un seul forage sur six ou sept est « intéressant » dans le bassin de Paris, d'autre part que des puits

de production ne sont ni encombrants ni bruyants.

Depuis 1983, on sait que le sous-sol du Bassin parisien est beaucoup plus prometteur qu'on le croyait jusqu'alors. Cette année-là, en effet, Esso-France a découvert le champ de Chaunoy (à 10 kilomètres au nord-est de Meaux). D'une part, les réserves récupérables (1) de Chaunoy sont

très importantes (à l'échelle des champs français) puisqu'elles sont estimées à un peu moins de 10 millions de tonnes. Et surtout elles sont situées dans le keuper, la couche sédimentaire qui constitue le trias supérieur — le premier étage de l'ère secondaire (2). Alors que les petits gisements connus auparavant sont dans le dogger (une des couches du jurassique, plus récent que le trias). La découverte de Chaunoy a donc ouvert aux pétroliers un nouveau domaine d'exploration, celui du trias supérieur.

Dans la zone du permis « Paris — Ile-de-France » où elle est « opératoire », Elf-Aquitaine a fait faire en 1986-1987, par la Compagnie générale de géophysique (CGG), 400 kilomètres de

profils sismiques. L'interprétation de ceux-ci par les géophysiciens et géologues d'Elf-Aquitaine et de Total a révélé un axe structural majeur est-ouest, courant au sud de Paris et passant, notamment, sous Beynes (Yvelines), Meudon (Hauts-de-Seine) et Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Il s'agit d'une flexure faillée, qui a joué depuis le trias jusqu'à nos jours, et qui affecte tous les sédiments empilés là depuis le trias.

La profondeur de cette flexure diminue vers l'ouest. En outre, la flexure est jalonnée de structures fermées par des failles, notamment sous Chennoyères-sur-Marne et Ivry-sur-Seine-Alfortville (Val-de-Marne).

Le forage d'Ivry-sur-Seine « vise » cette deuxième structure fermée, qui est située à la profondeur de 1 980 mètres. Le puits sera fait en légère déviation (30°), la cible étant à 970 mètres au sud-est de la verticale du derrick. Il sera long de 2 247 mètres et passera entre les deux puits du doublet géothermique qui va chercher l'eau chaude du dogger. Le coût du forage d'Ivry-sur-Seine est

(1) Les hydrocarbures, pétrole et gaz naturel s'occupent pas de grandes cavités souterraines comme on le croit encore trop souvent. Ils remplissent seulement les pores minuscules des roches-réservoirs. Les pores sont en communication les uns avec les autres, sinon la roche-réservoir n'est pas perméable et le pétrole n'est pas extractible. Mais même bien perméable la roche-réservoir ne laisse partir que 20 % à 25 % du pétrole qu'elle contient. Grâce à diverses techniques de « récupération assistée », on arrive à extraire quelques pour cent de plus du pétrole en place. Ce pétrole extractible constitue les « réserves récupérables ». Le gaz est beaucoup plus fluide que le pétrole : 80 % à 90 % du gaz en place est extrait. Pour le gaz, la « récupération assistée » n'est pas nécessaire.

(2) Trias : de — 230 à — 195 millions d'années ; Jurassique : de — 195 à — 140 millions d'années.

estimé à environ 9 millions de francs.

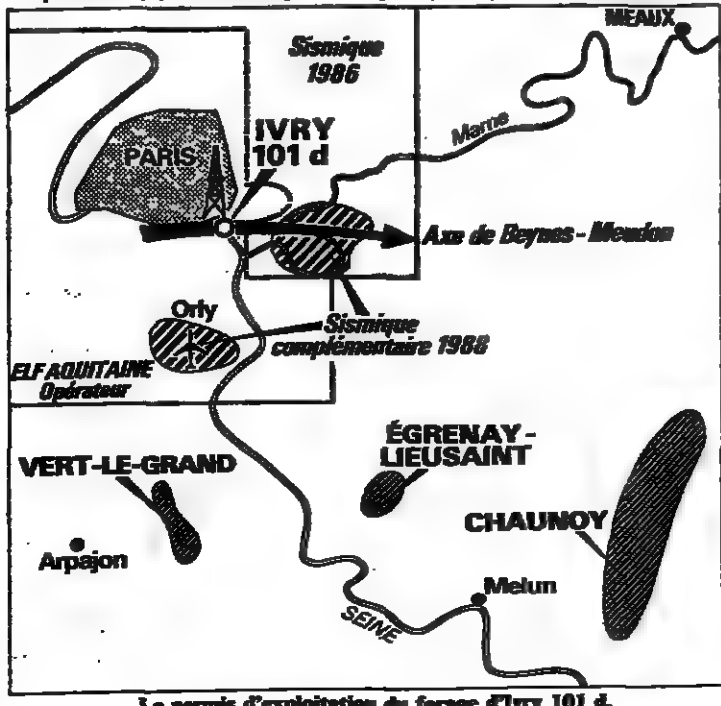
Autre zone jugée éventuellement intéressante, mais qui doit être précisée à la fin de ce mois de juin par 30 kilomètres de profils sismiques complémentaires : un anticlinal repéré sous Orly.

Depuis la découverte de Chaunoy et la mise en évidence de l'intérêt potentiel du keuper, ont été trouvés en 1987, par Elf-Aquitaine, dans le permis d'Evry (Essonne), les petits champs

d'Egrenay-Lieusaint (200 000 tonnes de réserves récupérables) et celui de Vert-le-Grand (1 200 000 tonnes de réserves récupérables), où les forages continuent. Il y a donc une progression des découvertes vers l'ouest.

Certes, il y a aussi des échecs. Mais dans l'ensemble le keuper du trias est assez prometteur pour justifier le forage d'Ivry-sur-Seine.

YVONNE REBEYROL



AU SOMMAIRE DE JUILLET

Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- **SPECIAL VACANCES**
 - Concours organisé avec la poste.
 - Tour de France des musées postaux.
 - Cartes postales : bons baisers de Berck.
- **UN POSTER À DÉTACHER.**

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Fusions européennes

La route vers la fusion thermonucléaire contrôlée est encore longue. Mais grâce au JET, en fonction depuis cinq ans, l'Europe marche en tête.

CONÇU en 1970, construit à partir de 1978, le JET (Joint European Torus), appareil d'étude de la fusion thermonucléaire, a été mis en service en 1983 à Culham, au sud d'Oxford (Grande-Bretagne). Le programme alors minutieusement défini devait être réalisé au 1^{er} juin 1990. Mais on peut toujours planifier la recherche, on ne sera jamais maître des découvertes à venir. Les acquis de ces dernières années, qu'ils viennent du JET ou d'ailleurs, ont été assez nombreux pour imposer des mesures supplémentaires, ainsi que des modifications dans les équipements. Le programme assigné au JET s'en est trouvé alourdi et ne peut être mené à bien avant 1992. Bien que les instances européennes n'aient pas encore formellement pris leur décision, il est pratiquement acquis que la date d'arrêt sera repoussée de deux ans. Le JET est donc actuellement à mi-parcours; bon moment pour faire le point de son activité.

On peut considérer la fusion thermonucléaire sous deux angles. Le premier, c'est la promesse d'une énergie presque infinie. Un réacteur à fusion consommerait environ une tonne de lithium et une demi-tonne de deutérium par an — deux matériaux très abondants — pour fournir 5 000 mégawatts électriques, soit la puissance d'une centrale EDF à quatre réacteurs. Mais cette promesse est hypothétique. S'il est maintenant à peu près sûr qu'on saura, vers 2030-2040, produire cette énergie, personne ne peut dire si le monde en aura besoin ou si d'autres sources (surgénérateurs, photovoltaïque, décomposition de l'eau par la lumière...) ne seront pas beaucoup plus économiques.

Le second angle, c'est que la fusion thermonucléaire permet la production de ce quatrième état de la matière que sont les plasmas hyper-chauds. On passe du solide au liquide, puis au gaz, en chauffant la matière, ce qui diminue ou supprime les liaisons entre atomes. Au-dessus de quelques milliers de degrés, ce sont les liaisons atomiques internes qui cèdent; la matière devient un plasma, mélange intime d'électrons et d'ions (atomes plus ou moins déshabillés de leur couverture d'électrons). Si l'on continue à chauffer, tous les électrons atomiques sont libérés, les ions se réduisent à des noyaux nus. Et entre dix et cent millions de degrés, l'énergie de ces noyaux devient telle qu'ils peuvent se heurter, fusionner et se former ainsi en de nouveaux noyaux. Il y a là toute une physique nouvelle pour l'homme, car c'est la physique qui régit la vie de l'univers, des étoiles, et le quatrième état de la matière se trouve être le premier dans l'univers. De cette physique,

on ignore encore les applications potentielles, à part la production d'énergie. Mais il serait bien étonnant qu'on n'en trouve pas d'autres.

Bien qu'en théorie toutes sortes de réactions de fusion soient possibles, en pratique, seule la fusion deutérium-tritium (deux isotopes de l'hydrogène) est à même de produire une énergie abondante à des températures qui ne soient pas trop élevées — quelque cent millions de degrés. Le deutérium est abondant dans l'eau de mer; le tritium, radioactif, n'est pas présent dans la nature, mais on le crée facilement en bombardant du lithium par des neutrons. Or les fusions entre deutérium et tritium créent des neutrons — ainsi que des particules alpha, noyaux de l'atome d'hélium. La recette d'un réacteur est donc simple: enfermer dans une enceinte du deutérium et du tritium; déclencher la fusion en chauffant suffisamment; mettre autour de l'enceinte une couche de lithium, qui arrêtera les neutrons produits et fournira du tritium de remplacement; évacuer la chaleur dégagée et l'utiliser pour vaporiser de l'eau, laquelle actionnera des turbines.

Faire chauffer dans un tokamak

Tout cela serait élémentaire sans le «chauffer suffisamment». On ne connaît pas de caserole qui supporte cent millions de degrés. Un plasma aussi chaud ne doit entrer en contact avec aucun matériau, faute de quoi il se refroidirait très vite. On utilise donc de très forts champs magnétiques pour constituer une enceinte immatérielle qui enferme le plasma. On constitue un tokamak — acronyme d'une expression russe signifiant à peu près «chambre magnétique à courant électrique» — c'est-à-dire un anneau torique analogue à une chambre à air. Le plasma enfermé dans la chambre est parcouru par un très fort courant électrique, quelques millions d'ampères. Le champ magnétique créé par ce courant et par divers bobinages auxiliaires comprime le plasma et compense les forces de dilataction, maintenant le plasma équilibré des parois.

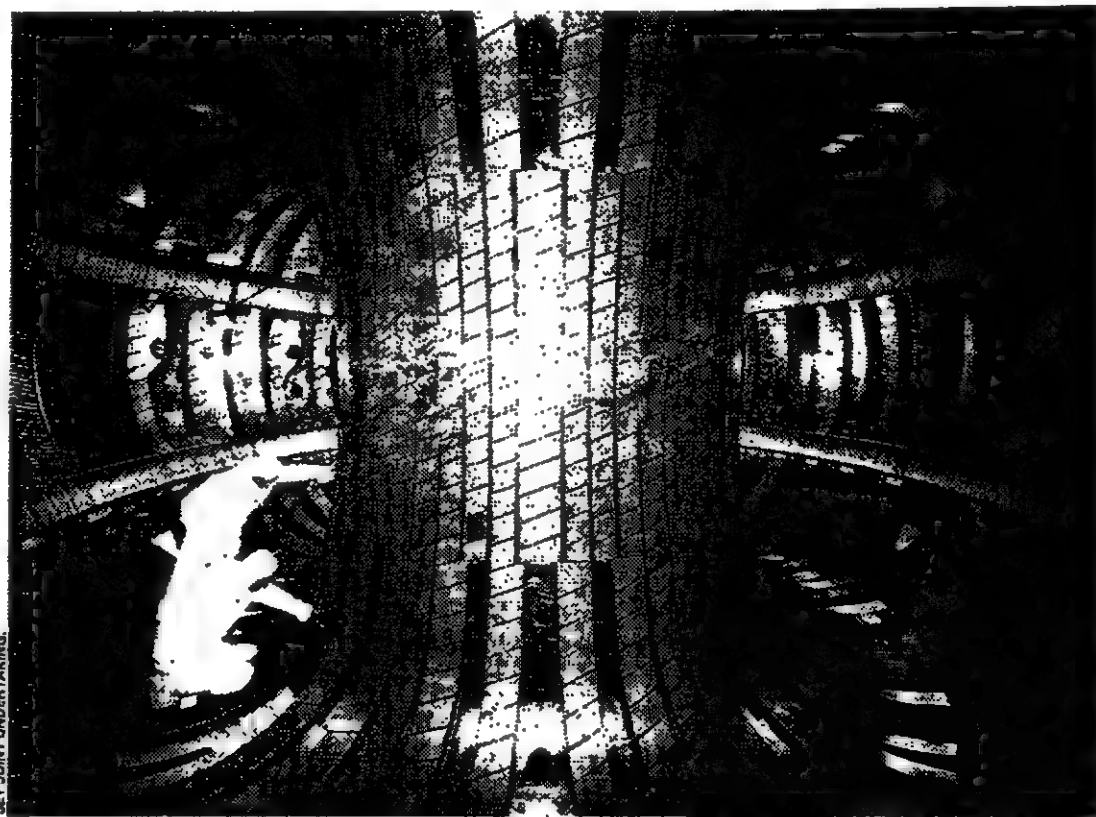
Le JET n'est pas un réacteur à fusion. Il n'a pas de couverture de lithium et n'y atteindra pas les conditions qui permettent une production d'énergie. Celles-ci devraient être approchées, mais leur obtention servira le Next European Torus (NET), un appareil qu'une équipe internationale étudie actuellement à Garching, près de Munich (RFA). Sa construction pourrait débuter en 1994 pour une mise en service

vers l'an 2000. Le rôle du NET serait de montrer la faisabilité technique d'un réacteur à fusion, sans trop s'occuper des coûts. Ensuite viendrait, vers 2020, un prototype de réacteur industriel, DEMO, d'où pourrait dériver une filière.

Ces étapes peuvent paraître longues, mais elles sont indispensables. Comme l'explique M. Paul-Henri Rebut, directeur du JET, la difficulté de la fusion thermonucléaire est celle qu'aurait connue l'aéronautique débutante si le seul avion capable de voler était le jumbo-jet. Il

très raréfié (un trois-cent millièmes de la pression atmosphérique). Toutes les recherches des trente dernières années se résument en une phrase: augmenter le produit de fusion.

Il est commode de prendre comme unité le produit de fusion correspondant à ce point d'équilibre. Quand furent commencées les études sur le JET, vers 1970, la meilleure valeur atteinte était, dans cette unité, de 0,00004. On a obtenu 0,2 pour le JET en 1986 et 0,3 l'an dernier. Cette valeur a aussi été atteinte pour le TFTR, le concurrent américain du JET.



La chambre annulaire du JET.

aurait fallu développer toute la technologie actuelle — profits d'aile, réacteurs, pilotes automatiques... — sur des avions qui ne quittaient pas le sol. C'est véritablement ce qu'on fait au JET.

Pour déclencher la fusion, il faut obtenir des valeurs suffisantes pour trois grandeurs: la densité du plasma, sa température, son «temps de confinement de l'énergie», qui est une mesure de la vitesse à laquelle il se refroidirait en l'absence de moyens de chauffage. Le critère, c'est que le produit des trois quantités dépasse une certaine valeur. On prend en général pour référence le point d'équilibre (*break-even*), qui est la valeur pour laquelle l'énergie libérée par les réactions de fusion est égale à celle qu'il faut fournir pour chauffer le plasma. Ce point d'équilibre s'atteint pour un «produit de fusion» obtenu, par exemple, en multipliant une température de cent millions de degrés, un temps de confinement d'une seconde et une densité des ions équivalente à celle d'un gaz

mais dans des conditions beaucoup moins extrêmes qu'un futur réacteur. Un objectif de 0,6 ou 0,7 est réaliste. On sera encore loin de la zone de fonctionnement d'un réacteur, laquelle ne commence en effet que bien plus loin, à ce qu'on appelle l'ignition — c'est l'équivalent de la divergence pour un réacteur nucléaire — pour un produit de fusion dépassant 5. Il reste donc beaucoup à gagner.

Des trois facteurs du produit de fusion, il en est deux sur lesquels on peut directement agir: la densité et la température. La densité dépend essentiellement de la taille du tokamak et de la valeur des champs magnétiques, tous paramètres fixés à la construction. Si le JET fait mieux que le TFTR américain, c'est essentiellement parce qu'il est plus grand et que sa forme est mieux étudiée, ce qui compense largement un champ magnétique plus faible. Cependant, on peut augmenter la densité en cours de fonctionnement en envoyant dans le plasma de

petites billes de deutérium solides. Cette technique, inventée aux Etats-Unis, a été appliquée au JET. On a constaté que la densité est effectivement accrue, mais avec un effet défavorable sur le temps de confinement.

Fours à micro-ondes géants

Quant à la température, c'est affaire de moyens de chauffage. Deux méthodes sont employées. L'une est d'envoyer dans le plasma des atomes de deutérium accélérés à de grandes vitesses. Leur énergie cinétique se répartit

retés qu'il contient. En ce qui concerne le JET, celles-ci sont principalement du nickel, du carbone et de l'oxygène. Leur origine est claire. Le nickel vient des antennes émettant les ondes radio de chauffage, antennes qui sont installées dans la chambre annulaire, au plus près du plasma. Le carbone vient des tuiles de la chambre. L'oxygène vient des traces d'eau qui peuvent rester dans la chambre. On recouvre actuellement certaines tuiles de carbone d'une fine couche de beryllium, parce que cet élément est moins gênant que le carbone et parce qu'il fixe efficacement l'oxygène. Il est envisagé, l'an prochain, de substituer le beryllium au nickel pour les antennes.

Le progrès principal vient d'une déformation des champs magnétiques, faite à la suite de travaux effectués au RFA sur le tokamak ASDEX. Le confinement du plasma n'est jamais parfait, certains ions s'en échappent et viennent heurter les parois de la chambre, arrachant les atomes qui vont polluer le plasma. La nouvelle configuration des champs magnétiques améliore le confinement sur presque toute la surface du plasma, sauf une petite région où elle le dégrade. C'est donc là que s'échappe l'essentiel des ions, et il est possible de les y capturer par des dispositifs spéciaux qui réduisent la production d'impuretés. C'est ainsi qu'on a pu, en 1987, faire croître le produit de fusion de 0,2 à 0,3.

A quelques mesures mineures près, les modifications apportées aux équipements initiaux sont pratiquement terminées. A l'exception d'une seule, l'automatisation de tous les appareillages qui sera indispensable dans les deux dernières années, quand le JET contiendra effectivement du deutérium et du tritium. Actuellement, on ne met que du deutérium dans la chambre. On évite ainsi de manipuler du tritium radioactif; surtout, il ne se produit presque aucune fusion entre noyaux de deutérium, et donc pas d'émission de neutrons.

Le JET maintient prévu pour la mi-1991, où l'on alimentera le JET en deutérium et en tritium, les fusions seront si nombreuses que les neutrons émis créeront dans la salle du JET une radioactivité suffisante pour qu'aucun homme n'y puisse plus pénétrer avant longtemps. Toute intervention ultérieure devra être faite par des robots. C'est à cette automatisation que se consacre la division technique du JET, et aussi à la construction d'une installation de purification du tritium, projet ambitieux puisqu'il faut éliminer chimiquement tout ce qui n'est pas isotope de l'hydrogène, puis faire une séparation isotopique pour distinguer l'hydrogène normal du deutérium et du tritium.

MAURICE ARVONNY.

Demain

Retour à la technologie

par PIERRE PAPON (*)

La recherche est redevenue en 1988 une priorité nationale, et il faut s'en réjouir. Cependant, une progression de l'effort de l'Etat, qui doit accompagner la recherche industrielle, ne saurait être qu'un simple prolongement des politiques passées. Le moment est venu de réévaluer les missions scientifiques et technologiques de l'Etat afin de procéder aux inflexions de politique nécessaires.

Dans cette perspective, rappelons d'abord que la logique de l'évolution des sciences et des techniques, tout comme celle de la politique et de l'économie, plaide pour une association étroite dans les stratégies et de la technologie de la recherche et de la technologie: elles sont en interdépendance croissante.

Soulignons ensuite qu'il est essentiel de distinguer à l'avenir ce qui relève de chacune des deux grandes missions de la puissance publique. D'une part, celle d'intérêt général de production et de diffusion des connaissances technologiques de base, qui incombe en grande partie au secteur public en liaison étroite avec l'industrie, d'autre part, celle de lancer des programmes d'intérêt public qui sont partiellement ou totalement de la responsabilité de l'Etat

(défense, transports, télécommunications, etc.).

De multiples analyses (rapport de l'OCDE sur l'innovation en France, étude sur la recherche académique de l'université du Sussex) et des comparaisons avec l'étranger conduisent à penser que la première mission a été fortamment négligée et qu'un rééquilibrage s'impose en sa faveur. En effet, si la recherche dite académique (ou fondamentale), effectuée dans les laboratoires des établissements d'enseignement supérieur et d'organismes comme le CNRS est bien développée en France (elle reçoit 20 % des fonds pour la recherche-développement), il faut constater que la technologie de base (les sciences de l'ingénieur au sens large) ne représente en France que 8,4 % de la recherche académique, au lieu de 12 % en RFA et aux Etats-Unis, 16,5 % en Grande-Bretagne et 22,8 % au Japon. La technologie de base, qui correspond à toutes les connaissances en amont des systèmes industriels et des processus de production (de la robotique aux biotechnologies), a été négligée par les universités en France, sans doute parce qu'elle est considérée comme moins noble, alors que les grandes écoles tendaient à s'intéresser à la recherche. La science pure a sa son importance, mais elle a aussi

ses intégrités qui confinent la recherche dans l'académisme.

A long terme, il est nécessaire d'accorder une plus grande importance à la technologie de base dans la formation et la recherche publique, car l'industrie en a un besoin vital. La création de nouvelles universités de technologie (Compiègne a montré la voie) serait opportune pour développer des approches nouvelles.

Beaucoup plus délicat est le dossier des grands programmes technologiques (nucléaire, aérospatial, etc.): liés à des objectifs propres de l'Etat, ils permettent une vision stratégique du développement scientifique et technologique du pays. Leur succès en France est indéniable, mais la priorité implicite dont ils bénéficient (ils représentaient en 1987 un effort financier d'environ 45 milliards de francs, soit 55 % de la dépense publique de recherche-développement) tend aujourd'hui à occulter les sérieux problèmes de développement technologique de l'industrie française.

A l'avenir, des choix plus dracونيens sont nécessaires, avec une meilleure évaluation des objectifs, car la France ne peut pas tout faire. Une plus grande implication de l'industrie dans la planification et la mise en œuvre des grands programmes sont indispensables afin qu'ils jouent

pleinement leur rôle stratégique pour le développement de l'industrie. C'est dire que l'ouverture vers l'industrie d'organismes publics comme le CEA et de la recherche militaire, à peine amorcée, est impérative. Enfin, une exploration systématique de la voie européenne pour ces programmes, y compris pour la défense, devrait être tentée.

Il nous semble qu'un dernier réajustement devrait être réalisé en direction d'une technologie destinée aux «infrastructures d'intérêt public» dans des secteurs comme l'énergie, les transports, l'urbanisme, l'environnement. Ceux-ci requièrent des politiques publiques dont la composante technologique est souvent minorée en France (des approches du type «systèmes» y sont nécessaires).

Celle-ci devrait être un élément important de la politique de recherche de l'Etat, qui devrait y consacrer des moyens en croissance, en concertation avec l'industrie. Là encore, la voie européenne mériterait d'être largement explorée.

Le développement de la recherche technologique est incontestablement au cœur d'un débat sur l'avenir du pays, il ne doit plus être éludé.

(*) Ancien directeur général du CNRS.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité INT Gestion

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

LA CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE

propose un grand débat:

«L'HOMME, RÉPARÉ À QUEL PRIX?»

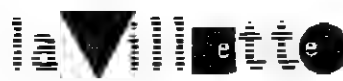
animé par Henri SANNIER (Antenne 2)

MARDI 28 JUIN à 18h30 (Accès libre)

Avec la participation de: R. TEULADE, président de la Mutualité française; L. AMAN, professeur au Conservatoire national des arts et métiers; P. CHEVALLIER, président de la Mutuelle générale de l'éducation nationale; J.-P. DAVAN, président de la Fondation pour l'avenir; M. FARDEAU, professeur d'économie politique à l'université Paris I; C. LABRUSSE, professeur de droit à l'université Paris I, membre du comité national d'éthique; M. MAURY, médecin; A. PATEL, chef du service de Chirurgie Traumatique et Orthopédique de l'Hôpital Raymond Poincaré.

INFORMATIONS: 46 42 13 13

CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE
Centre International de Conférences
Salle Louis Armand
Mairie de la Ville



MÉDECINE

Médicaments à priser

Le nez au service de la médecine : la voie nasale est peut-être une solution d'avenir pour l'administration de substances thérapeutiques

On la croyait pour toujours réservée aux médicaments des voies aériennes supérieures, à la consommation des drogues plus ou moins « dures », ainsi qu'à celle du tabac à priser, une pratique qui connaît, depuis peu, une nouvelle vogue outre-Atlantique. On découvre aujourd'hui que la voie nasale pourrait être une solution nouvelle pour obtenir des concentrations sanguines efficaces de médicaments qui étaient jusqu'à administrés par voie orale ou injectable. Une « communication préliminaire » publiée dans le dernier numéro de *Lancet* par un groupe de médecins et de pharmacologues français, vient ainsi, pour la première fois, de démontrer qu'une hormone d'origine humaine — le glucagon — pouvait être administrée de manière efficace par spray intranasal.

Le glucagon est utilisé comme auto-traitement d'urgence par les diabétiques en cas de menace de coma hypoglycémique. Cette hormone permet en effet d'augmenter très rapidement les concentrations sanguines en sucre. En pratique, les choses ne sont pas toujours simples, le malade ou son entourage devant dès les premiers symptômes d'hypoglycémie (maux de tête, sueurs, etc.) et avant de sombrer dans l'inconscience, faire une série de manœuvres. Le produit est sous forme lyophilisée et doit être dissous — pour préparer son injection intramusculaire ou sous-cutanée de glucagon.

C'est pour trouver une solution plus simple que les chercheurs du groupe pharmaceutique Organon ont, en liaison avec des diabétologues de l'hôpital de l'École-Dieu à Paris, mis au point une forme d'administration intranasale de glucagon. Les premiers résultats expérimentaux, obtenus sur douze personnes (dont six volontaires diabétiques) et

publiés dans le *Lancet*, sont tout à fait encourageants. Les auteurs de ce travail expliquent avoir réussi à multiplier par deux la concentration en glucose dans le sang vingt-six minutes seulement après l'utilisation de 7,5 milligrammes de glucagon administré en spray.

« Nous n'en sommes qu'au stade expérimental », nous a expliqué M. Phedon Zirin, directeur de la recherche des laboratoires Organon de Sérifontaine (Oise). Il reste encore plusieurs problèmes techniques à régler avant que nous puissions envisager de mettre ce procédé à la disposition de tous les diabétiques. « En fin de compte, le problème concerne la substance adjuvante indispensable pour faciliter la pénétration du principe actif dans la circulation sanguine, via la muqueuse nasale. Un problème que nous sommes en train de résoudre. Il y a de nombreuses années, avec le tabac à priser, celui-ci devant, pour une bonne efficacité, comporter divers ingrédients comme du menthol ou du camphre ».

Pour M. Zirin, la voie intranasale, parce qu'elle est « beaucoup moins contraignante que les autres voies d'administration de médicaments, est une voie d'avenir ». « On peut imaginer, si les quelques difficultés techniques que nous rencontrons aujourd'hui sont surmontées, prescrire de cette manière toute une série de médicaments qui sont détruits dans le tube digestif et qui doivent donc être administrés sous forme d'injection ».

Différentes expériences sur ce thème sont en cours. Elles concernent notamment l'insuline, ce qui, en cas de succès, constituerait une véritable révolution thérapeutique pour les diabétiques insulinodépendants ne seraient plus soumis aux injections sous-cutanées qu'ils

doivent s'administrer plusieurs fois par jour. Une équipe de Boston a déjà obtenu dans ce domaine des résultats encourageants. D'autres travaux concernent l'administration d'hormones thyroïdiennes ou encore, en Suède, une hormone aux effets contraceptifs chez la femme.

Il est clair que ce phénomène correspond au souci de nombreux groupes pharmaceutiques de diversifier le mode d'administration de leurs anciennes spécialités (comme avec la voie transdermique), à cause notamment de la réduction importante du nombre de molécules originales mises sur le marché international.

La voie intranasale connaît aussi, depuis quelques mois, un succès non négligeable en France, après la mise sur le marché sous forme de spray d'une molécule — la dihydroergotamine ou DHE — connue depuis longtemps pour son efficacité potentielle contre certaines crises de migraine. Présentée auparavant sous forme orale (gouttes), injectable, la DHE est, depuis quelques mois, proposée sous forme de spray. Ce spray anti-migraineux, s'il ne constitue pas une panacée, permet, selon son fabricant (les laboratoires Sandoz) d'obtenir des résultats supérieurs à ceux des produits placebo et de « supprimer la crise une fois sur trois, dans les deux heures qui suivent son administration ».

L'apparition de cette nouveauté sur le marché pharmaceutique français (ce produit n'est pas encore commercialisé à l'étranger) n'a pas été sans quiproquo, certains malades — ou certains pharmaciens — pensant que l'on pouvait recharger l'appareil avec de la DHE classique, solution tout à fait inefficace et non dénuée de risques.

La question aujourd'hui posée par cette nouvelle forme d'administration de médicament à visée générale est de savoir si les améliorations techniques à venir parviendront à faire des « spray médicamenteux » non plus la réponse unique à une situation d'urgence, mais bien une nouvelle forme de traitement de longue durée.

JEAN-YVES NAU.

SECTEURS DE POINTE

Composez votre code secret

Faudra-t-il bientôt être informaticien pour être banquier ?

Pour leurs besoins internes, les banques sont déjà de fortes consommatrices de services informatiques : selon plusieurs estimations, les banques ont sous-traité aux sociétés de services et d'ingénierie informatique (SSI) entre 5,5 et 6 milliards de francs en 1987, soit une croissance de plus de 35 % par rapport à 1986. Ces chiffres n'intègrent pas les dépenses propres aux services informatiques internes des banques, puisqu'ils ont été recueillis directement auprès des sociétés de services. D'un autre côté, ils intègrent des prestations fournies par des SSI, elles-mêmes filiales de banques.

diversifient, et entraînent une demande croissante des particuliers, plusieurs banques offrent des systèmes experts d'aide à l'épargne, sur micro-ordinateurs dans les agences ou à domicile sur minitel.

Des trésoriers mieux branchés

Pour les entreprises c'est l'assouplissement du contrôle des changes et le décloisonnement des marchés financiers qui posent problème ; de nombreux trésoriers ou patrons de PME commerçant avec l'étranger se retrouvent confrontés aux nécessités de la couverture à terme et des options de change ou de taux d'intérêt. Or le calcul d'une option est une opération relativement complexe puisqu'il s'agit d'une sorte d'assurance sur la variation d'un cours ou d'un taux. Contrairement à la simple couverture à terme, l'option permet non seulement de se garantir un cours plancher sur une devise, mais aussi de se dégager de l'obligation de vendre ou d'acheter si le cours évolue dans un sens plus favorable. En d'autres termes, l'option permet de limiter les pertes tout en conservant des possibilités de gains illimitées. C'est le type même d'opérations complexes qui ne concernent ni y a quelques années que les professionnels de la finance, et qui intéressent aujourd'hui n'importe quelle PME réalisant une part significative de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Dans le premier cas, c'est par exemple le développement de produits de transfert de fichiers pour le futur système interbancaire de télécompensation, dont le réseau reliera toutes les banques pour la compensation automatique des chèques. Un de ces produits est proposé par Creditrans, SSI spécialisée dans le domaine bancaire et filiale du CIC, l'autre par le GFI à la suite d'un accord de financement et de distribution avec le Crédit agricole et le troisième par la Segin, filiale du Crédit du Nord. Pour Claude Porcherot, secrétaire général de la BNP : « L'informatique est maintenant un aspect fondamental du service bancaire. Les grandes entreprises accordent dans le choix de leur banque au moins autant d'importance au service informatique qu'aux services bancaires traditionnels. Nous avons toute une gamme qui va du compte sur minitel pour le particulier aux relations directes entre les ordinateurs centraux de la banque et de l'entreprise ».

Jean-Pierre Ravisé, directeur du département des marchés au CIC, a donc décidé de donner à quatre cents clients un logiciel de calcul des options sur micro-ordinateur développé pour des besoins internes : « Nous avons constaté une demande croissante dans le domaine des options de la part de dirigeants ou de trésoriers qui souhaitent se protéger de la volatilité des taux de changes, mais qui ne maîtrisent pas du tout cette technique. Les appels pour avoir le prix d'une option étaient de plus en plus nombreux, mais une faible proportion débouchait sur un achat ».

Désormais les trésoriers et « cash managers » peuvent multiplier les simulations avant de prendre la décision de couvrir un contrat à l'exportation ou même d'évaluer un appel d'offres. Certains font d'ailleurs remarquer que la diffusion de ces techniques grâce au logiciel micro-informatique n'est pas sans risques, les options étant aussi un puissant instrument de spéculation.

La marche forcée vers le tout-informatique est-elle pour autant

D'une façon générale, les banques résolvent les problèmes de développement des services financiers en mettant à disposition des clients des moyens informatiques. Ainsi, puisque les opportunités d'investissements se

(1) Parmi les dix premiers SSI du secteur bancaire on trouve cinq filiales de banques : la Sigos (Crédit lyonnais, 720 MF), la SG2 (Société générale, 472 MF), Sema Meira (Paribas, 310 MF), la Segin (Crédit du Nord, 172 MF) et la Steris (filiale de la BNP à 25 %).

inéluctable ? Sans doute, car si elle est source de gain de productivité pour les banques, un banquier faisait remarquer qu'elle est aussi à l'origine de nouvelles exigences des clients. « Dans la plupart des cas, l'informatique, nous a fait passer de l'envoi d'un relevé postal tous les huit jours avec vingt-quatre heures de retard au balance reporting tous les matins à 8 heures sur l'écran du trésorier d'entreprise ».

OLIVIER LANGUEPIN.

Demail

LA PLANÈTE « X »

Si le programme spatial américain a connu récemment bien des revers, il a eu à son actif, pendant longtemps, des prouesses étonnantes. La preuve en est les deux petites sondes spatiales Pioneer-10 et Pioneer-11, lancées respectivement en 1972 et 1973, qui détiennent toujours le record de longévité spatiale, et qui continuent de faire entendre leur petite voix depuis les confins de notre système solaire, à plusieurs milliards de kilomètres de la Terre. Après avoir survolé des planètes lointaines, telles que Jupiter et Saturne, et traversé l'orbite de Pluton, ces deux sondes pourraient peut-être apporter des révélation inédites sur l'éventuelle existence d'une nouvelle planète du système solaire, la dixième, dénommée « planète X » par les astronomes de la NASA. Les orbites d'Uranus et de Neptune subissent en effet des perturbations, inexplicables jusqu'à présent, mais qui pourraient être causées par l'existence d'une autre planète.

Planète qui aurait une masse égale ou quatre fois supérieure à celle de la Terre. Par ailleurs, les sondes Pioneer-10 et -11 devraient aussi permettre de préciser les limites de l'héliosphère, cette sphère d'influence du Soleil.

MOTS-CLÉS

Depuis un an, les chercheurs du LIMSI (Laboratoire d'Informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur du CNRS) expérimentent avec succès une « clef » vocale dénommée SESAME pour accéder à leur parking. Cette clef d'un genre particulier est fondée sur la technique de la reconnaissance automatique de la parole. Chacun des chercheurs choisit un mot de passe qui lui est personnel et, dans un sas, le prononce plusieurs fois devant un micro relié à un système de reconnaissance de la voix. La machine mémorise à la fois le mot et ses références acoustiques. Le lien avec le système est ensuite réalisé au moyen d'une carte personnelle, type carte de crédit, dotée d'un microprocesseur. Le porteur de la carte se présente à la porte du parking à côté de laquelle se trouve le lecteur de carte et un combiné téléphonique. Il décroche le téléphone. Une voix artificielle lui demande de rentrer sa carte puis de prononcer le mot de passe. Il peut le prononcer trois fois. Si le ressemblance est jugée concluante, la porte s'ouvre. Ainsi qu'on le précise au LIMSI, le système offre deux niveaux de sécurité : le mot de passe et la prononciation correcte.

DEBOUT

DANS UN FAUTEUIL

Un nouveau fauteuil roulant permet aux personnes paralysées des membres inférieurs ou victimes de troubles de l'équilibre et condamnées de ce fait à la station assise, de retrouver, à volonté et à n'importe quel moment, la position debout. Son fonctionnement est entièrement mécanique. Récupérée et emmagasinée dans des vérous à gaz, l'énergie générée par l'action de s'asseoir est restituée pour celle de se lever. Les changements de position se font par un volant intégré entre la roue et le châssis.

Outre ses effets psychologiques bénéfiques sur les personnes concernées, auxquelles le fauteuil appelé « Vivre debout » rend une certaine autonomie, d'importants avantages découlent, sur le plan médical, de son utilisation. Prescrit obligatoirement par le médecin, compte tenu de contre-indications possibles, le V.D. n'est pris en charge qu'en partie par la Sécurité sociale.

★ IDC, BP 1 Chetuzange-le-Goubet, 26300 Bourg-de-Péage.

Hommes de l'art

(Suite de la page 21.)

Il y aurait donc, ainsi que les nomme le docteur Gilles Bardelay, rédacteur en chef de *Prescrire*, dans son éditorial, des « rigoureux » au sein de la profession médicale ? Etant donnée l'audience de *Prescrire* il n'est sans doute pas inutile de reproduire ici la conclusion de cet éditorial : « On ne saurait jamais, du commercial surmotivé dont l'œil est fixé sur le court terme, ou du médecin sans scrupule ou en difficulté financière, à tenir l'autre le premier. Toujours est-il que certains médecins ne comportent actuellement comme de véritables racketteurs, de l'industrie et certains réseaux commerciaux de laboratoires comme d'actifs corrupteurs ».

Les actions les plus nauséabondes et inadmissibles ne concernent assurément qu'une minorité des deux bords. Mais il faut les dénoncer avec énergie, car leur existence met en cause l'ensemble des deux professions ».

Et encore des anecdotes comme celles contées par le docteur Doubovitzky ne sont-elles que la partie émergée de l'iceberg. Ne dit-on pas, par exemple, que certains firmes pharmaceutiques ont poussé la sophistication jusqu'à créer des services « profil », c'est-à-dire la mise sur fiches informati-ques des « petites faiblesses » de chaque médecin démarché par le laboratoire. Au moins est-on sûr ainsi de ne pas se tromper de petits cadeaux...

Il reste à retrouver l'origine de cette dérive et à en démontrer le mécanisme.

Schématiquement, la mise sur le marché d'un nouveau médicament se fait en deux étapes : une première phase, destinée à permettre l'obtention du visa ministériel d'autorisation de mise sur le marché, et une seconde visant — de fait — à assurer la promotion commerciale du médicament. Quatre types d'essais sont réalisés : les essais de phase I pour étudier la tolérance du médicament ; les essais de phase II, destinés à donner une première idée de l'efficacité, de la métabolisation dans l'organisme et des meilleures modalités d'administration. Les essais de phase III visent ensuite à évaluer rigoureusement le nouveau traitement et à le situer dans l'arsenal des thérapeu-

tiques existantes. Ces essais portent en général sur plusieurs dizaines, voire, pour ceux de la phase III, plusieurs centaines de patients, et sont conduits selon une méthodologie très élaborée.

Toute cette partie strictement « recherche » de mise au point d'un nouveau médicament est réalisée en grande partie par les médecins hospitalo-universitaires, les plus compétents ou les plus influents de la spécialité. « Le lancement d'un nouveau produit ne peut se faire sans l'aval du « pape » de la spécialité et de ses cardinaux », commente un observateur avisé. Mieux vaut donc pour superviser l'expérimentation d'un nouveau médicament faire appel à un spécialiste influent qu'à un obscur médecin hospitalier de province. Et donc ne pas regarder à la dépense.

Rackett

Tout se complique dès que l'on aborde le problème des essais de phase IV. Il ne s'agit plus à proprement parler de recherche, mais plutôt de marketing, ou encore d'étude d'« acceptation » ou de « réputation », comme on voudra. Le but est ici, clairement, de faire prescrire des médicaments. On fait alors appel à des médecins, des « études bidon », et des « petits cadeaux ». Un système pervers du style « je te tiens, tu me tiens », dans lequel il n'est pas rare de voir des médecins « racketter » des fabricants de médicaments. « Ce phénomène est nouveau, observe un directeur de laboratoire. Jusqu'à il y a peu, c'était l'industrie pharmaceutique qui payait les médecins, moyennant des études plus ou moins bidon. Aujourd'hui, les médecins s'organisent, parfois en véritables associations, et nous rackettent : si nous n'acceptons pas leurs propositions sonantes et trébuchantes, ils menacent alors de tous faire pour démolir notre produit. En général, nous cédon ».

Dans le rapport qu'il avait rédigé en 1982 sur l'« expérimentation clinique », le professeur Jacques Dangoumau avait déjà attiré l'attention sur ces essais qui, écrivait-il, devaient nécessiter un « contrôle éthique ». Et ce, d'autant plus, disait-il, que « l'on voit se multiplier, parfois à travers des associations créées pour

cela, des expérimentations n'obéissant à aucun de ces critères mais dont le but évident est promotionnel ». Nombre de ces essais, écrivait le professeur Dangoumau, « servent à la publicité des produits ». En conséquence de quoi, il estimait qu'il fallait « tendre vers la disparition des « essais promotionnels », de justification scientifique discutable, de méthodologie souvent insuffisante, qui n'ont pour but que de faire connaître le produit aux médecins et de le faire prescrire ».

Selon le professeur Dangoumau, la solution des problèmes financiers posés par les essais thérapeutiques passe par l'instauration d'une « transparence totale ». A cette fin, il a élaboré une série de « règles simples » qui fassent l'objet d'un contrat entre le fabricant et l'expérimentateur.

Six ans après la rédaction de ce rapport, le problème des essais de phase IV fait actuellement l'objet d'une réflexion menée conjointement par le Conseil national de l'ordre des médecins et le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP). « C'est un problème extrêmement important, nous a déclaré le docteur Louis René, président du Conseil national de l'ordre des médecins. Il faut avant tout préserver l'honnêteté et la rigueur scientifique. Cela suppose que ces essais ne soient conduits qu'avec une rigueur méthodologique indiscutable. J'ajoute qu'il est fondamental que tous les résultats de ces essais soient publiés ». Le docteur René se demande si « l'élaboration d'un guide de bonne conduite » ne serait pas souhaitable, de même « que l'obligation de déclarer tout essai de phase IV au ministère ».

« Autant je suis d'accord pour affirmer que les essais de phase IV sont nécessaires, poursuit le docteur René — ne permettent-ils pas de mettre à jour des incompatibilités ou des indications exceptionnelles qui n'étaient pas apparues lors de l'AMM ? — autant il faudrait admettre une bonne fois pour toutes que ces essais ne sont pas un ersatz de marketing. Dans cette affaire, en définitive, une transparence totale me paraît souhaitable. Une transparence y compris financière... »

FRANCK NOUCH.

L'ENFANT HANDICAPÉ MENTAL

En finira-t-on jamais avec l'autisme ? (...)

Une toute récente découverte américaine, la publication de deux ouvrages essentiels (...)

viennent de relancer le débat sur la meilleure conduite thérapeutique à tenir face à cette affection (...).

Jean-Yves NAU,
Le Monde, 22 juin 88

Stratégies éducatives de l'autisme 145 F
E. Schopler, R.J. Reichler, M. Lansing

Autisme du nourrisson et du jeune enfant 165 F
D. Savage

MASSON

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



La Banque de France

recrute ses

informaticiens

par concours les 17 et 18 septembre 1988

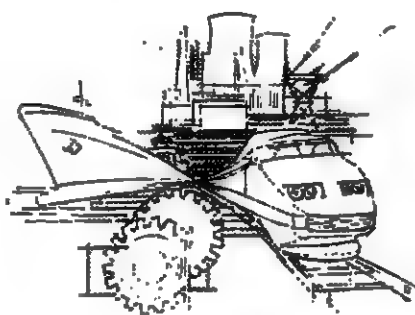
ouvert aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er janvier 1988 et titulaires :

- d'une maîtrise d'informatique (MAGE, MST, ...)
- d'un diplôme sanctionnant un premier cycle d'études supérieures (DUT, BTS, ...)
- d'un diplôme d'une école supérieure d'un niveau équivalent.

Inscriptions reçues du 27 juin au 27 juillet 1988.

Les fonctions confiées à ces agents d'encadrement portent sur tous les secteurs de l'activité « organisation et informatique » de la Banque de France, principalement dans les services techniques mais aussi utilisateurs, à PARIS, pour l'essentiel, ou dans les principaux établissements en province.

Pour tout renseignement sur ce concours - inscription, programme - sur les conditions offertes et les perspectives de carrière, contacter :

Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du recrutement et des concours
31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 - Tél. 42.92.40.17

ALSTHOM

DIVISION DES TRANSPORTS FERROVIAIRES
Leader International en matière de systèmes ferroviaires

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

X, CENTRALE, ENSIMAG, SUPELEC, ENSEEIHT, ...

Débutants ou confirmés, ils participeront à des projets d'envergure nationale et internationale mettant en jeu les techniques les plus modernes de l'informatique. Ils travailleront dans un environnement motivant situé en région parisienne et auront la possibilité d'exprimer pleinement leur potentiel en vue d'une évolution rapide.

Connaissances souhaitées :
Langages C, Pascal, Modula II, Ada...
Systèmes VMS, UNIX...
Outils de génie logiciel, stations de travail
Connaissance électronique appréciée.Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé + photo
au Département Affaires Sociales DTRH - ALSTHOM
33, rue des Bâtières 93400 SAINT-OUEN sous référence 6490.1^{er} groupe français en optique-lunetterie, nous sommes leader mondial dans ce domaine, et en progression constante. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 11300 collaborateurs pour qui l'information, la communication et l'évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

Ingénieur matériaux

INSA, ENI, A & M, Mines

L'évolution rapide de la technologie des matériaux conduit au développement de nouveaux procédés de fabrication dans l'optique optique. Nous souhaitons vous confier le développement d'un de ces procédés, jusqu'à sa mise en application au stade industriel. Dans un premier temps, vous intégrerez l'équipe de développement pour le maitriser parfaitement. Puis vous mettrez en place une unité pilote d'expérimentation pour le tester et le finaliser. Enfin, vous serez responsable de son implantation et de son exploitation industrielle. Ce poste, basé dans l'Est de la France, à proximité de Bar le Duc, constitue l'opportunité de concrétiser un projet dans un environnement de haute technologie, et vous permettra de valoriser vos qualités d'autonomie, d'initiative et de communication.

Merci d'adresser dossier de candidature sous réf. 176 M à ESSILOR INTERNATIONAL
Service Emploi Formation - 1, rue Thomas Edison - Echot 902 - 94028 Créteil Cedex

Développement d'un nouveau procédé de fabrication

ESSILOR

Raychem

Société internationale issue de la Silicon Valley - 10 000 personnes, nous produisons et commercialisons des produits originaux de connectique destinés à des secteurs de pointe : aéronautique, électronique, télécommunications.

Ingénieurs ESE - ESIEE - Electroniciens... Responsables développement

Après une première expérience réussie de développement, vous souhaitez valoriser cet acquis et encadrer une équipe de techniciens confirmés. L'interconnexion, la transmission de données, la protection et le durcissement électromagnétiques, les fibres optiques feront partie de votre environnement. Vos principales fonctions seront de définir, mettre au point et adapter les nouveaux produits à nos marchés privilégiés qui sont : la défense, les transports civils militaires.

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats de valeur qui sauront faire preuve d'imagination, du sens des réalités et de goût pour le commercial et la communication.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, envoyez CV, photo et prétentions sous réf. 646M à RAYCHEM, Direction du Personnel BP 6300, 95802 Cergy Saint Christophe.

INTERDESCO

filiale important groupe en plein développement, leader sur son marché RECHERCHE

pour son laboratoire près DIJON

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE ORGANICIEN

Spéc. : matériaux polymères thermodurcissables.

Exp. : 2-5 ans formulation polymères, époxies

Adresser C.V., photo, prétentions
à J.-P. ILLIEN INTERDESCO, 26, bd Paul-Vaillant-Couturier
94280 IVRY-SUR-SEINE

GROUPE

BOUYER

(200 personnes)

SYSTEMES DE SONORISATION/INTERCOMUNICATIONS
RESEAU

recherche

pour son laboratoire Division Systèmes

INGENIEUR D'ETUDES

(2/3 ans d'expérience)

- formation de base électronique (TELECOM si possible)
- pratique de l'informatique (Langage Pascal/Logo C/Assembly)
- connaissances appréciées : Réseaux de Transmission/Téléphonie Architecture PC.

pour son laboratoire d'études produits

INGENIEUR D'ETUDES ET DEVELOPPEMENT

- formation de base électronique et électroacoustique (2/3 ans d'expérience dans ces domaines)
- familiarité avec les problèmes d'industrialisation.

Lieu de travail : Montauban.

Adresser lettre manuscrite + CV :

Bâtiment BOUYER - 480, avenue de Paris
82002 MONTAUBAN CedexSociété de Pointe en Télécommunications Françaises
(C.A. 2,7 Milliards - 5400 Pers.) - recherche

Ingénieurs débutants ou ayant 1/2 ans d'expérience

pour participer à la conception de la réalisation de projets de traitement numérique de la parole et de logiciels électroniques digitales.

Formation : Grandes Ecoles d'Ingénieurs
Lieu de travail : 40 km Sud-Ouest de Paris, desservi par RER.

Adresser C.V., détaillé + photo, précisant votre salaire actuel en rapportant la référence DE 86 sur l'enveloppe, à

G.G.S. CARRIERES - GROUPE ALTRAN
58, boulevard Gouvion Saint-Oyr - 75017 Paris

recherche pour son Centre d'Equipements

Jeunes Ingénieurs Electroniciens Grandes Ecoles

Au sein d'une équipe, maîtriser les techniques les plus avancées des métiers électroniques, vous conduirez l'étude et le développement de nouveaux équipements embarqués.

Ingénieur débutant, vous êtes attiré par l'électronique numérique rapide.

Adresser C.V., rémunération espérée, photo en indiquant la référence EC/1437 à Emmanuel CHEDAL, Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres S.A. MATRA, Centre de MONTIGNY, 3, avenue du Centre, 78182 SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX

MATRA

Raychem

Société internationale issue de la Silicon Valley - 10 000 personnes, nous produisons et commercialisons des produits originaux de connectique destinés à des secteurs de pointe : aéronautique, électronique, télécommunications.

Ingénieurs ESE - ESIEE - Electroniciens... Responsables développement

Après une première expérience réussie de développement, vous souhaitez valoriser cet acquis et encadrer une équipe de techniciens confirmés. L'interconnexion, la transmission de données, la protection et le durcissement électromagnétiques, les fibres optiques feront partie de votre environnement. Vos principales fonctions seront de définir, mettre au point et adapter les nouveaux produits à nos marchés privilégiés qui sont : la défense, les transports civils militaires.

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats de valeur qui sauront faire preuve d'imagination, du sens des réalités et de goût pour le commercial et la communication.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, envoyez CV, photo et prétentions sous réf. 646M à RAYCHEM, Direction du Personnel BP 6300, 95802 Cergy Saint Christophe.

INTERDESCO

filiale important groupe en plein développement, leader sur son marché RECHERCHE

pour son laboratoire près DIJON

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE ORGANICIEN

Spéc. : matériaux polymères thermodurcissables.

Exp. : 2-5 ans formulation polymères, époxies

Adresser C.V., photo, prétentions
à J.-P. ILLIEN INTERDESCO, 26, bd Paul-Vaillant-Couturier
94280 IVRY-SUR-SEINE

Vous êtes :

- passionné par la découverte des besoins des usagers et la mise en œuvre des projets pour les satisfaire,
- attiré par le travail en équipe et la relation avec les utilisateurs,
- rigoureux dans la conduite des projets,
- INGENIEUR généraliste issu des GRANDES ECOLES,
- débiteur (ou quelques années d'expérience).

HOMME PROJETS INFORMATIQUES

Le poste implique que vous soyez prêt à :

- vous engager pour plusieurs années dans des actions d'organisation et d'information,
- acquiescer la formation informatique, méthodologique et technique de notre groupe,
- animer une équipe de réalisation de projets (environnement : MVS ; IBM 3083 ; 500 terminaux).

Poste à pourvoir en Haute-Savoie.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle à
ORC-Pierre Lichon - s/réf. 5586 - 12, rue Président Carnot - 69002 LYON
qui transmettra.L'innovation en électronique
et informatique

DIGILOG

GROUPE DIGITONE

Filiale du Groupe DIGITONE,
spécialisée dans les logiciels techniques, recherche

INGENIEURS INFORMATIENS

débutants ou ayant quelques années d'expérience pour travailler sur des logiciels graphiques de traitement du signal et de télécommunications.

Formation en électronique appréciée.

Postes à pourvoir à : AIX EN PROVENCE et TOULON.

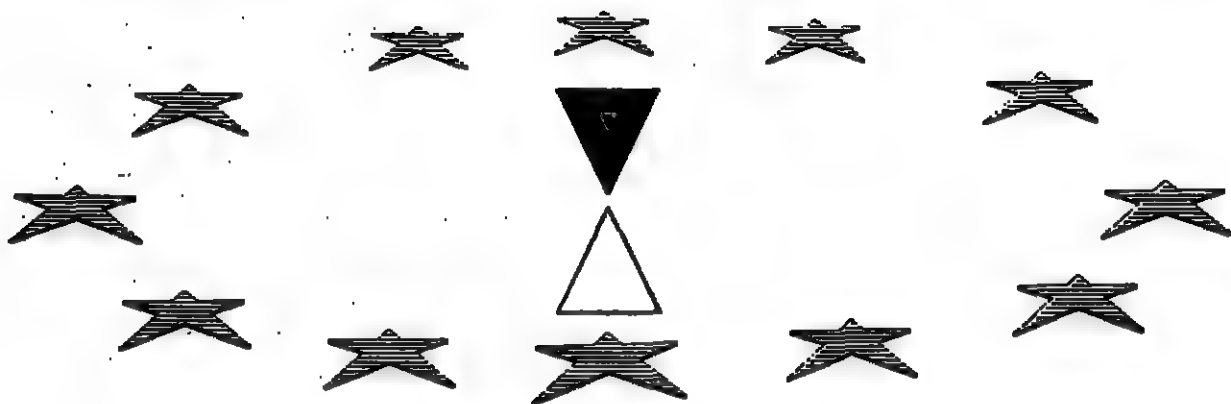
Merci d'envoyer C.V. et prétentions à : DIGILOG
21, rue Frédéric Joliot - Z.I. - 13763 LES MILLES Cedex.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA RADIOTELEPHONIE EN EUROPE

IL Y A DES PERSPECTIVES DANS LESQUELLES IL FAUT SAVOIR S'INSCRIRE



PERSPECTIVE EUROPE : un dessin ambitieux pour des hommes passionnés engagés sur des marchés très concurrentiels et de haute technologie. Aujourd'hui, ALCATEL RADIOTELEPHONE est leader en FRANCE pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. Afin de mettre en œuvre ce projet "PERSPECTIVE EUROPE", ALCATEL RADIOTELEPHONE cherche à intégrer des

INGENIEURS

disposés à relever un des plus grands défis technologiques de cette fin de siècle : construire avec nous l'EUROPE des radiotéléphones. Nous vous proposons de relever ce défi dans l'un des secteurs suivants :

- | | |
|-----------------------------------|--|
| • CIRCUITS ANALOGIQUES R.F. | • ARCHITECTURE MULTIPROCESSEURS EN TNS |
| • ARCHITECTURE VLSI NUMERIQUES | • CONCEPTION CIRCUITS NUMERIQUES |
| • TRAITEMENT NUMERIQUE DU SIGNAL | • CONCEPTION ET SPECIFICATION |
| • DEVELOPPEMENT CIRCUITS LOGIQUES | • SYSTEMES RADIO |
| • MICROPROCESSEURS | • INTEGRATION SYSTEMES RADIOMOBILES |
| • CONCEPTION ASIC ANALOGIQUES LHF | • LOGICIEL TEMPS REEL |

Ces postes s'adressent à des ingénieurs grandes écoles confirmés (type ENST, ESE...) ayant déjà eu des responsabilités d'encadrement, parlant l'anglais couramment, et disponibles pour des déplacements de courte durée en Europe, mais aussi à des jeunes ingénieurs diplômés d'études type ENST, ESE, INSA, ENSERG, ISEP... Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant le secteur, à Patrick CELAUDOUX ALCATEL RADIOTELEPHONE - 58, avenue Jean Jaurès - 92707 COLOMBES CEDEX

ALCATEL

RADIOTELEPHONE

L'EUROPE EN PERSPECTIVE

Composants HP : Devenez l'expert d'un marché européen.

Paris ou Stuttgart, HP n'a qu'une exigence : la qualité totale de ses services et de ses produits. La maîtrise de la qualité de ces derniers passe par celle des éléments les constituant. C'est ainsi qu'HP fabrique une grande partie de ses composants et les revend également à ses concurrents qui en apprécient la fiabilité et les performances...

Product marketing engineer in optoelectronics

Responsable du support à la vente, vous appréhendez pleinement le marché et ses évolutions. Cet enseignement vous permet de définir votre stratégie marketing et vente pour toute l'Europe en intégrant les contraintes externes et internes (structures de prix, stocks...). Ingénieur électronique, vous avez acquis une expérience en milieu industriel du marketing composants ou systèmes, de l'ingénierie ou du support, de l'optoélectronique. Votre anglais est courant. Vous rejoindrez notre Centre du Marketing Européen à Boblingen (proche Stuttgart) et vous déplacerez en Europe et aux USA. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. SP8/01/M à Monique d'Hauteville, Hewlett-Packard France, ZA du Bois Briard, 91040 Evry Cedex.

**HEWLETT
PACKARD**

USINE 220 PERSONNES (esprit P.M.I. performante) au sein d'un Groupe industriel

DE 10.000 PERSONNES & 5 MILLIARDS F/an
FABRIQUANT DES PRODUITS TECHNIQUES DESTINES A
L'AUTOMOBILE ET AUX INDUSTRIES
VILLE UNIVERSITAIRE VALLEE DE LA LOIRE, recrute

Ingénieur CHEF DE PRODUCTION (80 directs)

Rattaché directement au Directeur de la Division concernée, IL SERA RESPONSABLE DE LA PRODUCTIVITE OPTIMUM DE PLUSIEURS ATELIERS (petites séries).

POSTE EVOLUTIF à terme, dans la Division et dans le Groupe Un jeune Ingénieur « qui en veut »

- INGÉNIEUR DIPLOMÉ Mécanicien
- EXPERIENCE INDISPENSABLE EN FABRICATION DE PETITES ET MOYENNES SERIES
- ATTIRE PAR LA VIE EN P.M.I. (avec ses avantages et ses contraintes)... au sein d'un Groupe important

S.C. vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. dét., photo et rémunér.) sous réf. 8862 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



Le Conseil régional de Bretagne

recherche son

Chef de projet

Adjoint du responsable informatique, il sera chargé :

- de participer à un projet stratégique pour l'organisation : mise en place du schéma directeur
- d'assurer avec une équipe :
 - la conception et le développement de nouvelles applications.
 - le conseil et l'assistance aux utilisateurs,
 - la coordination des différents intervenants externes,
- de développer les fonctions, organisation et méthodes au sein de la Région.

Cette recherche s'adresse :

- aux diplômés d'études supérieures (écoles d'ingénieurs ou de gestion, MAGE) possédant une expérience professionnelle de 5 années ou + et la maîtrise de l'organisation et de la gestion de projets.
- et ayant une bonne connaissance de l'environnement BULL DPS 7000 et des outils DOAS ET MISTRAL.

Adresser dossier de candidature
(lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions)
à M. le Président du Conseil régional,
3, Contour de la Motte,
B.P. 66 A,
35031 RENNES CEDEX.

AVIGNON

Stratégies et Technologies Nouvelles

Société de Conseil et d'Ingénierie en INFORMATIQUE
IBM 4381-OS/MVS-CICS; Serveur Télémaque VIDEOTEX 250 Tx;
INTERTECHNIQUE 8 MINI, IN2 au PCN;
DEC VAXSTATIONS-DECNET-ETHERNET.

Au service de clients majeurs, notre équipe est constituée d'ingénieurs de tout premier plan, spécialistes de haut niveau dans les domaines de la gestion, l'organisation et les nouvelles techniques de communication et de traitement de l'information. Notre esprit de conquête, l'essor et le dynamisme de notre développement, l'exclusivité de notre savoir-faire, notamment dans le domaine des banques de données localisées et pluridisciplinaires, à partir du système CARINE, nous conduisent à recruter.

INGENIEURS / INFORMATIENS

Diplômés GRANDES ECOLES, MAGE, etc. à Fort Potentiel bénéficiant d'une expérience de 3 à 8 ans dans l'INFORMATIQUE ou SPECIALISTES des NOUVELLES TECHNOLOGIES.

SPECIALISTE TELEMATIQUE Réf. 303

Avec le RESPONSABLE d'ETUDES, vous participerez à la conception et prendrez en main le développement de l'ensemble des applications VIDEOTEX de la Société, vous maîtriserez les outils généralisés et spécifiques de diffusion et de statistiques, et serez l'interface technique pour les CONNEXIONS avec d'autres organismes. La trentaine, INGÉNIEUR GRANDE ECOLE, MAGE, vous justifiez d'une expérience d'environ quatre ans sur IBM, CICS, GTM, COBOL, HPLI, Protocoles de Communication et connaissez, nous le souhaitons, d'autres Environnements.

SPECIALISTE BUREAUTIQUE Réf. 304

Au sein du groupe Bureautique, vous serez chargé dans un premier temps de participer à la mise en œuvre d'un système bureautique de grande envergure et vous gèrerez la réalisation d'interfaces avec les systèmes de gestion, le développement d'applications de gestion documentaire puis l'organisation des utilisateurs. Ulérieurement : L'INTEGRATION DE NOUVELLES TECHNOLOGIES IMAGE, SON etc. et la PROMOTION DU SAVOIR FAIRE ACQUIS. La trentaine, INGÉNIEUR GRANDE ECOLE, MAGE, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans et êtes immédiatement opérationnel, maîtrisant applications OS/MVS, CICS.

Une définition détaillée pour chaque poste sera adressée aux candidats présélectionnés qui auront adressé : lettre manuscrite, CV, photo sous référence à François DURAND

FLORIAN MANTONE INSTITUT
Le Mercure "B", 21 d'AX - EN - PROVENCE, 13763 LES MILLES Cedex.
Confidentialité garantie.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Venez participer à notre nouveau projet.

Hoechst High Chem

La Société Française Hoechst est filiale de l'un des leaders mondiaux de la chimie et de la pharmacie. Elle réalise en France un chiffre d'affaires de 5 milliards tant en produits importés qu'en produits fabriqués. Son activité industrielle s'exerce au sein d'un Centre de Recherches et d'Applications et de 4 usines.

Pour son usine de LILLEBONNE (proche du Havre), elle recherche un :

Ingénieur E.C.P. - A.M. - I.N.S.A....

Dépendant directement du Directeur de l'Usine il sera intégré à une équipe pluridisciplinaire chargée de l'étude et de la réalisation d'une nouvelle unité de production de Matières Plastiques (120 000 T/an).

Le poste sera plus particulièrement orienté vers les schémas techniques et le suivi des approvisionnements pour l'engineering.

Au terme de ce chantier (1990), il accèdera à d'autres responsabilités au sein des Services Techniques de la Société.

Nous recherchons un ingénieur, ayant une expérience confirmée de ce type de poste (Achats - Bureau d'Etudes) et connaissant l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 922 M à la Société Française HOECHST, Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Hoechst Cédex 3, 92082 Paris la Défense.

Hoechst
La voie de l'innovation

Nous sommes un important groupe industriel (2,5 milliards de CA, 2000 personnes), filiale d'une entreprise de dimension internationale, spécialisée dans la conception et la fabrication de biens d'équipements. Nous vous proposons de participer à notre expansion en rejoignant notre Direction Financière en tant que

RESPONSABLE DES ETUDES ECONOMIQUES PRODUITS FUTURS

INGENIEUR MECANICIEN ARTS ET METIERS, INRA

Vous avez, si possible, une expérience de quelques années en mécanique générale. Nous vous proposons de prendre en charge les études économiques et analyses de nos futurs produits (chiffres comparatifs, études de rentabilité, études make or buy...).

Vous travaillerez en étroite collaboration avec les Directions Opérationnelles de l'entreprise (Bureau d'Etudes, Achats, Méthodes et Fabrication). Votre sens de l'organisation, votre rigueur complétés par une bonne pratique de la micro-informatique sont des atouts importants pour réussir dans cette activité.

Lieu de travail : proche banlieue ouest de Paris.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 39698 à CONTEXTE PUBLICITE, 20 av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

S'unir, c'est gagner

REJOIGNEZ LE N° 1 MONDIAL EN INTENSIFICATEURS D'IMAGES POUR LE MARCHE MEDICAL

La Division Tubes Electroniques de THOMSON produit et développe des tubes et dispositifs solides pour les marchés de l'électronique professionnelle. Pour renforcer notre position sur le marché des tubes et capteurs de prises de vue en France et à l'étranger, nous recherchons un :

JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

Vous serez responsable de la définition des besoins du client jusqu'à la négociation finale. Vous participerez également à l'analyse du marché et à l'élaboration des prévisions de ventes.

Vous avez une formation d'ingénieur électrotechnicien et maîtrisez l'anglais. Vous possédez une première expérience professionnelle, technique ou commerciale et vous êtes motivé par une fonction commerciale autonome.

Vos résultats seront votre meilleur atout pour évoluer rapidement vers une responsabilité plus large sur le marché médical.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à

THOMSON-OTI
Direction du Personnel - BP 305
92102 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex

THOMSON

IMPORTANTE SOCIETE DU SECTEUR TERTIAIRE

recherche le

RESPONSABLE DE SON SERVICE ORGANISATION INGENIEUR GRANDE ECOLE

Vous avez acquis une première expérience de 5 ans dans l'organisation, soit au sein d'un cabinet réputé, soit dans le secteur des banques, assurances...

Votre mission sera de mettre en place de nouvelles formes d'organisation intégrant les nouvelles technologies informatiques et d'animer une petite équipe composée de jeunes ingénieurs et de gestionnaires.

Si vous êtes motivé par l'organisation et si vous possédez des aptitudes naturelles à l'encadrement, rejoignez notre société qui vous apportera d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 508505 à COFAP - 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.



CHEF DE PROJET

Ingénieur de haut niveau (Grandes Ecoles).
Expérience : 4 à 5 ans.
Pluridisciplinaire : compétences informatiques et "Système".

Pour encadrer une équipe de 7 à 8 personnes :

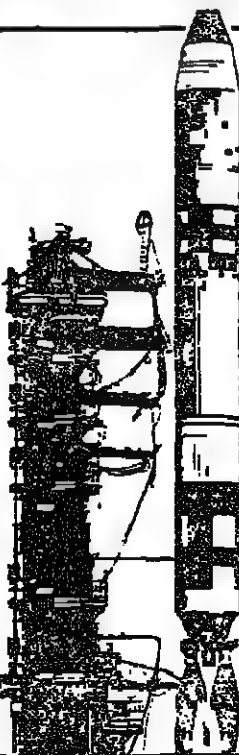
- Suivi de plusieurs ensembles matériels et logiciels
- Conception logiciels et systèmes,
- Spécification,
- Gestion de projets (avancements, coûts, délais)

Lieu de travail : Courbevoie

Faire acte de candidature avec C.V. + lettre manuscrite prétentions, date de disponibilité sous la Réf. 064 à

Mme CLAUDEL

CR2A - 19, avenue Dubonnet - 92411 COURBEVOIE CEDEX.



JEUNES INGENIEURS

Vous êtes de formation X. ENST, CENTRALE, SUPELEC... et avez acquis une première expérience de 2 années dans le développement de projets en Informatique Technique.

Vous maîtrisez PASCAL, C ou un ASSEMBLEUR sous UNIX ou VMS.

Autonome, accrocheur, aujourd'hui votre motivation est de progresser encore, d'élargir le domaine de vos compétences.

Rejoignez-nous.

Nous vous offrons :

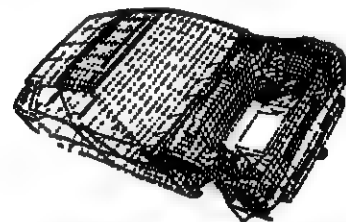
- l'opportunité d'intégrer une SSII dont les activités auprès des grandes entreprises de la région parisienne sont en plein développement sur des projets à très haute contrainte de fiabilité ;
- la prise en charge de projets en CAO, robotique, conduite de processus, traitement d'image, télécommunications (de la conception à la réalisation) ;
- un plan de formation individualisé qui permettra de valoriser votre expérience, de la faire évoluer.

Si ces offres vous intéressent, nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. réf. LM 2806 à :

EUROPE INFORMATIQUE
12, rue Godot de Mauroy
75009 PARIS.

La compétence, pas l'aventure

engineering systems international



Société d'Etudes spécialisée dans la mécanique avancée et la simulation numérique recherche dans le cadre de sa forte expansion (Défense, Aérospatiale, Automobile)

INGENIEURS GRANDES ECOLES (X, Mines, Centrale, Ponts, Sup aéro)

RESPONSABLES DE GROUPES DEVELOPPEMENT

• Modèles rhéologiques, Matériaux nouveaux
• Mécanique avancée, Méthodes.
Expérience de 5 ans minimum.

INGENIEURS DEVELOPPEMENT/APPLICATIONS

• Mécanique des fluides • Mécanique de la rupture
• Dynamique rapide.
Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience.

Ces postes conviennent à des ingénieurs motivés par des applications industrielles de pointe. La pratique de l'anglais et la connaissance des méthodes numériques sont indispensables. Postes basés proche banlieue sud.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. choisie à notre Conseil 315, Bureaux de La Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX.

SYSECA SELECTION

GRUPE CHIMIQUE BRITANNIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE nous recherchons pour notre département Chimie & Polymères basé à Clamart (92) un

INGENIEUR DEVELOPPEMENT HF

VOTRE MISSION :

Vous serez chargé de la promotion technique et commerciale d'une gamme de plastiques technologiques auprès des industries utilisatrices et prescripteurs, des études de marché et recommandations en matière de stratégie à adopter pour ces produits et de l'appui technique à la force de vente locale en de la Division en Angleterre.

VOTRE PROFIL :

• Vous êtes de formation ingénieur, de préférence chimiste ;
• vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans dans la conception de moules et de pièces moulées en technopolymères et dans leurs techniques de transformation ;
• une bonne introduction dans les industries utilisatrices serait un atout supplémentaire ;
• votre anglais est opérationnel (oral et écrit).

Si la perspective de rejoindre un groupe en pleine expansion vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la réf. 88/06/CAP à ICI FRANCE - Service du Personnel - 1, avenue Newton 92142 CLAMART.



LA VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE

SOMMAIRE

■ **Négociations collectives :** la couverture conventionnelle est quasiment achevée, mais on note un certain ralentissement du processus d'individualisation dans les accords salariaux (lire ci-dessous).

■ **Le taux de marge des entreprises** a atteint, en 1987, 29,1 %, soit le niveau d'avant le premier choc pétrolier, en 1973 (lire ci-contre).

■ **La Réserve fédérale et la Bundesbank** sont intervenues

pour ralentir la hausse du dollar (lire page 32).

■ **Le déficit de la balance commerciale britannique** s'est encore approfondi au mois de mai dernier. On parle à Londres d'une augmentation des taux de base (lire ci-dessous).

Le vingt-deuxième congrès du CNJA

Les Jeunes agriculteurs veulent rester fidèles à leur rôle d'agitateurs d'idées

Le vingt-deuxième congrès du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) se tiendra du 28 au 30 juin à Saint-Flour dans le Cantal. La place des agriculteurs dans l'Europe de demain est au centre des débats. L'actuel secrétaire général, M. Henri Jouve, devrait succéder à M. Michel Tesseyrou, qui ne se représente pas, à la présidence du CNJA.

En se fixant comme thème d'orientation l'Europe de demain, le vingt-deuxième congrès du CNJA ne cède pas seulement à la mode ambiante qui veut que, des avocats aux pharmaciens, des chefs d'entreprise aux moniteurs de ski, l'ouverture du grand marché de 1993 soit la tarification à la crème des colloques et autres assemblées générales. Depuis ses origines, le CNJA aime défrayer ses aînés et specter les hommes politiques sur le devenir du monde paysan. Dans les années 60, il éclaira Edgar Pisani, ministre de l'Agriculture du général de Gaulle, sur les conditions plus justes d'accès à la terre en faveur des jeunes. Il s'est battu pour faire reconnaître la femme comme exploitante à part entière, titulaire d'un statut et de droits propres. Dès 1985, le CNJA a, le premier, averti les agriculteurs que le temps des « garanties illimitées » pour produire serait bientôt révolu. On ne parlait pas encore des « stabilisateurs budgétaires » et des « quantités maximales garanties » que Bruxelles a, depuis, imaginé pour barrer la route aux excédents communautaires.

Fidèle à sa jeune tradition, le CNJA, réuni en congrès à Saint-Flour, veut jouer son rôle d'agitateur d'idées. Pour marquer son indépendance d'esprit, il a repoussé les dates initialement prévues (les 7, 8 et 9 juin) pour ne pas mêler ses débats à ceux de l'entre-deux-tours des élections législatives. C'est donc sereinement que les Jeunes agriculteurs vont d'abord se choisir un nouveau président. Elu au congrès de Besançon en 1984, réélu deux ans plus tard au congrès de Montauban, Michel Tesseyrou a en effet décidé de passer la main. L'élection sera une formalité : seul candidat à la succession du président, M. Henri Jouve, secrétaire général du CNJA depuis mai 1986, fait l'objet d'un soutien consensuel de l'organisation. Il n'y aura pas de bataille d'hommes. Place sera faite au débat d'idées.

Bilan critique

« Du point de vue macro-économique, il n'y a pas de spécificité agricole. Nos chances et nos risques sont ceux de tous les acteurs du monde économique », affirme le rapport d'orientation du CNJA. Pour Michel Tesseyrou, comme pour Henri Jouve, l'Europe de 1993 et ses 320 millions de consommateurs doivent être « une nouvelle frontière » pour les entreprises agricoles. « L'état d'esprit d'entrepreneur n'est pas proportionnel à la surface, précise Henri Jouve. Il peut toucher aussi bien des exploitants travaillant sur 70 hectares que sur 200. »

Dans la perspective du marché unique, le CNJA fait le bilan cri-

stique de faire et de plaie, ils choisissent souvent le laissez-faire. » Dans le Cantal, on compte 47 coopératives laitières contre 34 dans les Pays-Bas. « Il faut améliorer la concentration de l'offre face à la concentration de la demande, estime Henri Jouve. Un impératif qui passe, selon le CNJA, par une dynamisation des coopératives et un abandon de leurs règles les plus sclérosantes à condition d'utiliser les responsabilités d'appel à des financements extérieurs. »

La contractualisation est l'autre orientation majeure prônée par le CNJA. Elle passe par un accord entre le producteur et la coopérative ou le groupement privé sur une quantité, une qualité et un calendrier donnés. C'est à travers une gestion de l'offre concertée et contractuelle que les Jeunes agriculteurs espèrent conjurer l'impératif de maîtrise de production et la nécessité pour eux de préserver un revenu suffisant pour rester à la terre.

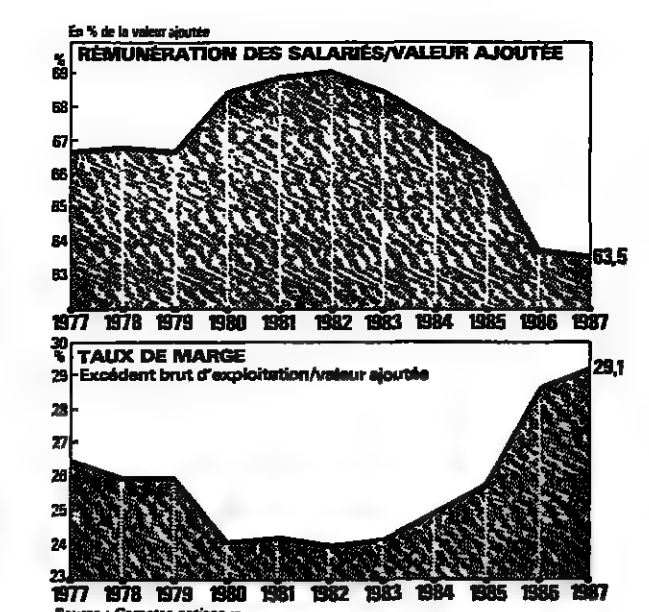
« L'agriculture est l'exploitation d'un cycle biologique, végétal ou animal, donc l'exploitant tire plus de 50 % de son revenu, conclut Henri Jouve. Elle fournit des biens alimentaires, des matières premières pour l'industrie et offre des services. Il est temps de redéfinir l'activité agricole. L'agriculteur a les moyens de faire beaucoup d'autres choses, en particulier dans le domaine des services et pour la recherche de la qualité. »

ÉRIC FOTTORINO.

Si la croissance de l'économie française en 1987 (le produit intérieur brut total aux prix de 1980 a progressé de 2,2 %) est comparable à celle de l'année précédente (+2,1 %), elle a cependant été « de nature différente ». L'année 1987 a en effet été marquée par un réajustement entre les différentes sources de la croissance.

Malgré la progression modérée de leur pouvoir d'achat, les ménages ont à nouveau accru leur consommation, mais à un rythme moins soutenu qu'en 1986 (respectivement +2,4 % et +3,4 %). Ils ont pour cela à nouveau puisé dans leur épargne. « Le taux d'épargne s'est accru de 1,2 %, note l'INSEE, de 12 %, entièrement imputable au taux d'épargne financière qui tombe à 2,8 %. » En revanche, l'investissement des

Le redressement des comptes des entreprises



Le taux de marge des entreprises a dépassé celui de 1974 qui était de 27,1 %. La même année, au moment du premier choc pétrolier, la part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée était de 66 %.

Le rapport sur les comptes de la nation de 1987

Les marges des entreprises ont retrouvé leur niveau d'avant 1973

Rendu public, le mardi 28 juin, le rapport sur les comptes de la nation 1987 confirme que la croissance « modérée » réalisée l'an dernier a été accompagnée d'une nouvelle amélioration de la situation financière des entreprises. Leurs marges ont retrouvé leur niveau d'avant 1973.

Si la croissance de l'économie française en 1987 (le produit intérieur brut total aux prix de 1980 a progressé de 2,2 %) est comparable à celle de l'année précédente (+2,1 %), elle a cependant été « de nature différente ». L'année 1987 a en effet été marquée par un réajustement entre les différentes sources de la croissance.

Malgré la progression modérée de leur pouvoir d'achat, les ménages ont à nouveau accru leur consommation, mais à un rythme moins soutenu qu'en 1986 (respectivement +2,4 % et +3,4 %). Ils ont pour cela à nouveau puisé dans leur épargne. « Le taux d'épargne s'est accru de 1,2 %, note l'INSEE, de 12 %, entièrement imputable au taux d'épargne financière qui tombe à 2,8 %. » En revanche, l'investissement des

entreprises (+4,3 %) a tiré l'activité. Les exportations ont progressé au même rythme que le PIB. Cette croissance s'est accompagnée d'une nouvelle détérioration des échanges extérieurs, les importations ayant augmenté de 7,5 %.

L'année écoulée a surtout été marquée par une « modification du partage des revenus sans inflation ». La part revenant aux ménages diminue, ce qui est la conséquence de la modération de la croissance des salaires nominaux et de la hausse du taux apparent de cotisations sociales salariales.

En revanche, la part des revenus des administrations augmente légèrement. Après deux années de baisse, le taux des prélèvements obligatoires a finalement augmenté en 1987 de 0,5 point, ces prélèvements représentant 44,7 % du produit intérieur brut. Cette hausse provient de l'augmentation des cotisations sociales (0,2 point de PIB), de l'accroissement des impôts perçus par la Sécurité sociale (0,1 point de PIB) et de la hausse des impôts locaux (0,2 point au BIB). Malgré les allègements fiscaux, la part des impôts de l'Etat dans le PIB reste constante (17,5 %).

Les entreprises ont, en fait, été les principales bénéficiaires du nouveau partage des revenus. Leur taux de marge (excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée) a augmenté, atteignant 29,1 % (contre 28,6 % en 1986), retrouvant leur niveau du début des années 70, avant le premier choc pétrolier de 1973. Cette nouvelle amélioration de la situation financière des entreprises résulte de la combinaison d'un ensemble de facteurs : la faible progression du coût des consommations intermédiaires (+1,1 %), la croissance modérée de la rémunération des salariés, les allègements d'impôts et la hausse des prix à la production (+2,2 %). Les entreprises non financières ont ainsi accéléré leur effort d'investissement, notamment dans l'industrie (+7,5 %, contre +3,8 % en volume en 1986). Mais, comme le souligne le rapport, « le taux d'investissement des sociétés hors grandes entreprises nationales (15,9 % de la valeur ajoutée) continue de se situer à un niveau inférieur à celui d'avant le premier choc pétrolier (20,6 %). »

E. I.

Le bilan de la négociation collective

Les accords d'entreprise ont sensiblement augmenté en 1987

Le bilan annuel de la négociation collective, présenté par le ministère des affaires sociales, est jugé « positif » sur le plan quantitatif, pour l'année 1987 : 5 textes conventionnels au niveau interprofessionnel ; 36 textes de base et 788 avenants (+15 % par rapport à 1986) dans les branches ; pour la première fois depuis 1983, la progression bénéficiaire à tous les thèmes d'accord : 5 966 accords d'entreprise, en dehors de l'expression des salaires (1), contre 4 890 en 1986, soit une hausse de 22 %.

Dans les branches, le ministère observe que « 74 % des salariés couverts par un texte conventionnel ont été concernés par la signature d'au moins un avenant ». La généralisation de la couverture conventionnelle est quasiment achevée selon un objectif que s'étaient assignés les pouvoirs publics en 1981 et qui avait été relancé par M. Séguin en 1987. L'étude du ministère souligne toutefois qu'il reste « à trouver des solutions pour le principal vide subsistant, à savoir la communication audiovisuelle qui nécessite une structuration patronale dans la branche qui fait encore défaut ».

Si, en 1986, on avait constaté, du taux de signatures des cinq confédérations représentatives, la tendance est différente pour 1987. Avec un taux de signatures de 57 %, la CFTC reste stable, tandis que la CGT recule de nouveau (-4 %), mais toutes les autres centrales progressent : +2 % pour la CGC, +3 % pour la CFTD et +6 % pour FO.

Pour les entreprises, le ministère se livre, comme à l'accoutumée, à un examen de l'obligation annuelle de négocier qui s'impose depuis 1982 à celles qui ont au moins un délégué syndical. Pour 1987, la statistique porte sur 9 922 entreprises (contre 9 266 en 1986) concernant 4 169 000 salariés. Comme l'indique le bilan, « la procédure de négociation est bien entrée dans les mœurs », puisque 72 % des entreprises assujetties ont négocié conformément à la loi, pourcentage qui se rapproche de celui des deux années précédentes.

La proportion d'entreprises ayant négocié exclusivement sur les salaires s'est encore accrue : 41,4 % en 1987 contre 38,4 % en 1986. De ce fait, le pourcentage de celles qui ont négocié à la fois sur les salaires,

La Commission nationale de la négociation collective devait se réunir mardi 28 juin pour donner son avis sur la revalorisation du SMIC au 1^{er} juillet. La CGT revendiquait un SMIC de 6 000 F bruts (alors qu'il est à 4 813,12 F), tandis que la CFTD demandait que le salaire minimum bénéficie d'une revalorisation au moins identique au gain de pouvoir d'achat des salariés horaires en un an (+0,8 %), à laquelle s'ajouterait le glissement des prix de mai (0,2 % ou 0,3 %). Mais le gouvernement ne semble pas envisager, sans surprise, de hausse du SMIC supérieure à 0,7 % au 1^{er} juillet. En l'attente de la formation du deuxième gouvernement de M. Rocard, la réunion du 28 juin devait être présidée par le directeur des relations du travail, M. Olivier Dunthelllet de Lamotte. Une seconde réunion aura lieu en juillet sur le bilan 1987 de la négociation collective.

sur l'aménagement du temps de travail et sur la durée du travail ont tombé de 38 % à 35,9 %. Les résultats de telles négociations se sont révélés souvent positifs : dans 69 % des cas (contre 68 % en 1986 et 62 % en 1984), les négociations d'entreprise ont débouché sur un accord.

Le taux de signatures des syndicats sont assez proches de ceux de 1986, avec une diminution d'un point pour la CGT et FO : 49 % pour la CFTD, 48 % pour la CGT, 41 % pour la CGC, 40 % pour FO et 18 % pour la CFTC.

Tassement de l'individualisation

Le bilan du ministère des affaires sociales analyse également le contenu des accords conclus en 1987, avec, là aussi, quelques évolutions significatives, notamment sur les salaires. Dans les branches, le nombre total d'avenants salariaux a augmenté de 12 % par rapport à 1986. La médiane des hausses de salaires s'est établie à 3 %, mais plus d'un tiers des branches avaient prévu des augmentations comprises entre 3 % et 4 %.

Dans les entreprises, l'étude porte sur un échantillon de six cent six accords de salaires. D'emblée, elle confirme « un certain tassement dans le développement du processus d'individualisation ». Ainsi, 61,5 % des accords (contre 67,2 % en 1986) ont prévu uniquement des augmentations générales uniformes, tandis que 3,8 % (contre 4,8 %) préconisaient une individualisation totale des hausses. Ce sont les accords prévoyant seulement des

augmentations générales différenciées suivant les catégories qui ont le plus augmenté, passant de 6,6 % à 11,7 %. Les accords combinant une individualisation partielle et des hausses uniformes (14 %) ou encore une individualisation partielle et des hausses différenciées (7 %) ont légèrement augmenté.

Le bilan du ministère souligne que « les hausses totales apparaissent plus fortes lorsque interviennent à la fois des hausses générales (différenciées ou non) et des hausses individualisées que lorsqu'il n'y a que des hausses individualisées ou seulement générales ». Globalement, entre 1986 et 1987, « le ralentissement de la hausse totale moyenne des salaires est très sensible » (51,6 % des accords ayant prévu des hausses de 2 % à moins de 3 %). Autres caractéristiques : les clauses de sauvegarde ont fait leur réapparition en 1987 avec, dans certains cas, des conditions très précises de rattrapage de l'inflation. L'intermède d'un sensiblement progressé, principalement au bénéfice des PME : 2 630 accords couvrent 730 000 salariés au 31 décembre 1987 contre 1 303 accords et 401 000 salariés deux ans plus tôt.

Après les salaires, le thème principal de négociation reste le temps de travail qui a domé lieu, dans les entreprises, à 2 272 accords pour le volet aménagement et à 251 accords pour la durée du travail. Si 25 accords - légaux pour la plupart - ont porté sur le travail de nuit des femmes, la modulation des horaires a connu un développement important depuis la loi du 19 juin 1987. Dans un cas sur deux, la référence pour le calcul de la durée hebdoma-

daire moyenne est la durée légale de trente-neuf heures. Enfin, 79 % des branches ont satisfait à l'obligation légale d'examen des classifications, les négociations se soldant par un accord dans un cas sur trois. Un thème qui risque de prendre de plus en plus d'importance.

M. M.

(1) L'expression des salaires a domé lieu à 518 accords d'entreprise en 1987.

Le déficit record de la balance des comptes courants britanniques plaide pour une remontée des taux d'intérêt

La détérioration de la balance des comptes courants britanniques en mai a pris de telles proportions que chacun estimait imminent, à la City, un signal de la Banque d'Angleterre pour amener les instituts de crédit à relever leurs taux de base de 9 %, actuellement à 9,5 %, voire 10 %.

Le déficit record de 1,21 milliard de livres en mai, annoncé, le lundi 27 juin, reconstruit en effet deux phénomènes préoccupants pour la Grande-Bretagne : la montée des importations et la baisse des exportations. La poussée persistante des importations, de 2 % en mai, donne la mesure de la surchauffe actuelle et de la boulimie d'achat de produits étrangers des consommateurs. Les revenus de ces derniers, gonflés par les allègements fiscaux accordés par le chancelier de l'Echiquier, mais aussi par une hausse des salaires supérieure à l'inflation, sont à l'origine de ce phénomène qui se traduit, pour le premier trimestre 1988, par une hausse de 5,5 % du pouvoir d'achat réel des Britanniques.

L'autre sujet d'inquiétude vient de la faiblesse des exportations, qui ont chuté de 4,5 % en avril, confirmant les difficultés rencontrées par les exportateurs du fait de l'appréciation de la livre durant plusieurs mois, notamment vis-à-vis du dollar. Il est significatif que les ventes de la Grande-Bretagne sur le marché américain aient enregistré un recul de 14 % en avril et de 13 % en

mai.

Ces revers se traduisent, pour la balance des comptes courants, par un gonflement persistant des déficits : 4,7 milliards de livres durant les cinq premiers mois de l'année, contre 1,7 milliard un an plus tôt. D'ores et déjà, l'objectif gouvernemental, un déficit de 4 milliards de livres pour l'ensemble de 1988, est dépassé, en dépit de l'apport des échanges « invisibles », en excédent de 2,2 milliards entre janvier et mai. Autant dire qu'à la City on tabe désormais sur des déficits mensuels moyens de 1 milliard de livres, deux fois plus que les analystes ne l'escomptaient au début de l'année.

Confrontées à une telle situation, la Banque d'Angleterre et la trésorerie ne voient qu'une solution : jouer sur le loyer de l'argent pour tenter de calmer les appétits de consommation des Britanniques. Laisser la livre filer favoriserait, certes, les exportateurs mais comporte trop de risques inflationnistes dans un pays figurant en tête de liste des grandes nations industrielles pour la hausse des prix. L'institut d'émission comme le chancelier de l'Echiquier veulent éviter ce piège, en reprenant la régulation du crédit qui leur a finalement assez bien réussi l'an dernier. L'affaiblissement du sterling, qui s'est poursuivi le mardi 28 juin au matin, faisant tomber la devise britannique à 3,10 deutschemarks (contre 3,13 deutschemarks la veille), plaide en faveur d'une telle remontée des taux. Il s'agit de la quatrième en un mois.

F. Cr.

HÔTEL DU RHÔNE GENEVE

Centre ville, au bord du Rhône.
Confort raffiné.
2 restaurants renommés.
Grand parking privé.

1, quai Turrettini
Tél. 22213 HFNO CH

Tél. 41/22/31 9831
Fax 32 45 58

Compagnie Générale d'Électricité

Réunis en Assemblée générale ordinaire sous la présidence de M. Pierre SUARD le 15 juin 1988, les actionnaires de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) ont approuvé toutes les résolutions qui leur étaient présentées, le rapport de gestion et les comptes de l'exercice 1987.

Suivant la proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée a décidé de verser à chacune des 70.535.391 actions composant le capital social un dividende de 7,50 francs hors impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), conduisant à un revenu global par action de 11,25 francs avoir fiscal compris.

Le dividende de l'exercice 1987 sera mis en paiement à partir du 27 juin 1988.

CGE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 1988

L'Assemblée a en outre ratifié la nomination comme administrateur de M. Frank DRENDEL, précédemment coopté par le Conseil.

Elle a enfin nommé commissaires aux comptes titulaires les sociétés FRINAULT FIDUCIAIRE, représentée par M. Jean-Pierre VINCENT, et ACER-CABINET PAYER & ASSOCIÉS, représentée par M. Francis PAYER, ainsi que leurs commissaires aux comptes suppléants respectifs, MM. Michel ANGOT et Bertrand de FLORIVAL.

Résumé de l'allocution du Président

Mesdames, Messieurs,

A l'occasion de cette première Assemblée générale de la CGE réunie pour approuver les comptes depuis que notre Groupe est de retour à la Bourse, je suis très heureux de pouvoir dire aux nombreux actionnaires qui nous ont fait confiance, que les performances de la CGE en 1987 ont été meilleures que ce qui était envisagé il y a un an et meilleures aussi que ce que je prévoyais lors de notre Assemblée générale d'octobre dernier.

D'une manière générale, 1987 a été une année de grands succès commerciaux pour le Groupe CGE, dont le carnet de commandes représentait plus de 15 mois d'activité à la fin de l'année.

Certes l'année 1987 a été marquée par le krach boursier d'octobre qui n'a pas épargné le titre de la CGE. Mais les excellentes positions du Groupe sur ses marchés et sa solidité financière font que les perspectives d'évolution de son action sont aujourd'hui plus favorables. Le marché financier l'a compris et, alors que l'action CGE avait atteint son niveau le plus bas en janvier dernier, ses cours ont régulièrement progressé depuis. En outre, et nous l'avions clairement indiqué il y a un an, l'acquisition d'actions CGE devait être

considérée comme un investissement à moyen terme dans un groupe qui dispose d'importantes perspectives d'avenir. Dans cet esprit, nous pensons que les performances de notre titre ne peuvent être appréciées sur ses fluctuations à court terme.

J'aimerais d'abord rappeler les principaux chiffres et événements de 1987 et du début de 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 127,5 milliards de francs en 1987 contre 81 milliards de francs en 1986. Les ventes hors de France représentent 58 % du total, soit 73,3 milliards de francs. L'Europe constitue 77 % du marché global du Groupe, les États-Unis 6 % et l'ensemble des pays développés 90 %.

En 1987, le Groupe CGE a renforcé son potentiel technologique avec des efforts totaux de 15 milliards de francs, dont un tiers d'investissements corporels et deux tiers de dépenses de recherche et développement.

Le résultat consolidé global du Groupe approche 3,4 milliards de francs et a pratiquement doublé par rapport à 1986, alors que la marge brute d'autofinancement s'est établie à 8,3 milliards de francs et s'est accrue de 86 %. La part du Groupe dans le résultat consolidé est de 1,8 milliard de francs et augmentée de 58 %. Le bénéfice consolidé par action s'est établi ainsi à 27,80 francs.

La structure du bilan a été renforcée en 1987 grâce aux augmentations de capital réalisées dans le cadre de la privatisation. Ainsi les capitaux propres s'établissent à plus de 27 milliards de francs contre 19 milliards de francs à fin 1986. Parallèlement les dettes financières à long terme ont regagné de 19 milliards de francs à 14 milliards de francs.

L'année 1988 a bien commencé pour la CGE. Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre a atteint 25,4 milliards de francs, en augmentation de 21 % par rapport au premier trimestre 1987. Les commandes enregistrées au premier trimestre s'établissent à 26,1 milliards de francs et progressent de 4 %.

Plusieurs succès techniques et commerciaux importants ont de nouveau été obtenus dans les premiers mois de l'année.

Ainsi, Alstom a reçu la commande d'une centrale thermique en Chine et a sorti la première rame du TGV Atlantique en avril, le programme du TGV Nord avait été lancé, quant à lui, fin 1987.

Fraternité a obtenu une commande en Chine pour le montage de la centrale nucléaire de Daya Bay dont elle fournit déjà les équipements.

CGEE Alstom, associée à d'autres sociétés du Groupe, a remporté des contrats d'entreprise électrique au Chili, au Venezuela et en Indonésie.

En télécommunications, les filiales d'Alcatel ont reçu des commandes de centraux téléphoniques numériques pour la Chine, la Corée du Sud, le Chili, le Mexique, le Yémen du Nord, l'Égypte, l'Équateur, en France, Alcatel CIT réalisera le projet pilote du réseau numérique à intégration de services (IPNS) de l'administration des PTT.

Alcatel Espace, qui a fourni la charge utile du satellite Télécom 1 mis en orbite en mars dernier, a reçu la commande des satellites Télécom 2.

Le début de 1988 a également été marqué par plusieurs opérations stratégiques majeures.

La Générale Occidentale a entrepris de céder ses actifs dans les secteurs non prioritaires. C'est ainsi qu'elle a déjà vendu la société de distribution alimentaire américaine Grand Union et une partie de son patrimoine forestier. Parallèlement, la Générale Occidentale a renforcé ses positions dans l'édition et les médias, en constituant, en association avec CEF Communication, le Groupe de la Cité qui est le deuxième groupe français d'édition. Ce double mouvement, a permis de recentrer les activités de la Générale Occidentale sur les secteurs stratégiques du Groupe tout en dégageant un cash-flow substantiel pour des opérations futures.

Alcatel NV s'est également concentrée et renforcée dans ses grands métiers. Ainsi, l'activité d'électronique "grand public" de sa filiale allemande Standard Elektrik Lorenz, a été cédée à la société hollandaise Nixie. Parallèlement, Alcatel s'est renforcée dans le domaine des câbles où la filiale américaine Alcatel NA a acquis les activités de câbles de télécommunications d'Ericsson aux États-Unis et où Câbles de Lyon a pris le contrôle de la société italienne Manuli.

Le renforcement du Groupe implique, comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, une motivation sans cesse accrue de ses salariés. 100.000 d'entre eux sont devenus actionnaires de la CGE et le fonds commun de placement auquel certains ont apporté leurs actions est aujourd'hui le deuxième actionnaire du Groupe.

Pour continuer à renforcer cet attachement, votre Conseil d'administration a décidé aujourd'hui d'offrir aux salariés la possibilité de souscrire à nouveau à une augmentation de capital de la Compagnie qui leur sera réservée. Cette augmentation de capital se fera selon une formule semblable à celle qui avait remporté un très grand succès lors de la privatisation, mais étendue aux salariés des filiales étrangères.

Le fonds commun de placement du personnel, ainsi renforcé, constitue un actionnaire particulièrement stable de votre Groupe. Avec ses représentants au Conseil d'administration il devient un acteur privilégié du consensus indispensable au succès de toute entreprise.

J'aimerais pour conclure vous donner quelques raisons supplémentaires d'avoir confiance dans l'avenir de votre Compagnie.

Les difficultés économiques de la fin de 1987 ont eu peu d'effet sur l'activité du Groupe dont la large implantation dans plusieurs grands pays développés est un atout important. Grâce aux bonnes performances commerciales récentes, le volume d'activité devrait connaître une légère progression en 1988, de l'ordre de 3 à 4 % à structures comparables.

En ce qui concerne les résultats, il est trop tôt pour annoncer des prévisions détaillées. Je rappelle qu'il y a un peu plus d'un an, au moment de la privatisation de la Compagnie, nous sortions d'un exercice 1986 où le bénéfice consolidé avait représenté 2,1 % du chiffre d'affaires, que nous espérons alors atteindre au moins ce même taux en 1987, et que nous nous orientons vers un objectif de 3 % en 1990.

En 1987, nous avons largement dépassé l'objectif de 2,1 % que nous avions fixé à un an, puisque le bénéfice consolidé a représenté 2,7 % du chiffre d'affaires. Cette performance et les potentialités du Groupe nous autorisent aujourd'hui à penser que, sauf événement conjoncturel imprévu, particulièrement défavorable, le bénéfice consolidé devrait atteindre 3 % du chiffre d'affaires avant 1990.

Au vu des bons résultats de 1987 et de la qualité des perspectives financières et industrielles du Groupe, le Conseil d'administration vous propose aujourd'hui de fixer le dividende par action à 7,50 francs hors avoir fiscal en augmentation sensible par rapport aux 6,67 francs qui avaient été annoncés comme dividende prévisible lors de la privatisation.

Si vous approuvez cette proposition, la distribution totale aux actionnaires s'élèvera à 529 millions de francs, représentant 29 % du bénéfice consolidé (part Groupe), soit un taux de distribution qui se compare honorablement à celui d'autres grands groupes industriels. Pour l'avenir, la Compagnie s'efforcera de continuer à mettre en œuvre une politique de dividende traduisant l'amélioration attendue des performances et de la rentabilité.

L'exercice 1987, marqué par la privatisation et la restructuration du capital, a été particulièrement actif et fructueux pour votre Groupe. Grâce à votre fidélité et au dévouement du personnel, il poursuit son développement.

Ses résultats financiers progressent et continueront à le faire. Il se dote de moyens supplémentaires pour jouer avec succès son rôle dans la redoutable concurrence mondiale qui prévaut sur tous les marchés. A ces éléments favorables pour la CGE, j'ajoute les déclarations très précises des plus hautes autorités de l'État qui ont affirmé qu'il ne saurait y avoir de nouvelles nationalisations. C'est donc dans la stabilité que votre Groupe poursuivra sa stratégie de progrès en France et à l'étranger et qu'il répondra à la confiance que vous lui témoignez.

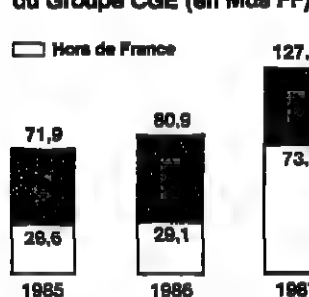
Pierre SUARD



LA CGE EN DIRECT :

- MINTEL : 3615 code CGE
- Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561

Chiffre d'affaires consolidé du Groupe CGE (en Mds FF)



considérée comme un investissement à moyen terme dans un groupe qui dispose d'importantes perspectives d'avenir. Dans cet esprit, nous pensons que les performances de notre titre ne peuvent être appréciées sur ses fluctuations à court terme.

J'aimerais d'abord rappeler les principaux chiffres et événements de 1987 et du début de 1988.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 127,5 milliards de francs en 1987 contre 81 milliards de francs en 1986. Les ventes hors de France représentent 58 % du total, soit 73,3 milliards de francs. L'Europe constitue 77 % du marché global du Groupe, les États-Unis 6 % et l'ensemble des pays développés 90 %.

En 1987, le Groupe CGE a renforcé son potentiel technologique avec des efforts totaux de 15 milliards de francs, dont un tiers d'investissements corporels et deux tiers de dépenses de recherche et développement.

Le résultat consolidé global du Groupe approche 3,4 milliards de francs et a pratiquement doublé par rapport à 1986, alors que la marge brute d'autofinancement s'est établie à 8,3 milliards de francs et s'est accrue de 86 %. La part du Groupe dans le résultat consolidé est de 1,8 milliard de francs et augmentée de 58 %. Le bénéfice consolidé par action s'est établi ainsi à 27,80 francs.

La structure du bilan a été renforcée en 1987 grâce aux augmentations de capital réalisées dans le cadre de la privatisation. Ainsi les capitaux propres s'établissent à plus de 27 milliards de francs contre 19 milliards de francs à fin 1986. Parallèlement les dettes financières à long terme ont regagné de 19 milliards de francs à 14 milliards de francs.

L'année 1988 a bien commencé pour la CGE. Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre a atteint 25,4 milliards de francs, en augmentation de 21 % par rapport au premier trimestre 1987. Les commandes enregistrées au premier trimestre s'établissent à 26,1 milliards de francs et progressent de 4 %.

Plusieurs succès techniques et commerciaux importants ont de nouveau été obtenus dans les premiers mois de l'année.

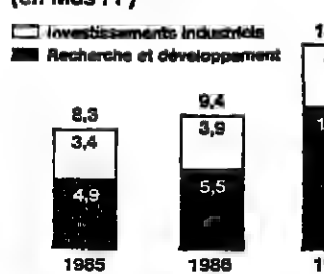
Ainsi, Alstom a reçu la commande d'une centrale thermique en Chine et a sorti la première rame du TGV Atlantique en avril, le programme du TGV Nord avait été lancé, quant à lui, fin 1987.

Fraternité a obtenu une commande en Chine pour le montage de la centrale nucléaire de Daya Bay dont elle fournit déjà les équipements.

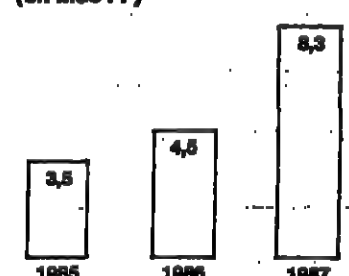
CGEE Alstom, associée à d'autres sociétés du Groupe, a remporté des contrats d'entreprise électrique au Chili, au Venezuela et en Indonésie.

En télécommunications, les filiales d'Alcatel ont reçu des commandes de centraux téléphoniques numériques pour la Chine, la Corée du Sud, le Chili, le Mexique, le Yémen du Nord, l'Égypte, l'Équateur, en France, Alcatel CIT réalisera le projet pilote du réseau numérique à intégration de services (IPNS) de l'administration des PTT.

Dépenses de recherche - développement et investissements industriels (en Mds FF)



Marge brute d'autofinancement (en Mds FF)



En 1987, nous avons largement dépassé l'objectif de 2,1 % que nous avions fixé à un an, puisque le bénéfice consolidé a représenté 2,7 % du chiffre d'affaires. Cette performance et les potentialités du Groupe nous autorisent aujourd'hui à penser que, sauf événement conjoncturel imprévu, particulièrement défavorable, le bénéfice consolidé devrait atteindre 3 % du chiffre d'affaires avant 1990.

Au vu des bons résultats de 1987 et de la qualité des perspectives financières et industrielles du Groupe, le Conseil d'administration vous propose aujourd'hui de fixer le dividende par action à 7,50 francs hors avoir fiscal en augmentation sensible par rapport aux 6,67 francs qui avaient été annoncés comme dividende prévisible lors de la privatisation.

Si vous approuvez cette proposition, la distribution totale aux actionnaires s'élèvera à 529 millions de francs, représentant 29 % du bénéfice consolidé (part Groupe), soit un taux de distribution qui se compare honorablement à celui d'autres grands groupes industriels. Pour l'avenir, la Compagnie s'efforcera de continuer à mettre en œuvre une politique de dividende traduisant l'amélioration attendue des performances et de la rentabilité.

L'exercice 1987, marqué par la privatisation et la restructuration du capital, a été particulièrement actif et fructueux pour votre Groupe. Grâce à votre fidélité et au dévouement du personnel, il poursuit son développement.

Ses résultats financiers progressent et continueront à le faire. Il se dote de moyens supplémentaires pour jouer avec succès son rôle dans la redoutable concurrence mondiale qui prévaut sur tous les marchés. A ces éléments favorables pour la CGE, j'ajoute les déclarations très précises des plus hautes autorités de l'État qui ont affirmé qu'il ne saurait y avoir de nouvelles nationalisations. C'est donc dans la stabilité que votre Groupe poursuivra sa stratégie de progrès en France et à l'étranger et qu'il répondra à la confiance que vous lui témoignez.

Pierre SUARD



LA CGE EN DIRECT :

- MINTEL : 3615 code CGE
- Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561

Économie

TRANSPORTS

L'accident de l'Airbus A-320 à Mulhouse

Trop bas, trop lent, trop tard

La réputation de l'Airbus A-320, après l'accident qui a fait trois morts, le dimanche 26 juin, à proximité de l'aérodrome de Mulhouse-Habsheim, ne devrait pas être entamée. Les premières constatations de l'enquête font apparaître que l'appareil volait trop bas. La stupeur de son commandant de bord devant l'absence de réaction des moteurs, lorsqu'il les a sollicités pour reprendre de l'altitude, n'était donc pas hâtive. La mise en cause du fonctionnement du « cerveau » informatique du dernier-né d'Airbus Industrie formulée ici même (16 Monde du 28 juin). Les compagnies Air France, British Airways et Air Inter avaient suspendu le vol de leurs Airbus A-320 dans l'attente des résultats de l'enquête. Elles les ont remis en service le 28 juin.

Le procureur de la République chargé de l'affaire l'a dit. Le ministre des transports l'a confirmé. Le directeur de l'aviation civile l'a souligné : contrairement à ce que l'on pouvait croire sur la foi des premiers témoignages, l'Airbus volait trop bas, à 10 mètres au-dessus du sol environ. L'analyse des deux « boîtes noires » de l'appareil a permis au ministre, M. Louis Mermaz, de déclarer, après avoir rendu hommage au sang-froid avec lequel l'équipage avait organisé les premiers secours : « L'avion s'est présenté à hauteur réduite, à une altitude de 10 mètres et avec un angle d'incidence prononcé. A la remise des gaz, la remontée en puissance s'est effectuée normalement. Aucun élément disponible ne permet de mettre en doute le bon fonctionnement de l'appareil en exploitation normale. Aucun arrêt de vol ne s'impose ». Interrogé sur une éventuelle faute de pilotage, le ministre s'est retranché derrière la commission d'enquête dont il vient de nommer les membres : « Non, je ne peux pas faire une telle déclaration. Pour le moment, je dis seulement que cet

accident n'est pas dû à la technologie et que le fonctionnement de l'Airbus A-320 n'est pas en cause. »

Vingt-quatre heures après la chute du Ville-d'Amsterdam, les pouvoirs publics avaient donc arrêté leur ligne de conduite : d'abord, défendre cet avion européen dont le succès commercial représente la clé de voûte de l'industrie aéronautique civile du Vieux Continent ; ensuite, laisser à la justice le soin de déterminer les responsabilités, pour ne pas froisser la corporation des pilotes de ligne et ne pas alourdir les pénalités financières de la catastrophe pour Air France.

Les boîtes noires parlent

Cet intérêt national et européen bien compris pouvait jeter une suspicion sur les prémices ainsi dévoilées de l'enquête. N'y avait-il pas trop d'intérêts industriels en jeu pour faire porter le chapeau à d'autres qu'aux membres de l'équipage ? Airbus, le ministère, Air France, n'allaient pas succomber à la tentation de « charger » les hommes pour sauver la réputation de l'appareil et les milliers d'emplois qu'il représente ? La machine n'avait-elle pas induit son commandant de bord en erreur ?

Le contenu des « boîtes noires » semble balayer ces hypothèses. La boîte qui contient les paramètres du vol et celle qui enregistre les conversations dans le poste de pilotage permettent aux spécialistes de mettre en cause le comportement de l'équipage.

Avant le décollage de Mulhouse, le commandant et son copilote tombent d'accord pour faire un passage avec leurs cent trente passagers à 100 pieds d'altitude (30 mètres) au-dessus des spectateurs, l'avion étant cabré à son angle maximum de 17 degrés. Notons que les pilotes d'essai de l'appareil qui se livrent à

une telle démonstration des capacités des ordinateurs et des réacteurs de l'aviation procèdent toujours à vide et à 300 pieds (100 mètres). Les deux hommes prévoient aussi de couper, juste avant l'exercice, le système automatique de remise de gaz, pour conserver la maîtrise de la manœuvre. La mise hors jeu de cette sécurité est strictement interdite par les règlements.

L'avion arrive de Mulhouse en vue du petit terrain de Habsheim où se tient le meeting aérien. Le commandant débranche la sécurité. Il sait parfaitement à quelle altitude il se trouve, car une voix synthétique lui indique régulièrement qu'il descend au-dessous des 30 mètres prévus par son plan de vol officiel. Tout est anormal dans le vol : il évolue à 10 mètres d'altitude au lieu des 30 mètres prévus ; la vitesse de l'Airbus est de 216 km/h alors qu'elle aurait dû se stabiliser à 255 km/h ; les deux réacteurs sont à 28 % de leur puissance, alors qu'ils ne devaient pas descendre au-dessous de 40 % ; le commandant se laisse surprendre par la faible longueur (1 000 mètres) de la piste qu'il survole et ne remet les gaz qu'à la moitié de celle-ci. On entend cette conversation : Le copilote : « Fais attention au poteau ! ». Le commandant : « Pas de problème. T'en fais pas ». Bruit des moteurs qui remontent en puissance et puis : « Merde ! ». Bruit du crash au milieu des hautes baies d'une douzaine de mètres bordant le terrain.

L'ordinateur discipliné

Il s'est passé cinq secondes — c'est-à-dire moins que ne le prévoit le manuel de vol de l'Airbus — entre le moment où les gaz ont été remis et celui où ils ont donné le maximum de poussée. Les moteurs ont donc parfaitement répondu, mais ils étaient hors d'état de tirer l'Airbus et ses cent trente-six passagers et

membres d'équipage du véritable trou où les avaient placés un excès de confiance et une indiscipline incompréhensibles chez des pilotes, instructeurs à Air France.

Chacun tirera la leçon de la catastrophe à sa manière. Pour sa part, M. Mermaz a déclaré qu'il n'aurait aucune appréhension à monter dans un Airbus A-320, mais qu'il laisserait à son successeur le soin de décider s'il est normal qu'un avion de ligne rempli de passagers participe à un meeting aérien. Les Européens respirent : leur avion ne subira pas de dommages commerciaux du fait de la catastrophe d'Habsheim. Les compagnies clientes d'Airbus sont rassurées : leurs passagers seront rassurés par le contenu des « boîtes noires ». Il n'y a qu'à Air France et dans les syndicats de navigants que le moral restera en berne.

On a trop suspecté — et parfois à juste titre — les automatismes qui ont fait de l'Airbus A-320 l'avion civil le plus moderne du monde pour ne pas souligner la façon dont ils se sont comportés à Habsheim. S'il n'y a eu « que » trois morts dans la chute, c'est notamment parce que les ordinateurs ont maintenu cabré l'appareil dans une position qui lui a évité le décrochage et un choc frontal avec le sol. Cette fois-ci, la machine s'est révélée plus disciplinée que l'homme.

ALAIN FAUJAS.

Les réactions syndicales

Les organisations syndicales continuent de privilégier l'hypothèse de la défaillance technique pour expliquer la chute de l'Airbus A-320 d'Air France. M. Alain Duclos, président du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), craint que, « pour des raisons de sauvegarde de notre industrie, on préfère rechercher la faute du côté du pilote » et rappelle qu'il « a fallu l'intervention des pilotes pour que les ingénieurs d'Airbus Industrie acceptent que la commande de vol puisse se faire manuellement sur la A-320. Malheureusement, rien de tel n'a été prévu pour la remise de gaz et tout doit passer par l'ordinateur ! ».

M. Maurice Cherret, président du Syndicat national du personnel navigant de l'aviation civile (SNPNAC), évoque les automatismes « ultra-perfectionnés » de l'appareil et souligne que « cet appareil a été construit pour faire plaisir aux ingénieurs ».

L'intersyndicale du personnel navigant d'Air Inter et le Syndicat des pilotes de l'aviation civile (SPAC) estiment que l'accident prouve qu'ils ont raison de réclamer la présence d'un troisième homme, le mécanicien, dans le poste de pilotage. Pour M. Robert Trilling (SNPL Air Inter), « un officier mécanicien présent dans le cockpit aurait pu sauver l'appareil ».

Les syndicats de pilotes (SPAC et SNPL) et de mécaniciens (SNO-MAC) ont demandé à être associés aux travaux de la commission d'enquête chargée d'examiner les causes de l'accident. M. Daniel Tenenbaum, directeur de l'aviation civile, a refusé cette revendication, estimant qu'il n'était pas dans la tradition d'inclure des syndicats dans une commission d'enquête.

A Toulouse

« On sait que l'avion est fiable »

TOULOUSE
de notre correspondant

L'Aérospatiale ressemble en ce temps de malheur qui vient de détruire l'un de ses derniers rejets à ces maisons d'antan où l'on se ferme sur sa douleur, rentrent leurs angoisses derrière leurs portes et attendent dans le désarroi que viennent des jours meilleurs. L'usine de Saint-Martin-du-Rouch à Toulouse, qui assemble les Airbus pour le compte du consortium européen, est demeurée toute la journée de lundi interdite aux journalistes.

Le vendredi 24 juin encore, Airbus-Industrie et L'Aérospatiale célébraient, en présence du ministre-président de Bavière, M. Franz-Josef Strauss, président du conseil de surveillance du consortium, la vente de trois Airbus A-310 à l'Allemagne de l'Est. Les premiers pas des constructeurs européens dans un pays de l'Est.

Lundi, les mêmes se réunissaient dans le silence, après la disparition en Alsace de leur dernier-né, ce petit A-320 si prometteur technologiquement, si contesté par certains pilotes. « On ne vient pas filmer dans la maison d'un mourant », a expliqué à une équipe de télévision un des responsables de la communication. La propos est à mettre au compte de l'émotion, voire de l'agacement, à sentir monter le doute sur la fiabilité des produits de cette usine. La sortie des salariés, en fin d'après-midi, trahissait bien cet état d'esprit. « Je pense que certaines informations diffusées hier étaient mensongères, accuse un ingénieur. Les journalistes ont été trop rapides à tirer des conclusions. Je défends absolument la société, et L'Aérospatiale doit veiller à ce qu'on ne dise pas n'importe quoi. » D'autres cherchaient à prendre rapidement la large. « Je ne suis pas compétent », lance un conducteur derrière ses lunettes de soleil. « Je ne sais

rien. Je n'ai rien à dire, je ne sais pas comment ça c'est passé », ajoutent quelques autres.

A la sortie de l'usine, certains consentaient à perdre quelques secondes, histoire de se raconter, d'évoquer l'unique sujet de conversation qui, toute la journée, avait mobilisé les esprits dans les bureaux et sur les chaînes de montage. « C'est un accident qui me touche, d'autant que c'est le premier accident d'un Airbus qui entraîne la mort de passagers », avoue un autre ingénieur. Mais quel que soit leur poste à la production, la grande majorité des employés affirme d'abord leur confiance dans les appareils qu'ils fabriquent.

« Nous sommes très forts »

Ces lointains cousins des pionniers de l'aéronautique ne s'abandonnent pas facilement au doute. « Je pense que c'est une défaillance humaine, car la technologie d'Airbus-Industrie est vraiment au point », proclame un agent technico-commercial. « On sait que l'avion est fiable, et on espère bien que l'enquête prouvera que cette catastrophe ne provient pas d'un problème technique », ajoute un jeune homme. Un autre technicien traduit à sa manière le sentiment dominant : « Ça a été dur. On a parlé de cet accident toute la journée. Après tout, c'est notre boulot, c'est notre vie, c'est notre fierté... Nous sommes très forts. Airbus est un bel outil. »

Mais, sous ce sentiment d'appartenance à la caste des défricheurs du ciel dont l'exploit collectif se mesure aujourd'hui dans les parts de marché conquises, point parfois une inquiétude. « Cet accident est regrettable, et j'espère que l'enquête n'y est pour rien. Je veux croire qu'il n'y aura pas trop de conséquences car, pour nous, ce serait dramatique », conclut l'un d'eux.

GÉRARD VALLES.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM

ALSTHOM ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 23 JUIN 1988

d'option de 1 mois à compter du 30 juin 1988 expirera le 30 juillet 1988. Le Conseil d'Administration, réuni le même jour, a fixé, conformément à la loi, le prix d'émission de ces actions à 284 F.

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DESGEORGES (Principaux extraits)

Alsthom a pu, en 1987, améliorer sa position dans un environnement qui demeure difficile. Trois chiffres caractérisent l'exercice : un montant de commandes supérieur de 8,1 % à celui de 1986, un chiffre d'affaires à structure constante en hausse de 7 % et un résultat consolidé, part Groupe, en progression de 12 %.

Renforcer l'internationalisation

Plusieurs opérations de structure importantes se sont concrétisées pendant les premiers mois de 1988. En Espagne, un programme très ambitieux de rénovation et de développement du réseau de chemin de fer a été élaboré, dont la première

étape s'est traduite par le lancement d'un important appel d'offres pour du matériel roulant de la ligne Madrid-Séville. Dans le cadre de cette opération et aux termes d'un accord négocié avec l'organisme public espagnol « Institut Nacional pour l'Industrie », Alsthom reprendrait ses filiales industrielles, MTM et Ateinsa, dans le cas où le regroupement constitué avec ces sociétés serait attributaire de ces commandes. Un projet d'accord de rachat des activités du groupe Schlumberger en France et à l'étranger dans le domaine des réducteurs de mesure et des relais de protection est en cours de finalisation. Cette opération renforcerait les positions de la Division Appareillage Electrique qui se situerait ainsi au premier plan mondial dans les domaines concernés. Elle renforcerait également l'implantation internationale d'Alsthom puisque près de la moitié du chiffre d'affaires repris, voisin de 570 millions de francs, est réalisé hors de France (Belgique, USA, Mexique, Brésil).

Ces opérations s'inscrivent parfaitement dans les orientations stratégiques qui guident notre action : nous développer dans les métiers dans

lesquels nous pouvons occuper, au plan européen et mondial, une place de premier plan, nous développer dans des activités faisant appel aux plus hautes technologies et renforcer nos implantations à l'étranger.

La cession de 51 % de notre filiale S.E.M.T. Pieidick aux groupes allemands MAN et MTU, qui est intervenue définitivement en mai,

illustre pour sa part notre volonté de nous désengager des secteurs dans lesquels les conditions ne sont pas réunies pour qu'Alsthom occupe une position de leader.

Améliorer la rentabilité L'activité commerciale du Groupe depuis le début de l'année 1988 se développe de façon satisfaisante et équilibrée entre nos principales divisions. Pendant les cinq premiers mois de 1988, le Groupe a enregistré 61 milliards de francs de commandes. Le chiffre d'affaires a été de 9,8 milliards, ce qui représente, à structure comparable, une augmentation de 11 % sur celui constaté l'an dernier sur la même période. Le déroulement satisfaisant de nos opérations depuis le début de l'année et les perspectives que nous entrevoyons pour le deuxième semestre m'amènent à considérer que l'exercice 1988 sera marqué, sauf événement grave imprévu à ce jour, à tout le moins par une consolidation des niveaux de prise de commandes, de chiffres d'affaires et de résultat que nous avons atteints en 1987. Je suis confiant dans le fait que les actions de restructuration et de redéploiement que nous menons actuellement en France et à l'étranger permettront la réalisation de l'objectif d'amélioration de la rentabilité que nous poursuivons pour les années à venir.

CHIFFRES-CLÉS (en millions de francs)	1986	1987
Chiffre d'affaires consolidé	23.722	28.237
Investissements	558	607
Recherche-Développement	980	993
Effectifs	48.572	47.899
Résultat net consolidé (part Groupe)	391	437
Dividende global par action (en francs, avoir fiscal compris)	24,75	24,75



ÉNERGIE

M. Fauroux et le contentieux sur le gaz algérien

« C'est aux compagnies de négocier »

M. Roger Fauroux, qui visitait dimanche 26 juin la Foire internationale d'Alger, a estimé que le contentieux gazier opposant les deux pays depuis un an et demi à propos de la révision des contrats d'approvisionnement en gaz naturel était « d'abord un problème commercial classique ». « Ce n'est pas d'abord aux ministres de négocier, a-t-il précisé, il y a deux grandes entreprises : la Sonatrach et Gaz de France. Il faut qu'elles se mettent autour d'une table et qu'elles travaillent. (...) Il faut engager le plus vite possible une négociation pour aboutir à une solution qui donne satisfaction aux deux parties. »

Le ministre français a rencontré au cours de cette brève visite le premier ministre algérien ainsi que le ministre algérien du commerce, mais pas le ministre de l'énergie. Il a indiqué qu'il avait fait avec le premier ministre algérien un « tour d'horizon » des relations économiques entre les deux pays. « Nous sommes convenus, a-t-il dit, qu'il avait un intérêt commun à développer nos relations économiques et politiques sur tous les plans. Il n'y a pas de raison que cela ne se fasse pas, les deux chefs d'Etat étant soucieux de développer ces relations. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les télécommunications de demain, la sécurité de la pierre.

INVESTISSEZ

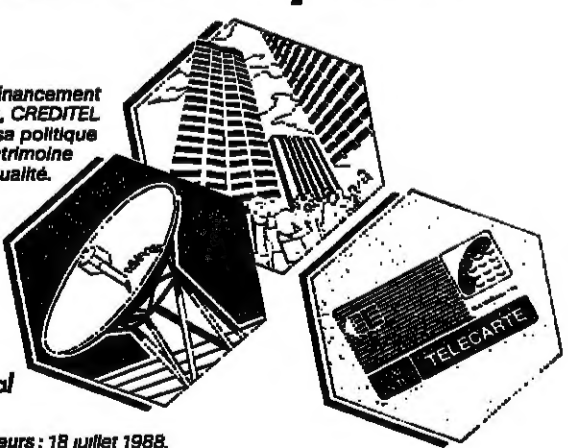
Tout en contribuant au financement des télécommunications, CREDITEL poursuit activement sa politique de constitution d'un patrimoine immobilier de qualité.

EMPRUNT 9,10 %

juin 1988
de F 380.000.000
en 76.000 obligations de F 5000 nominal

Prix d'émission : 100 %, soit F 5000 par obligation.
Date de jouissance et de règlement des souscripteurs : 18 juillet 1988.
Intérêt annuel : 9,10 %, soit F 455 par obligation.
Taux de rendement actuariel : 9,10 %.
Durée totale : 8 ans.
Amortissement : En 2 ans, par tranches annuelles égales, à partir du 18 juillet 1995 :
— soit par remboursement au pair pour la moitié au moins des titres à amortir chaque année ;
— soit par rachats en Bourse.
Cotation : Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 88-321 en date du 22 juin 1988 est tenue sous pli à la disposition du public. BALO du 27 juin 1988.



CREDITEL

Société de Financement par Crédit-bail pour les Télécommunications
Société anonyme au capital de F 400 000 000
Siège social : 35, rue de Rome - 75008 Paris
RCS : PARIS 3 300 500 071 - APE : 6122

Marchés financiers

Accord entre le GAN et une compagnie italienne

Le GAN, quatrième groupe français d'assurances derrière l'UAP, AXA-Midi et les AGF, avec 21 milliards de francs de primes émises en 1987, a signé un accord de participation croisée avec la SAI (Società Assicuratrice Industriale), troisième assureur italien derrière les Generali et la RAS. Le GAN acquerra 10 % de la SAI, qui recevra 5 % environ du GAN International, société qui regroupe les participations étrangères du groupe, soit environ 25 % de son chiffre d'affaires.

La SAI, dont le siège est à Turin, encaisse 7 milliards de francs de primes avec 460 millions de francs de bénéfices, et dispose du plus important réseau d'Italie (2 100 points de vente et 3 900 vendeurs).

Une nouvelle affaire d'initiés à Wall Street

La Securities and Exchange Commission (SEC), l'équivalent américain de la Commission des opérations de Bourse, a décidé de poursuivre M. Stephan Wang, un analyste de la célèbre société d'investissement Morgan Stanley, pour avoir gagné d'importantes sommes d'argent en utilisant des renseignements confidentiels. Selon la SEC, M. Wang, qui travaille au service des fusions et acquisitions de Morgan Stanley, fournissait des informations à un homme d'affaires de Hongkong, M. Fred Lee, qui s'en servait pour réaliser des profits illicites. Les deux hommes avaient ainsi amassé 19 millions de dollars (116 millions de francs).

La SEC demande au tribunal de New-York d'ordonner la restitution de cet argent, le versement du triple de cette somme, soit 57 millions de dollars (348 millions de francs), comme dommages et intérêts, enfin le gel des comptes de M. Lee aux Etats-Unis pour l'empêcher de sortir les capitaux du pays. C'est le plus important délit d'initiés que la SEC ait eu à connaître depuis la fameuse affaire Boesky.

Fort peu présente à l'étranger, elle pourra disposer du réseau extérieur du GAN. Ce dernier est installé dans dix-sept pays, notamment en Grande-Bretagne (groupe Minster), en Belgique, aux Pays-Bas, en Espagne, au Portugal et aux Etats-Unis.

Pour son président, M. François Heilbronn, il s'agit de mener une politique non pas d'acquisitions massives et coûteuses mais d'accords et d'associations, comme ceux conclus avec le japonais Yasuda et l'américain Continental. On sait, par ailleurs, que l'ouverture sur l'étranger est la seule voie ouverte aux groupes nationalisés français pour leur croissance externe, toute acquisition métropolitaine étant exclue pour éviter le reproche d'une « nationalisation rampante ».

On a donc pu voir l'UAP prendre une participation importante dans la Royale belge, de même que les AGF dans Assibel, toujours en Belgique. En ce moment, l'UAP négocie avec le groupe britannique Sun Alliance. Toutes ces grandes manœuvres s'effectuent dans la perspective de l'Europe de 1992, chaque compagnie, dans tous les pays de la CEE, s'efforçant de prendre pied chez les voisins.

Quick prend le contrôle de Free-time. — Quick leader français de la restauration rapide (quatre-vingts établissements, filiale des groupes Casino et Immo), s'apprête à renforcer sa position dans le secteur de la restauration rapide en prenant une participation majoritaire dans Free-time (filiale du groupe Accor, de Socopa et d'Eurocom). Quick avait déjà racheté en 1986 la chaîne O'Kitch. Pour sa part, Accor accroît sa participation au capital de Free-time (de 25 % à 31 %). Les deux chaînes s'associent afin de contrebalancer l'influence du géant américain McDonalds (592 millions de francs de chiffre d'affaires, contre 660 pour Quick et 402 millions pour Free-time).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION
EXTRAIT DE L'ALLOCATION DU PRÉSIDENT JEAN SOLLIER LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 21 JUIN 1988

La réussite du premier lancement d'Ariane-IV, mercredi dernier, venant après quatre autres succès depuis la reprise des vols en septembre, concrétise et illustre les efforts de votre société tout au long de l'année 1987 sur un programme qui représente une part croissante de son activité, de son chiffre d'affaires, de ses emplois et de ses résultats.

Au plan financier, l'exercice 1987 marque une nouvelle progression :
— du chiffre d'affaires qui dépasse pour la première fois le montant de 3 milliards de francs, en progression de 15 % ;
— du bénéfice net qui progresse de 30 % ;
— de la rentabilité nette des capitaux propres, qui atteint près de 16 %, en progression de 15 % par rapport à 1986 et qui aura quintuplé au cours des cinq derniers exercices ;
— des investissements industriels supérieurs de près de 60 % à la moyenne des trois exercices précédents.

Votre conseil a, dans ces conditions, décidé de vous proposer un dividende global en augmentation de 15 % (34,50 F par action, y compris avoir fiscal, contre 30 F au titre de l'exercice 1986).

UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE
ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 24 juin 1988 sous la présidence de M. Michel Caidgues, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987.

L'ensemble des recettes constitué par les loyers, les subventions et les produits financiers représente en 1987 271 836 000 F, soit une progression de 7,2 % sur l'année précédente.

Après dotations de 24 300 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice de l'exercice, en progression de 33,8 %, s'établit à 252 235 000 F, intégrant des plus-values nettes à long terme de 64 122 000 F provenant des cessions des immeubles de Fontenay-aux-Roses et de Pau.

L'assemblée a fixé le montant du dividende à 26,30 F par action contre 25 F au titre de l'exercice précédent, soit une progression de 5,2 %.

Après affectation de 59 666 000 F à différentes réserves, le report à nouveau s'établit à 24 491 000 F contre 18 958 000 F.

Le dividende pourra, au choix des actionnaires, être versé en espèces ou sous forme d'actions nouvelles de la société émises au prix de 418 F portant jouissance du 1^{er} janvier 1988. Les actionnaires disposeront d'un délai s'étendant du 1^{er} juillet 1988 au 27 juillet 1988 inclus pour exercer leur option sur la totalité du dividende leur revenant. En conséquence, tout actionnaire qui n'aura pas exercé son option le 27 juillet 1988 au plus tard ne pourra recevoir ses dividendes qu'en espèces.

Le dividende sera mis en paiement le 29 juillet 1988.

Au cours de son allocation, le président a indiqué que la politique d'arbitrage engagée en 1985 se poursuit avec la vente intervenue récemment des immeubles d'Orléans-La Moutière, elle-même suivie très prochainement par la cession des immeubles de Talence. A ce stade, Paris et la région parisienne représenteront désormais 94,5 % des valeurs locatives de l'ensemble du patrimoine.

Puis, se référant aux prévisions faites pour l'exercice en cours, il a laissé prévoir une nouvelle progression du dividende à un rythme supérieur à celui de l'évolution du coût de la vie.

Au préalable, les actionnaires, réunis en assemblée générale extraordinaire, ont adopté différentes dispositions permettant :

- le paiement du dividende en actions ;
- la suppression des actions de garantie ;
- l'identification des actionnaires et l'information de la société des franchiseurs du seuil de 1 % du capital social ;
- l'instauration d'un plan d'options de souscription d'actions.

NEW-YORK, 27 juin

Rechute

La semaine a mal commencé à New-York. Remonté à ses plus hauts depuis le krach, le marché a rechuté. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est poursuivi pratiquement toute la séance, et, à la clôture, l'indice des industriels avait reculé de 34,30 points, à 2 108,46.

Le bilan de la journée a été tout aussi navrant. Sur 1 936 valeurs traitées, 1 087 se sont repliées, 410 seulement ont monté et 439 n'ont pas varié.

Certains professionnels rendaient les récents écarts à la hausse responsables de cette brusque volte-face. Des ventes bénéficiaires ont, en effet, été enregistrées. Mais c'est surtout la sècheresse qui a été culpabilisée. Elle a ravivé les craintes inflationnistes, et, pourtant, des taux d'intérêt élevés. Beaucoup, en outre, ne croient pas que le dollar sera capable de tenir la distance. Les ventes du Fed renforcent leur conviction. Des spécialistes n'excluent cependant pas une reprise estivale une fois la purge effectuée. L'activité s'est accrue, et 264,41 millions de titres ont été échangés, contre 179,58 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 27 juin	Cours du 28 juin
Alcoa	52 3/4	52 3/4
A.T.T.	28 1/2	28 1/2
Boeing	57 7/8	57 3/4
Chemical Bank	51 1/8	51 1/8
Eastman Kodak	45 5/8	44 1/2
Exxon	52 1/8	51 3/4
Ford	52 1/8	51 3/4
General Electric	43 3/4	42 1/2
General Motors	40 1/4	39 1/2
Goodyear	65 5/8	65 1/2
I.B.M.	125 1/4	125 1/8
J.P. Morgan	44 3/4	43 3/4
Lotus	51 3/8	50 3/4
Philips	34 1/2	34 1/8
Schering	48 1/2	47 1/8
Union Carbide	23 3/8	23 1/8
Westinghouse	52 3/4	51 3/4
Yale Corp.	55 1/4	54 1/2

LONDRES, 27 juin

Vif repli

Le déficit de la balance des paiements courants de mai, plus mauvais que prévu, a entraîné un vif repli des valeurs à la Bourse de Londres. L'indice FT a perdu 26,5 points (-1,3 %), pour s'établir à 1 468,1. Les investisseurs redoutent une remontée des taux d'intérêt britannique. Dans un marché modérément actif, 390 millions de titres ont été échangés. En net recul initial, les cours des actions se sont fortement dépréciés durant la journée à mesure que les opérateurs mesuraient les conséquences de cette aggravation du déficit. Tous les secteurs étaient touchés, aussi bien ceux des valeurs internationales, agro-alimentaires, bancaires et électroniques. L'accident de l'Airbus A-320, près de Mulhouse, a entraîné, dès l'ouverture de la séance, une baisse des cours de British Aerospace et de British Airways. D'autre part, les intervenants s'intéressent sur les rumeurs concernant une éventuelle OPA du groupe textile français DMC sur Dawson International : 3 % du capital ont changé de mains récemment.

Enfin, les fonds d'Etat tout comme les mines d'or s'inscrivaient également à la baisse.

FAITS ET RÉSULTATS

• Carnaud prend le contrôle d'AMS Packaging. — Le groupe français d'emballage Carnaud va acquérir la majorité du capital d'un autre groupe français, AMS Packaging, conditionnement de luxe pour la parfumerie, pour constituer un groupe réalisant un chiffre d'affaires proche du milliard de francs, y compris le premier mondial sur les marchés de l'emballage plastique pour la pharmacie et la cosmétologie. AMS Packaging, qui dispose de deux usines en France et d'une aux Etats-Unis, devrait réaliser, en 1988, un chiffre d'affaires dépassant 300 millions de francs. La branche santé-beauté de Carnaud, qui table sur un chiffre d'affaires de 600 millions de francs en 1988, est implantée aux Etats-Unis et dans cinq pays européens avec pour principales sociétés Karplas (France), Reggiani (Italie) et Respack (Espagne). Le nouvel ensemble emploiera environ mille quatre cents personnes.

• Défense anti-OPA : la direction de Payless Cashways propose d'acheter la société. — Plusieurs membres de la direction du groupe de distribution américain Payless Cashways Inc. ont proposé de racheter leur société pour 875 millions de dollars (5,2 milliards de francs). Cette offre d'achat, d'un montant de 26 dollars au comptant par action, intervient alors que Payless, groupe spécialisé dans la vente au détail de matériaux de construction, fait l'objet, depuis plusieurs semaines, de rumeurs d'OPA de la part de l'investisseur new-yorkais Asher Edelman. M. Edelman, qui a acquis près de 10 % du capital de

Payless, avait indiqué récemment que ce groupe « devrait revenir au plus offrant », en soulignant qu'il espérait être « parmi les candidats ». Cet investisseur n'a toutefois pas encore fait d'offre.

• Les japonais ASICS-Corporation à la Bourse de Paris. — Les titres de la société japonaise ASICS-Corporation (sports, loisirs) seront cotés sur le marché au comptant de la Bourse de Paris à compter du 1^{er} juillet. ASICS-Corporation se situe au deuxième rang du marché japonais des articles de sport et au quatrième rang mondial, avec un chiffre d'affaires de 120,2 milliards de yens (5,5 milliards de francs) pour un résultat net consolidé de 3,02 milliards de yens (140 millions de francs). L'exercice en cours devrait bénéficier des retombées commerciales des Jeux olympiques de Séoul, pour lesquels ASICS-Corporation est l'un des fournisseurs officiels.

• Penarroya devrait avoir un résultat positif en 1988. — Le groupe minier Penarroya devrait dégager, en 1988, un résultat courant « sensiblement positif », au niveau tant de la société mère que des comptes consolidés, sur la base des cours et des taux de change qui prévalent aujourd'hui, a estimé M. Jean-Pierre Rodier devant l'assemblée générale des actionnaires. En 1987, la société Penarroya a dégagé un bénéfice net de 70 millions de francs, après une perte de 75 millions de francs en 1986, tandis que le groupe augmentait sa perte nette à 405 millions de francs, contre une perte de 190 millions de francs.

PARIS, 28 juin

Repli et panne

La prudence était encore de mise mardi, après la forte baisse de Wall Street et du Kabuto Cho. L'indicateur instantané qui, après avoir le jour précédent subi un repli de -0,94 %, descendait durant la matinée jusqu'à -1,10 %. Il se maintenait à ce niveau durant toute la durée de la séance officielle et il clôture à -1,12 %. Néanmoins, il ne reflète pas la véritable tendance du marché, en raison de l'absence d'un pari d'une dizaine de valeurs, les plus importantes, pour cause de... difficultés techniques. Cette fois-ci, ce ne sont plus les crises qui sont invoquées pour expliquer les perturbations quasi quotidiennes de la Bourse, mais leurs conséquences. Conséquences sur les systèmes informatiques. Depuis le début de la semaine dernière, la Société des Bourses françaises n'est plus en mesure de fournir le moindre statistique sur le nombre de titres traités. Elle ne peut pas non plus calculer le CAC, cet indicateur qui est, en fait, le baromètre de la place parisienne. Elle n'est pas seule, les opérateurs n'arrivent pas à mettre de l'ordre dans le chaos des transactions de la séance de la veille.

Parmi les plus fortes hausses de la séance figurent Raffinage, le groupe Carnaud, qui prendra le contrôle d'AMS Packaging, et Eurochem. En baisse, on notait Fischer-Bauché, SCOA et Ibis.

Après deux séances de grève, la cotation des valeurs étrangères reprendrait, les commis ayant eu gain de cause en obtenant plus de place pour négocier les titres. Le secteur pétrolier s'inscrivait parmi les plus fortes progressions de la journée.

Sur le MATIF, le climat de remontée générale des taux, notamment britannique, et les fluctuations du dollar ont entraîné un repli des cours, qui allait cependant en s'atténuant au fil des heures. Le contrat de septembre demeurait stable à 103,35.

TOKYO, 28 juin

Nouvelle baisse

Le mouvement de baisse s'est poursuivi, mardi, à la Bourse de Tokyo. Il s'est toutefois ralenti très sensiblement durant la séance. L'indice Nikkei, qui, en fin de matinée, avait déjà perdu 121,21 points, devait reculer au maximum de 257,47 points avant de réduire l'écart à la clôture, pour s'établir à 27 998,09 (-36,92 points).

Les investisseurs restent préoccupés par l'évolution haussière du dollar, un facteur d'inflation et d'argent cher pour le Japon. Comme pour répondre à la crainte générale, la Banque du Japon a décidé de relever le taux des effets courts de 0,25 point, à 5,25 %, le 1^{er} juillet. Le contrat de septembre demeurait stable à 103,35.

Des achats de valeurs largement capitalisées, comme les sidérurgiques et les chantiers navals, ont permis au marché de regagner du terrain. L'activité s'est très fortement accrue, et 2,5 millions de titres ont été échangés, contre 850 millions la veille.

VALEURS	Cours du 27 juin	Cours du 28 juin
Alco	702	688
Boeing	1 280	1 280
Chemical Bank	3 180	3 170
Fujitsu	1 650	1 650
General Motors	2 480	2 470
Goodyear	850	850
Sony Corp.	5 070	5 070
Toyota Motor	2 270	2 240

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGF SA	273	284	IFC	148	145
Assurances	515	513	La Météo Service	238 80	238 80
Assurances	281 40	278	La Couronne France	322 80	314 70
AXA	430	430	La gélère du soleil	294 90	294
S.A.C.	358	350	Loisirs Investissement	250	248
S.I.C.M.	525	525	Locatim	184 10	188 80
S.I.P.	480	489 90	Marin Investissement	297	297
Indes	382	383	Météo Service	149	149
Indes	850	810	Météo Service	410	395
Indes	1050	1050	Météo Service	140	138
Indes	1433	1475	M.M.B.M.	585	580
Indes	710	722	Météo Service	240	230
Indes	581	544	Météo Service	553	517
Indes	1053	1048	Météo Service	184	185
Indes	280	280	Météo Service	320	307
Indes	128	128	Météo Service	99	99
Indes	845	840	Météo Service	502	527
Indes	581	544	Météo Service	495	486
Indes	678	648	Météo Service	880	850
Indes	170	157	Météo Service	1310	1280
Indes	1440	1460	Météo Service	174	176
Indes	724	724	Météo Service	348 10	315
Indes	488	488	Météo Service	299	282
Indes	313	321	Météo Service	481 80	390
Indes	286	286	Météo Service	1550	1308
Indes	780	780	Météo Service	1435	1435
Indes	418 20	432 80	Météo Service	285	285
Indes	157	153 30	Météo Service	510	505
Indes	4200	4480	Météo Service	251	251
Indes	1200	1184	Météo Service	245	240
Indes	630	640	Météo Service	158	157
Indes	970	950	Météo Service	403	400
Indes	122 60	127 30	Météo Service	342	345
Indes	21 50	21			
Indes	822	822			
Indes	515	485 80			
Indes	520	520			
Indes	238 80	238 80			
Indes	228	225			
Indes	128 80	128 80			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables
le 27 juin 1988

Nombre de contrats : 10 900

VALEURS	PRIX cours	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
		dernier	dernier	dernier	dernier
Accor					
CE					
EE-Agrolime					
Lafarge-Capex					
Michelin					
Mill					
Peugeot					
St-Gobain					
Thomson-CSF					

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage de 27 juin 1988
Nombre de contrats : non communiqué.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	103,35	102,25	101,30
Précédent	104	103	—

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
100	3,46	9	0,18	0,58

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,08 F ↓		PARIS	
Activité importante et fébrile, mardi 28 juin, sur toutes les places financières internationales, où, de conserve, les banques centrales se sont intervenues pour faire reculer le dollar. De fait, la devise américaine a été contrainte de se replier pour coter 6,0645 F (6,12 F à l'ouverture), contre 6,16 F la veille, et 1,80 DM (après 1,8170 DM), contre 1,8235 DM.		NEW-YORK	
FRANCFORT 27 juin 28 juin		(Index Dow Jones)	
Dollar (en DM) .. 1,8235 1,80		24 juin 27 juin	
TOKYO 27 juin 28 juin		Industrielles .. 2142,96 2165,46	
Dollar (en yen) .. 131,78 135,95		LONDRES	
MARCHÉ MONÉTAIRE		(Index Financial Times)	
(effets privés)		24 juin 27 juin	
Paris (28 juin) .. 73/64 75/64		Industrielles .. 1 494,98 1 468,38	
New-York (27 juin) .. 75/65		Mines d'or .. 223,30 211	
		Fonds d'Etat .. 88,45 87,98	
		TOKYO	
		27 juin 28 juin	
		Nikkei Dow Jones .. 27 435,81 27 398,69	
		Indice général .. 2155,78 2158,48	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL .. 6,080 6,080	- 48 - 25	- 88 - 35	- 185 - 185
SE-DM .. 5,083 5,091	- 96 - 67	- 187 - 159	- 519 - 425
Yen (100) .. 166,87 167,31	+ 182 + 128	+ 216 + 259	+ 627 + 721
DM .. 3,747 3,771	+ 70 + 88	+ 149 + 173	+

BOURSE DU 28 JUIN

Cours relevés
1-15-18

Réglement mensuel																													
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-												
3846	C.M.E. 3% *	2615	3816	3816	+ 0.03		C.S.E. (Industrie)	585	595	595	- 2.65	819	Leroy-Somerv.	819	815	802	- 2.08	184	Sauv. Châ. Ind.	212	200	207	- 2.38	818	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1078	B.R.P. T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1079	C.C.A.T. T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1080	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1081	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1082	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1083	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1084	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1085	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1086	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1087	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1088	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1089	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1090	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1091	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1092	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1093	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1094	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1095	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1096	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1097	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1098	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1099	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1100	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1101	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1102	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1103	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1104	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1105	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1106	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1107	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1108	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1109	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1110	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1111	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1112	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1113	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1114	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1115	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1116	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1117	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1118	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1119	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1120	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680	679	675	- 0.74	320	S.C.D.A.	376.50	376.80	374.80	- 0.05	819	Oranier Bank	818	821	828	+ 0.31
1121	Orléans T.P.	1075	1072	1072	- 0.28		C.C.A.T. T.P.	315	314	314	- 1.57	1023	Locomotives	680															

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations											
Exp. 9,80 % 77	128	0,852	Comptant	130	124 80	Loire (St)	1260	1341	Toutat-Angoulême	202	193 90
9,80 % 78/80	102 85	9 482	Chemical	870		Loire (St)	1205	1190	Toutat-Angoulême	370	380
10,00 % 79/84	106 35	8 823	Chemical	194		Loire (St)	1317 40	319	Ulfur S.M.D.	601	505
33,25 % 80/80	106 50	9 344	C.I.C. (Paris, etc.)	687	718	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
34,00 % 81/80	102 85	9 259	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,20 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681	691	Magnolia Unifac	1000	1258	U.I.P.	302	300
16,50 % 82/80	111 15	4 306	C.I.C. (Paris, etc.)	681							

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, posto 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le sommet d'Hanovre. — Première rencontre à Paris Chavennat-Scholz. 4-5 L'ouverture de la conférence du Parti communiste d'URSS. 8 Le camp de Chatila est tombé entre les mains des dissidents pro-syriens. — Le « printemps » de Tripoli.	9 L'avenir de la Nouvelle- Calédonie après l'accord Lafleur-Tjibaou. 10 La réunion du comité cen- tral du PCF. 11 La succession de M. Stasi au conseil régional Champagne-Ardenne.	12 La catastrophe de la gare de Lyon. 14 Un policier placé en garde à vue avec un collègue pour une affaire de drogue. 20 Sports : les Internationaux de tennis de Grande- Bretagne.	15 Arts : la 43 ^e Biennale de Venise. — Rock : Michael Jackson au Parc des Princes. 16 Cinéma : <i>Balance manen</i> hors du train, de Dany De Vito. — « Digressions », par Ber- nard Frank. — Communication.	27 La rapport de la Commis- sion des comptes de la nation. — Le 22 ^e congrès du CNJA. 28 L'accident de l'A320 à Mulhouse. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées .. 24-26 Campus 12 Carnet 20 Echecs 20 Météorologie 19 Mots croisés 19 Radio-télévision 18 Spectacles 18	● Admissibilité aux grandes écoles, INT Gestion, ECOLIS 36-15 tazes LEMONDE ● Tous les congés du bac BR BAC 36-15 tazes LM

Les banques centrales interviennent pour faire baisser le dollar

Après quelques timides essais dans l'après-midi de lundi, les banques centrales sont intervenues vigoureusement, le mardi 28 juin, pour faire baisser le dollar, avec, en tête, la Bundesbank, qui s'était alarmée de voir le cours de la devise américaine dépasser 1,80 deutschemark, contre 1,70 deutschemark il y a une quinzaine de jours. En conséquence, le dollar qui, lundi matin, était élevé à 1,83 deutschemark, 131,70 yens et 6,16 francs, est retombé brutalement à 1,80 deutschemark, 130 yens et 6,09 francs.

Dans le cas de l'Allemagne, on sait que la Bundesbank juge inflationniste une baisse sensible du deutschemark, dont l'effet est de renchérir les importations et, du même coup, les prix intérieurs. Tout se passe comme si les grandes puissances industrielles étaient convenues, en dernier lieu, au sommet de Toronto, de fixer des limites implicites aux variations du dollar. Dans le cas de l'Allemagne, on parlait d'une fourchette de 1,60 deutschemark-1,80 deutschemark. A Paris, l'effet des interventions a fait remonter le cours du deutschemark, de 3,366 F à 3,38 F.

Par ailleurs, des rumeurs de hausse des taux d'intérêt continuent à courir, contribuant à déprimer les marchés financiers et les Bourses de valeurs. A Londres, où la livre a perdu près de 1 % après l'annonce d'une aggravation du déficit commercial (lire page 43), on estime que la Banque d'Angleterre pourrait relever à nouveau son taux directeur, porté de 8 1/2 % à 9 % la semaine dernière : on parle d'un demi-point ou même d'un point tout entier. Les taux à court terme allemands continuent de monter doucement, tandis qu'au Japon les autorités persistent à démentir un relèvement, mesure que tout rendrait nécessaire. Aux Etats-Unis, enfin, la baisse du dollar et la crainte de la sécheresse ont fait monter les rendements des bons du Trésor, celui de l'emprunt à trente ans passant de 8,85 % à près de 9 %.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 juin

Repli

Tout comme lundi, la prudence restait de mise à Paris où les investisseurs ont réagi à la forte baisse de Wall Street tout en demeurant perplexes sur l'évolution du dollar. L'indicateur instantané qui affichait dès l'ouverture une perte de 0,94 % reculait jusqu'à 1,1 % durant la matinée. En hausse, on notait Damart (+ 2,92 %), Silic (+ 1,74 %), Darty ADP (+ 1,4 %), et Interbill (+ 1,27 %). En baisse, figuraient Cédélec (- 4,3 %), Ficht Bauche (- 4,17 %) et Casino (- 3,75 %).

LE
BACCHUS
GOURMAND

Son chef : Thierry Coué
21, rue François 1^{er} - Face Europe 1
Réservations : 47.20.15.83

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 950 F VESTONS 1 480 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur mesure
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A C D E F G H

La conférence du Parti communiste soviétique

« Nous avons sous-estimé la gravité de la stagnation » déclare M. Gorbatchev

La première partie du rapport présenté, le mardi 28 juin, par M. Gorbatchev devant la conférence nationale du PC soviétique a été consacrée à la situation économique. Notant que « la réforme du système de gestion (...) est en cours », que « le revenu réel par habitant a recommencé à s'accroître » et que « nous avons réussi à stopper le glissement du pays vers une crise économique, sociale et intellectuelle », le chef du Kremlin a cependant constaté : « Il faut dire franchement que nous avons sous-estimé la gravité des déformations et de la stagnation qui ont marqué le passé (...) ». En trois ans, nous aurions pu faire beaucoup plus que nous n'avons fait dans les principaux domaines de la reconstruction.

Parlant de l'agriculture et de l'approvisionnement en produits alimentaires, M. Gorbatchev a estimé que les résultats obtenus n'étaient pas satisfaisants. Incriminant à ce sujet « l'incompréhension, les retards bureaucratiques, quand il ne s'agit pas d'un refus pur et simple de mettre en œuvre les réformes », il a insisté sur le nécessaire développement du système des contrats de travail, qu'il a défini comme « l'élément-clé de la politique agricole ». Nous devons, a-t-il dit, faire « en sorte que les paysans soient maîtres chez eux ».

Parlant d'autres secteurs de l'économie, M. Gorbatchev a encore dénoncé « des velléités non dissimulées de dénaturer le sens de la réforme ». « Sous forme de commandes d'Etat, a-t-il dit par exemple, on a pratiquement maintenu la vieille pratique des plans de production obligatoires. Le secrétaire général a mis l'accent sur le problème de la réforme des prix, élément essentiel de la réforme économique et qui n'est pas actuellement résolu. Assurant que les propositions

à ce sujet seront soumises à la concertation populaire, il a ajouté : « Le changement des prix de détail ne doit en aucune circonstance entraîner une baisse du niveau de vie (...). Les ressources que l'Etat paie aujourd'hui sous forme de subventions seront entièrement rendues à la population sous forme de compensations ».

M. Gorbatchev aborde alors les perspectives de « la rénovation du socialisme » et se félicite de l'apparition d'une nouvelle atmosphère sociopolitique, une atmosphère d'ouverture, de liberté, de création et de discussions. Il regrette cependant les lenteurs des transformations enregistrées dans les secteurs de la science et de l'éducation, rappelant les freins hérités de « la période de prédominance des méthodes autoritaires et administratives de gestion ».

A propos de la culture, le secrétaire général note que se sont ouverts « des débats sans précédent par leur ampleur, leur franchise (...) sur les moyens de rénover le socialisme, sur l'histoire et les temps modernes ». « C'est merveilleux », dit-il, avant d'ajouter : « En gros, les processus dans le domaine de la culture se développent sur une base saine. Mais nous ne serions pas objectifs (...) si nous disions qu'ils vont sans contradictions ni perte, qui dépassent parfois le cadre des valeurs socialistes... Mais on est loin de vouloir dramatiser la situation. D'ailleurs, il n'y a pas de raisons particulières pour cela ».

Au chapitre de la politique extérieure, M. Gorbatchev critique, là aussi, les méthodes du passé. « Il arrivait, dit-il, que des décisions très importantes étaient prises par un nombre restreint de personnes sans une analyse collective détaillée (...). Cela entraînait une réaction inadéquate aux événements interna-

tionaux (...), voire aboutissant à des décisions erronées. » Le rapporteur rappelle « la nouvelle pensée politique » qui inspire désormais la politique extérieure de l'URSS et évoque, à cet égard, les résultats déjà obtenus en matière, notamment, de désarmement. Il note que le départ du contingent soviétique d'Afghanistan constitue « un jalon important dans le règlement politique des conflits régionaux menaçant la paix mondiale ».

« Si le système politique reste figé... »

Traitant ensuite de la réforme du système politique en URSS, M. Gorbatchev évoque « les déformations graves » qui ont suivi la révolution d'octobre et « qui ont rendu possibles l'omnipotence de Staline et de son entourage, les actes de répression et l'arbitraire ». Il regrette que « les processus de démocratisation se développent lentement ». « Il faut avoir aujourd'hui, dit-il, le courage de reconnaître que, si le système politique reste figé, sans changements, nous n'arriverons pas à mener à bien la « perestroïka ».

Le chef du Kremlin reprend à son compte la plupart des propositions figurant dans les « Thèses » déjà approuvées par le comité central et soumises à la conférence, en particulier en ce qui concerne l'accroissement du pouvoir des soviets (assemblées élues) et « une juste répartition des fonctions entre le Parti et l'Etat ». Il suggère, dans ce cadre, que « les premiers secrétaires du Parti communiste deviennent les présidents des présidium des soviets ». Cette proposition signifie implicitement que le secrétaire général du parti pourrait devenir également le chef de l'Etat soviétique, en tant que président du présidium du soviet suprême. Au cas où les députés refuseraient d'approuver la nomination du premier secrétaire, « le parti devrait en tirer les conséquences ».

Un renforcement de la légalité socialiste, a poursuivi M. Gorbatchev, doit « exclure toute possibilité d'usurpation du pouvoir et d'abus du pouvoir, permettre de contrebalancer le bureaucratisme et le formalisme, de garantir la protection des droits et libertés des citoyens ».

M. Gorbatchev s'est longuement étendu sur le chapitre des libertés politiques et des droits de l'homme, évoquant notamment la question des relations entre l'Eglise et l'Etat. Citant les principes de Lénine, il a assuré : « Quelle que soit la religion qu'ils professent, tous les citoyens sont des citoyens de l'URSS à part entière ».

Le secrétaire général du PC soviétique refuse cependant que les principes de la démocratisation et de la glasnost « puissent servir à des fins antidémocratiques ». « Certains, dit-il, croient que de cette manière on peut résoudre tous les problèmes, allant de la révision du tracé des frontières à la création de partis d'opposition (...). Le comité central du parti considère que de tels abus de la démocratisation sont en contradiction profonde avec les tâches de la « perestroïka », et vont à l'encontre des intérêts du peuple ».

Sur le vif

Surmenage

Vous avez couru en ville ces jours-ci ? Dingue, non ? Des embouteillages, des bouchons à n'en plus finir, les rues noires de monde, les magasins pris d'assaut. Impossible de se faire servir. Les vendeuses, on sait pas où elles sont, en tout cas pas derrière leurs rayons. Remarque, les clients, pareil. Elles sont pas derrière leurs bureaux. Elles se baladent. Elles ont bien raison. Pas question d'arriver à l'heure au fameux rendez-vous européen de 1993, alors autant pas se bousculer.

On se pointe tard, on se tire tôt. On traîne sa fièvre entre les toilettes, la cantine, la photocopieuse et la machine à café. On enchaine les congés-vacances aux congés-maladie. On fait le pont entre les jours fériés, les jours récupérés et les jours de migraine. On appelle son chef un jeudi matin : Ecoutez voir, je me sens pas bien, je suis petraqué, ou mon gosse est petraqué, ou la nourrice de mon gosse est petraquée. J'essayerai de venir demain, mais je promets rien. Ou est-ce qu'il peut dire ? Il va pas se gêner un certificat médi-

cal pour une absence de vingt-quatre heures. Il va bougonner dans le bigophone : Ben, soignez-vous. Et bon week-end !

Une fois qu'on est dans la boîte, on peut se permettre d'importer quoi. C'est pour y entrer que c'est coton. Le fils d'une de mes copines, un môme de seize ans, apprend boucher dans la région parisienne. Vous savez combien il bosse ? Soixante-cinq heures par semaine ! C'était à prendre ou à laisser. Il a pris, bien obligé. Il va se lever aux aurores, et se coucher, épuisé, après le journal télévisé. Il va trimmer, il va marmer. Pour apprendre un métier, qu'il pourra pas exercer. Quand il aura fini son stage, son patron va l'envoyer péter. Pourquoi voulez-vous qu'il engage un gipson boucher alors qu'il peut s'en passer une apprentie pour le même prix.

Remarque, faut pas se plaindre. En France, dès qu'on a fini ses classes et ses stages, dès qu'on est sorti de l'adolescence, terminé, on fout plus rien. On a la vie pour récupérer.

CLAUDE SARRAUTE.

A l'Assemblée nationale

M. Giscard d'Estaing réélu président de la commission des affaires étrangères

M. Valéry Giscard d'Estaing a été réélu, le mardi 28 juin, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. A la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn (PS) devient président et M. Alain Richard (PS) rapporteur général du budget. Les autres présidents de commissions sont : M. Michel Sapin (PS), lois ; M. Jean-Michel Boucheron (PS), défense ; M. Jean-Marie Bockel (PS), production et échanges.

L'élection de M. Giscard d'Estaing aux affaires étrangères a été acquise par 26 voix contre une à M^{me} Catherine Lalumière (PS) et une à M. Alain Peyrefitte (RPR). Les socialistes ont voté blanc.

● Grève sur la ligne A du RER. — La ligne A du RER (Saint-Germain-en-Laye-Bolassy-Saint-Leger-Merme-la-Valle) était perturbée mardi 28 juin au matin par un mot d'ordre de grève des syndicats CGT et CFDT. Vers 8 h 30, le trafic n'était assuré qu'à 45 %, mais il était assuré qu'à 80 % à 10 heures. Les syndicats CGT et CFDT veulent faire pression sur la direction qui doit dissoudre ce 28 juin, avec l'ensemble des organisations des contreparties (prime ou aménagement du temps de travail) à la mise en place du système d'aide à la conduite, à l'exploitation et à la maintenance (SACEM). Ce contrôle automatique de la vitesse devrait permettre, aux heures de pointe, de faire circuler trente trains par heure au lieu de vingt-quatre actuellement. Il sera appliqué à horaires inchangés à partir de la fin septembre et avec les nouveaux horaires fin novembre début décembre. Un mouvement de grève contre des punitions affecte également les lignes 2 (Dauphine-Nation), 4 (Clichoncourt-Orléans), 10 (Boulogne-Austerlitz) et 11 (Châtelet-Mairie-des-Lilles) du métro parisien où le trafic n'est assuré qu'entre 80 % et 90 %.

M. Gilles Ménage nouveau directeur de cabinet du président de la République

M. Gilles Ménage, préfet, directeur adjoint du cabinet du président de la République, a été nommé, le mardi 28 juin, directeur de cabinet.

[Né le 5 juillet 1943 à Bourg-la-Reine, M. Gilles Ménage, marié et père de quatre enfants, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA dont il est sorti en mai 1969 (promotion « Jean-Jaurès »). Nommé sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne, puis, en juillet 1970, directeur du cabinet du préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, il est, en juillet 1974, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, M. Lelong, avant d'en devenir successivement chef de direction du cabinet. Le 1^{er} mai 1975, il est chargé de mission au cabinet du préfet de Paris ; deux ans plus tard, il est nommé directeur du cabinet du secrétaire général de la préfecture de Paris. Il y restera jusqu'en juin 1981, date à laquelle il est appelé comme conseiller technique auprès de M. Mitterrand. Le 3 août 1982, il devient directeur adjoint de son cabinet.

Titulé préfet le 13 mai 1983, M. Ménage est chevalier de l'Ordre national du Mérite.]

Assassinat de l'attaché naval américain à Athènes

Un attaché naval américain, le capitaine William Norbin, a été tué dans un attentat à la voiture piégée, le mardi 28 juin, à Athènes. L'attentat n'a pas été immédiatement revendiqué. Il s'est produit peu après 8 heures, dans le quartier de Kéfallari, près de Kifissia, une banlieue résidentielle du nord de la capitale grecque.

L'attaché naval américain, âgé d'une cinquantaine d'années, venait de quitter son domicile. Sa voiture a explosé peu après qu'il eut démarré.

Le numéro du « Monde »
daté 28 juin 1988
a été tiré à 541 170 exemplaires

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

QUI POSSÈDE

LES

200

PREMIÈRES

ENTREPRISES

FRANÇAISES ?

Dossier complet sur l'actionnariat après les OPA, les fusions, etc.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE
DU NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT :

• SANTÉ BUSINESS

Notre santé les intéresse...

• SOCIAL : le revenu minimum en 10 questions

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR

MON ROYAUME POUR CE PRIX-LÀ !

14 900 F HT

ÉCHANGE de votre Macintosh Plus pour un Macintosh SE
disque dur 20 Mo interne

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4 • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03